

.....
.....
.....
.....
.....
.....

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
OPPOSITION OFFICIELLE



Table des matières 2025-2026

No	Description
1	<p>Concernant les consultations ministérielles conduites par la ministre et/ou son cabinet (incluant les groupes de travail, mais excluant les consultations parlementaires en commission) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Sujet de chaque consultation ;b) Dates des rencontres pour chaque consultation ;c) Liste des personnes ou des groupes invités ;d) Employés impliqués ;e) Nombre d’heures totales investies par le ministère dans chaque consultation ;f) Coût de chaque consultation, ventilé par poste de dépense (location d’espace, salaire, papeterie, remboursement des participants, etc.) ;g) Préciser pour chacune si la consultation a eu lieu avant ou après le dépôt du projet de loi ;h) Les résultats des consultations.
2	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de toutes les campagnes ;b) Les coûts de production de ces campagnes ;c) Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;d) Les dates de diffusion de la campagne ;e) Les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, web) ;f) Les objectifs visés par chaque campagne.
3	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires ;c) Le montant qui leur a été accordé ;d) Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
4	<p>Pour l’année 2025-2025, le nombre d’employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d’activités et la raison du congédiement.</p>
5	<p>Pour l’année 2024-2025, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l’administration publique d’ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d’ici le 30 septembre prochain.</p>
6	<p>Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. Le ministère de la Famille et le Curateur étant ciblés par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le ministère pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Gel de recrutement<ul style="list-style-type: none">i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement;ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.b) Limitation du temps supplémentaire;c) Limitation des dépenses de déplacement. <p>Veuillez également nous indiquer si une demande d’exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.</p>

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
7	Veillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiées afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère pour 2024-2025, ventilé par organisme.
8	Veillez nous fournir les compressions budgétaires préliminaires annoncées en avril 2024 par le SCT pour l'année financière 2025-2026 ou les compressions budgétaires annoncées pour 2025-2026. Veillez nous fournir les cibles de compressions budgétaires établies.
9	Le montant détaillé total des compressions budgétaires effectuées en 2024-2025, ventilé pour le ministère et pour le Curateur.
10	<p>Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.)b) Les problèmes engendrés par la situation;c) Les correctifs apportés;d) La durée du problème (inscrire les dates);e) Les coûts engendrés;f) Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).
11	Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2024-2025 et le nombre de postes vacants, par région administrative.
12	<p>État du nombre de places par région par type de service (CPE, garderie en milieu familial régi, milieu familial non régi, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Nombre de places disponibles (pour le milieu familial, veuillez indiquer le nombre de places prévues à l'agrément ET le nombre de places réellement offertes)b) Nombre de places occupées ;c) Nombre d'enfants en attente de place ;d) Nombre de places qu'il est prévu de créer durant l'année 2025-2026 ;e) Coût estimé pour la création des places durant l'année 2025-2026.
13	<p>Indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées au cours de l'année 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région ;b) Par type de service de garde ;c) Au total.
14	<p>Pour l'année 2024-2025, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif et le taux de couverture. Effectuer une ventilation :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région et par territoire de BC ;b) Par type de service;c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois)d) Au total.
15	<p>Indiquer le nombre de poupons dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région ;b) Par type de service;c) Au total.
16	Veillez nous préciser le nombre de places poupons qui sont nécessaires pour répondre aux besoins au 31 mars 2025.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
17	Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026: a) Par région et par territoire de BC ; b) Par type de service; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois); d) Au total.
18	Veuillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.
19	En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants : <ul style="list-style-type: none">• 2021-2022 : 660 445 535 \$.• 2022-2023 : 991 722 477 \$• 2023-2024 : 1 216 997 313 \$• 2024-2025 : 1 418 564 861 \$• 2025-2026 : 1 675 806 897 \$ Veuillez nous indiquer: a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2024-2025 ; b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde ; c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées.
20	Le 6 mars 2025, le gouvernement annonçait la reconduction et l'indexation de l'Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec le gouvernement fédéral pour un montant total de 9,83 G\$ sur 5 ans. Veuillez nous fournir une copie de l'entente et les versements prévus par année, jusqu'en 2030-2031.
21	Les sommes reçues en 2024-2025 du Fonds consolidé au ministère de la Famille pour le développement des services de garde éducatifs à l'enfance.
22	Depuis le 1 ^{er} avril 2024, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont eu droit à une dérogation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou du Règlement sur la contribution réduite en nous indiquant : a) Le nom du service de garde éducatif ; b) Le type de service (CPE, garderie privée, milieu familial) ; c) La région ; d) L'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation ; e) La raison de cette dérogation ; f) La date de la fin de la dérogation.
23	Indiquer le nombre de places en service de garde éducatif en milieu de travail pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026. Effectuer une ventilation par région.
24	Indiquer la liste et le nombre de places récupérées par le ministère, depuis le 1 ^{er} avril 2024, en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le type de service (CPE, GS, GNS, BC); d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
25	Indiquer la liste et le nombre de places réaffectées depuis le 1 ^{er} avril 2024 en indiquant : a) Le nom de l’installation; b) La région; c) Le type de service; d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.
26	La liste des installations qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025. Veuillez nous fournir l’information par type de service (CPE, GS) en indiquant : a) Le nom de l’installation; b) La région; c) Le nombre de places retournées; d) La raison.
27	La liste des bureaux coordonnateurs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025 en indiquant : a) Le nom du bureau coordonnateur; b) La région; c) Le nombre de places retournées; d) La raison.
28	Le nombre d’enfants fréquentant un service de garde éducatif au 31 mars 2025: a) Par type de service (CPE, GS, GSN, milieu familial régi et non régi); b) Par région; c) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois); d) Au total.
29	Le nombre d’enfants de 0 à 5 ans qui ne sont pas dans les services de garde éducatifs en 2024-2025 : a) Par région; b) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois); c) Au total.
30	Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE, aux RSGE et aux garderies privées subventionnées en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
31	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE, aux RSGE, aux garderies privées subventionnées et aux garderies non subventionnées, par région en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
32	Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde éducatif pour une place subventionnée au 31 mars 2025.
33	Coûts totaux des places à contribution réduites pour les exercices 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez nous fournir cette information au global, avec et sans la contribution parentale et par type de service de garde éducatif.
34	Coût réel moyen des places à contribution réduite : a) Précisez la contribution de l’État et celle des parents (ventiler les contributions de base et additionnelles). b) Précisez le pourcentage du coût représentant la contribution gouvernementale et la contribution des parents. c) Ventiler par type de services : CPE, GS et milieu familial au 31 mars 2025.
35	Sommes versées aux CPE à titre de frais généraux ou de services administratifs (nouveau mode de financement) pour les années financières 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Table des matières 2025-2026

No	Description
36	Concernant la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2024-2025, veuillez nous fournir l’information suivante, ventilée par région: a) Le nom de la garderie; b) La ville; c) La circonscription électorale; d) Le nombre de places; e) La date de conversion; f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées); g) Le coût des places subventionnées converties en 2024-2025.
37	Le 7 juin 2024, la ministre annonçait un appel de projets visant la conversion de 1 000 places supplémentaires non subventionnées en places à contribution réduite au courant de la prochaine année. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire: a) Le nom de la garderie; b) La ville; c) La circonscription électorale; d) Le nombre de places; e) La date de conversion; f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées); g) Le coût de ces places subventionnées converties en 2024-2025.
38	Indiquer le nombre de places et le budget accordé, par type de service (CPE, milieu familial [places à l’agrément et places réellement offertes], garderie subventionnée, garderie non subventionnée), pour chacune des régions au 31 mars 2025.
39	Veuillez nous fournir le montant versé en subventions en 2024-2025 pour le financement des infrastructures des CPE, par région.
40	Pour chaque CPE ouvert en 2024-2025, veuillez nous indiquer le montant prévu lors de l’attribution des places pour la construction du CPE (infrastructure) et le montant final du projet (infrastructure).
41	Indiquer le budget réellement investi pour le maintien des infrastructures des CPE en 2024-2025 et les prévisions pour les 5 prochaines années.
42	Veuillez nous fournir la liste des projets d’infrastructures des CPE autorisés par le ministère depuis le 1er janvier 2021 en indiquant : a) Le nom du CPE; b) Le nombre de places autorisées; c) La ville; d) La région; e) La circonscription électorale; f) La date d’attribution des places; g) La date prévue de l’ouverture de l’installation; h) L’estimation du coût de l’infrastructure; i) Le coût du projet autorisé; j) Le coût du projet en date d’aujourd’hui; k) S’il y a dépassement de coûts, veuillez nous indiquer le dépassement de coûts autorisé et les raisons de ce dépassement de coûts; l) Si le projet est terminé, veuillez nous indiquer : i. la raison de la fin du projet (retour des places, récupération des places, ouverture de l’installation, etc.), ii. le coût final de l’infrastructure iii. la date d’ouverture de la nouvelle installation.

Table des matières 2025-2026

N°	Description
43	<p>Pour 2024-2025, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La création brute de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial)b) La création nette de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires en soustrayant de ce nombre les places ayant été récupérées par le Ministère auprès des titulaires de permis ou retournées volontairement par ces derniers et le nombre de places fermées) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial).
44	<p>Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait la récupération des places qui prennent trop de temps à se rendre disponibles (ex. : délai de construction problématique). Pour chacune des places récupérées, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l'installation;b) Le type d'installation (CPE, GS, etc.);c) La circonscription électorale;d) La région;e) La raison de la récupération;f) La date où les places avaient été attribuées;g) La date où les places ont été récupérées.
45	<p>Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait une nouvelle initiative pour accélérer la disponibilité de places. À court terme, de nouveaux appels de projets pourraient permettre l'accès rapide à au moins 400 nouvelles places pour pouspous et à 100 autres pour les enfants âgés de 18 mois et plus. Suite à cette annonce, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La date de l'appel de projets;b) La liste des projets déposés;c) L'évaluation de chacun des projets par le Ministère`;d) La liste des projets choisis en indiquant :<ul style="list-style-type: none">i. Le nom de l'installation;ii. Le nombre de places attribuées;iii. La circonscription électorale;iv. La région;v. La date d'ouverture des nouvelles places ou la date prévue d'ouverture des nouvelles places.
46	<p>Le 15 février 2024, la ministre de la Famille annonçait le développement de 1 197 nouvelles places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance. De ce nombre, plus de 900 devaient être créées en quelques semaines. Veuillez nous fournir, depuis l'annonce:</p> <ul style="list-style-type: none">a) L'installation ayant obtenu des places en indiquant le type d'installation (CPE / GS);b) La ville;c) La circonscription électorale;d) Le nombre de places;e) La date prévue d'ouverture de l'installation;f) La date d'ouverture de l'installation;g) Le coût prévu de l'infrastructure (pour les CPE)h) Le coût final de l'infrastructure (pour les CPE)

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
47	<p>Sur les 9 étapes du processus optimisé de développement des places annoncé en 2021, veuillez nous indiquer le délai de traitement moyen (en mois) pour chacune des étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1) Octroi des places et démarrage du projet2) Dépôt de l'étude d'opportunité et approbation;3) Dépôt des plans et approbation du budget préliminaire;4) Appel d'offres et choix de l'entrepreneur;5) Approbation du budget final et autorisation à commencer les travaux;6) Réalisation des travaux;7) Dépôt des documents pour la délivrance du permis;8) Approbation des locaux;9) Délivrance des permis.
48	<p>Concernant le bureau d'accélération des projets créé le 6 février 2023, veuillez nous indiquer :</p> <ol style="list-style-type: none">a) La composition du bureau (organigramme);b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau;c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau;d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau;e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau;f) Le nombre de nouveaux ETC engagés pour le bureau;g) Le rôle du bureau;h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes;i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.
49	<p>Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les centres de la petite enfance (CPE), ventilé par poste budgétaire, au 31 mars 2025. Préciser le nombre de CPE et le nombre de places inclus dans le calcul.</p>
50	<p>Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les services de garde éducatifs en milieu familial, ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2025. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.</p>
51	<p>Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies privées subventionnées, ventilé par poste budgétaire, au 31 mars 2025. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.</p>
52	<p>Le nombre de places par type de service de garde éducatif (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) disponible hors des horaires typiques de garderie, soit entre 7 heures et 17 heures du lundi au vendredi, au 31 mars 2025. Ventiler l'information par circonscription électorale, par région et par type de service de garde éducatif.</p>
53	<p>Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde par région pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez nous fournir l'information :</p> <ol style="list-style-type: none">a) Par région;b) Par type de service de garde éducatif;c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);d) Au total.
54	<p>Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde par région pour 2024-2025. Veuillez fournir l'information :</p> <ol style="list-style-type: none">a) Par région;b) Par type de service de garde éducatif;c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);d) Au total.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
55	Le nombre de services de garde qui n’a pas atteint le minimum du taux d’occupation au 31 mars 2025: a) Nombre de CPE, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées ; b) Nombre de garderies privées subventionnées, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées.
56	Surplus dans les centres de la petite enfance au 31 mars 2025: a) Liste des CPE ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l’année 2024-2025 et les prévisions 2025-2026; b) Liste des CPE qui ont des surplus, ventilés par région en indiquant le surplus accumulé.
57	Dresser un état de situation concernant les projets en immobilisation et le maintien des actifs prévus pour 2024-2025, ainsi que la liste de toutes les sommes qui y seront allouées.
58	Pour les CPE, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2024-2025 et le nombre de places ; b) Le coût d’annualisation des places développées en 2024-2025 ; c) L’indexation liée à l’augmentation des échelons (progression salariale).
59	Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2024-2025 et le nombre de places ; b) Le coût d’annualisation des places développées en 2024-2025; c) L’indexation liée à l’augmentation des échelons (progression salariale) ; d) Indexation liée à l’augmentation de rémunération des RSG.
60	Pour les garderies privées subventionnées, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2024-2025 et le nombre de places ; b) Le coût d’annualisation des places développées en 2024-2025; c) L’indexation liée à l’augmentation des échelons (progression salariale).
61	Indiquer les besoins à combler en matière de places, par région, par catégorie d’âge pour 2024-2025. Fournir les prévisions pour 2025-2026.
62	Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2024-2025 ventilé par type de service de garde éducatif et par région. Veuillez également nous dire si la demande a été acceptée ou refusée par le ministère.
63	Indiquer la ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies non subventionnées ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde éducatif, au 31 mars 2025.
64	Veuillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis le 1er octobre 2022, chaque année, ventilée par région. Pour chacune des installations, veuillez nous dire : a) La raison du bris de service; b) La durée du bris de service.
65	La liste de tous les CPE ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilé par région. La liste doit inclure : a) Le nom du CPE; b) La région; c) Le nombre de places en précisant le nombre de places pouspons; d) La raison; e) L’adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
66	<p>La liste de toutes les garderies privées subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilée par région. La liste doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l'installation;b) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons;c) La raison;d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.
67	<p>La liste de toutes les garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilée par région. La liste doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l'installation;b) Le nombre de places. Sur ce nombre, veuillez indiquer le nombre de places poupons;c) La raison;d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.
68	<p>La liste de tous les services de garde ayant fermé depuis le 18 octobre 2018, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La région ;b) Le nom du service de garde éducatif;c) Le type de service;d) L'adresse ;e) Le nombre de places ;f) Le délai donné au ministère avant la fermeture ;g) La raison de la fermeture ;h) La date de la fermeture.
69	<p>Concernant les services de garde éducatifs qui n'ont pas respecté l'article 17 du règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance demandant un délai de 90 jours de préavis, veuillez nous fournir:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l'installation;b) La région;c) Le suivi effectué par le ministère avec le DPCP;d) La décision du DPCP;e) La pénalité payée par l'installation;f) Les sommes récupérées par le ministère suite aux paiements des pénalités.
70	<p>La liste des CPE localisés dans un édifice qui est sous la propriété d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire qui a reçu un avis d'éviction depuis le 1^{er} janvier 2019. Veuillez nous indiquer, pour chacun des CPE visés :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La date d'éviction prévue;b) La municipalité;c) Le nombre de places;d) L'accompagnement offert par le MFA au CPE pour relocaliser;e) Si le CPE a cessé ses activités, veuillez indiquer la date de fin des activités.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
71	<p>Le nombre d’ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026, pour chacun des postes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Personnel éducateur formé ;b) Personnel éducateur non formé ;c) Commis-comptable ;d) Secrétaire-comptable ;e) Secrétaire ;f) Cuisinier ;g) Préposé à l’entretien ménager ;h) Conseiller pédagogique ;i) Gestionnaire de niveau 1 ;j) Gestionnaire de niveau 2 ;k) Gestionnaire de niveau 3 ;l) Aide-éducatrice.
72	<p>En 2024-2025, le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) En congé de maladie, par corps d’emploi, en 2024-2025.b) En arrêt de travail, par type d’arrêt et la moyenne de la durée d’un arrêt de travail.
73	<p>L’estimation de la masse salariale consacrée :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.b) Au personnel administratif pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026. Fournir une estimation du nombre d’employés administratifs pour les mêmes années.
74	<p>Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.</p>
75	<p>Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.</p>
76	<p>Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 pour un projet-pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.</p>
77	<p>Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l’information :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région;b) Par type de service;c) Le nombre de places disponibles;d) Le nombre de places réellement occupées.
78	<p>Veuillez nous fournir le nombre d’installations temporaires autorisées par le ministère en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l’installation ;b) Le type d’installation ;c) Le nombre de places ;d) La ville et la région ;e) Le montant décaissé par le ministère pour l’installation temporaire ;f) La date d’ouverture de l’installation ;g) La date prévue de la fin de l’installation temporaire;h) La date de fermeture de l’installation temporaire.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
79	<p>Concernant le projet de CPE préfabriqué annoncé, annulé puis redémarré, veuillez nous indiquer la liste des CPE visés par le projet de préfabriqués en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de places en indiquant le nombre de places pouspons;b) La ville, la région;c) Le coût prévu;d) Une copie du contrat conclu avec le fabricant;e) Le coût final du projet;f) L'échéance du projet;g) La date de l'ouverture de l'installation ou la date prévue de l'ouverture de l'installation
80	<p>Depuis l'adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom du service de garde éducatif;b) Le type de service;c) Le nombre de places ajoutées;d) Le nombre de places total;e) Pour les CPE, veuillez nous indiquer les investissements faits pour les travaux effectués (agrandissement, réaménagement, etc.)f) La date de l'ajout.
81	<p>Concernant le projet Accessibilité et équité (Projet A du Programme AESG : Accès équitable à un service de garde), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;f) État d'avancement;g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.
82	<p>Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le Grand chantier pour les familles qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d'ici 2024-2025, dont 1,8 G\$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, <u>pour chacune des 45 actions</u> prévues dans le plan :</p> <ul style="list-style-type: none">a) L'état d'avancement de la mesure ;b) Les sommes prévues en 2024-2025, <u>par mesure</u>;c) Les sommes investies en 2024-2025, <u>par mesure</u>, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu'à 2024-2025.
83	<p>Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région;b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région;c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région;d) Les cibles pour 2025-2026 et 2026-2027 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.

Table des matières 2025-2026

N ^o	Description
84	<p>Le Grand chantier pour les familles prévoit l’ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilé par région, en indiquant :<ul style="list-style-type: none">i. le nombre de places par projet;ii. le type de service (CPE, GS);iii. la date prévue d’ouverture de l’installation.b) Les cibles visées par le ministère concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilé par région.
85	<p>Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La liste des CPE ouverts en indiquant :<ul style="list-style-type: none">i. Le nombre de places ;ii. La ville;iii. La région;iv. La circonscription électorale;v. Le délai de création de places à partir de l’attribution du projet jusqu’à l’ouverture de l’installation (en mois);b) La liste des garderies subventionnées ouvertes en indiquant :<ul style="list-style-type: none">i. Le nombre de places;ii. La ville;iii. La région;iv. La circonscription électorale.c) La liste des garderies privées non subventionnées ouvertes en indiquant;<ul style="list-style-type: none">i. Le nombre de places;ii. La ville;iii. La région;iv. La circonscription électorale.d) La liste des projets de garderies non subventionnées converties en places subventionnées en indiquant la proportion le nombre de places et le type de conversion (GS ou CPE);e) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Sur ce nombre, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places, par région;f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1^{er} avril 2024;g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2025.
86	<p>Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de places fermées en CPE;b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées ;c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées ;d) Le nombre de places fermées en milieu familial.
87	<p>Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l’Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d’en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d’ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre d’éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région ;
88	<p>Veuillez indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial en 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et en 2024-2025.</p>
89	<p>Veuillez nous fournir, pour 2024-2025, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de <u>nouvelles</u> places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.</p>
90	<p>Veuillez indiquer le nombre de services de garde en milieu familial reconnu qui ont fermé leur installation en 2024-2025, ventilé par région, en indiquant le nombre de places.</p>

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
91	Veillez nous fournir le nombre de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2024-2025. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.
92	Veillez nous indiquer combien de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2024-2025. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.
93	Veillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de RSGE ayant profité de l'aide au démarrage de 3 500 \$ annoncée au printemps 2021. Veillez nous fournir cette information par région.
94	Veillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de RSG ayant obtenu 6000 \$ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veillez nous fournir cette information par région ;
95	Veillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de places additionnelles disponibles suite à l'allègement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l'école s'ils ne sont présents que pour de courtes périodes.
96	<p>Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous fournir la liste des projets pilotes mis en place depuis l'annonce et indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La ville et la région;b) Le nombre de places;c) La date d'ouvertured) La date de fin, si le projet est terminé;e) Le partenariat avec la communauté.f) Le nombre de responsables de services de garde éducatifs travaillant dans un projet-pilote, ventilé par région;g) Le nombre de responsables de services de garde éducatifs qui ont été transférés de leur milieu familial à un projet pilote;h) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.
97	<p>Indiquez le nombre et le type de plaintes reçues pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région ;b) Par type de service;c) Type de plainte.
98	<p>Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2024-2025:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Par région ;b) Par type de service;c) Type d'infractions.
99	<p>Concernant les inspections en 2024-2025, veuillez nous fournir, par type de service et par région :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre d'inspections complètes effectuées:<ul style="list-style-type: none">i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis;b) Le nombre d'inspections partielles :<ul style="list-style-type: none">i. Suite au traitement d'une plainte;ii. Lors d'une vérificationc) Le nombre d'inspections complètes n'ayant pas été effectué :<ul style="list-style-type: none">i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis.
100	Indiquer le nombre d'inspecteurs au ministère en 2024-2025, par région. Veillez également nous fournir le nombre de postes vacants, par région.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
101	Nombre d’inspections réalisées à la suite d’une plainte, ventilé par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSG et non régies]) pour 2024-2025.
102	Le nombre de garderies illégales découvertes en indiquant si elle a été découverte à la suite d’une plainte ou d’une inspection du MFA, ventilé par région.
103	Le taux de services de garde illégaux qui se sont conformés à la loi en 2024-2025.
104	Indiquer le nombre d’enfants <u>nés</u> inscrits sur la liste d’attente : La Place 0-5 au 31 décembre 2022, au 31 mars 2023, au 31 mars 2024 et au 31 mars 2025, ventilée par âge et par région. Veuillez nous fournir l’information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l’été 2022.
105	Indiquer le nombre d’enfants, par âge, qui sont sur la liste d’attente du guichet unique <u>qui n’a aucune place</u> dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2025. Veuillez nous fournir l’information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l’été 2022.
106	Indiquer le nombre d’enfants qui, au 31 mars 2025, sont sur la liste d’attente du guichet unique, mais qui occupe déjà une place en service de garde éducatif, subventionné ou non, régi ou non. Veuillez nous fournir l’information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l’été 2022.
107	Le nombre d’enfants qui sont inscrits sur la liste d’attente du guichet unique en date du 31 mars 2025, mais qui ne sont pas encore nés.
108	Indiquer le nombre d’enfants identifiés comme ayant besoin d’un soutien particulier inscrit au guichet unique a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d’âge; d) Au total.
109	Indiquer le nombre d’enfants identifiés comme admissibles à l’exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d’âge; d) Au total.
110	Le taux d’adhésion, en date du 31 mars 2025, au guichet unique Place 0-5 par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSGE]).
111	Concernant le nouveau guichet d’attente pour une place en services de garde, veuillez nous indiquer : a) La date prévue de mise en service du nouveau guichet; b) Le coût prévu de fonctionnement du guichet; c) Le coût prévu d’implantation du guichet; d) Le budget additionnel nécessaire pour la mise en application du guichet; e) Le nombre d’employés engagés pour le fonctionnement du guichet; f) Le ministère responsable de la gestion du nouveau guichet; g) Le ministère responsable de la création du nouveau guichet; h) Les mandats confiés au ministère de la cybersécurité et du numérique concernant l’implantation du guichet; i) Le budget révisé du coût du guichet; j) Les dépassements de coûts en date du 31 mars 2025; k) Les raisons expliquant les délais et le report dans l’implantation du guichet.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
112	Indiquer le nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2024-2025: a) Par région ; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge; d) Au total.
113	Concernant l'allocation pour l'intégration en service de garde éducatif (AISG) (anciennement nommée l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde éducatif (AIEH)) en 2024-2025, fournir : a) le nombre d'enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs en ventilant l'information : i. Par groupe d'âge; ii. Par type de service de garde éducatif; iii. Par région; iv. Au total. b) Le nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge ; c) Le montant supplémentaire octroyé par enfant ; d) Le montant total octroyé au Québec, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge.
114	Concernant l'Allocation d'intégration en service de garde éducatif, veuillez nous indiquer les jours d'occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs en 2023-2024 et 2024-2025. Veuillez nous fournir l'information : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d) Au total.
115	Dresser un état de situation sur l'intégration dans les services de garde des enfants handicapés en y incluant le mode de financement, les sommes dévolues en 2024-2025 et celles prévues pour 2025-2026, au total et par région, ainsi que les besoins évalués et le nombre de demandes de soutien reçues au total et par région, identifier celles ayant obtenu une réponse positive et fournir les prévisions.
116	Concernant les comités consultatifs qui traitent des demandes de Mesure exceptionnelle de soutien (MES), veuillez nous fournir, pour 2024-2025; a) Le nombre de rencontres tenues, par comité; b) Le nombre de dossiers analysés, par comité; c) Le nombre de dossiers acceptés, par comité; d) Le délai de traitement moyen, par comité; e) Le nombre d'heures recommandées, par comité; f) Le nombre d'heures autorisées, par comité.
117	Indiquer le nombre d'enfants handicapés admissibles à la Mesure exceptionnelle de soutien (MES) en 2024-2025: a) Par groupe d'âge et par type de services, ventilé par région ; b) Le nombre de demandes reçues, ventilé par région; c) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région; d) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région ; e) Le nombre d'heures demandées, ventilé par région; f) Le nombre d'heures accordées, ventilé par région; g) Le nombre de jours d'occupation, ventilé par région; h) Le montant supplémentaire octroyé par enfant ; i) Le montant total versé pour la mesure, ventilé par région ; j) La description de l'utilisation possible de la subvention.
118	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2024-2025 à la suite de l'expulsion d'un enfant d'un service de garde éducatif, ventilées par type de service et par région.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
119	Veillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2024-2025 à la suite d’une expulsion d’un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d’un service de garde éducatif, ventilée par type de service de garde éducatif et par région.
120	Concernant les places visant à l’intégration des enfants vulnérables adressés par les CISSS-CIUSS (places protocoles), veuillez nous indiquer, pour 2024-2025, a) Le nombre de places réservées, par région et par type de service; b) Le nombre de places utilisées, par région et par type de service; c) Le taux d’occupation des places, par région et par type de service; d) La variation des places disponibles entre 2023-2024 et 2024-2025.
121	Le nombre d’enfants ayant des besoins particuliers ayant eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2024-2025.
122	Le nombre d’enfants qui se sont vu refuser l’accès à la subvention, car le ratio d’accès du service éducatif était atteint en 2024-2025.
123	Le nombre d’enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs en 2024-2025 : a) Par région; b) Par type de service; c) Par tranche d’âge; d) Au total; e) Investissement total pour la mesure en 2024-2025.
124	Veillez nous fournir l’état d’avancement des travaux entourant l’Allocation pour l’intégration d’un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d’un audit de performance.
125	Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme que « Le Ministère a poursuivi, en 2022-2023, ses actions en vue d’optimiser l’Allocation d’intégration en service de garde éducatif (AIEH) et la Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d’importants besoins (MES), afin qu’elles répondent de mieux en mieux aux besoins des enfants et à la réalité des SGEE. Les travaux en ce sens se poursuivront pour soutenir les enfants ayant des besoins de soutien particulier, mais n’étant pas handicapés. » (p. 14) Veuillez nous brosser le portrait des travaux effectués et à venir.
126	Suite au rapport déposé par le Vérificateur général du Québec sur la qualité des services de garde en mai 2024 (chapitre 4 – Qualité des services de garde éducatifs à l’enfance), le ministère a présenté un plan d’action pour l’application des recommandations. Pour chacune des mesures présentées dans le plan d’action, le suivi apporté à la mesure. Veuillez également nous informer si un indicateur a été modifié et si tel est le cas, la raison et le nouvel indicateur.
127	Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme qu’une collecte de données annuelle a été instaurée afin de constituer le Portrait de la main-d’œuvre des SGEE (p. 14). Veuillez nous fournir la collecte de données produite par le ministère.
128	Tableau présentant la proportion du nombre d’éducatrices qualifiées et non qualifiées à l’emploi au 31 mars 2025 par région administrative et par type de service.
129	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d’éducatrices qualifiées imposées par le ministère en 2024-2025: a) En CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
130	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d’éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ont reçu des avis de non-conformité en vigueur en 2024-2025: a) En CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
131	Le nombre de services de garde qui ne répond pas aux exigences de ratio d’éducatrices qualifiées de 1/2 et qui se sont conformées à la suite de l’avis de non-conformité en 2024-2025: a) En CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
132	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d’éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l’avis de non-conformité en 2024-2025: a) En CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
133	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et pour 2024-2025 le nombre d’éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.
134	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et pour 2024-2025 le nombre d’éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.
135	Le nombre d’éducatrices <u>qualifiées</u> qui ont quitté le réseau des services de garde éducatifs en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d’entre elles qui ont quitté pour le réseau de l’Éducation.
136	Le nombre d’éducatrices <u>non qualifiées</u> qui ont quitté le réseau des services de garde en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d’entre elles qui ont quitté pour le réseau de l’Éducation.
137	Le nombre d’éducatrices <u>qualifiées</u> qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde.
138	Le nombre d’éducatrices <u>non qualifiées</u> qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2024-2025, ventilé par région et par type de service.
139	La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1er avril 2023 afin de favoriser le métier d’éducatrice à la petite enfance et les sommes investies en 2024-2025, par mesure.
140	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l’Emploi annonçaient 64 M\$ pour répondre aux besoins de main-d’œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l’enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2025, la ventilation du 5 M\$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d’éducatrice et d’éducateur. Veuillez également nous préciser les montants réellement investis.
141	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l’Emploi annonçaient 64 M\$ pour répondre aux besoins de main-d’œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l’enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2025, la ventilation du 1,5 M\$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l’implantation d’un service de certification., ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
142	<p>Le 1^{er} juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 7 M\$ sur cinq ans pour mieux soutenir les SGEE dans leurs démarches de recrutement de personnel éducateur à l'international. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler, pour chacun des 3 axes (participation aux missions de recrutement international, soutien à des initiatives visant le recrutement international, soutien à des initiatives particulières):</p> <ul style="list-style-type: none">a) Les sommes prévues par année pour les 5 années;b) Les sommes réellement investies en 2024-2025;c) Le nombre d'éducatrices recrutées en indiquant le pays de recrutement.
143	<p>Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.</p>
144	<p>Concernant les tests de plomb dans l'eau, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui ont effectué les tests de plomb ;b) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui n'ont pas effectué les tests de plomb ;c) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre;d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.);e) Les mesures d'accompagnement mises en place par le MFA afin d'accompagner les services de garde éducatifs qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.
145	<p>Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille travail études destinées à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants ventilés avec le montant et la région.</p>
146	<p>Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destinée au milieu de travail, ventilé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Volet 1 — Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région ;b) Volet 2 — Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région ;c) Volet 3 — Soutien aux initiatives particulières : Appuyer toute autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.
147	<p>Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale, ventilée avec le montant et la région.</p>
148	<p>Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.</p>
149	<p>Dresser un état de situation, incluant une ventilation des sommes octroyées en 2024-2025, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.</p>
150	<p>Nombre et le pourcentage de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2025.</p>
151	<p>Liste des organismes qui offrent des services de haltes-garderies, avec le financement octroyé pour 2024-2025 et le financement prévu pour 2025-2026.</p>

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
152	La liste des OCF reconnus et financés par le MFA ministère en 2024-2025, ventilée par région, en indiquant leur financement.
153	Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.
154	En date du 31 mars 2025, liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilé ainsi : a) Nom du centre de pédiatrie sociale et adresse ; b) Financement octroyé par centre ; c) Date de début du financement ; d) Nombre d’enfants rejoints.
155	Le 5 juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 57,5 M\$ afin de renforcer le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler la répartition des sommes.
156	Concernant le l’Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région : a) Le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans ; b) Le nombre d’enfants moyen par famille ; c) Le nombre d’enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans... 18 ans) ; d) Le nombre d’enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus) ; e) Le nombre total d’enfants par région ; f) Le total des sommes octroyées en 2024-2025; g) La somme moyenne octroyée par famille ; h) Le revenu familial moyen.
157	Concernant le Supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région : a) Le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé ; b) Le nombre d’enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans... 18 ans) ; c) Le nombre total d’enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par région ; d) Le total des sommes octroyées via le Supplément pour enfant handicapé en 2024-2025 par région et au Québec ; e) Le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le Supplément pour enfant handicapé, par région ; f) Le nombre de demandes de SEH reçues en 2024-2025 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2025;
158	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2 » (SEHNSE), incluant les éléments suivants : a) Nombre de demandes déposées en 2024-2025 pour le palier 1, ventilé par région ; b) Nombre d’enfants admis en 2024-2025, ventilé par région ; c) Nombre d’enfants refusés en 2024-2025, ventilé par région ; d) Nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région ; e) Délais moyens de traitement des demandes en 2024-2025; f) Total des sommes versées en 2024-2025, ventilé par région.

Table des matières 2025-2026

No	Description
159	<p>Le 5 décembre 2023, la ministre annonçait la mise sur pied du Comité de sages sur l'identité de genre. Depuis la mise en place du comité, veuillez nous fournir:</p> <ul style="list-style-type: none">a) La liste des rencontres en indiquant la liste des personnes présentes;b) L'ordre du jour des rencontres;c) Les procès-verbaux des rencontres;d) Les frais détaillés remboursés pour les rencontres (frais de déplacement, repas, hébergement, etc.);e) Le nombre d'employés du Ministère affectés au Comité;f) Les montants octroyés en 2024-2025 aux membres du comité pour l'accomplissement de leurs fonctions (salaire, indemnité, autre);g) Une copie des mandats des membres du comité;h) La liste des recommandations du comité;i) La date prévue de la remise de rapports d'étape et du rapport final.
160	<p>Le 13 novembre 2023, la ministre de la Famille annonçait 6,4 M\$ afin de mieux soutenir les services communautaires destinés aux familles autochtones et de permettre le déploiement de travailleuses et de travailleurs de proximité en milieu urbain. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir la liste des organismes ayant obtenu des sommes en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom de l'organisme;b) La ville et la région;c) Le montant octroyé.
161	<p>Concernant les mesures d'assistance, veuillez nous dire :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de formulaires de demande de reconnaissance d'un assistant au majeur soumis au curateur, ventilé par région;b) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région;c) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région;d) Le nombre de demandes de révision d'une décision, ventilé par région;e) Le délai moyen de traitement d'une demande;f) Le nombre de personnes reconnues inscrites dans le Registre public des assistants, ventilé par région;g) Le nombre de consultations du registre en 2024-2025;h) Le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition à une demande de reconnaissance d'un assistant, ventilé par région.
162	<p>Le nombre de représentations temporaires.</p>
163	<p>Le nombre de plaintes déposées en 2024-2025, par catégorie</p>
164	<p>La liste des projets pilotes permettant aux organismes d'être reconnus officiellement comme assistants autorisés en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nom du projet;b) L'organisme responsable du projet pilote;c) La région;d) Une courte description;e) Le financement octroyé;f) La date de début et de fin du projet pilote;g) Si le projet est terminé, veuillez nous fournir le bilan du projet.
165	<p>Depuis le 4 mars 2025, une vérification des antécédents judiciaires doit être faite lors de l'ouverture d'une tutelle, du remplacement d'un tuteur ou d'une demande de représentation temporaire. En lien avec cette nouvelle obligation, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Les ententes avec les corps de police pour cette nouvelle obligation;b) Le coût moyen d'une vérification;c) Le délai moyen d'une vérification d'antécédents;d) Le nombre de dossiers traités depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle obligation.

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
166	<p>Concernant les personnes itinérantes sous la responsabilité du Curateur, veuillez nous dire :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le nombre de personnes sous la responsabilité du Curateur, ventilé par région;b) Le nombre de ressources attirées à cette clientèle, par région;c) Les programmes et les mesures mis en place pour cette clientèle;d) Les investissements liés à cette clientèle;e) La liste des ententes avec des organismes pour intervenir auprès de cette clientèle en indiquant le nom de l'organisme et le financement octroyé.
167	<p>Le rapport annuel de gestion du Curateur 2023-2024 affirme que « Le Curateur public poursuit son virage numérique avec le démarrage d'un grand projet visant notamment à bonifier le soutien et l'accompagnement offerts aux proches impliqués dans la représentation légale d'un des leurs vivant avec une inaptitude.» En lien avec cet extrait du rapport, veuillez nous fournir:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Une description du virage numérique;b) Les échéanciers;c) Le coût estimé du virage numérique;d) Les investissements prévus par année, pour les 5 prochaines années.
168	<p>Concernant le nouveau siège social du Curateur public, veuillez nous fournir;</p> <ul style="list-style-type: none">a) L'adresse du siège social;b) La superficie des locaux;c) Les coûts de loyer mensuel et annuel;d) Les sommes investies pour l'aménagement du siège social;e) Les sommes détaillées investies pour l'achat de mobiliers et d'équipement.
169	<p>Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. Le Curateur étant ciblé par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le Curateur pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Gel de recrutement<ul style="list-style-type: none">i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement;ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.b) Limitation du temps supplémentaire;c) Limitation des dépenses de déplacement.
170	<p>Le 12 mars 2024, le Curateur lançait un sondage sur la mesure d'assistance. Veuillez nous fournir:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Les résultats du sondage;b) Le coût du sondage.
171	<p>Concernant le projet de Gestion de la représentation (volet privé), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;f) État d'avancement;g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Table des matières 2025-2026

No	Description
INT_1	<p>Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé par année ;b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement ;c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026 ;d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque mesure ;e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_2	<p>Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé par année ;b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement ;c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026 ;d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque orientation ;e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_3	<p>Pour chacune des actions prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé par année ;b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement ;c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026.d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque action ;e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_4	<p>Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquez :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Liste des exhaustives des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2025 ;b) Liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2025 ;c) Liste des consultations effectuées sur le web au 31 mars 2025 ;d) Sommes investies pour les consultations en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026.
INT_5	<p>Mesure destinée aux milieux autochtones, bilan des mesures visant à soutenir les projets et les initiatives afin de prévenir et contrer l’intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.</p>
INT_6	<p>Indiquer toute somme supplémentaire déboursée en 2024-2025 pour permettre l’atteinte des objectifs du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et indiquer les raisons pour justifier ces déboursés.</p>
INT_7	<p>Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.</p>
Annexe 1	<p>Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l’enfance (SGEE)</p>

Table des matières 2025-2026

Nº	Description
Annexe 2	Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié
Annexe 3	Portrait du réseau 2024-2025
Annexe 4	Répartition fréquentation ou non en service de garde éducatif à l’enfance (SGEE)
Annexe 5	Données sur la Mesure exceptionnelle de soutien (MES) à l’intégration en service de garde

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-1

Concernant les consultations ministérielles conduites par le ministre et/ou son cabinet (incluant les groupes de travail, mais excluant les consultations parlementaires en commission) :

- a) sujet de chaque consultation;
- b) dates des rencontres pour chaque consultation;
- c) liste des personnes ou des groupes invités;
- d) employés impliqués;
- e) nombre d’heures totales investies par le ministère dans chaque consultation;
- f) coût de chaque consultation, ventilé par poste de dépense (location d’espace, salaires, papeteries, remboursements des participants, etc.);
- g) préciser pour chacune si la consultation a eu lieu avant ou après le dépôt du projet de loi;
- h) les résultats des consultations.

Réponse

Une rencontre avec les principaux partenaires du Ministère s’est tenue en mai 2024. Elle visait essentiellement à présenter l’évolution des objectifs du Grand chantier pour les familles et à échanger sur divers sujets liés à la réalité du réseau des SGEE et des organismes communautaires Famille.

Le détail se trouve dans le tableau qui suit.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-1

Événement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où l'événement a eu lieu	Groupes invités	Employés impliqués	Animation	Salle	Logistique	Autres frais	Frais de repas	Total des frais
Forum sur le Grand chantier pour les familles	2024-05-15	Trois-Rivières	<ul style="list-style-type: none">• Réseau des services de garde éducatifs à l'enfance• Milieu communautaire• Fondation du D^r Julien	25	3 910,00 \$	12 893,00 \$	16 170,34 \$	3 683,95 \$	17 286,11 \$	53 943,40 \$

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-2

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de production de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, web);
- f) les objectifs visés par chaque campagne.

Réponse

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/frais-et-depenses-2024-2025>

En ce qui concerne les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers>

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-2

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de production de ces campagnes;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - d) les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, Web);
 - f) les objectifs visés par chaque campagne.
-

Réponse

- a) Campagne sur la mesure d'assistance
- b) 299 307,17\$
- c) Tam-Tam
- d) Du 7 octobre au 11 novembre 2024
- e) 538 614,67 \$ en placements média, soit :
 - 185 849,99 \$ Web
 - 352 764,68 \$ télé
- f) Faire connaître la mesure d'assistance

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-3

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé;
- d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Réponse

Les réponses demandées se trouvent dans le tableau en annexe.

ÉTUDES DES CRÉDITS 2025-2026
ANNEXE-RPPLQ-3

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Ass. étudiants-es de Laval inscrits études supérieures AELIÉS inc.	76 000
Association des étudiants hors campus de l'UQTR de Lanaudière	50 606
Association générale des étudiants du Cégep de Victoriaville	56 520
Comité de soutien aux parents étudiants de l'UQAM	76 000
Fédération des assoc. étudiantes Campus de l'Université de Montréal	41 160
Marchand de livres, Le	76 000
Procure étudiante de Val-D'Or inc., La	41 160
Syndicat des étudiants et étudiantes de Concordia	76 000
Ass. du Qc pour enfants avec probl. auditifs [A.Q.E.P.A.] Qc métro [03-12] inc.	1 500
Association des familles de Varennes	259
Association des résidents de Champfleury	1 500
Association nautique du Lac Sergent, L'	520
Canton de Ham-Nord	1 151
Carrefour familial de Manseau [CFM]	1 500
Carrefour familial du Richelieu	1 500
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	1 500
Centre de Répit et Hébergement Maisons des Lucioles	1 500
Centre de services à la communauté de Saint-Samuel (garderie)	802
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	1 500
Centre Mamik Saguenay	1 500
Centre Mgr Marcoux inc.	974
Centre récréatif culturel et sportif St-Zotique [CRCS] inc.	1 159
CESAM - Centre d'enrichissement sportif et académique de Montréal	1 500
Club de natation de Montréal-Nord	1 500
Comité des loisirs de Biencourt	1 322
Comité des loisirs de St-Gédéon, Le	1 500
Comité des loisirs de St-René de Matane	785
Comité récréatif N.D.H. inc.	1 372
Commission des loisirs, de la culture et sports de Saint-Ambroise	1 500
Communauté Sépharade unifiée du Québec	1 405
Copains de St-Simon, Les	686
Corporation Cité-Joie inc., La	600
Corporation d'Éducation Jeunesse	1 100
Dimension sportive et culturelle Gatineau-Ottawa	787
Empire 47	959
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	1 485
Envol Programme d'aide aux jeunes mères, L'	1 500
Espace M - Ressources pour mères monoparentales	465
Fabrique Familiale la Cabane	1 339
Famille à Coeur inc.	1 500
Fondation des aveugles du Québec [F.A.Q.]	1 500
Go Jeunesse	1 402
Loisirs Brio	425
Loisirs communautaires Le Relais du bout	1 248
Loisirs récréatifs et communautaires de Rosemont	324
Loisirs Sainte-Clotilde-de-Horton	1 204
Loisirs Saint-Fabien inc., Les	750
Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges	1 500
Maison de la famille Chutes Chaudière	1 500
Maison de la famille de Gatineau	1 256
Maison de la Famille de Longue-Rive, La	1 500
Maison de la famille des Basques	127
Maison de la famille des Chenaux	490
Maison de la famille de Senneterre	1 500
Maison de la famille des Maskoutains	1 500
Maison de la famille du Témiscouata	1 422
Maison des familles Chemin du roi inc.	1 030
Maison des familles Famillaction, La	1 500
Maison des jeunes l'Atôme	1 500
Municipalité d'Ascot Corner	1 492
Municipalité d'Auclair	813
Municipalité de Baie-du-Febvre	1 200
Municipalité de Bryson	1 456
Municipalité de Caplan	658
Municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	1 500
Municipalité de la paroisse de Saint-Marcellin, La	213
Municipalité de la Présentation	1 468
Municipalité de Matapédia	522
Municipalité de Ripon	1 270
Municipalité de Ristigouche-Sud-Est	1 500
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 429
Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	1 216
Municipalité de Sainte-Sophie	1 500
Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	454

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
-----------------------------------	---

Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	1 262
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	843
Municipalité de Saint-Sylvestre	931
Municipalité de Saint-Zacharie	1 124
Municipalité de Val-Alain	1 500
Municipalité de Wickham	1 152
Municipalité d'Inverness	1 500
Oasis des enfants de Rosemont, L'	633
Organisme des sports et loisirs de Sabrevois	1 500
Patro de Lévis inc., Le	1 108
Pause-Famille inc.	1 500
Place des Enfants, La	290
Régie de loisirs de Roxton Falls	1 404
Service animation jeunesse de l'Outaouais inc. (SAJO)	1 500
Service des Loisirs Angus-Bourbonnière	1 500
Service des loisirs Christ Roi	850
Service des loisirs Saint-Fabien	1 500
Société ressources-loisirs de Pointe-aux-Trembles	762
Ville de Berthierville	1 437
Ville Dégelis	388
Ville de Montréal-Ouest	1 500
Ville de Plessisville	1 500
YMCA du Québec - Centre-Ville, Les	804
Musée d'art de Joliette	500
Maison Tremplin de Longueuil, La	682
Centre communautaire Hochelaga	716
Municipalité St-Honoré-de-Témiscouata	752
Fourchettes de l'Espoir, Les	1 238

Programme	Pédiatrie sociale
Budget	14 000 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Fondation Dr. Julien	11 200 000

Programme	Plan d'action intimidation
Budget	1 250 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Bois urbain - meubles	8 710
Cari St-Laurent	20 000
Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac	29 574
Centre de plein air l'Estacade	22 500
Centre Éclosion inc.	21 735
Centre-femmes de Rimouski	22 500
Comité Québécois pour les Jeunes en Difficulté de Comportement (CQJDC)	12 168
Corporation les Adolescents et la Vie de Quartier de Chicoutimi	2 455
École À Pas de Géant	22 214
Espace Rivier	22 059
Événements Prima Danse	16 000
GRIS - Québec	37 463
Maison de la famille Rive-Sud	6 318
Maison des Jeunes de St-Étienne-de-Lauzon inc., La	2 358
Marie-Terre, Le	20 000
Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains	9 929
Projet 10	17 759
Services aux Aînés des Collines	10 325

Programme	Soutien financier aux organismes Famille en milieux autochtones
Budget	3 300 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Association des Inuit du sud du Québec	176 179
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière inc.	88 090
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	176 179
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières [CAATR]	176 179
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	176 179
Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.	176 179
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	176 179
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	176 179
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	176 179
Centre Mamik Saguenay	176 179
CEPN-Technologie (Conseil en éducation des Premières Nations)	176 179
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	176 179
Maison de la famille Salluit (Iqivvik)	176 179
Maison familiale Pituat, La (Pituat Family House)	176 179
Miarnisivik Family House	88 090
Nation Naskapi de Kawawachikamach	176 179

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Programme	Travail de proximité culturellement adapté aux familles autochtones en milieu urbain
Budget	870 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière inc.	60 000
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	75 000
Centre d'amitié autochtone de Montréal inc.	60 000
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières [CAATR]	60 000
Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.	75 000
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau inc.	60 000
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	60 000
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	75 000
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	75 000
Centre Mamik Saguenay	75 000
Centre multiservices pour Autochtones en Milieu Urbain Kebek-Mamuk	60 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	45 000
Programme	Soutien financier aux travailleurs de proximité auprès des familles
Budget	2 860 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Accueils au Cœur de l'enfance	55 000
Carrefour familial du Richelieu	55 000
Centre de pédiatrie sociale communautaire de Lachine	55 000
Centre de pédiatrie sociale de Gatineau	55 000
Centre de pédiatrie sociale de Papineau	55 000
Centre de pédiatrie sociale de Québec	55 000
Centre de pédiatrie sociale Main dans la Main	55 000
Centre de Pédiatrie Sociale Vallée-de-la-Gatineau	44 000
Centre pédiatrie sociale en communauté de la Côte-de-Gaspé	55 000
Centre prénatal et jeunes familles	55 000
Clef de la Galerie - organisme communautaire, La	55 000
Concertation Montréal	109 900
Espace-famille Villeray	55 000
Étoile, pédiatrie sociale en communauté du Haut-Richelieu, L'	55 000
Famijeunes	55 000
Famille à Cœur inc.	55 000
Grains de soleil Côte-Nord inc.	55 000
L'Escale familiale de Boucherville	55 000
Maison de la famille de Gatineau	55 000
Maison de la famille de la MRC de Coaticook	55 000
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	55 000
Maison de la Famille de Malartic, La	55 000
Maison de la Famille de Rouyn-Noranda, La	55 000
Maison de la famille de Saint-Léonard	55 000
Maison de la famille des Basques	55 000
Maison de la famille des Chenaux	55 000
Maison de la Famille du Granit, La	55 000
Maison de la famille du Témiscouata	55 000
Maison de la famille Farnham et région inc.	55 000
Maison de la famille Memphrémagog	55 000
Maison de la Famille Mosaik	55 000
Maison de la famille Pierre Bienvenue Noailles	55 000
Maison de la famille Rive-Sud	55 000
Maison de la Famille St-Ambroise	55 000
Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	55 000
Maison des familles Chemin du roi inc.	55 000
Maison des familles de Granby et région	55 000
Maison des familles de la Matanie	55 000
Maison des familles de Mékinac	55 000
Maison des Familles de Mercier-Est, La	55 000
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	55 000
Maison des familles du Rivage	55 000
Maison des familles Famillaction, La	44 000
Maison fam. Nouvelle-Beauce et centre de péd. soc. en communauté	55 000
Matinée Frimousses	55 000
Parensemble	55 000
Pause-Famille inc.	55 000
Relève du Haut-Saint-François, La	55 000
Rendez-vous familial inc., Le	55 000
Réseau d'appui aux famil. monop. et recomp. de l'Estrie [RAME] inc.	55 000
Solidarité Sainte-Ursule	55 000
Direction / Organisme responsable	Direction de l'opération des programmes

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
-----------------------------------	---

Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Programme	Surveillance d'élèves handicapés de 12 à 21 ans
Budget	2 272 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Amis de la déficience intellectuelle, Rive-Nord, Les	62 400
Amis-Temps des Bois Francs, L'	67 310
Ass. de l'Ouest de l'Île pour les handicapés intellectuels inc.	50 130
Ass. de parents de l'enfance en difficulté de Rive-Sud, Mtl ltée	19 750
Ass. de parents de personnes handicapées de Brome-Missisquoi	36 989
Ass. des parents d'enfants handicapés [APEH] inc.	76 270
Ass. Laval. déf. int. et trouble du spectre de l'Autisme [ALEDIA]	42 210
Association d'entraide communautaire la Fontaine	39 935
Association des personnes handicapées de Lévis inc.	14 100
Association des personnes handicapées des Îles	48 051
Association Granby pour la déficience intellectuelle et l'autisme	64 640
Association renaissance des Appalaches	68 155
Ass. pour l'intégration sociale [Région Beauce -Sartigan]	23 682
Ass.Vallée du Richelieu pour déf.intel/troub. spectre, autis. inc.	10 000
Auberge la Clé des champs de St-Cyprien	15 850
Autisme Laurentides	98 400
Autisme Québec	40 600
Centre de répit-dépannage aux Quatre Poches inc.	41 025
Centre de services scolaire des Draveurs (CSS des Draveurs)	35 312
Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy (CSS du Chemin-du-Roy)	29 300
Centre des Familles Exceptionnelles	3 810
Défi handicap des Sources	46 715
École de l'Envol (CSS des Premières-Seigneuries)	52 700
École de l'Horizon-Soleil (CSS de la Rivière-du-Nord)	55 310
École du Touret (CSS de la Région-de-Sherbrooke)	18 180
École John-F. Kennedy (CSS Marguerite-Bourgeoys)	46 850
École le Tournesol (CSS de la Pointe-de-l'Île)	34 290
École Marie-Rivier (CSS des Hautes-Rivières)	43 995
École oraliste de Québec pour enf. malentendants ou sourds	46 850
École régionale Brenda-Milner (CSS des Grandes-Seigneuries)	52 700
École secondaire Camille-Lavoie (CSS du Lac-Saint-Jean)	46 515
École secondaire de l'Odysée / Dominique Racine (CSS des Rives-du-Saguenay)	32 500
École secondaire Kénogami et Polyvalente Jonquière (CSS de la Jonquière)	29 300
Espace Multisoleil	66 960
Halte de l'Orchidbleue, La	77 300
Han-Droits l'ass. promotion & déf. droits per. hand. Memphremagog	16 901
Laura Lémerveil	96 433
Libellule, pers. viv. déf. int. et spectre l'autisme adulte et leurs proches	46 665
Ma deuxième maison à moi	68 550
Maison de Répit l'Intermède	14 538
Maison des parents d'enfants handicapés des Laurentides, La	24 600
Maison du CLDI de l'Érable, La	26 292
Maison Grandi-Ose	38 145
Maison l'autnid, La	35 000
Maisons des Lucioles	60 350
Nouvel Essor	29 880
Parrainage Civique de Vaudreuil-Soulanges	58 600
Partenaires communautaires Jeffery Hale, Les	35 000
Relais des Jeunes Gatinois, Le	121 225
Répit-Loisirs-Autonomie	24 600
Ress. d'aide aux pers. hand. Bas St-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-Mad.	33 250

Programme	Soutien aux politiques familiales municipales
Budget	910 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Canton d'Amherst	22 750
Canton de Low	15 750
Espace Muni	128 950
Municipalité d'Adstock	2 625
Municipalité de Beaulac-Garthby	17 000
Municipalité de Blue Sea	9 765
Municipalité de Clarenceville	7 500
Municipalité de Deschambault-Grondines	2 625
Municipalité de Grande-Vallée	10 500
Municipalité de Kamouraska	2 625
Municipalité de Kiamika	2 625
Municipalité de Labrecque	5 250
Municipalité de Lac-Beauport	3 000
Municipalité de Lac-des-Écorces	7 500
Municipalité de Lac-des-Plages	2 625
Municipalité de Lacolle	19 067
Municipalité de la Conception	5 697
Municipalité de la Minerve	7 500

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Municipalité de la Paroisse de Disraeli	2 500
Municipalité de la paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	5 250
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	7 500
Municipalité de la paroisse de Sainte-Praxède	2 500
Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien	2 625
Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	17 500
Municipalité de la paroisse de Saint-René	15 750
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	2 625
Municipalité de Manseau	5 250
Municipalité de Montcalm	7 500
Municipalité de Mont-Carmel	2 625
Municipalité de Morin-Heights	7 500
Municipalité de Nominique	2 520
Municipalité de Normétal	22 050
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	17 279
Municipalité de Nouvelle	15 750
Municipalité de Petit-Saguenay	24 261
Municipalité de Rivière-Éternité	17 500
Municipalité de Saint-Adrien	5 250
Municipalité de Saint-Anicet	2 625
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	2 625
Municipalité de Saint-Armand	5 250
Municipalité de Saint-Casimir	2 625
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Monnoir	5 250
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton	15 769
Municipalité de Sainte-Rita	2 625
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	5 975
Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 625
Municipalité de Saint-Fulgence	2 625
Municipalité de Saint-Germain-de-Kamouraska	5 250
Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	7 068
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	3 000
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	6 000
Municipalité de Saint-Julien	2 500
Municipalité de Saint-Modeste	16 676
Municipalité de Saint-Odilon-de-Cranbourne	15 575
Municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth	2 625
Municipalité de Saint-Paul	3 000
Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	1 250
Municipalité de Saint-Polycarpe	5 250
Municipalité de Saint-Samuel	2 625
Municipalité de Saint-Simon-les-Mines	7 500
Municipalité de Val-Alain	15 750
Municipalité d'Irlande	2 500
Municipalité du Canton de Saint-Camille	15 750
Municipalité du Village de Laurier-Station	7 500
Municipalité du village de Tring-Jonction	8 271
Municipalité du village de Vaudreuil-sur-le-Lac	5 250
Municipalité les Coteaux	3 000
Municipalité régionale de comté des Appalaches	7 500
Paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	2 500
Village de Pointe-aux-Outardes	1 243
Ville d'Alma	4 500
Ville de Baie-Comeau	15 750
Ville de Beauharnois	17 500
Ville de Bécancour	20 500
Ville de Boucherville	6 250
Ville de Bromont	3 000
Ville de Brownsburg-Chatham	3 000
Ville de Coteau-du-Lac	3 000
Ville de Disraeli	1 250
Ville de Macamic	7 500
Ville de Mercier	7 500
Ville de Richelieu	3 000
Ville de Saint-Amable	7 500
Ville de Saint-Antonin	3 000
Ville de Saint-Basile-le-Grand	17 457
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	17 500
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	7 500
Ville de Sainte-Thérèse	4 500
Ville de Saint-Félicien	319
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	7 500
Ville de Sutton	15 750
Ville d'Otterburn Park	3 000
Programme	Haltes-garderies
Budget	14 314 200
Organisme	Dépense au 31 janvier

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
ABC de la famille, L'	84 650
ABC Lotbinière	51 450
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	139 690
Accueil Marie-de-l'Incarnation	51 450
Accueil pour immig. et réfug. du Sud-Ouest Montréal centre Prisme	51 450
Action Famille Lanoraie inc.	20 580
Action Famille Lavaltrie inc.	51 450
Affaire de Famille, Une	51 450
Afrique au Féminin	99 450
Aide-Parents Plus inc.	30 870
Amitié Soleil inc.	20 580
Animations Pace-Âge	30 870
Ass. générale étudiants Université du Québec à Trois-Rivières	62 664
Association carrefour famille Montcalm	51 450
Association des parents de Côte-Des-Neiges	62 970
Association Granby pour la déficience intellectuelle et l'autisme	51 450
Association parents-ressources des Bois-Francs	51 450
Ateliers Jardin du Coin St-Honoré-Falardeau, Les	30 870
Baobab Familial	30 870
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	51 450
Boussole: Centre de ressources à la famille, La	41 160
Carrefour communautaire de Saint-Roch-de-Richelieu	20 580
Carrefour d'Éducation Populaire de Pointe-St-Charles	16 464
Carrefour des Femmes d'Anjou	51 450
Carrefour des femmes du Grand Lachute, Le	41 160
Carrefour des petits Soleils inc., Le	30 870
Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	51 450
Carrefour familial de Manseau [CFM]	20 580
Carrefour familial de Sainte-Julie	51 450
Carrefour familial des Moulins, Le	41 160
Carrefour familial du Richelieu	100 090
Carrefour familial Hochelaga	13 230
Carrefour familial les Pitchou	51 450
Carrefour familial l'Intermède	51 450
Carrefour Mousseau	51 450
Carrefour naissance-famille	51 450
Carrefour péri-naissance et familial	51 450
Carrefour-Ressources	51 450
Centre Actu-Elle, Le	51 450
Centre communautaire "Bon Courage" de Place Benoît	51 450
Centre communautaire CEFEDI	70 580
Centre communautaire Dawson	41 160
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	20 580
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	51 450
Centre communautaire "Entre-Nous"	20 580
Centre communautaire Mountain Sights	20 580
Centre communautaire Val-Martin, Le	81 851
Centre d'Action Bénévole R.H. Rediker	20 580
Centre d'activités préscolaires et familiales	51 450
Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais inc., Le	20 580
Centre d'Animation Mère-Enfant de Saint-Bruno inc., Le	41 160
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	101 450
Centre de Bénévolat St-Alphonse-Nouvelle inc.	51 450
Centre d'Écoute et de Référence Multi-Écoute	92 250
Centre de femmes l'Eclaircie	41 160
Centre de femmes Parmi Elles	51 450
Centre de la famille des Hautes-Laurentides, Le	51 450
Centre de la famille Saint-Pie	95 610
Centre de l'Enfance de Riviere-Des-Prairies inc., Le	41 160
Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny	66 403
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	51 450
Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	73 050
Centre de ress. pour les familles des militaires de la rég. de Mtl	51 450
Centre des Enfants	61 897
Centre des Femmes de Laval, Le	20 580
Centre des femmes de Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles, Le	51 450
Centre des Femmes de Saint-Laurent inc.	51 450
Centre des Femmes Rivière-des-Prairies	30 870
Centre du plateau Laval	20 580
Centre éducatif communautaire René Goupil	51 450
Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales [CHAIS]	51 450
Centre Mgr Marcoux inc.	41 160
Centre multiethnique de Québec inc.	16 464
Centre Multi-Ressources de Lachine	81 276
Centre Pie inc.	20 580
Centre prénatal et jeunes familles	56 744
Centre Recréatif Poupart inc.	51 450
Centre Regain de vie inc., Le	51 450
Centre ressources jardin de familles	51 450

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
C.E.R.F. Volant de Portneuf inc.	20 580
Cible Famille Brandon inc.	82 127
Clef de la Galerie - organisme communautaire, La	20 580
Cloverdale multi ressources inc.	51 450
Collectif des Femmes Immigrantes du Québec	30 870
Collective par et pour Elle inc., La	51 450
Comité de vie de quartier Duff-Court [COVIQ]	51 450
Commun'action 0-5	20 580
Concertation-Femme	51 450
Constellation du Granit, La	59 688
Corne d'Abondance entraide alimentaire et solidarité, La	7 042
Croisée de Longueuil inc., La	51 450
Ctr d'accueil et réf. sociale et écon. pr immigrants de St-Laurent	51 450
Cuisines Collectives la Joyeuse Marmite	41 160
Défi-Famille Matawinie	51 450
Enfants de l'Espoir de Hull, Les	51 450
Entraide Maternelle du Richelieu inc.	41 160
Entre parents de Montréal-Nord inc.	51 450
Envol, Maison de la Famille, L'	51 450
Envol Programme d'aide aux jeunes mères, L'	64 470
Escale famille le Triolet	80 600
Espace-famille Villeray	130 090
Espace M - Ressources pour mères monoparentales	3 456
Espoir Rosalie de Gatineau	113 083
Évasion St-Pie X, L'	91 450
Fablier, une Histoire de Familles, Le	30 870
F.A.I.R.E [Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide]	20 580
Famijeunes	51 450
Famille à Coeur inc.	120 010
Famille Espoir	41 160
Famille Plus	51 450
Familles en Action	51 450
Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	20 580
Grains de soleil Côte-Nord inc.	41 160
Groupe d'Entraide Maternelle de la Petite Patrie [G.E.M.], Le	20 580
Groupe Marraine Tendresse inc., Le	51 450
Halte familiale, La	51 450
Halte-garderie la Pirouette	51 450
Interaction famille Hochelaga-Maisonneuve	51 450
Jardin du coin Chicoutimi-Nord inc., Le	51 450
Jardins du Coin L.J.C., Les	41 160
L'Escale familiale de Boucherville	30 870
Lien maison de la famille, Le	30 870
Loisirs Lebourgneuf inc.	51 450
Ludolettre	20 580
Maison Alcide-Clément	20 580
Maison Alpha ABC Côte-Nord	51 450
Maison à Petits Pas, La	20 580
Maison C.A.F.I. [Centre d'aide aux familles immigrantes]	51 450
Maison citoyenne des familles de Shawinigan	101 488
Maison coup de pouce T.-R.	30 870
Maison de la famille aux Quatre Vents	51 450
Maison de la famille Beauce-Etchemins	51 450
Maison de la famille Chutes Chaudière	139 450
Maison de la Famille Coeur à Rivière	30 870
Maison de la Famille d'Amos inc., La	20 580
Maison de la Famille de Bellechasse	63 546
Maison de la famille de Bois-des-Filion	41 160
Maison de la famille de Brossard, La	51 450
Maison de la famille de Charlevoix	51 450
Maison de la famille de Gatineau	80 764
Maison de la famille de la MRC de Coaticook	51 450
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	51 450
Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	51 450
Maison de la famille de Laval-Ouest	51 450
Maison de la famille de Lemoyne	51 450
Maison de la Famille de Lotbinière, La	51 450
Maison de la Famille de Malartic, La	20 580
Maison de la famille de Mirabel	75 642
Maison de la famille de Port-Cartier	51 450
Maison de la Famille de Quyon	20 580
Maison de la Famille de Rouyn-Noranda, La	20 580
Maison de la famille de Saint-Léonard	51 450
Maison de la famille des Basques	41 160
Maison de la famille des Chenaux	68 341
Maison de la famille de Senneterre	51 450
Maison de la famille des frontières	51 450
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	51 450
Maison de la famille des Maskoutains	126 106

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	51 450
Maison de la famille de Ste-Anne-des-Plaines, La	41 160
Maison de la Famille de St-François	51 450
Maison de la famille de St-Michel	51 450
Maison de la Famille de Témiscaming	20 580
Maison de la famille de Val d'Or, La	87 420
Maison de la Famille, Drummond inc.	68 770
Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	51 450
Maison de la famille du Grand-Portage	20 580
Maison de la Famille du Kamouraska	51 450
Maison de la famille du Nord, La	51 450
Maison de la famille du Pontiac	41 160
Maison de la famille du Témiscouata	51 450
Maison de la Famille Éveil-Naissance	51 450
Maison de la famille Farnham et région inc.	51 450
Maison de la Famille Jolicoeur inc., La	51 450
Maison de la famille Kateri, La	51 450
Maison de la Famille La Parenthèse, La	51 450
Maison de la famille la Parentr'Aide	87 025
Maison de la famille les Arbrisseaux	30 870
Maison de la famille Memphrémagog	105 184
Maison de la Famille Mosaik	41 160
Maison de la Famille - MRC Bonaventure inc., La	83 603
Maison de la Famille Parenfant Gaspé	41 160
Maison de la famille Pierre Bienvenue Noailles	91 160
Maison de la famille Rive-Sud	71 160
Maison de la Famille St-Ambroise	51 450
Maison de la Famille Vallée-de-la-Gatineau	51 450
Maison de la famille Vallée de la Lièvre, La	108 570
Maison de la famille valoise inc.	70 735
Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	51 450
Maison de parents de la Matawinie Ouest	70 866
Maison de quartier de Fabreville inc., La	51 450
Maison de quartier Vimont	51 450
Maison des familles Chemin du roi inc.	81 159
Maison des familles d'Abitibi-Ouest	20 580
Maison des familles de Baie-Comeau	51 450
Maison des familles de Chicoutimi, La	41 160
Maison des familles de Granby et région	89 158
Maison des familles de la Baie	51 450
Maison des familles de la Matapédia	51 450
Maison des familles de Lasalle	51 450
Maison des familles de l'Érable	20 580
Maison des familles de Mékinac	51 450
Maison des Familles de Mercier-Est, La	51 450
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	80 126
Maison des Familles de Verdun inc.	56 520
Maison des familles du Rivage	76 766
Maison des familles Famillaction, La	51 450
Maison des familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	51 450
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville, La	51 450
Maison d'Haïti	41 160
Maison fam. Nouvelle-Beauce et centre de péd. soc. en communauté	51 450
Maison internationale de la Rive Sud inc.	51 450
Maison la Virevolte	80 252
Maisonnette des parents, La	51 450
Maison parenfant des Basses Laurentides inc.	51 450
Maison Parent-Aise	51 450
Maison Pause-Parent	51 450
Maison Tremplin de Longueuil, La	91 102
Maternaide du Québec	76 266
Matinées mères-enfants inc.	30 870
Mère en action	20 580
Mères et Monde Centre commu. et rés. par et pour jeunes mères	59 130
Mirador des Marmots	41 160
Mon Resto Saint-Michel	51 450
Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S.)	51 450
Naissance-rennaissance des Hautes-Laurentides	51 450
Nourri-Source - Laurentides	51 450
Oasis des enfants de Rosemont, L'	85 134
Organisme communautaire famille l'Embellie	20 580
Organisme les Apprentis, L'	41 160
Outremont en famille	43 481
Parenfants de Mascouche	51 450
Parensemble	51 450
Parentaime maison de la famille des Etchemins	51 450
Parent d'abord MRC de Matane	51 450
Parentèle de Laval inc., La	30 870
Patro Laval inc.	20 580

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
-----------------------------------	---

Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Pause-Famille inc.	91 450
Pause parents-enfants de Verdun inc.	20 580
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	51 450
Petits Mousses Centre de soutien à l'enfance de Lanaudière, Les	41 160
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	30 870
Pivot-Famille Mitis	32 928
Pivot, Le	86 493
Poussons Poussettes du Quartier Centre-Sud de Montréal	32 928
Projet communautaire de Pierrefonds	41 160
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	20 580
Projet Harmonie, Le	51 450
P'tite maison de Saint-Pierre, La	51 450
R.A.F.A.L. [Ressources Actions Familles À Lac-St-Charles]	65 309
Regroupement Acti-Familles	51 450
Regroupement: "Entre Mamans" inc.	71 322
Relais Côte-des-Neiges	51 450
Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul, Le	90 210
Relance-jeunes et familles [RJF] inc., La	41 160
Relève du Haut-Saint-François, La	51 450
Rendez-vous familial inc., Le	64 221
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	101 450
Réseau d'appui aux famil. monop. et recomp. de l'Estrie [RAME] inc.	51 450
Re-Source familles	41 160
Ressource espace familles	51 450
Ressource Parent-Ailes	41 160
Ressources Familiales de la Côte-de-Beaupré	51 450
Ressources familiales la Vieille Caserne de Montmorency	51 450
Ressources parents Vanier	20 580
Ressources St-Jean-Vianney	51 450
Service d'aide communautaire Anjou inc.	41 160
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIARI]	51 450
Solidarité Sainte-Ursule	40 000
Sourire sans Fin	51 450
Sphère de l'emploi, La	51 450
Station de l'aventure, Maison de la famille, La	51 450
Station familles	51 450
Villa Pierrot (inactif)	47 116

Programme	Organismes communautaires famille
Budget	52 054 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
ABC de la famille, L'	176 179
Accueil Marie-de-l'Incarnation	176 179
Action Famille Lanoraie inc.	176 179
Action Famille Lavaltrie inc.	176 179
Actions familles Sainte-Martine/ Saint-Urbain-Premier	176 179
Affaire de Famille, Une	176 179
AFMR des Grandes-Rivières	88 090
AFMR Maria-Chapdelaine (inactif)	88 090
Aide-Parents Plus inc.	176 179
Alternative - soutien psychosocial, L'	176 179
Amitié Soleil inc.	176 179
Animations Pace-Âge	176 179
Assoc. des familles monoparentales et recomposées La Source	176 179
Association carrefour famille Montcalm	176 179
Association Cigogne	176 179
Association des familles du Centre-Sud	88 090
Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais, L'	176 179
Association des familles monoparentales et recomposées La Chaudière	176 179
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	255 475
Association des parents de Côte-Des-Neiges	176 179
Association parents-ressources des Bois-Francis	176 179
Ateliers Jardin du Coin St-Honoré-Falardeau, Les	176 179
Baobab Familial	176 179
Bonjour Soleil regr. de fam. mono. et recomp. vall. du Richelieu	176 179
Boussole: Centre de ressources à la famille, La	176 179
Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin inc.	88 090
Carrefour de la Miséricorde	176 179
Carrefour des petits Soleils inc., Le	176 179
Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	176 179
Carrefour familial de Manseau [CFM]	176 179
Carrefour familial de Sainte-Julie	176 179
Carrefour familial des Moulins, Le	176 179
Carrefour familial du Richelieu	176 179
Carrefour familial Hochelaga	176 179
Carrefour familial les Pitchou	176 179
Carrefour familial l'Intermède	176 179
Carrefour Famille Minganie	88 090

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Carrefour familles monoparentales	176 179
Carrefour F.M. Portneuf	176 179
Carrefour parenfants	176 179
Carrefour péri-naissance et familial	176 179
Carrousel du Ptit Monde d'Anjou, Le	88 090
Centre communautaire "Entre-Nous"	176 179
Centre communautaire Val-Martin, Le	176 179
Centre d'activités préscolaires et familiales	88 090
Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais inc., Le	176 179
Centre d'Animation Mère-Enfant de Saint-Bruno inc., Le	176 179
Centre de la famille des Hautes-Laurentides, Le	176 179
Centre de la famille Saint-Pie	176 179
Centre de l'Enfance de Riviere-Des-Prairies inc., Le	176 179
Centre de l'enfant Pont magique Itée	176 179
Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny	176 179
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	176 179
Centre de ressourcement pour la famille de l'Outaouais	110 112
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	176 179
Centre de ressources pour les familles de militaires de Bagotville	176 179
Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	176 179
Centre de ress. pour les familles des militaires de la rég. de Mtl	176 179
Centre des Enfants	176 179
Centre des familles monoparentales & recomposées de Québec	176 179
Centre Famille Haute-Ville	176 179
Centre haïtien d'action familiale	176 179
Centre Pie inc.	176 179
Centre prénatal et jeunes familles	176 179
Centre Regain de vie inc., Le	176 179
Centre ressources jardin de familles	176 179
Centre Unissons la Famille	176 179
C.E.R.F. Volant de Portneuf inc.	176 179
Cible Famille Brandon inc.	176 179
Clef de la Galerie - organisme communautaire, La	176 179
Cloverdale multi ressources inc.	176 179
Club Parentaide Beauce-Centre	176 179
Comite Gendron: Projet d'Animation Habitat Famille 72	176 179
Comité Solidarité Gatineau-Ouest	176 179
Commun'action 0-5	176 179
Confédération des organismes familiaux du Québec inc.	254 109
Continuité Famille auprès des détenues C.F.A.D.	176 179
CooPère Rosemont	176 179
Défi-Famille Matawinie	176 179
Enfants de l'Espoir de Hull, Les	176 179
Entraide-Parents [Région 03] inc.	176 179
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	20 000
Entraide pour Monoparentales et Familles Recomposées du suroît	176 179
Entre parents de Montréal-Nord inc.	176 179
Envol, Maison de la Famille, L'	176 179
Envol Programme d'aide aux jeunes mères, L'	176 179
Équipe Soutien-Famille	176 179
Escale famille le Triolet	176 179
Espace-Familles Maison Sud	176 179
Espace-famille Villeray	176 179
Espace Ludiko	88 090
Espoir Rosalie de Gatineau	176 179
Fablier, une Histoire de Familles, Le	176 179
F.A.I.R.E [Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide]	176 179
Famijeunes	176 179
Famille à Coeur inc.	176 179
Famille Espoir	176 179
Famille Plus	176 179
Famille.Québec	130 000
Familles d'abord	176 179
Familles en Action	176 179
Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	176 179
Fédération de la Famille Richelieu-Yamaska	170 082
Fédération Québécoise des Organismes Communautaires Famille	450 000
Grains de soleil Côte-Nord inc.	176 179
Groupe d'Entraide Maternelle de la Petite Patrie [G.E.M.], Le	176 179
Groupe Marraïne Tendresse inc., Le	176 179
Halte familiale, La	176 179
Halte-garderie la Pirouette	176 179
Halte la Ressource inc.	176 179
Halte-Parents de la Vallée	176 179
Initiative 1, 2, 3 GO! Limoilou	80 000
Interaction famille Hochelaga-Maisonnette	176 179
Jardin d'enfants Soleillerie inc.	176 179
Jardin du coin Chicoutimi-Nord inc., Le	102 778
Jardins du Coin L.J.C., Les	176 179

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Joujouthèque basse-ville	176 179
Joujouthèque Farfouille, La	176 179
Joujouthèque Saint-Michel inc.	176 179
'la Maison des Enfants' de l'Ile de Montréal	176 179
L'Escale familiale de Boucherville	176 179
Lien maison de la famille, Le	176 179
Lieu de rencontres parents et enfants "la maison buissonnière"	176 179
Ludothèque Espace Ludiko (inactif)	88 090
Lu-Nid maison de la famille	176 179
Maison Alcide-Clément	176 179
Maison à Petits Pas, La	176 179
Maison citoyenne des familles de Shawinigan	176 179
Maison de Famille de Basse-Côte-Nord	176 179
Maison de la famille Au coeur des générations d'Argenteuil	176 179
Maison de la Famille Au Vent du Lac	88 090
Maison de la famille aux Quatre Vents	176 179
Maison de la famille Avignon	176 179
Maison de la famille Beauce-Etchemins	176 179
Maison de la famille Chutes Chaudière	176 179
Maison de la Famille Coeur à Rivière	176 179
Maison de la famille contre vents et marées, La	176 179
Maison de la famille D.A.C. [droits d'accès Charlesbourg]	176 179
Maison de la Famille d'Amos inc., La	176 179
Maison de la Famille de Bellechasse	176 179
Maison de la famille de Bois-des-Filion	176 179
Maison de la famille de Brossard, La	176 179
Maison de la famille de Charlevoix	176 179
Maison de la famille de Gatineau	176 179
Maison de la famille de la MRC de Coaticook	176 179
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	176 179
Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	176 179
Maison de la famille de Laval-Ouest	176 179
Maison de la famille de Lemoyne	176 179
Maison de la Famille de Longue-Rive, La	176 179
Maison de la Famille de Lotbinière, La	176 179
Maison de la Famille de Malartic, La	176 179
Maison de la famille de Mirabel	176 179
Maison de la famille de Notre-Dame-du-Laus, La	176 179
Maison de la famille de Port-Cartier	176 179
Maison de la famille de Québec, La	176 179
Maison de la Famille de Rouyn-Noranda, La	176 179
Maison de la famille de Saint-Léonard	176 179
Maison de la famille des Basques	176 179
Maison de la famille des Chenaux	176 179
Maison de la famille de Senneterre	176 179
Maison de la famille des frontières	176 179
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	176 179
Maison de la famille des Maskoutains	176 179
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	176 179
Maison de la famille de Ste-Anne-des-Plaines, La	176 179
Maison de la Famille de St-François	176 179
Maison de la famille de St-Michel	176 179
Maison de la Famille de Témiscaming	176 179
Maison de la famille de Val d'Or, La	176 179
Maison de la Famille, Drummond inc.	176 179
Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	176 179
Maison de la famille du Grand-Portage	176 179
Maison de la Famille du Granit, La	176 179
Maison de la Famille du Kamouraska	176 179
Maison de la famille du Nord, La	176 179
Maison de la famille du Pontiac	176 179
Maison de la famille du Témiscouata	176 179
Maison de la Famille Éveil-Naissance	176 179
Maison de la famille Farnham et région inc.	176 179
Maison de la Famille Jolicoeur inc., La	176 179
Maison de la famille Kateri, La	176 179
Maison de la Famille La Parenthèse, La	176 179
Maison de la famille la Parentr'Aide	176 179
Maison de la famille les Arbrisseaux	176 179
Maison de la Famille l'Étincelle	176 179
Maison de la famille Memphrémagog	176 179
Maison de la Famille Mosaik	176 179
Maison de la Famille - MRC Bonaventure inc., La	176 179
Maison de la Famille Parenfant Gaspé	176 179
Maison de la famille Pierre Bienvenue Noailles	176 179
Maison de la famille Rive-Sud	176 179
Maison de la Famille St-Ambroise	176 179
Maison de la Famille Vallée-de-la-Gatineau	176 179
Maison de la famille Vallée de la Lièvre, La	176 179

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Maison de la famille valoise inc.	176 179
Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	176 179
Maison de parents de la Matawinie Ouest	176 179
Maison de quartier de Fabreville inc., La	176 179
Maison de quartier Vimont	176 179
Maison des enfants de la Montérégie, La	176 179
Maison des enfants le Dauphin, de Laval	176 179
Maison des familles Chemin du roi inc.	176 179
Maison des familles d'Abitibi-Ouest	176 179
Maison des familles de Baie-Comeau	176 179
Maison des familles de Chicoutimi, La	176 179
Maison des familles de Granby et région	176 179
Maison des familles de la Baie	176 179
Maison des familles de la Matanie	176 179
Maison des familles de la Matapédia	176 179
Maison des familles de la Mitis, La	176 179
Maison des familles de Lasalle	176 179
Maison des familles de l'Érable	176 179
Maison des familles de Mékinac	176 179
Maison des Familles de Mercier-Est, La	176 179
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	176 179
Maison des Familles de Verdun inc.	88 090
Maison des familles du Rivage	176 179
Maison des familles Famillaction, La	176 179
Maison des Familles Haute-Gaspésie	176 179
Maison des familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	176 179
Maison des Grands-Parents de Sherbrooke	176 179
Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières, La	176 179
Maison des Grands-Parents de Villaray inc., La	176 179
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville, La	176 179
Maison des parents du Québec	88 090
Maison fam. Nouvelle-Beauce et centre de péd. soc. en communauté	176 179
Maison la Virevolte	176 179
Maisonnette des parents, La	176 179
Maison Ouverte inc., La	176 179
Maison parenfant des Basses Laurentides inc.	176 179
Maison Parent-Aise	176 179
Maison Pause-Parent	176 179
Maison Tremplin de Longueuil, La	176 179
Matinée Frimousses	176 179
Matinées mères-enfants inc.	176 179
Mère en action	176 179
Mirador des Marmots	176 179
Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S.)	176 179
Oasis des enfants de Rosemont, L'	176 179
Organisme communautaire famille l'Embellie	176 179
Organisme les Apprentis, L'	176 179
Outremont en famille	176 179
Parenfant	176 179
Parenfants de Mascouche	176 179
Parensemble	176 179
Parentaime maison de la famille des Etchemins	176 179
Parent d'abord MRC de Matane	176 179
Parentèle de Laval inc., La	176 179
Parents-Branchés	176 179
Parents-Secours du Québec inc.	130 000
Parents Uniques des Laurentides	176 179
Pause-Famille inc.	176 179
Pause parents-enfants de Verdun inc.	176 179
Perspective Famille	176 179
Petite Maison de Pointe-Calumet, La	176 179
Petit Répit, Le	176 179
Petit Train inc., Le	176 179
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	176 179
Pivot-Famille Mitis	88 090
Place des Enfants, La	176 179
Poussons Poussettes du Quartier Centre-Sud de Montréal	88 090
Première Ressource, aide aux parents	176 179
Premiers Pas Champlain	176 179
Projet communautaire de Pierrefonds	176 179
R.A.F.A.L. [Ressources Actions Familles À Lac-St-Charles]	176 179
RAFT [Réseau d'aide aux familles en transition] inc.	176 179
Regroupement Acti-Familles	176 179
Regroupement des organismes communautaires Famille de Montréal [R.O.C.F.M.]	61 640
Regroupement pour la valorisation de la paternité [R.V.P.]	176 179
Relais Côte-des-Neiges	176 179
Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul, Le	176 179
Relais familial d'Auteuil, Le	88 090
Relais Famille	176 179

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Relance-jeunes et familles [RJF] inc., La	176 179
Relève du Haut-Saint-François, La	176 179
Rendez-vous familial inc., Le	176 179
Repère Relation d'Entraide pour une Paternité Renouvelée	176 179
Réseau d'appui aux famil. monop. et recomp. de l'Estrie [RAME] inc.	176 179
Réseau Famille Action	88 090
Réseau pour un Québec famille	176 179
Re-Source familles	176 179
Ressource espace familles	176 179
Ressource Parenfants	176 179
Ressource Parent-Ailes	176 179
Ressources Familiales de la Côte-de-Beaupré	176 179
Ressources parents Vanier	176 179
SEP [Service d'Entraide Passerelle]	176 179
Sources Vives au coeur de la famille	176 179
Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie [SAFRIE]	176 179
Station de l'aventure, Maison de la famille, La	176 179
Station familles	176 179
Unis pour les petits	176 179

Direction / Organisme responsable	Direction générale des opérations régionales du Nord, de l'Ouest et de l'Est du Québec et Direction générale des opérations régionales du Sud et du Centre du Québec
Programme	Appui aux partenaires pour l'accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance
Budget	400 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance Vanier (CPE)	22 903
Centre du Lac Pouce	15 688
Comité des nouveaux arrivants de Port-Cartier	21 954
Municipalité de Hébertville	8 201
Municipalité de Lac-Drolet	30 970
Municipalité de Lantier	21 336
Municipalité de Saint-Benjamin	12 471
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	25 000
Municipalité de Sainte-Françoise	25 000
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	23 180
Municipalité de Saint-Eugène-D'Argentenay	25 000
Municipalité Sainte-Agathe-de-Lotbinière	9 584

Direction / Organisme responsable	Direction du soutien à la conformité et à la qualité
Programme	Amélioration de la qualité des services de garde
Budget	1 320 200
Organisme	Dépense au 31 janvier
Ass. des garderies non subventionnées en installation [AGNSI]	54 000
Rassemblement des garderies privées du Québec	6 190

Direction / Organisme responsable	Direction de la planification et de la certification
Programme	Recrutement international
Budget	700 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Académie Préscolaire et Sportive les Capucines inc.	917
Académie préscolaire les Petites Étoiles de la Rive inc.	2 012
Le soutien financier versé directement aux services de garde éducatifs à l'enfance pour le recrutement à l'international pour lequel un budget de 800 000 \$ est disponible, est inclus dans les budgets et dépenses des subventions de fonctionnement des CPE (17 157 \$ de dépenses au 31 janvier), des garderies (18 979 \$ de dépenses au 31 janvier) et des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (aucun montant versé au 31 janvier).	

Direction / Organisme responsable	Direction du financement du réseau
Programme	Subvention de fonctionnement des centres de la petite enfance

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Budget	1 721 568 791
Dépense au 31 janvier	1 416 320 078

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000 \$ et plus. Les informations les concernant sont donc disponibles dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus sur le site internet du Ministère, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

Programme	Subvention annuelle des garderies
Budget	944 805 099
Dépense au 31 janvier	766 737 409

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000 \$ et plus. Les informations les concernant sont donc disponibles dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus sur le site internet du Ministère, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

Programme	Subvention de fonctionnement des bureaux coordonateurs de la garde éducative en milieu familial
Budget	710 318 742
Dépense au 31 janvier	563 435 324

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000 \$ et plus. Les informations les concernant sont donc disponibles dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus sur le site internet du Ministère, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

Programme	Subventions pour les projets d'investissement et de maintien des infrastructures
Budget	5 000 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
C. de la Petite Enfance Chez-moi Chez-toi et BC de la Garde en MF (CPE)	33 323
Centre à la Petite Enfance la Découverte, c'est magique (CPE)	49 988
Centre à la Petite Enfance Villeneuve (CPE)	17 188
Centre de la petite enfance Au Coeur Enfantin (CPE)	100 000
Centre de la Petite Enfance "Au jardin de Pierrot" inc. (CPE)	22 572
Centre de la Petite Enfance au Jardin des Abeilles [C.P.E.] (CPE)	3 353
Centre de la Petite Enfance au Palais des merveilles (CPE)	5 683
Centre de la Petite Enfance au Petit Brin de Foin [1998] (CPE)	14 959
Centre de la Petite Enfance "Au royaume des bouts de choux" (CPE)	10 635
Centre de la Petite Enfance aux Mille Couleurs inc. (CPE)	7 386
Centre de la Petite Enfance aux Portes du Matin inc. (CPE)	5 589
Centre de la Petite Enfance Belle Bulle (CPE)	15 317
Centre de la Petite Enfance Bout d'Chou (CPE)	10 708
Centre de la Petite Enfance Bouton éclair (CPE)	9 889
Centre de la Petite Enfance Boutons d'or (CPE)	51 112
Centre de la Petite Enfance Buissonnière (CPE)	19 563
Centre de la Petite Enfance Cadet-Rousselle (CPE)	958
Centre de la Petite Enfance Carrosse-citrouille inc. (CPE)	28 598
Centre de la Petite Enfance Cerf-Volant inc. (CPE)	3 785
Centre de la Petite Enfance Chez les amis inc. (CPE)	8 848
Centre de la Petite Enfance "Chez ma tante" (CPE)	37 080
Centre de la Petite Enfance Citronnelle (CPE)	652
Centre de la Petite Enfance coopératif les P'tites abeilles (CPE)	3 456
Centre de la petite enfance Couri-Courette (CPE)	15 048
Centre de la Petite Enfance de Blainville (CPE)	40 902
Centre de la Petite Enfance de la Baie (CPE)	33 835
Centre de la Petite Enfance de la Vallée (CPE)	23 194
Centre de la Petite Enfance de Rivière-du-Loup inc. (CPE)	59 425
Centre de la Petite Enfance des Cantons de Rivière du Loup	15 785
Centre de la petite enfance des Nations	72 462
Centre de la Petite Enfance des Rires (CPE)	14 386
Centre de la Petite Enfance du Boisé Vimont (CPE)	25 988
Centre de la Petite Enfance du Mouillepied inc. (CPE)	20 423
Centre de la Petite Enfance du Pic [CPE du Pic]	21 782
Centre de la Petite Enfance du Village du Bic (CPE)	20 396
Centre de la Petite Enfance du Village inc. (CPE)	18 499
Centre de la Petite Enfance Entre Deux Nuages (CPE)	7 524
Centre de la Petite Enfance Fleur de Pommier (CPE)	24 722
Centre de la Petite Enfance Fleurimont inc.. Le (CPE)	5 824
Centre de la petite enfance Franquette la Grenouille (CPE)	9 651
Centre de la Petite Enfance Graffiti inc. (CPE)	78 533
Centre de la Petite Enfance Jolibois (CPE)	5 550
Centre de la Petite Enfance Kaléidoscope (CPE)	(3 614)
Centre de la Petite Enfance Kateri inc. (CPE)	16 901
Centre de la Petite Enfance la Barbouille inc. (CPE)	2 518
Centre de la Petite Enfance "La Belle Journée" inc. (CPE)	74 971
Centre de la Petite Enfance la Boîte à Soleil (CPE)	2 101
Centre de la Petite Enfance la Campinoise (CPE)	4 444

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance la Chenille inc. (CPE)	63 289
Centre de la Petite Enfance La Croisée inc. (CPE)	9 136
Centre de la Petite Enfance "La Douce Couvée" (CPE)	2 765
Centre de la Petite Enfance la Flûte Enchantée inc. (CPE)	11 941
Centre de la Petite Enfance la Fourmilière (CPE)	14 273
Centre de la Petite Enfance la Grande Ourse (CPE)	3 545
Centre de la Petite Enfance la Grosse Maison (CPE)	(9 870)
Centre de la Petite Enfance la Libellule inc. (CPE)	13 890
Centre de la Petite Enfance la Mère Schtroumph (CPE)	29 968
Centre de la Petite Enfance la Montgolfière inc. (CPE)	40 335
Centre de la Petite Enfance l'Antre-Temps (CPE)	80 003
Centre de la Petite Enfance la Petite Semence (CPE)	84 866
Centre de la Petite Enfance la Pirouette (CPE)	58 021
Centre de la Petite Enfance "La Planète à Mars", Le (CPE)	14 857
Centre de la Petite Enfance La Prairie (CPE)	2 365
Centre de la Petite Enfance l'Arche de Pierrot inc. (CPE)	23 132
Centre de la petite enfance l'Ascension des tout-petits	11 029
Centre de la petite enfance la Sourcière, Le (CPE)	65 051
Centre de la Petite Enfance la Tourelle de l'Energie (CPE)	12 146
Centre de la Petite Enfance l'Attrait Mignon (CPE)	4 557
Centre de la Petite Enfance le Carrefour des Chanterelles (CPE)	8 744
Centre de la Petite Enfance le Cept inc. (CPE)	17 568
Centre de la Petite Enfance le Cheval Sautoir (CPE)	17 742
Centre de la Petite Enfance le Lièvre et la tortue (CPE)	8 545
Centre de la Petite Enfance le Manège des tout-petits inc. (CPE)	30 000
Centre de la Petite Enfance le Marmot qui rit (CPE)	14 032
Centre de la Petite Enfance l'Enfantaisie (CPE)	23 207
Centre de la Petite Enfance l'Enfant-Do de Memphrémagog (CPE)	5 487
Centre de la Petite Enfance l'Envol de Lotbinière (CPE)	24 208
Centre de la Petite Enfance le Pipandor (CPE)	35 680
Centre de la Petite Enfance les Bourgeons-Soleil (CPE)	7 180
Centre de la Petite Enfance les Chérubins, inc. (CPE)	5 183
Centre de la Petite Enfance les Contes de Fee inc. (CPE)	10 784
Centre de la Petite Enfance les Copains d'Abord (CPE)	3 775
Centre de la Petite Enfance les Coquelicots inc. (CPE)	31 017
Centre de la Petite Enfance les Coquins (CPE)	12 234
Centre de la Petite Enfance les Grenouilles (CPE)	5 487
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	68 800
Centre de la Petite Enfance Le Soleil de Jeannot (CPE)	8 078
Centre de la Petite Enfance les Petites Pucés inc. (CPE)	15 000
Centre de la Petite Enfance les Petits Bonheurs (CPE)	15 000
Centre de la Petite Enfance les Petits Lutins de Drummond. inc. (CPE)	46 836
Centre de la Petite Enfance les Petits Mousses (CPE)	3 014
Centre de la Petite Enfance les Petits Travailleurs (CPE)	19 177
Centre de la Petite Enfance l'Espièglerie	61 035
Centre de la Petite Enfance les Poussineaux (CPE)	13 287
Centre de la Petite Enfance "Les P'Tits Flots" inc. (CPE)	46 452
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Montois (CPE)	30 000
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Soleils de Ste-Dorothée (CPE)	46 548
Centre de la Petite Enfance les Tisserands (CPE)	8 331
Centre de la Petite Enfance "Les Trois Coins" (CPE)	18 418
Centre de la Petite Enfance les Trois Petits Pas (CPE)	65 450
Centre de la Petite Enfance l'Île aux Trésors (CPE)	6 111
Centre de la Petite Enfance Logis-Ciel (CPE)	15 478
Centre de la Petite Enfance l'Univers des Petits inc. (CPE)	13 526
Centre de la Petite Enfance Mafamigarde (CPE)	1 477
Centre de la petite enfance main dans la main inc. (CPE)	21 822
Centre de la Petite Enfance Mamie-Pom	39 568
Centre de la Petite Enfance Patro Bouts d'Choux (CPE)	6 918
Centre de la Petite Enfance Pépinot et Capucine inc. (CPE)	25 588
Centre de la Petite Enfance Petit coin de poucet (CPE)	20 665
Centre de la Petite Enfance "Plaisir d'Enfant" (CPE)	5 351
Centre de la Petite Enfance Plumeau-Soleil (CPE)	46 466
Centre de la petite enfance plus grand que nature	51 685
Centre de la Petite Enfance Pop Soleil (CPE)	33 770
Centre de la Petite Enfance Rosamie (CPE)	18 966
Centre de la Petite Enfance Ses Amis (CPE)	59 931
Centre de la Petite Enfance Sous les étoiles (CPE)	7 652
Centre de la Petite Enfance sur une Patte (CPE)	5 025
Centre de la Petite Enfance Ton ami Pipo (CPE)	42 413
Centre de la Petite Enfance Tout Doux (CPE)	47 776
Centre de la Petite Enfance Tout-Petit, Toute-Petite (CPE)	23 353
Centre de la Petite Enfance Trois Petits Points ...(CPE)	25 482
Centre de la Petite Enfance Trois P'Tits Tours (CPE)	14 718
Centre de la Petite Enfance Vallée Sourire (CPE)	17 953
Centre de la Petite Enfance Vire-Crêpe (CPE)	10 821
Centre Pause Parents-Enfants (CPE)	49 310
CPE des employés du Centre hosp. rég de Trois-Rivières, Le (CPE)	11 279
CPE La maison bleue	4 224

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
-----------------------------------	---

Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
C.P.E. Les Globules (CPE)	8 563
CPE Le trèfle à 4 feuilles	4 831
CPE Mes Amis Mille-Pattes	13 237
C.P.E. Petit à Petit (CPE)	25 755
C.P.E. Soleil Joyeux Pavillon Petit Musset	64 684
CPE vos Tout-Petits (CPE)	10 264
Farfadets de la Pointe inc., Les (CPE)	23 767
"Force vive" Centre de la Petite Enfance (CPE)	1 484
Forêt Enchantée de Lasalle, La (CPE)	28 916
Joyeux Marmots, Aux (CPE)	12 501
Lieu des Petits (CPE)	52 241
Maison Montessori de Chelsea (CPE)	7 505
Petits Collégiens, Les (CPE)	34 620
Petits Hêtres, Les	25 000
Planète des Enfants, La (CPE)	15 359
Services à la petite enfance de Saint-Lazare (CPE)	2 626
Services de garde Gribouillis, Les (CPE)	14 004
Services de garde la Farandole, Les (CPE)	45 180
Services de garde la petite école inc., Les (CPE)	19 534
CPE la Salopette inc.	(19 955)
CPE Riverview	(11 496)
Centre de la Petite Enfance Bon - Bon (CPE)	(25 000)
Centre de la Petite Enfance Enfant-Bonheur inc. (CPE)	6 637
Centre de la Petite Enfance les Enfants de l'Avenir inc. (CPE)	50 000
Amis de Promis, Les (CPE)	20 541
Centre à la Petite Enfance "Les Petits Doigts" (CPE)	10 480
Centre de la Petite Enfance aux Petites Bulles (CPE)	15 571
Centre de la Petite Enfance Chez-nous chez-vous (CPE)	25 000
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	23 344
Centre de la Petite Enfance Funville (CPE)	20 948
Centre de la Petite Enfance Génies en Herbe G. L. (CPE)	25 000
Centre de la Petite Enfance la Passerelle des Mousses (CPE)	13 050
Centre de la Petite Enfance la Petite Marine inc. (CPE)	6 852
Centre de la Petite Enfance la Porte Ouverte inc. (CPE)	4 025
Centre de la Petite Enfance l'Enfanfreluche (CPE)	19 634
Centre de la Petite Enfance le Petit Sentier (CPE)	21 545
Centre de la Petite Enfance les Coquins d'Abord inc. (CPE)	22 103
Centre de la Petite Enfance les Petits Carillons (CPE)	38 376
Centre de la Petite Enfance Mon Monde à Moi (CPE)	24 991
Centre de la petite enfance Soleil le vent	25 000
Coop. de solidarité du centre de la petite enfance Jeunestrie (CPE)	1 884
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	20 787
CPE l'Étoile du Nord	14 511
Rêve de Caillette, Le (CPE)	10 896
Centre de la Petite Enfance Mer et Mousse (CPE)	3 843
Centre de la Petite Enfance Pignons sur rue (CPE)	11 620
Nuitsheuakan (CPE)	5 220
Centre de la Petite Enfance les Petits Cailloux (CPE)	23 259
Centre de la Petite Enfance Harmonie (CPE)	7 646
Centre de la Petite Enfance " Le Mur-Mûr " inc. (CPE)	23 380

Programme	Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - CPE
Budget	26 625 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Accueils au Coeur de l'enfance	140 974
Centre à la Petite Enfance "La Becquée" (CPE)	20 288
Centre à la Petite Enfance la Découverte, c'est magique (CPE)	33 813
Centre à la Petite Enfance l'Arche de Noé (CPE)	87 914
Centre à la Petite Enfance "le Chat Perché" (CPE)	74 389
Centre à la Petite Enfance "Les Petits Doigts" (CPE)	27 050
Centre à la Petite Enfance Mini-Campus inc. (CPE)	20 288
Centre coopératif de la petite enfance la Chiffonnelle (CPE)	71 007
Centre coopératif de la petite enfance la Maison des Amis Région 17 (CPE)	40 185
Centre de la Petite Enfance Abracadabra (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance Alakazoum inc. (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance Allô Mon Ami (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance Allô mon ami II (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance A.M.B.C.A.L. (CPE)	94 676
Centre de la Petite Enfance Am Stram Gram 2000 (CPE)	19 828
Centre de la Petite Enfance Arlequin et Colombine (CPE)	20 574
Centre de la Petite Enfance au Boisé (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance au Coeur des Mésanges (CPE)	33 813
Centre de la petite enfance Au Coeur Enfantin (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance au Galop inc. (CPE)	50 720
Centre de la Petite Enfance au Jardin de Dominique inc. (CPE)	111 661
Centre de la Petite Enfance au Palais des merveilles (CPE)	20 288
Centre de la petite enfance au pays de Cornemuse (CPE)	47 338

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance au Pays des Schtroumpfs (CPE)	121 727
Centre de la Petite Enfance au Petit Brin de Foin [1998] (CPE)	66 273
Centre de la Petite Enfance au Petit Nuage (CPE)	27 050
Centre de la petite enfance Au petit talon	94 156
Centre de la Petite Enfance "Au royaume des bouts de choux" (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance aux Mille Couleurs inc. (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance aux Mille Jeux (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance aux Petites Bulles (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance aux Petites Joies inc. (CPE)	5 852
Centre de la Petite Enfance aux Petits Lurons (CPE)	190 211
Centre de la Petite Enfance aux Petits Soins (CPE)	36 804
Centre de la Petite Enfance aux Portes du Matin inc. (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance Bais Yoël (CPE)	26 010
Centre de la Petite Enfance Baliballon (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Bambin club (CPE)	101 439
Centre de la Petite Enfance Bambouli inc. (CPE)	56 702
Centre de la Petite Enfance Beauce-Sartigan (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Bébéjou (CPE)	38 183
Centre de la Petite Enfance Bedondaine (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Belle Bulle (CPE)	44 945
Centre de la Petite Enfance Belle Enfance (CPE)	15 528
Centre de la Petite Enfance Beth Rivkah (CPE)	5 930
Centre de la Petite Enfance Bille de verre (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Biscuit (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Bouton de rose (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance Boutons d'or (CPE)	68 874
Centre de la Petite Enfance Brins d'éveil inc. (CPE)	60 863
Centre de la petite Enfance - Bureau Coordonnateur Mini-Monde (CPE)	32 278
Centre de la Petite Enfance Cachalot inc. (CPE)	18 103
Centre de la Petite Enfance Cadet-Rousselle (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance Calou (CPE)	87 914
Centre de la Petite Enfance Carcajou, inc. (CPE)	19 351
Centre de la Petite Enfance Cardio-Puces (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Carrosse-citrouille inc. (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance Cartierville inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Casse-Noisette inc. (CPE)	11 002
Centre de la Petite Enfance Cerf-Volant inc. (CPE)	29 755
Centre de la Petite Enfance Champagneur inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Château de grand-mère (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Chatouille inc. (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance chez Fanfan (CPE)	106 017
Centre de la Petite Enfance Chez-nous chez-vous (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Chez Nous (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance 'chez Tante Juliette' inc.	33 813
Centre de la Petite Enfance Citronnelle (CPE)	107 577
Centre de la Petite Enfance Clair de lune (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Clin d'oeil inc. (CPE)	27 831
Centre de la Petite Enfance communautaire les Trotinettes (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Complexe Desjardins (CPE)	30 484
Centre de la Petite Enfance Contact jardin-soleil inc. (CPE)	79 070
Centre de la Petite Enfance Coop Libelle (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Coup de pouce inc. (CPE)	27 050
Centre de la petite enfance Couri-Courette (CPE)	59 511
Centre de la petite enfance [C.P.E.] Concordia (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance de la Baie (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance de la Dame (CPE)	25 204
Centre de la Petite Enfance de la Petite-Nation (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance de l'Université de Montréal (CPE)	108 202
Centre de la Petite Enfance de Matane, Le (CPE)	32 643
Centre de la Petite Enfance de Montréal-Nord (CPE)	130 102
Centre de la Petite Enfance de Pointe-St-Charles (CPE)	37 975
Centre de la Petite Enfance de Rivière-du-Loup inc. (CPE)	230 735
Centre de la Petite Enfance de Saint-Lambert, Le (CPE)	148 777
Centre de la Petite Enfance de Saint-Luc (CPE)	114 964
Centre de la petite enfance des calins (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance des Cantons de Rivière du Loup	20 288
Centre de la Petite Enfance des Hautes-Plaines (CPE)	32 799
Centre de la Petite Enfance Des Jardins Jolis (CPE)	196 532
Centre de la Petite Enfance des Marguerites [1976] (CPE)	40 576
Centre de la petite enfance des Nations	162 843
Centre de la Petite Enfance des Premiers pas (CPE)	128 489
Centre de la Petite Enfance Domisol (CPE)	25 490
Centre de la Petite Enfance Doux Réveil (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance du Boisé Vimont (CPE)	317 842
Centre de la Petite Enfance du Bois Joli inc. (CPE)	40 408
Centre de la Petite Enfance du Carrefour inc. (CPE)	204 907
Centre de la Petite Enfance du Centre Communautaire Juif (CPE)	19 976
Centre de la Petite Enfance du Centre-Ville (CPE)	30 432
Centre de la Petite Enfance du CHUL (CPE)	13 525

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance du Complexe Guy-Favreau (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance du Dolmen (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance du Soleil à la Lune (CPE)	17 947
Centre de la Petite Enfance du Village du Bic (CPE)	2 913
Centre de la Petite Enfance du YM-YWHA & NHS de Montréal (CPE)	12 745
Centre de la Petite Enfance écoles juives populair. et Peretz inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Emmanuel (CPE)	47 494
Centre de la Petite Enfance Enfants Soleil inc. (CPE)	145 864
Centre de la petite enfance Entre fleuve et montagnes (CPE)	32 252
Centre de la Petite Enfance Familigarde [C.P.E.] (CPE)	67 366
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance Fanfan Soleil (CPE)	16 152
Centre de la Petite Enfance Fardoche (CPE)	147 360
Centre de la Petite Enfance Fleur de Macadam inc. (CPE)	20 210
Centre de la Petite Enfance Fleur de Pommier (CPE)	26 530
Centre de la Petite Enfance Fleurimont inc.. Le (CPE)	210 863
Centre de la Petite Enfance Fleurs de Lune (CPE)	13 421
Centre de la Petite Enfance Fleurs du Quartier inc. (CPE)	67 626
Centre de la Petite Enfance Flocons de rêve inc. (CPE)	40 576
Centre de la petite enfance Franquette la Grenouille (CPE)	175 047
Centre de la Petite Enfance Frisson de Colline (CPE)	3 277
Centre de la Petite Enfance Génésis 87 inc. (CPE)	23 409
Centre de la Petite Enfance Génies en Herbe G. L. (CPE)	115 094
Centre de la Petite Enfance Graffiti inc. (CPE)	81 255
Centre de la Petite Enfance Grain de Soleil (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Grande-Rivière (CPE)	21 640
Centre de la Petite Enfance Grand-Mère Douceur, Le (CPE)	26 530
Centre de la Petite Enfance Gripette (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Harmonie (CPE)	12 901
Centre de la Petite Enfance HEC (CPE)	20 366
Centre de la Petite Enfance Hellénique "Foyer d'enfants" (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Hellénique Piloupi (CPE)	23 760
Centre de la Petite Enfance Hoplavie (CPE)	65 740
Centre de la Petite Enfance Jean-Noël Lapin (CPE)	65 883
Centre de la Petite Enfance Jolibois (CPE)	13 005
Centre de la Petite Enfance Joli-Coeur inc. (CPE)	140 870
Centre de la petite enfance Joujou	78 862
Centre de la Petite Enfance Julie-Soleil (CPE)	12 901
Centre de la Petite Enfance Kaléidoscope (CPE)	104 170
Centre de la Petite Enfance Ki-Ri inc. (CPE)	32 513
Centre de la Petite Enfance la Baleine Bricoleuse (CPE)	151 742
Centre de la Petite Enfance la Bambinerie (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance la Barbouille inc. (CPE)	13 005
Centre de la Petite Enfance la Boîte à Soleil (CPE)	26 530
Centre de la Petite Enfance la Boîte à Surprise (CPE)	61 280
Centre de la Petite Enfance la Bottine Souriante (CPE)	75 871
Centre de la Petite Enfance la Butte à Moineaux (CPE)	58 054
Centre de la Petite Enfance la Cachette (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance la Campinoise (CPE)	2 159
Centre de la Petite Enfance la Chat-Maille (CPE)	26 010
Centre de la Petite Enfance la Claire Fontaine de Pincourt (CPE)	66 560
Centre de la Petite Enfance la Coquinerie (CPE)	13 525
Centre de la petite enfance la Courtepointe (CPE)	105 705
Centre de la Petite Enfance La Croisée inc. (CPE)	84 806
Centre de la Petite Enfance la Découverte (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance "La Douce Couvée" (CPE)	71 163
Centre de la Petite Enfance la Flûte Enchantée inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Lafontaine (CPE)	3 667
Centre de la Petite Enfance la Fourmille	40 576
Centre de la Petite Enfance la Frimousse (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance la Giboulée, Le (CPE)	79 122
Centre de la Petite Enfance la Girouette inc. (CPE)	29 001
Centre de la Petite Enfance la Grande Envolée (CPE)	75 065
Centre de la Petite Enfance la Grande Ourse (CPE)	87 914
Centre de la Petite Enfance "La Grenouille rose" (CPE)	18 935
Centre de la Petite Enfance la Grosse Maison (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance la Maison de Bécassine (CPE)	113 815
Centre de la Petite Enfance La Maisonnée (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance la Marée Montante (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance la Marelle des Bois Francs (CPE)	38 443
Centre de la Petite Enfance la Marelle inc. (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance la Marmaille (CPE)	132 677
Centre de la Petite Enfance la Marmicelle (CPE)	68 146
Centre de la Petite Enfance la Mère Schtroumph (CPE)	48 066
Centre de la Petite Enfance la Mère Veilleuse (CPE)	12 329
Centre de la Petite Enfance l'Amhirondelle inc. (CPE)	94 676
Centre de la Petite Enfance la Montgolfière inc. (CPE)	67 626
Centre de la Petite Enfance la Nacelle inc. (CPE)	26 062
Centre de la Petite Enfance l'Antre-Temps (CPE)	81 151

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance la Passerelle (CPE)	91 061
Centre de la Petite Enfance la Passerelle des Mousses (CPE)	101 023
Centre de la Petite Enfance la Peluche (CPE)	13 473
Centre de la Petite Enfance la Petite Académie (CPE)	38 599
Centre de la Petite Enfance la Petite Bande (CPE)	61 566
Centre de la Petite Enfance la Petite Cité (CPE)	57 430
Centre de la Petite Enfance la Petite Cour de Mistigri (CPE)	24 970
Centre de la Petite Enfance la Petite Grenouille [1985] (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance la Petite Marine inc. (CPE)	54 101
Centre de la petite enfance la Petite-Patrie	108 202
Centre de la Petite Enfance la Petite Semence (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance la Piroquette (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance "La Planète à Mars", Le (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance la Pleine Lune (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance la Porte Ouverte inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance La Prairie (CPE)	6 659
Centre de la Petite Enfance la P'Tite Caboche (CPE)	85 313
Centre de la Petite Enfance "la P'Tite Chute" (CPE)	148 725
Centre de la Petite Enfance la Ramée (CPE)	85 833
Centre de la Petite Enfance l'Arc-en-Joie, Le (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance l'Arche de Pierrot inc. (CPE)	60 733
Centre de la Petite Enfance l'Arche des Petits (CPE)	76 079
Centre de la Petite Enfance la Relève V.-S. (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance la Ribambelle (CPE)	40 107
Centre de la Petite Enfance la Ribouldingue (CPE)	44 373
Centre de la Petite Enfance la Ritournelle (CPE)	6 763
Centre de la Petite Enfance la Ruche (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance la Ruche Magique inc. (CPE)	11 861
Centre de la Petite Enfance la Salopette inc. (CPE)	35 894
Centre de la Petite Enfance la Sentinelle des Petits (CPE)	114 964
Centre de la petite enfance la Sourcière, Le (CPE)	35 426
Centre de la Petite Enfance l'Attrait Mignon (CPE)	133 847
Centre de la Petite Enfance le Baluchon inc. (CPE)	117 461
Centre de la Petite Enfance le Bonjour (CPE)	6 971
Centre de la Petite Enfance le Camélia (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance le Cept inc. (CPE)	5 514
Centre de la Petite Enfance le Château des Frimousses (CPE)	44 581
Centre de la Petite Enfance le Cheval Sautoir (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance l'Echo Magique inc. (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance le Funambule inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance le Grand Chapiteau inc. (CPE)	87 914
Centre de la petite enfance le Hêtre inc. (CPE)	32 122
Centre de la Petite Enfance le Jardin Charmant inc. (CPE)	71 163
Centre de la Petite Enfance le Jardin de la Relève (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance le Jardin des rêves inc. (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance le Joyeux Carrousel inc. (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance le Kangourou (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance le Lièvre et la tortue (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance l'Enchanté (CPE)	155 540
Centre de la Petite Enfance l'Enfanfreluche (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance l'Enfantaisie (CPE)	29 287
Centre de la Petite Enfance l'Enfant-Do de Memphrémagog (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance l'Enfantillage inc. (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance l'Ensoleillé (CPE)	94 676
Centre de la Petite Enfance l'Envol de Lotbinière (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance le Palais des bouts de choux inc. (CPE)	16 230
Centre de la Petite Enfance le Petit Baluchon [1981] inc. (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance le Petit Navire inc. (CPE)	52 488
Centre de la Petite Enfance le Petit Pain d'Epice inc. (CPE)	46 402
Centre de la Petite Enfance le Petit Palais (CPE)	47 962
Centre de la Petite Enfance le Petit Réseau inc. (CPE)	11 496
Centre de la Petite Enfance le Petit Train inc. (CPE)	22 889
Centre de la Petite Enfance le Pipandor (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance le Pitchounet (CPE)	21 536
Centre de la Petite Enfance le P'Tit Terminus	52 410
Centre de la Petite Enfance le Sablier (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance les Amis du globe installation de la Famille (CPE)	9 884
Centre de la Petite Enfance les Ateliers (CPE)	46 246
Centre de la Petite Enfance les Bois Verts inc. (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance les Bourgeois-Soleil (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance l'Escalé inc. (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance "Les Calinours" (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance les Casinours (CPE)	74 389
Centre de la Petite Enfance les Contes de Fee inc. (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance les Copains d'Abord (CPE)	192 812
Centre de la petite enfance les Copains inc. (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance les Coquelicots inc. (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance les Crayons Magiques (CPE)	37 715
Centre de la Petite Enfance les Croquignoles (CPE)	33 813

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance les Décibels, Le (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance les Dégourdis (CPE)	12 381
Centre de la Petite Enfance les Enfants d'Abord (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance les Enfants de l'Avenir inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance les Étoiles du Faubourg (CPE)	28 169
Centre de la Petite Enfance les Frimousses de la Vallée (CPE)	11 028
Centre de la Petite Enfance les Gnômes inc. (CPE)	16 438
Centre de la Petite Enfance les Grenouilles (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance "Les Jardins d'Honorine" inc. (CPE)	6 763
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance les Lutins du boulevard (CPE)	60 213
Centre de la Petite Enfance les Marmousets (CPE)	108 020
Centre de la Petite Enfance les Micropuces, Le (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance "les Mille-Pattes" (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance "les Moussaillons" (CPE)	59 303
Centre de la Petite Enfance les Petites Puces inc. (CPE)	151 586
Centre de la Petite Enfance les Petites Souris (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance les Petits Cailloux (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance les Petits Fripons (CPE)	57 872
Centre de la Petite Enfance les Petits Lutins de Drummond. inc. (CPE)	101 439
Centre de la Petite Enfance les Petits Lutins de Roussin, Le (CPE)	67 808
Centre de la Petite Enfance les Petits Mousses (CPE)	108 202
Centre de la Petite Enfance les Petits Mulots (CPE)	86 652
Centre de la Petite Enfance les Petits Murmures (CPE), Le	13 525
Centre de la Petite Enfance les Petits Pierrots (CPE)	32 513
Centre de la Petite Enfance les Petits Soleils Magiques (CPE)	11 705
Centre de la Petite Enfance les Petits Travailleurs (CPE)	23 487
Centre de la Petite Enfance les Picassos de l'Île (CPE)	52 124
Centre de la Petite Enfance l'Espèglerie	196 115
Centre de la Petite Enfance les Pinsons inc. (CPE)	85 157
Centre de la Petite Enfance les Pommettes Rouges (CPE)	5 410
Centre de la Petite Enfance les P'Tites Frimousses de la Merci (CPE)	46 428
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Bourgeons (CPE)	21 224
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Coeurs (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance "Les P'Tits Flots" inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Loups [Limolou] (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Montois (CPE)	59 069
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Soleils de Ste-Dorothée (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Trésors de Val-Bélair (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance l'Essentiel (CPE)	45 934
Centre de la Petite Enfance les Sourceaux (CPE)	6 763
Centre de la Petite Enfance les Tourterelles inc. (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance les Trois Petits Pas (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance le Temps d'un Rêve (CPE)	13 577
Centre de la Petite Enfance le Terrier Magique (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance le Vent Dans les Voiles (CPE)	31 472
Centre de la petite enfance le Voyage de mon Enfance (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance le Zèbre Carotte (CPE)	6 763
Centre de la Petite Enfance l'Île aux Trésors (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Logis-Ciel (CPE)	101 439
Centre de la Petite Enfance l'Oreal Kids (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance l'Univers de Mamuse et Méduque inc. (CPE)	25 698
Centre de la Petite Enfance l'Univers des Petits inc. (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance Mafamigarde (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Magimo (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Magimuse (CPE)	62 216
Centre de la Petite Enfance Maimonide Côte St-Luc (CPE)	94 676
Centre de la petite enfance main dans la main inc. (CPE)	87 914
Centre de la Petite Enfance Maison Belz (CPE)	114 964
Centre de la Petite Enfance Maison Dans l'Arbre (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance Maison Malka (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance Mamie-Pom	148 777
Centre de la Petite Enfance Mamuse (CPE)	61 097
Centre de la Petite Enfance Manche de Pelle (CPE)	128 489
Centre de la Petite Enfance Margo la Lune (CPE)	56 377
Centre de la Petite Enfance Marie Auxiliatrice (CPE)	146 306
Centre de la Petite Enfance Marie Godard (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Marie Quat'Poches inc. (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Matin Soleil inc. (CPE)	60 863
Centre de la Petite Enfance Mer et Mousse (CPE)	69 096
Centre de la Petite Enfance Mille Fleurs inc. (CPE)	16 802
Centre de la Petite Enfance Mini-Fée inc. (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance Mon Monde à Moi (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Mont-Royal (CPE)	18 727
Centre de la Petite Enfance Nez-à-Nez (CPE)	48 899
Centre de la Petite Enfance Nid des Petits St-Raymond inc. (CPE)	70 175
Centre de la Petite Enfance Paillasson inc. (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance Palou la Coccinelle (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Passe-Partout inc. (CPE)	92 622

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Centre de la Petite Enfance Passepoil inc. (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Pavillon des Tout-Petits (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance Percée de Soleil inc. (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Petit coin de poucet (CPE)	3 745
Centre de la Petite Enfance Petits Pieds (CPE)	223 374
Centre de la Petite Enfance Petit Tambour (CPE)	25 594
Centre de la Petite Enfance Picasso (CPE)	81 151
Centre de la Petite Enfance Pierre-Boucher (CPE)	155 540
Centre de la Petite Enfance Pierrot la Lune inc. (CPE)	106 199
Centre de la Petite Enfance Pignons sur rue (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Pirouette de Fabreville inc. (CPE)	385 468
Centre de la Petite Enfance Pitatou (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance "Plaisir d'Enfant" (CPE)	19 508
Centre de la Petite Enfance Planète Soleil (CPE)	34 853
Centre de la petite enfance plus grand que nature	29 781
Centre de la Petite Enfance Polichinelle inc. (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance Pomme Soleil (CPE)	20 288
Centre de la Petite Enfance Pop Soleil (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Populaire St-Michel inc. (CPE)	40 576
Centre de la Petite Enfance Pratt (CPE)	58 757
Centre de la Petite Enfance Premier Pas de la Tuque (CPE)	54 101
Centre de la petite enfance P'tits Coquillages (CPE)	16 386
Centre de la Petite Enfance Rayon de Soleil inc. (CPE)	24 137
Centre de la Petite Enfance Rayons de Soleil de Roxton Pond inc. (CPE)	228 992
Centre de la Petite Enfance Roc-Amadour (CPE)	33 813
Centre de la Petite Enfance Rosamie (CPE)	103 671
Centre de la Petite Enfance Saint-Philippe (CPE)	11 028
Centre de la Petite Enfance Saute-Crapaud (CPE)	107 811
Centre de la Petite Enfance Seigneuriale (CPE)	27 050
Centre de la Petite Enfance Sel et Poivre (CPE)	23 617
Centre de la Petite Enfance Ses Amis (CPE)	101 439
Centre de la Petite Enfance Shalom (CPE)	38 703
Centre de la Petite Enfance Simche Kinder (CPE)	7 933
Centre de la Petite Enfance Soleil levant (CPE)	99 540
Centre de la Petite Enfance Sol inc. (CPE)	18 883
Centre de la Petite Enfance Soulanges (CPE)	88 590
Centre de la Petite Enfance Sous les étoiles (CPE)	58 366
Centre de la Petite Enfance St-Édouard (CPE)	41 876
Centre de la Petite Enfance Ste-Justine (CPE)	23 929
Centre de la Petite Enfance Sucre d'orge (CPE)	16 959
Centre de la Petite Enfance Tam-Tam (CPE)	60 031
Centre de la Petite Enfance Tante Michèle (CPE)	54 101
Centre de la Petite Enfance Touchatouille inc. (CPE)	47 338
Centre de la Petite Enfance Tour à Tour (CPE)	91 659
Centre de la Petite Enfance Tout Doux (CPE)	87 914
Centre de la Petite Enfance Tout-Petit, Toute-Petite (CPE)	23 721
Centre de la Petite Enfance Trois P'Tits Tours (CPE)	258 149
Centre de la Petite Enfance Trotte-Menu inc. (CPE)	31 992
Centre de la Petite Enfance Vanier (CPE)	13 759
Centre de la Petite Enfance Vire-Crêpe (CPE)	84 480
Centre de la Petite Enfance Viroulu (CPE)	13 525
Centre de la Petite Enfance Yeshiva Lévi Yitzchak (CPE)	17 167
Centre Jour inc. (CPE)	17 011
Centre Pause Parents-Enfants (CPE)	20 288
Coop. de solidarité du centre de la petite enfance Jeunestrie (CPE)	58 523
Couches...Tôt, Les (CPE)	40 576
C.P.E. à la Claire Fontaine (CPE)	40 576
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	60 863
CPE-BC Uni-Vers d'enfants	24 970
CPE Clair-Soleil de Mascouche inc.	232 685
C.P.E. des Bons Amis (CPE)	2 133
CPE des employés du Centre hosp. rég de Trois-Rivières, Le (CPE)	93 610
C.P.E. du Jardin Fleuri (CPE)	64 921
CPE Il était une fois	11 861
CPE Imagémo de l'Institut Universitaire de Gériatrie de Sherbrooke	47 338
C.P.E. la Puce à l'Oreille (CPE)	54 101
CPE la Relève inc. (CPE)	25 386
CPE le Châtelet (CPE)	107 265
C.P.E. le Petit Monde de Caliméro inc. (CPE)	123 990
CPE les Amis d'à...bord!	19 273
C.P.E. les Frimousses du Fort (CPE)	50 720
CPE Les Jolis Minois	27 050
C.P.E. les Mouches à Feu (CPE)	25 360
C.P.E. les Petits Trésors Brillants (CPE)	33 813
CPE Les petits trésors de Boisbriand	22 941
CPE Mes Amis Mille-Pattes	6 763
CPE Notre-Dame-de-Grâce	27 050
C.P.E. Patachou (CPE)	20 288
C.P.E. Petit à Petit (CPE)	60 863

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
C.P.E. Soleil Joyeux Pavillon Petit Musset	67 626
CPE Soleil Souriant (CPE)	54 101
CPE vos Tout-Petits (CPE)	46 688
Découverte de l'enfance Centre de la Petite Enfance, La (CPE)	27 050
Enfant du Fleuve inc., L' (CPE)	33 813
Enfant Rit inc., L' (CPE)	33 813
Éveil des Chérubins, L' (CPE)	20 288
Farfadets de la Pointe inc., Les (CPE)	47 338
"Force vive" Centre de la Petite Enfance (CPE)	46 189
Jardin de Robi inc., Le	4 531
Jeunes Pousses des Jardins-du-Québec, Les (CPE)	27 050
Lacet de Bottine (CPE)	65 753
Lieu des Petits (CPE)	324 605
Maison Montessori de Chelsea (CPE)	20 288
Oiseau Bleu, L' (CPE)	54 101
Pays de l'Arc-en-Ciel [C.P.E.], Au (CPE)	42 344
Petits Collégiens, Les (CPE)	67 626
Pidaban (CPE)	41 803
Pied de l'échelle, Au (CPE)	27 050
Service de garde Aéropuce inc. (CPE)	17 947
Services à la petite enfance de Saint-Lazare (CPE)	94 676
Services de garde la Farandole, Les (CPE)	28 403
Services de garde la petite école inc., Les (CPE)	74 831
Services de garde l'Enfant Joue (CPE)	67 626
Services de garde "Le Petit Gamin", Les (CPE)	13 525
Univers des Copains, L' (CPE)	102 453
Centre de la Petite Enfance Clair-Soleil de Mascouche inc. (CPE)	(6 789)

Programme	Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - Garderies
Budget	9 375 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
108169 Canada Ltée (garderie)	12 173
1,2,3... Mes Premiers Pas A,b,c,... Mes Premiers Mots inc.	47 338
124246 Canada inc. (garderie)	67 626
138725 Canada inc. (garderie)	20 288
150276 Canada inc. (garderie)	16 750
177042 Canada inc. (garderie)	67 730
2416-2943 Québec inc. (garderie)	8 323
2708906 Canada inc. (garderie)	94 676
2760-7118 Québec inc. (garderie)	13 525
2844-1004 Québec inc. (garderie)	62 944
2858-4258 Québec inc. (garderie)	20 288
2884305 Canada inc. (garderie)	33 189
2957-4951 Québec inc. (garderie)	20 288
2970-4269 Québec inc. (garderie)	20 288
2 Kdn inc.	19 117
3088-6063 Québec inc. (garderie)	33 813
3099-2333 Québec inc. (garderie)	155 540
3099-8447 Québec inc. (garderie)	20 288
3103-0323 Québec inc. (garderie)	40 576
3104-2153 Québec inc. (garderie)	13 525
4306058 Canada inc. (garderie)	20 288
6234101 Canada inc. (garderie)	54 101
6358055 Canada inc. (garderie)	13 525
6445101 Canada inc. (garderie)	27 050
7514476 Canada inc.	27 050
8112070 Canada inc.	74 389
9004-8422 Québec inc. (garderie)	20 288
9017-3113 Québec inc. (garderie)	12 329
9020-5600 Québec inc. (garderie)	141 156
9025-0903 Québec inc. (garderie)	19 273
9053-3704 Québec inc. (garderie)	49 835
9058-5662 Québec inc. (garderie)	43 671
9062-0915 Québec inc. (garderie)	20 288
9075-9085 Québec inc. (garderie)	25 698
9092-6502 Québec inc. (garderie)	27 050
9100-7617 Québec inc. (garderie)	13 577
9106-0152 Québec inc. (garderie)	54 101
9108-8666 Québec inc. (garderie)	51 266
9132-3170 Québec inc. (garderie)	8 167
9140-3048 Québec inc. (garderie)	5 852
9147-0724 Québec inc. (garderie)	27 050
9152-3555 Québec inc. (garderie)	10 820
9153-3554 Québec inc. (garderie)	8 453
9158-8699 Québec inc.	214 088
9167-8094 Québec inc. (garderie)	24 970

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
9187-0402 Québec inc. (garderie)	54 413
9200-1437 Québec inc. (garderie)	20 288
9210-4140 Québec inc. (garderie)	27 050
9211-1319 Québec inc. (garderie)	20 288
9213-0095 Québec inc.	36 102
9215-1604 Québec inc.	67 626
9215-1729 Québec inc.	45 882
9251-1781 Québec inc.	94 676
9253-8099 Québec inc.	26 920
9256-9615 Québec inc. (Garderie éducative les ptits coeurs de Mont-Bleu)	13 525
9257-6347 Québec inc. (garderie)	20 314
9258-3855 Québec inc. (garderie)	27 050
9276-8381 Québec inc.	5 150
9280-4921 Québec inc. (garderie)	10 196
9339-4252 Québec inc. (garderie)	20 288
9342-4786 Québec inc. (garderie)	12 901
9342-7243 Québec inc. (garderie)	54 101
9400-9628 Québec inc. (garderie)	67 626
9408-7111 Québec inc. (garderie)	20 288
9414-0761 Québec inc. (garderie)	27 050
9430-4235 Québec inc. (garderie)	70 487
9430-4540 Québec inc.	156 320
9432-0876 Québec inc. (garderie)	29 625
9432-3391 Québec inc. (garderie)	88 538
9432-8937 Québec inc. (garderie)	34 021
9452-6746 Québec inc. (garderie)	20 132
9453-9608 Québec inc. (garderie)	3 641
9455-8566 Québec inc.(garderie)	13 525
9456-1982 Québec inc. (garderie)	24 241
9462-5951 Québec inc. (garderie)	13 005
9489-7246 Québec inc. (garderie)	27 050
Abeilles de Gloria inc., Les (garderie)	13 525
Amis de Mandoline inc., Les (garderie)	29 183
Amis Frimousses inc., Les (garderie)	16 776
Centre de services scolaire de Montréal (CSS de Montréal)	3 251
Centre éducatif Grandir Ensemble inc. (garderie)	45 413
Centre éducatif l'Alpha à l'Oméga inc. (garderie)	138 633
Centre Éducatif Mains Dans La Main inc.	33 813
Centre éducatif multiculturel l'Arche de Noé (garderie l'Arche de Noé)	20 288
Centre éducatif privé de Montréal inc. (garderie)	82 842
"Chat"Ouilleux inc., Les (garderie)	33 813
Cigogne, centre de ressources familiales inc., La (garderie)	33 813
Coin des Lutins, Coteau-du-Lac II inc. (garderie)	47 338
Coin des Lutins, Coteau du Lac inc. (garderie)	90 931
Dans l'univers de Cajo inc.	13 525
École d'Éveil Chauveau inc. (garderie)	121 727
Enfants du Paradis inc., Les (garderie)	6 763
Entreprises les Aventuriers d'Outremont inc. (garderie)	129 218
Fées Enchantées inc., Les (garderie)	40 576
Fondation Papillon	388 745
Garderie ABCD inc.	30 588
Garderie A B C [Verdun] inc.	33 813
Garderie "A" comme Ami inc.	47 338
Garderie au Petit Boulot inc.	18 311
Garderie Beaujeu inc.	19 508
Garderie Blanche Neige inc.	6 503
Garderie Bravo Bambino inc.	20 366
Garderie centre créatif de LaSalle inc.	13 525
Garderie Coeur d'enfant inc.	20 288
Garderie Dandinosaure inc.	27 050
Garderie de jour Playskool de Montréal inc.	33 813
Garderie de la Forêt Enchantée de Val-des-Monts inc.	36 362
Garderie des petits coeurs du village inc.	20 288
Garderie du Couvent inc.	136 839
Garderie Éducation inc.	230 813
Garderie éducative au Paradis des Petits inc.	18 597
Garderie éducative au Petit Champignon inc.	37 741
Garderie éducative Chez Danielle inc.	26 842
Garderie éducative Chomedey inc.	101 439
Garderie éducative cinq étoiles inc.	20 288
Garderie éducative de Mougli inc., La	40 576
Garderie éducative Enfantastique du Plateau inc.	31 043
Garderie éducative la Bagatelle inc.	40 420
Garderie éducative la Trottinette inc. (garderie)	20 288
Garderie éducative le Futur de l'Enfant inc. (Child's Future Educ. Daycare inc.)	25 906
Garderie éducative le Jardin des Colibris inc.	54 101
Garderie Éducative Le Royaume De La Magie	38 703
Garderie éducative les Fourmis inc.	13 525
Garderie éducative les Galopins inc.	27 050

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
Garderie éducative les Jardins de l'Avenir inc. (garderie)	6 789
Garderie éducative les Jasmins de la Belle Rive inc.	19 508
Garderie éducative les Pastoureaux inc.	20 288
Garderie éducative les Petits Petits de la Concorde	29 261
Garderie Éducative Les Petits Voyageurs du Nord III inc.	11 991
Garderie éducative les Rayons du Bonheur inc.	38 599
Garderie éducative les Trésors de Mymi inc.	7 647
Garderie Éducative Lilise et Oscar inc.	54 101
Garderie Éducative Maxi-Mousse inc.	11 913
Garderie éducative Mela inc.	20 288
Garderie Éducative Mimi et Frimousse inc.	101 439
Garderie éducative Mon Beau Sapin inc.	20 288
Garderie éducative Monteuil inc.	44 971
Garderie éducative Perlimpinpin inc.	106 511
Garderie Éduc-Atout de la Plaine inc.	33 813
Garderie Eileen Marie inc.	33 813
Garderie Émilie inc.	94 676
Garderie Enfantastix inc.	27 050
Garderie et Jardin d'enfants Montessori inc.	27 050
Garderie Explorateurs du monde	38 547
Garderie Fleurs des Champs inc.	17 401
Garderie Frisbi et Compagnie	17 011
Garderie Gavroche inc.	13 525
Garderie GEC-2 inc.	54 101
Garderie jeunes découvreurs 1 inc. (Young Discoverers Daycare 1 Inc.)	20 288
Garderie KIDS Westmount inc.	16 907
Garderie la Bascule inc.	24 970
Garderie Labelle inc.	45 960
Garderie la chasse aux trésors inc.	12 485
Garderie la gare des Merveilles inc.	33 813
Garderie la Maison des Fons-Fons inc.	47 338
Garderie Langdon inc.	26 166
Garderie le Chaboté St-Lazare inc.	20 288
Garderie le Château des Angés inc.	20 288
Garderie le Lionceau inc.	2 393
Garderie le Petit Castel IV inc.	20 288
Garderie le Petit Château inc.	47 338
Garderie le Petit Théâtre inc.	128 489
Garderie le P'Tit Nid d'Amour inc.	20 288
Garderie le Royaume d'Aladin inc.	80 371
Garderie le Rucher inc.	13 525
Garderie les Angés de Néo inc.	40 576
Garderie les Boischatouilles 2 inc.	6 763
Garderie les Boischatouilles inc.	13 525
Garderie les Bouts de Choux de Marie inc.	3 537
Garderie les Gamins inc.	60 863
Garderie les Lurons de Chomedey inc.	27 050
Garderie les matelots Pont-Rouge inc.	13 525
Garderie les Minis Apprentis inc.	223 166
Garderie les Petits Angés de Wesley inc.	13 525
Garderie les Petits Génies du préscolaire inc.	27 154
Garderie les Petits Lutins de Charlesbourg Itée	20 288
Garderie Les Petits Lutins de Québec inc.	19 586
Garderie les Petits Mariniers de Lachine inc.	47 338
Garderie les Petits Riverains inc.	9 884
Garderie les Petits Voyageurs inc.	54 101
Garderie les P'tits Bonhommes Itée	54 101
Garderie Les P'tits Soleils Enchantés 2 inc.	36 518
Garderie les Tout Petits Angés inc.	20 288
Garderie les Yeux du Cœur inc.	40 576
Garderie l'Éveil au Monde inc.	23 617
Garderie l'Île aux Trésors, Drummondville inc.	13 265
Garderie Nancy inc. (inactif)	33 813
Garderie...Parmi les Amis... inc.	20 288
Garderie Petits Créatifs inc.	33 813
Garderie Piccolo Mondo inc.	20 288
Garderie Pirouettes et Caramboles inc.	20 366
Garderie Plaisirs d'Enfant inc.	21 120
Garderie Roxboro inc.	67 626
Garderies Coffre à Jouets [Bois-des-Filion] inc.	11 652
Garderie Yvonne inc.	20 288
Gestion Jérôme Verreault inc. (garderie)	24 762
Groupe Merveilles inc. (garderie)	8 453
Île des Petits Mignons 2 inc., L' (garderie)	71 736
Il était une fois au Lac-Beauport inc. (garderie)	20 288
Immeubles Kendi inc., Les (garderie)	20 288
Jardin d'enfance Louis-Pasteur inc., Le (garderie)	87 914
Jardin des Petits Mozarts inc., Au (garderie)	33 813
Labarre, Karine (garderie)	58 523

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation
Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	795 100
Organisme	Dépense au 31 janvier
La Cajolynerie inc. (garderie)	12 849
Maison Montessori de Parc Extension (garderie)	27 050
Perle de l'enfance garderie & centre éduc. de la famille inc., La	27 050
Pomme Aventure inc.	20 288
Productions Caracorp inc., Les	81 255
P'tits de St-Vincent inc., Les (garderie)	60 863
Robert, Nathalie (garderie)	28 143
Royaume des Enfants de St-Lazare II inc., Le (garderie)	27 050
Royaume des koalas inc., Le (garderie)	20 288
Royaume des Petits de Maisonneuve inc., Au (garderie)	40 576
Service de Garde Mylaine inc.	67 626
Sinap HBA inc. (garderie)	47 338

Programme	Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - BC-RSG
Budget	1 500 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Bureau Coordonnateur Ahuntsic	50 720
Centre à la Petite Enfance "le Chat Perché" (CPE)	15 138
Centre de la Petite Enfance Cadet-Rousselle (CPE)	27 389
Centre de la Petite Enfance de la Petite-Nation (CPE)	12 173
Centre de la Petite Enfance de Montréal-Nord (CPE)	30 432
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	456 345
Centre de la Petite Enfance Fleurimont inc.. Le (CPE)	31 290
Centre de la Petite Enfance Joli-Coeur inc. (CPE)	7 283
Centre de la Petite Enfance la Baleine Bricoleuse (CPE)	70 929
Centre de la Petite Enfance la Grande Ourse (CPE)	18 259
Centre de la Petite Enfance "La Grenouille rose" (CPE)	24 345
Centre de la Petite Enfance la Joyeuse Équipée (CPE)	24 345
Centre de la Petite Enfance La Maison du Panda (CPE)	81 151
Centre de la petite enfance le Hêtre inc. (CPE)	17 479
Centre de la Petite Enfance le Jardin des rêves inc. (CPE)	85 209
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	24 345
Centre de la Petite Enfance Mamie-Pom	34 385
Centre de la Petite Enfance Soulanges (CPE)	54 777
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	9 572
CPE vos Tout-Petits (CPE)	11 809
Lieu des Petits (CPE)	18 259
Petits Collégiens, Les (CPE)	23 929
Pied de l'échelle, Au (CPE)	42 604
Réseau Petits pas (CPE)	39 665
Services de garde l'Enfant Joue (CPE)	85 209

Programme	Entente avec le Gouvernement de la nation crie
Budget	24 454 500
Organisme	Dépense au 31 janvier
Gouvernement de la nation crie	22 158 844

Programme	Financement des infrastructures des centres de la petite enfance
Budget	240 838 300
Dépense au 31 janvier	207 469 523

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000 \$ et plus. Les informations les concernant sont donc disponibles dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus sur le site internet du Ministère, conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.

Programme	Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde éducatifs à l'enfance
Budget	132 632 698
Organisme	Dépense au 31 janvier
Comité retraite régime ret. personnel des CPE & garderies privées conv. Qc	109 436 783

Programme	Régime d'assurance collective
Budget	55 845 000
Organisme	Dépense au 31 janvier
Desjardins sécurité financière, compagnie d'assurance vie	46 886 366

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-3

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé;
- d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Réponse

Le Curateur public n'a aucun programme de financement ou de subvention.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-4

Pour l’année 2024-2025, le nombre d’employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d’activités, et la raison du congédiement.

Réponse

Nombre d’employés congédiés en 2024-2025, par secteur d’activités

Secteur d’activités	Total
Administration	2

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-4

Pour l’année 2024-2025, le nombre d’employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d’activités et la raison du congédiement.

Réponse

Nombre d’employés congédiés en 2024-2025 par secteur

Secteurs	2024-2025 (au 31 janvier 2025)	
	Nombre	Raison du congédiement
Direction générale des services aux personnes	4	Congédiements administratifs
Direction générale de l’administration	1	Congédiements administratifs
Direction générale des ressources humaines et des communications	1	Congédiements administratifs

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-5

Pour l'année 2024-2025, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l'administration publique d'ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d'ici le 30 septembre prochain?

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-5

Pour l'année 2024-2025, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l'administration publique d'ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d'ici le 30 septembre prochain.

Réponse

Le Secrétariat du Conseil du trésor a confirmé à l'automne 2024 que les cibles spécifiques par ministères ou organismes sont retirées. Cependant, les efforts du Curateur public pour conserver le nombre de postes régionalisés seront maintenus.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-6

Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1^{er} novembre en 2024. Le ministère de la Famille et le Curateur étant ciblés par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le ministère pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :

- a) Gel de recrutement :
 - i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement;
 - ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.
- b) Limitation du temps supplémentaire.
- c) Limitation des dépenses de déplacement.

Réponse

Tel qu'exigé dans la décision du Conseil du trésor du 22 octobre 2024, le Ministère a :

- a) respecté les mesures concernant le gel de recrutement en limitant la dotation aux mouvements de mutation et de promotion. De plus, le Ministère n'a présenté aucune demande de dérogation au Secrétariat du Conseil du trésor pour le recrutement. Les mesures mises en place ont permis de diminuer de 33 employés de l'effectif régulier et occasionnel du Ministère.
 - b) limité le temps supplémentaire à ce qui est jugé essentiel en lien avec la mission, et ce, sur approbation de la sous-ministre. Le Ministère a ainsi diminué de 245 811 \$ pour la période du 1^{er} novembre 2024 au 31 janvier 2025, comparativement à la même période l'année précédente.
 - c) appliqué une gestion serrée de ses dépenses de déplacement en limitant celles-ci à ce qui est jugé essentiel en lien avec sa mission, et ce, sur approbation de la sous-ministre. Le Ministère a ainsi généré des économies de 80 144 \$ pour la période du 1^{er} novembre 2024 au 31 janvier 2025 comparativement à la même période l'année précédente.
-

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-6

Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1^{er} novembre en 2024. Le Curateur étant ciblé par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le Curateur pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :

- a) Gel de recrutement
 - i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement;
 - ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.
- b) Limitation du temps supplémentaire;
- c) Limitation des dépenses de déplacement.

Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.

Réponse

a) Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

b et c) Le 28 octobre 2024, la curatrice publique a transmis une note aux gestionnaires leur demandant d'assurer la mise en œuvre des mesures du Conseil du trésor, soit de limiter le temps supplémentaire ainsi que les dépenses de déplacement au Québec et hors Québec à ce qui est jugé essentiel en lien avec la mission. À compter du 1^{er} novembre, tout déplacement comportant des frais devait être autorisé préalablement par le directeur général concerné. Il en allait de même pour les heures supplémentaires. Un rappel de ces mesures a été effectué au Forum des gestionnaires du 5 novembre 2024.

Deux demandes d'exemption ont été adressées au Conseil du Trésor.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-7

Veillez nous fournir les mesures d’économies et les mesures en révision des programmes identifiées afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère pour 2024-2025, ventilé par organisme.

Réponse

Voir la réponse de la fiche RG-32.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-8

Veillez nous fournir les compressions budgétaires préliminaires annoncées en avril 2024 par le SCT pour l’année financière 2025-2026 ou les compressions budgétaires annoncées pour 2025-2026. Veuillez nous fournir les cibles de compressions budgétaires établies.

Réponse

Voir la réponse de la fiche RG-32.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-9

Le montant détaillé total des compressions budgétaires effectuées en 2024-2025, ventilé pour le ministère et pour le Curateur.

Réponse

Voir la réponse de la fiche RG-32.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-10

Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

- a) Une brève description du problème (ex. : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.);
- b) Les problèmes engendrés par la situation;
- c) Les correctifs apportés;
- d) La durée du problème (inscrire les dates);
- e) Les coûts engendrés;
- f) Les conséquences (ex. : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

Réponse

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-10

Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

- a) Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.);
- b) Les problèmes engendrés par la situation;
- c) Les correctifs apportés;
- d) La durée du problème (inscrire les dates);
- e) Les coûts engendrés;
- f) Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

Réponse

a), b), c), d), f) Sans objet puisque aucun incident

e) Aucune somme n'a été dépensée

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-11

Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2024-2025, et le nombre de postes vacants, par région administrative.

Réponse

Le tableau suivant présente le nombre de conseillers aux services de garde éducatifs à l’enfance, de conseillers au développement des services à la famille et de conseillers régionaux au développement du réseau pour 2024-2025 au 31 janvier 2025. Précisons que toutes les régions administratives sont desservies, peu importe la région du port d’attache du conseiller ou de la conseillère et qu’aucun poste n’est vacant.

Région administrative	Nb de conseillers
1. Bas-Saint-Laurent	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	4
3. Capitale-Nationale	10
4. Mauricie	2
5. Estrie	2
6. Montréal	16
7. Outaouais	0
8. Abitibi-Témiscamingue	0
9. Côte-Nord	0
10. Nord-du-Québec	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0
12. Chaudière-Appalaches	1
13. Laval	12
14. Lanaudière	0
15. Laurentides	2
16. Montérégie	10
17. Centre-du-Québec	1

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-12

État du nombre de places par région par type de service (CPE, garderie en milieu familial régi, milieu familial non régi, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) :

- a) nombre de places disponibles; pour le milieu familial, veuillez indiquer le nombre de places prévues à l’agrément ET le nombre de places réellement offertes);
- b) nombre de places occupées;
- c) nombre d’enfants en attente de place;
- d) nombre de places qu’il est prévu de créer durant l’année 2025-2026;
- e) coût estimé pour la création des places durant l’année 2025-2026.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l’enfance sont disponibles à l’adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

- a) Nombre de places à l’agrément des BC et nombre de places réellement offertes :

Nombre de places à l’agrément des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial et nombre de places offertes par les personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (incluant les places subventionnées et non subventionnées), par région administrative, au 31 janvier 2025		
Région administrative	Nombre de places à l’agrément	Nombre de places offertes par les RSGE
1. Bas-Saint-Laurent	2 893	2 193
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 837	2 793
3. Capitale-Nationale	7 833	5 434
4. Mauricie	3 404	2 602
5. Estrie	6 495	4 677
6. Montréal	13 753	11 399
7. Outaouais	5 368	3 762
8. Abitibi-Témiscamingue	2 332	1 400
9. Côte-Nord	1 384	665
10. Nord-du-Québec	304*	45
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 343	929
12. Chaudière-Appalaches	6 215	4 736
13. Laval	4 808	4 043
14. Lanaudière	6 426	5 965
15. Laurentides	7 322	5 897
16. Montérégie	16 437	12 576
17. Centre-du-Québec	3 524	3 093
* Note : Incluant les 50 places du BC géré par l’Administration régionale de Kativik.		
* Références : R22120 de CAFE au 31 janvier 2025.		
Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2025.		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-12

b) Les données les plus récentes sont celles de 2023-2024. Le tableau suivant présente le nombre de places occupées, selon le type de service de garde (centre de la petite enfance (CPE), bureau coordonnateur de la garde en milieu familial (BC) et garderie subventionnée). Seuls les titulaires de permis qui reçoivent des subventions et les BC transmettent un rapport financier annuel au Ministère. Conséquemment, le Ministère ne possède aucune donnée concernant l’occupation des places des garderies non subventionnées (personnes non reconnues et garderies non subventionnées).

Nombre de places occupées par type de services de garde en 2023-2024 ^{1 2 3}			
Région administrative	CPE	BC	Garderie subventionnée
1. Bas-Saint-Laurent	2 126	1 479	39
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 309	2 310	769
3. Capitale-Nationale	8 684	3 752	4 647
4. Mauricie	3 153	1 754	405
5. Estrie	6 275	3 662	1 604
6. Montréal	24 170	8 501	19 548
7. Outaouais	5 029	2 796	2 171
8. Abitibi-Témiscamingue	2 097	1 100	124
9. Côte-Nord	1 316	596	-
10. Nord-du-Québec	259	39	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	935	668	19
12. Chaudière-Appalaches	5 915	3 822	1 261
13. Laval	3 957	2 977	4 289
14. Lanaudière	5 285	4 526	3 642
15. Laurentides	6 300	4 568	3 993
16. Montérégie	16 462	9 610	10 544
17. Centre-du-Québec	3 207	2 361	1 028
¹ Exclus les places subventionnées de l’Administration régionale Kativik.			
² Les nombres ayant été arrondis, leur somme peut présenter un écart.			
³ Source : RFA 2023-2024 disponible le 23 janvier 2025.			

- c) Au 30 septembre 2024 :
- 29 683 enfants étaient inscrits au Guichet unique et en attente d’une place pour une occupation désirée au plus tard le 30 septembre 2024. Ces enfants n’occupaient pas déjà une place dans un service de garde éducatif à l’enfance reconnu.
 - 29 992 enfants étaient inscrits au Guichet unique en attente d’une place pour une occupation désirée ultérieure au 30 septembre 2024.
 - 28 178 femmes enceintes étaient préinscrites.
- d) Nombre de places qu’il est prévu créer durant l’année 2024-2025 :
- Le plan stratégique prévoit avoir complété le réseau des services de garde éducatifs à l’enfance à plus de 100 % en 2025-2026.
- e) Coût estimé pour la création des places durant l’année 2024-2025 :
- Le coût de la création des places en installation en 2024-2025 est estimé à 52,5 M\$, en supposant que leur mise sous permis se fasse graduellement entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-13

Indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées au cours de l'année 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026 :

- a) par région;
- b) par type de service de garde;
- c) au total.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-14

Pour l'année 2024-2025, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif et le taux de couverture. Effectuer une ventilation :

- a) Par région et par territoire de BC;
- b) Par type de service;
- c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

Le déficit de places en services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), par territoires de bureaux coordonnateurs et par municipalité, se trouve dans le tableau de bord du Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE disponible à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-15

Indiquer le nombre de poupons dans les services de garde éducatif pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026 :

a) par région;

b) par type de service de garde;

c) au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2023-2024.

Nombre de poupons accueillis dans les services de garde éducatifs en 2023-2024				
Région administrative	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Milieu familial	Total
1. Bas-Saint-Laurent	435	27	344	806
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	696	298	496	1 490
3. Capitale-Nationale	1 404	963	913	3 280
4. Mauricie	604	60	384	1 048
5. Estrie	1 142	359	787	2 288
6. Montréal	3 580	2 693	2 127	8 400
7. Outaouais	950	455	638	2 043
8. Abitibi-Témiscamingue	411	25	209	645
9. Côte-Nord	222	0	114	336
10. Nord-du-Québec	35	0	8	43
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	183	7	115	305
12. Chaudière-Appalaches	1 196	319	826	2 341
13. Laval	654	566	703	1 923
14. Lanaudière	936	709	877	2 522
15. Laurentides	991	802	874	2 667
16. Montérégie	2 985	1 737	2 127	6 849
17. Centre-du-Québec	548	224	541	1 313
Ensemble des régions	16 972	9 244	12 083	38 299
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.				

Le Ministère ne dispose pas de données concernant les garderies non subventionnées.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-16

Veuillez nous préciser le nombre de places poupons qui sont nécessaires pour répondre aux besoins au 31 mars 2025.

Réponse

Au 31 janvier 2025, il y avait 35 634 places offertes en services de garde éducatifs à l'enfance en installation pour les enfants âgés de moins de 18 mois. À celles-ci, il faut ajouter la possibilité pour les personnes responsables en services de garde éducatifs en milieu familial d'offrir jusqu'à 2 places pour les poupons par responsable.

Par ailleurs, il y avait 4 109 places poupons en réalisation au 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026 :

- a) Par région et par territoire de BC ;
- b) Par type de services de garde;
- c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Les tableaux suivants présentent les plus récentes données disponibles soient celles de 2023-2024.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d'âge.

Le ministère de la Famille ne fait pas de prévisions de ces données.

Nombre de jours d'occupation pour les enfants accueillis à temps partiel en 2023-2024				
Région administrative	Centres de la petite enfance (CPE)	Garderies subventionnées (GS)	Milieu familial (MF)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	17 330	194	43 102	60 626
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	22 857	3 053	48 561	74 471
3. Capitale-Nationale	28 756	6 661	52 552	87 969
4. Mauricie	14 823	130	48 546	63 499
5. Estrie	33 998	6 768	88 602	129 368
6. Montréal	47 310	6 408	6 856	60 574
7. Outaouais	2 330	323	7 691	10 344
8. Abitibi-Témiscamingue	15 344	165	36 696	52 205
9. Côte-Nord	3 765	0	22 023	25 788
10. Nord-du-Québec	2 520	0	94	2 614
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 464	0	5 716	9 180
12. Chaudière-Appalaches	43 015	3 485	82 144	128 644
13. Laval	4 646	23	7 214	11 883
14. Lanaudière	25 736	5 674	42 139	73 549
15. Laurentides	25 607	2 385	51 086	79 078
16. Montérégie	40 883	5 708	81 611	128 202
17. Centre-du-Québec	23 170	2 369	47 072	72 611
Ensemble des régions*	355 554	43 346	671 705	1 070 605
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.				
*En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
101	MRC La Matanie	0	0	0	0
102	MRC La Matapédia	346	0	0	346
103	MRC Rimouski-Neigette	6 132	0	21 476	27 608
104	MRC La Mitis	1 235	0	4 445	5 680
105	MRC Les Basques	392	0	3 280	3 672
106	MRC Rivière-du-Loup	5 273	0	5 936	11 209
107	MRC Témiscouata	1 341	0	2 816	4 157
108	MRC Kamouraska	2 611	194	5 149	7 954
201	MRC Lac-Saint-Jean-Est	8 451	77	12 500	21 028
202	MRC Le Domaine-du-Roi	5 361	0	3 726	9 087
203	Municipalités de Mashteuiatsh et Lac-Ashuapmushuan	290	0	0	290
204	MRC Maria-Chapdelaine	3 594	595	3 021	7 210
205	Ville de Saguenay - CSSS Cléophas-Claveau (La Baie)	668	0	4 675	5 343
208	Ville de Saguenay - CSSS de Jonquière (carrefour de santé Jonquière)	4 493	2 381	24 639	31 513
301	MRC Charlevoix	1 625	0	881	2 506
302	MRC Charlevoix-Est	175	0	5 879	6 054
303	MRC La Côte-de-Beaupré et MRC L'Île d'Orléans	2 359	2 604	1 118	6 081
304	MRC Portneuf	3 751	0	15 469	19 220
305	MRC La Jacques-Cartier	1 968	868	5 706	8 542
306	Ville de Québec - Arrondissement Limoilou	1 469	84	872	2 425
307	Ville de Québec - Arrondissement La Cité	3675	0	1 290	4 965
308	Ville de Québec - Arrondissement Les Rivières	382	0	5 461	5 843
309	Ville de Québec - Arrondissement La Haute-Saint-Charles	28	2	5 932	5 962
310	Ville de Québec - Arrondissement Sainte-Foy-Sillery	8 923	114	456	9 493
311	Ville de Québec - Arrondissement Laurentien secteur Nord (ancienne ville de Val-Bélair	5	0	3 441	3 446
312	Ville de Québec - Arrondissement Laurentien secteur Sud	2 272	121	4 830	7 223
313	Ville de Québec - Arrondissement Beauport	1 505	208	1 217	2 930
314	Ville de Québec - Arrondissement Charlesbourg	619	2 660	0	3 279
401	Ville de Trois-Rivières - CLSC Cap de la Madeleine	1 086	0	8 695	9 781
402	Ville de Trois-Rivières - CLSC Trois-Rivières (sauf municipalité de Saint-Étienne)	4 503	0	12 992	17 495
403	Ville de Shawinigan	4 620	0	8 532	13 152
404	Ville de La Tuque	288	0	1 783	2 071
405	MRC Les Chenaux	1 075	0	2 486	3 561

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
406	MRC Mékinac	2 728	0	5 790	8 518
407	MRC Maskinongé	523	130	8 268	8 921
501	MRC Le Granit	1 441	0	2 938	4 379
502	MRC Le Val Saint-François	4 639	0	6 889	11 528
503	MRC Les Sources	2 922	0	3 941	6 863
504	MRC Coaticook	2 321	0	2 449	4 770
505	MRC Memphrémagog	6 156	54	4 500	10 710
506	MRC Le Haut-Saint-François	944	0	2 974	3 918
507	Ville de Sherbrooke - Arrondissements de Fleurimont et de Lennoxville	8 134	0	6 811	14 945
508	Ville de Sherbrooke - Arrondissement de Rock Forest-Saint-Élie-Deauville	701	0	12 009	12 710
509	Ville de Sherbrooke - Arrondissements de Brompton, de Jacques-Cartier et du Mont-Bellevue	3 197	180	8 796	12 173
510	MRC Brome-Missisquoi (sauf la municipalité de Bromont)	2 307	912	17 788	21 007
511	MRC La Haute-Yamaska (et la municipalité de Bromont)	1 236	5 622	19 507	26 365
601	Île de Montréal - CSSS de l'Ouest de l'Île (A) (CLSC Lac Saint-Louis et CLSC Pierrefonds - Terr. Dollard- des-Ormeaux)	9	235	164	408
602	Île de Montréal - CSSS de l'Ouest de l'Île (B) (CLSC Pierrefonds - Territoire Pierrefonds)	1 672	367	794	2 833
603	Île de Montréal - CSSS de Dorval- Lachine-Lasalle (CLSC Lachine et CLSC Lasalle)	1 175	3 073	0	4 248
604	Île de Montréal - CSSS du Sud- Ouest-Verdun (CLSC Saint-Henri, CLSC Verdun/Côte-Saint-Paul et CLSC Pointe-Saint-Charles	24 064	75	324	24 463
605	Île de Montréal - CSSS Cavendish (CLSC René-Cassin - Territoire Côte Saint-Luc et CLSC Notre-Dame-de- Grâce/Montréal-Ouest)	1 056	0	179	1 235
606	Île de Montréal - CSSS de la Montagne (A) (CLSC Métro, CLSC Côte-des-Neiges - Terr. Snowdon)	1 153	250	61	1 464
607	Île de Montréal - CSSS de la Montagne (B) (CLSC Côte-des- Neiges - Territoires Côte-des-Neiges et Mont-Royal)	261	16	186	463
609	Île de Montréal - CSSS de Bordeaux- Cartierville-Saint-Laurent (A) (CLSC - Bordeaux-Cartierville)	184	0	7	191
610	Île de Montréal - CSSS de Bordeaux- Cartierville-Saint-Laurent (B) (CLSC Saint-Laurent)	531	0	13	544

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
611	Île de Montréal - CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (A) (CLSC Ahuntsic)	234	704	119	1 057
612	Île de Montréal - CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (B) (CLSC Montréal-Nord)	0	15	284	299
613	Île de Montréal - CSSS du Cœur-de-l'Île (CLSC Villeroy et Petite Patrie)	571	101	2 347	3 019
614	Île de Montréal - CSSS Jeanne-Mance (CLSC Montréal Centre-Sud, CLSC Montréal Centre-Ville, CLSC du Plateau-Mont-Royal et CLSC Saint-Louis-du-Parc)	14 898	5	736	15 639
615	Île de Montréal - CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel (A) (CLSC Saint-Léonard)	0	272	152	424
616	Île de Montréal - CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel (B) (CLSC Saint-Michel)	171	124	151	446
617	Île de Montréal - CSSS Lucille-Teasdale (A) (CLSC Hochelaga-Maisonneuve et CLSC Mercier Ouest)	36	425	595	1 056
618	Île de Montréal - CSSS Lucille-Teasdale (B) (CLSC Rosemont)	490	720	207	1 417
619	Île de Montréal - CSSS de la Pointe-de-l'Île (A) (CLSC Rivière-des-Prairies et CLSC Mercier-Est/Anjou - territoire Anjou)	533	26	0	559
620	Île de Montréal - CSSS de la Pointe-de-l'Île (B) (CLSC Mercier-Est / Anjou - territoire Mercier-Est et CLSC Pointe-aux-Trembles)	272	0	537	809
701	MRC Papineau	733	0	363	1 096
702	MRC Les Collines-de-l'Outaouais	31	67	0	98
703	MRC La Vallée de la Gatineau	98	0	1 797	1 895
704	MRC Pontiac	0	0	416	416
705	Ville de Gatineau (ancienne ville de Hull)	609	175	1 814	2 598
706	Ville de Gatineau (ancienne ville de Gatineau secteur Nord - J8V et J8R)	128	0	0	128
707	Ville de Gatineau (ancienne ville de Gatineau secteur Sud - J8T et J8P)	0	0	1 057	1 057
708	Ville de Gatineau (anciennes villes de Buckingham et de Masson-Angers)	346	0	1 689	2 035
709	Ville de Gatineau (ancienne ville d'Aylmer)	385	81	555	1 021
801	MRC Témiscamingue	257	0	1 575	1 832
802	Ville de Rouyn-Noranda	3 379	165	15 548	19 092
803	MRC Abitibi-Ouest	4 355	0	9 013	13 368
804	MRC Abitibi	2 019	0	1 538	3 557
805	MRC La Vallée-de-l'Or	5 302	0	7 964	13 266
806	Nation algonquine	32	0	1 058	1 090

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
901	MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	18	0	8	26
902	MRC Caniapiscau	65	0	0	65
903	MRC La Haute-Côte-Nord	405	0	433	838
904	MRC Minganie	394	0	30	424
905	MRC Manicouagan	1 192	0	7 861	9 053
906	MRC Sept-Rivières	1 691	0	13 691	15 382
1001	Ville de Chibougamau et Ville de Chapais	136	0	11	147
1002	Ville de Lebel-sur-Quevillon	418	0	83	501
1003	Ville de Matagami	0	0	0	
1004	Municipalité de Baie-James	1 966	0	0	1 966
1101	MRC Avignon	781	0	2 055	2 836
1102	MRC Bonaventure	1 331	0	2 229	3 560
1103	MRC La Côte-de-Gaspé	435	0	253	688
1104	MRC La Haute-Gaspésie	742	0	125	867
1105	MRC Le Roché Percé	175	0	1 054	1 229
1106	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	
1201	MRC Beauce-Sartigan	5 754	742	17 949	24 445
1202	MRC Les Etchemins	1 152	0	5 662	6 814
1203	MRC Bellechasse	5 957	1 233	6 597	13 787
1204	Ville de Lévis - arrondissement Desjardins (anciennes municipalités de Lévis et Pintendre et de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de Lévy)	1 267	2	3 682	4 951
1205	Ville de Lévis - arrondissement Chaudière-Ouest ((anciennes municipalités de Saint-Étienne-de-Lauzon, de Saint-Rédempteur et de Saint-Nicolas	3 252	0	5 146	8 398
1206	Ville de Lévis - arrondissement Chaudières-Est (anciennes municipalités de -Romuald, de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, de Charny et de Saint-Jean-Chrysostome)	3 921	0	3 214	7 135
1207	MRC Lotbinière	8 188	0	16 919	25 107
1208	MRC L'Islet	1 796	0	4 290	6 086
1209	MRC Montmagny	3 134	0	5 046	8 180
1210	MRC La Nouvelle-Beauce	1 672	0	9 246	10 918
1211	MRC Robert-Cliche	6 661	0	4 393	11 054
1212	MRC Les Appalaches	261	1 508	0	1 769
1301	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 1 (Duvernay, Saint-Vincent-de-Paul, St-François)	7	4	1 859	1 870
1302	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 2 (Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Renaud)	1 751	0	1 075	2 826

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
1303	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 3 (Chomedey)	279	2	854	1 135
1304	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 4 (Laval-Ouest, Sainte-Dorothée, Laval-sur-le-Lac, Îles Laval, Fabreville-O.)	965	5	1 576	2 546
1305	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 5 (Sainte-Rose, Fabreville-Est)	0	0	1 067	1 067
1306	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 6 (Vimont, Auteuil)	1 644	12	783	2 439
1401	MRC D'Autray	4 888	0	4 290	9 178
1402	MRC L'Assomption (A) - Villes de Repentigny et Charlemagne	4 119	9	715	4 843
1403	MRC L'Assomption (B) - Villes de l'Épiphanie, Saint-Sulpice et L'Assomption	1 804	88	1 083	2 975
1404	MRC Joliette	2 985	949	8 694	12 628
1405	MRC Matawinie	4 186	1 939	8 051	14 176
1406	MRC Montcalm	2 249	1 616	9 121	12 986
1407	Ville de Terrebonne (anciennes villes de Terrebonne secteur Ouest et Laplaine - J7M et J6Y)	225	418	6 678	7 321
1408	Ville de Terrebonne (anciennes villes de Terrebonne secteur Est et Lachenaie - J6X, J6W, J6V)	3 925	0	1 627	5 552
1409	Ville de Mascouche	1 355	655	1 880	3 890
1501	MRC Deux-Montagnes	1 516	155	3 566	5 237
1502	MRC Thérèse-de-Blainville (A) - Villes de Blainville et de Sainte-Thérèse	1 293	117	7 638	9 048
1503	MRC Thérèse-de-Blainville (B) - Villes de Sainte-Anne-des-Plaines, Boisbriand, de Lorraine, de Rosemère et de Bois-des-Filion	2 128	0	2 362	4 490
1504	MRC La Rivière-du-Nord (A) - Ville de Saint-Jérôme	1 475	0	7 616	9 091
1505	MRC La Rivière-du-Nord (B) - Villes de Prévost, Saint-Colomban, Sainte-Sophie et de Saint-Hippolyte	4 154	77	11 470	15 701
1506	Ville de Mirabel	126	2 036	688	2 850
1507	MRC Argenteuil	2 552	0	2 685	5 237
1508	MRC Les Pays-d'en-Haut	1 118	0	4 410	5 528
1509	MRC Les Laurentides	9 115	0	4 751	13 866
1510	MRC Antoine-Labelle	2 130	0	5 900	8 030
1601	MRC Acton	547	0	4 998	5 545
1602	MRC Les Maskoutains (A) - Ville de Saint-Hyacinthe	1 932	4	6 211	8 147

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
1603	MRC Les Maskoutains (B) (sauf ville de Saint-Hyacinthe)	5 215	0	5 443	10 658
1604	MRC Le Haut-Richelieu (A) (anciennes villes de Saint-Luc et de L'Acadie)	79	0	5 339	5 418
1605	MRC Le Haut-Richelieu (B) (sauf anciennes villes de Saint-Luc et de L'Acadie)	1 183	682	8 959	10 824
1606	MRC Les Jardins-de-Napierville	2 099	0	1 084	3 183
1607	MRC Roussillon (A) - Villes de Châteauguay, Léry, Mercier et Saint-Isidore	2 521	65	656	3 242
1608	MRC Roussillon (B) - Villes de Saint-Constant, Candiac, Delson, La Prairie, de Saint-Philippe, de Saint-Mathieu et de Sainte-Catherine	468	106	1 880	2 454
1609	MRC Le Haut-Saint-Laurent	4 078	0	2 947	7 025
1610	MRC Vaudreuil-Soulanges (A) - Secteur Vaudreuil	277	150	2 911	3 338
1611	MRC Vaudreuil-Soulanges (B) - Secteur Soulanges	1 350	430	3 705	5 485
1612	MRC Beauharnois-Salaberry	2 779	235	3 739	6 753
1615	MRC Rouville	40	628	6 144	6 812
1616	MRC Pierre-De Saurel	986	0	5 177	6 163
1617	MRC La Vallée du Richelieu (A) - Villes de Chambly, Carignan et Saint-Basile-le-Grand	704	4	5 651	6 359
1618	MRC La Vallée du Richelieu (B) (sauf villes de Chambly, Carignan et Saint-Basile-le-Grand)	4 013	1 187	6 585	11 785
1619	MRC Lajemmerais (A) - Villes de Sainte-Julie et Saint-Amable	2 102	504	2 746	5 352
1620	MRC Lajemmerais (B) - Villes de Varennes, Verchères, Calixa-Lavallée et Contrecoeur	428	535	2 780	3 743
1621	Ville de Longueuil - CLSC Longueuil-Est	479	0	1 295	1 774
1622	Ville de Longueuil - CLSC Longueuil-Ouest	5 617	586	481	6 684
1623	Ville de Longueuil - Arrondissement Saint-Hubert	1 020	115	1 625	2 760
1624	Ville de Saint-Bruno et Ville de Boucherville	981	92	0	1 073
1625	Ville de Brossard, Ville de Saint-Lambert et Ville de Longueuil – Arrondissement Greenfield Park et Lemoyne	1 985	385	1 255	3 625
1626	Municipalité de Kahnawake	0	0	0	0
1701	MRC Drummond	4 517	106	13 261	17 884
1702	MRC Bécancour	973	0	9 582	10 555
1703	MRC Nicolet-Yamaska	750	213	6 191	7 154
1704	MRC Arthabaska	11 787	2 050	11 365	25 202

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Nombre de jours d’occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2023-2024					
Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
1705	MRC L'Érable	5 143	0	6 673	11 816
Ensemble des régions*		355 554	43 346	671 705	1 070 605
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024					
*En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.					

En 2023-2024, une place à temps complet représente 260 jours d’occupation. Les enfants accueillis à temps partiel ont ainsi occupé l’équivalent de 4 118 places.

Les places subventionnées des SGEE ne sont pas consacrées a priori à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel. Le ministère de la Famille ne fait donc pas de prévisions quant à l’utilisation des places par des enfants qui fréquentent les SGEE à temps partiel ou à temps complet.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-18

Veillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

Réponse

Selon le plan stratégique 2023-2027, la cible pour l'année 2024-2025 est de compléter le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à plus de 99 %.

Le plan stratégique 2023-2027 du Ministère est disponible à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/plan-strategique/plan-strategique-2023-2027.pdf>

Les statistiques sur le réseau de services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-19

En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants :

- 2021-2022 : 660 445 535 \$
- 2023-2024 : 991 722 477 \$
- 2024-2025 : 1 216 997 313 \$
- 2024-2025 : 1 418 564 861 \$
- 2025-2026 : 1 675 806 897 \$

Veuillez nous indiquer :

- a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2024-2025;
- b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde;
- c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées.

Réponse

Pour 2024-2025, la somme transférée du gouvernement fédéral est de 1 437 083 845 \$.

Comme le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont ensuite attribuées par le ministère des Finances à même les crédits budgétaires du ministère de la Famille, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-20

Le 6 mars 2025, le gouvernement annonçait la reconduction et l'indexation de l'Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec le gouvernement fédéral pour un montant total de 9,83 G\$ sur 5 ans. Veuillez nous fournir une copie de l'entente et les versements prévus par année, jusqu'en 2030-2031.

Réponse

L'Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a été renouvelé jusqu'en 2030-2031 afin de permettre au Québec d'obtenir sa part des fonds fédéraux prévus pour cette période. La conclusion de cet accord modificateur permettra au Québec d'obtenir un financement estimé à plus de 9,1 milliards de dollars pour la période 2026-2027 à 2030-2031 de la façon suivante :

Exercice financier	Montants estimés de la contribution du Canada au Québec - Volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	Montant de la contribution du Canada au Québec -Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants
2026-2027	1 709 342 189 \$	40 518 389 \$
2027-2028	1 760 735 565 \$	
2028-2029	1 813 670 742 \$	
2029-2030	1 868 193 975 \$	
2030-2031	1 924 352 904 \$	

L'Accord 2021-2026 de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a également été renouvelé jusqu'en 2030-2031 et permettra au Québec d'obtenir un financement estimé à plus de 720 millions de dollars pour la période 2026-2027 à 2030-2031 de la façon suivante :

Exercice financier	Montants estimés de la contribution du Canada au Québec
2026-2027	135 432 076 \$
2027-2028	139 606 120 \$
2028-2029	143 905 385 \$
2029-2030	148 333 628 \$
2030-2031	152 894 718 \$

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-21

Les sommes reçues en 2024-2025 du Fonds consolidé au ministère de la Famille pour le développement des services de garde éducatifs à l'enfance.

Réponse

Les sommes en 2024-2025 du Fonds spécial des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2025-2026/3_Credits_depenses_portefeuilles.pdf

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-22

Depuis le 1^{er} avril 2024, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont eu droit à une dérogation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance, du Règlement sur les services de garde éducatifs à l’enfance ou du Règlement sur la contribution réduite en nous indiquant :

- a) le nom du service de garde;
- b) le type de service de garde (CPE, garderie privée, milieu familial);
- c) la région;
- d) l’article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation;
- e) la raison de cette dérogation;
- f) la date de la fin de la dérogation.

Réponse

Le tableau des pages suivantes expose les dérogations autorisées en 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-22

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
LES BAMBINS DE LA PETITE ÉCOLE NOTRE-DAME	GNS	3	Article 13 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Accueil d'un enfant hors des classes d'âge indiquées au permis	2025-03-15
G. LES MATELOTS	GS	3	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
CPE CLAIR DE LUNE	CPE	3	Article 10 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Renouvellement de permis sans bail de 5 ans	2029-03-30
CPE LE PAPILLON BLEU	CPE	5	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
GARDERIE LES MINIS APPRENTIS INC.	GS	5	Article 109 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Permettre à une employée d'être accompagnée par un chien d'assistance	Jusqu'à ce que l'employée n'ait plus besoin d'agir comme maître.
CPE LES P'TITS CŒURS	CPE	6	Article 10 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Renouvellement de permis sans bail de 5 ans	2029-05-30
CPE ST-LOUIS	CPE	6	Article 10 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Renouvellement de permis sans bail de 5 ans	2029-01-16
GARDERIE ÉDUCATIVE LES AMIS DE LA VALLÉE	GS	7	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
CPE JOLIBOIS	CPE	12	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-22

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
CPE BLÉ D'OR	CPE	14	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
BC - CPE LES JOYEUX LUTINS	BC	14	Article 93 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Utilisation d'un parc - 18 mois et plus	2024-12-01
LES JEUNES POUSSSES DES JARDINS-DU-QUÉBEC	CPE	16	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
CPE LES P'TITES FRIMOUSSES	CPE	16	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
L'ÉTINCELLE D'ÉNERGIE	GS	16	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.
G. ÉDUCATIVE DU FAUBOURG INC.	GS	17	Article 8 du règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-22

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-23

Indiquer le nombre de places en service de garde éducatif en milieu de travail pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026. Effectuer une ventilation par région.

Réponse

Les données de la dernière année disponible sont celles-ci :

Nombre d’installations en milieu de travail ou d’études selon la région administrative	
Région administrative	Au 31 mars 2024
1. Bas-Saint-Laurent	10
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	21
3. Capitale-Nationale	48
4. Mauricie	16
5. Estrie	25
6. Montréal	127
7. Outaouais	18
8. Abitibi-Témiscamingue	11
9. Côte-Nord	4
10. Nord-du-Québec	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2
12. Chaudière-Appalaches	15
13. Laval	20
14. Lanaudière	14
15. Laurentides	9
16. Montérégie	47
17. Centre-du-Québec	19
Source : Collecte de données dans le cadre de la production du Rapport d’activités 2023-2024.	

Nombre de places dans les installations en milieu de travail ou d’études et nombre d’enfants dont au moins un parent travaille ou étudie dans le milieu, selon la région administrative, au 31 mars 2024		
Région administrative	Nombre total de places dans les installations qui sont en milieu de travail ou d’études	Nombre d'enfants inscrits dont au moins un parent travaille ou étudie dans le milieu
1. Bas-Saint-Laurent	551	216
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 117	452
3. Capitale-Nationale	2 824	1 554
4. Mauricie	903	533
5. Estrie	1 539	765
6. Montréal	8 072	3 683
7. Outaouais	1 126	421
8. Abitibi-Témiscamingue	547	202
9. Côte-Nord	242	39
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	104	65
12. Chaudière-Appalaches	844	367
13. Laval	1 252	426
14. Lanaudière	934	508
15. Laurentides	542	190
16. Montérégie	3 157	1 350
17. Centre-du-Québec	1 113	271
Source : Collecte de données dans le cadre de la production du Rapport d’activités 2023-2024.		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-24

Indiquer le nombre de places récupérées, par type de service de garde et par région, depuis le 1^{er} avril 2024 en indiquant :

- a) Le nom de l'installation;
- b) La région;
- c) Le type de service de garde;
- d) La date;
- e) Le nombre de places;
- f) La raison.

Réponse

Liste des places récupérées par le Ministère, par type de services de garde, en 2024-2025, au 31 janvier 2025 :

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées récupérées par le Ministère	Type de garde	Date de récupération des places
4	CPE L'ARBRE ENCHANTÉ	70	CPE	2024-08-02
5	G. EDUCATIF PETIT STARS COWANSVILLE	1	GS	2024-04-25
7	CENTRE ÉDUCATIF AU ROYAUME DES ENFANTS	34	GS	2024-04-26
7	GARDERIE AMI CALIN GATINEAU INC.	100	GS	2024-08-01
12	CPE LES PETITS SOULIERS	10	CPE	2024-12-18
15	ROYAUME DES PRÉCIEUX	80	GS	2024-12-05

Toutes ces places ont été récupérées en raison du non-avancement du projet.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-25

Indiquer le nombre de places réaffectées, par type de service de garde, depuis le 1^{er} avril 2024 en indiquant :

- a) Le nom de l'installation;
- b) La région;
- c) Le type de service de garde;
- d) La date;
- e) Le nombre de places;
- f) La raison.

Réponse

Au 31 janvier 2025, 662 places ont été réaffectées dans le cadre des appels de projets (ADP) suivants :

- ADP ciblé Automne 2024 (Maison des aînés et alternative (MDAA) de Trois-Rivières), 70 places;
- ADP ciblé Hiver 2024 (MDAA de Sherbrooke), 60 places;
- ADP places immédiates (places additionnelles), 101 places;
- ADP en continu, lot 11, volet 1, 431 places.

La liste des projets retenus dans chacun de ces appels de projets est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets#c263549>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-26

La liste des installations qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025. Veuillez nous fournir l’information par type de service (CPE, GS) en indiquant :

- a) Le nom de l’installation;
- b) La région;
- c) Le nombre de places retournées;
- d) La raison.

Réponse

Liste des centres de la petite enfance (CPE) ayant retourné des places au Ministère en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) :

Région	Nom de l’installation	Nombre de places subventionnées retournées au Ministère	Raison
3	CPE LA BECQUÉE	10	Désistement
4	CARMEL LA SAUTERELLE	29	Désistement
6	CPE LA GRENOUILLE ROSE	10	Désistement
6	CPE ECOLE HEBRAIQUE DE JOUR	7	Réduction de capacité
6	CPE LE PETIT RÉSEAU INC.	10	Désistement
9	CPE LES P'TITS BÉCOTS	13	Désistement
9	CPE METUETAU	10	Désistement
10	RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RRSSS) DU NUNAVIK	80	Désistement
11	LA NACELLE DES MERVEILLES	9	Désistement
13	CPE PIROUETTE DE FABREVILLE INC.	10	Désistement
13	CPE PIROUETTE DE FABREVILLE INC.	6	Réduction de capacité
15	CPE FLEUR DE POMMIER	21	Désistement
16	CPE DE BLOC EN BLOC (INST. LE MOYNE)	1	Désistement
16	CPE MAFAMIGARDE	16	Désistement
16	CPE SOLEIL SOURIANT	99	Désistement
16	LE CPE DE SAINT-LAMBERT	80	Désistement
17	CPE LA MARELLE DES BOIS-FRANCS	5	Désistement

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-26

Liste des garderies subventionnées ayant retourné des places au Ministère en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) :

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées retournées au Ministère	Raison
3	G. AUX SECRETS DE LA NATURE	2	Désistement
5	GARD LES PETITES ETOILES	80	Désistement
6	GARDERIE ÉDUCATIVE LE TRÈS BON DÉPART	2	Désistement
6	GARDERIE RIBAMBELLE MONTRÉAL	22	Désistement
6	LE ROYAUME DES PAPILLONS BLEUS	8	Désistement
6	SERVICE DE GARDE CHEZ PICABOU INC.	1	Réduction de capacité
7	CENTRE D'ÉVEIL DEVENIR GRAND	5	Désistement
7	PROJET CENTRE ÉDUCATIF DE CHELSEA	6	Désistement
8	PROJET GARDERIE 1	80	Désistement
8	PROJET GARDERIE 2	80	Désistement
14	GARDERIE EDUCATIVE ST-ALEXIS INC.	35	Désistement
16	GARD SYNERGIE D'ENFANCE	80	Désistement
16	LES PETITS LAMBERT	5	Désistement
16	LES PETITS LAMBERT	4	Réduction de capacité

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-27

La liste des bureaux coordonnateurs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025 en indiquant :

- a) Le nom du bureau coordonnateur;
- b) La région;
- c) Le nombre de places retournées;
- d) La raison.

Réponse

Aucun bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial n'a retourné de places au Ministère en 2024-2025 (au 31 janvier 2025).

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-28

Le nombre d'enfants fréquentant un service de garde éducatif au 31 mars 2025 :

- a) Par type de service (CPE, GS, GSN, milieu familial régi et non régi);
- b) Par région;
- c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

Selon les dernières données disponibles, au 31 mai 2024, 279 409 enfants âgés de 0 à 5 ans fréquentaient le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) reconnus selon le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE. Les données sont présentées dans l'annexe 4 « Répartition en nombre des enfants âgés de 0 à 5 ans qui fréquentaient ou non un service éducatif au 31 mai 2024 ».

Le Ministère ne dispose pas de renseignement permettant de répertorier avec précision les personnes non reconnues (PNR) puisqu'elles n'ont pas de permis ni de reconnaissance.

Le Ministère peut obtenir depuis 2019 des statistiques par le biais du ministère des Finances et Revenu Québec, permettant de documenter de façon générale les services de garde offerts par des PNR et de présenter un portrait global de l'offre de garde au Québec. Selon les informations disponibles, il y avait, en 2023, 2 632 PNR qui ont gardé plus de deux enfants de moins de cinq ans pour lesquels des frais de garde d'au moins 6 000 \$ ont été payés en moyenne par enfant. Il s'agit d'une estimation de 18 259 enfants.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-29

Le nombre d’enfants de 0 à 5 ans qui ne sont pas dans les services de garde éducatifs en 2024 2025 :

- a) Par région;
- b) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois);
- c) Au total.

Réponse

Les données sont présentées dans l'annexe 4 « Répartition en nombre des enfants âgés de 0 à 5 ans qui fréquentaient ou non un service éducatif au 31 mai 2024 ». Les données disponibles sont fragmentées en fonction de l’âge (aux années) et ne sont pas réparties par région administrative.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-30

Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE, aux RSGE et aux garderies privées subventionnées en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Réponse

Barèmes des services directs et des services auxiliaires ¹ des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies subventionnées (GS) en 2024-2025 incluant la contribution parentale de 9,10 \$ par jour, du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2024, et de 9,35 \$ par jour à compter du 1 ^{er} janvier 2025 (\$)		
	CPE	GS
17 mois ou moins	75,85	72,99
18 à 47 mois	51,08	49,29
48 mois et plus	42,82	41,39
¹ Les services auxiliaires considérés concernent uniquement le volet A, soit, pour l'année 2024-2025, un montant de 8,99 \$ par jour d'occupation des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance.		

Contrairement à ceux des CPE et des GS, les barèmes de subventions des responsables d'un service de garde éducatif à l'enfance en milieu familial excluent le montant de la contribution parentale. Il faut l'ajouter aux barèmes pour comparer avec ceux des CPE et des GS.

Barèmes par jour d'occupation pour la garde éducative en milieu familial du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2024 (\$)			
	Barème de subvention	Contribution parentale	Total
17 mois ou moins	49,14	9,10	58,24
18 mois et plus	36,77	9,10	45,87

Barèmes par jour d'occupation pour la garde éducative en milieu familial du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2025 (\$)			
	Barème de subvention	Contribution parentale	Total
17 mois ou moins	48,89	9,35	58,24
18 mois et plus	36,52	9,35	45,87

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-31

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE, aux RSGE, aux garderies privées subventionnées et aux garderies non subventionnées, par région en 2024-2025, et prévisions pour 2025-2026.

Réponse

Le tableau suivant présente les subventions prévisionnelles accordées pour 2024-2025 aux CPE, BC et aux GS. Ces montants excluent les ajustements pour les calculs des subventions finales, qui seront basés sur les données des rapports annuels 2024-2025. Aucune somme n’a été accordée aux GNS pour l’année 2024-2025.

Subvention prévisionnelle 2024-2025 (\$)			
Région administrative	CPE	BC	GS
	Subvention de fonctionnement	Subvention annuelle	Subvention de fonctionnement
1. Bas-St-Laurent	40 058 656	22 040 681	1 319 587
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	54 709 797	26 554 338	15 218 843
3. Capitale-Nationale	150 969 587	50 756 228	81 464 860
4. Mauricie	60 972 677	21 293 582	6 730 943
5. Estrie	104 024 124	44 783 063	29 377 702
6. Montréal	396 580 975	104 299 396	314 502 190
7. Outaouais	79 578 404	34 350 175	45 130 431
8. Abitibi-Témiscamingue	34 008 702	13 103 938	1 589 825
9. Côte-Nord	23 222 912	7 364 451	-
10. Nord-du-Québec	4 616 843	791 858	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	19 147 601	9 250 193	297 393
12. Chaudière-Appalaches	98 524 382	44 700 604	22 417 607
13. Laval	66 233 984	35 659 881	64 901 299
14. Lanaudière	91 978 778	56 171 675	66 675 870
15. Laurentides	106 534 093	53 509 954	68 988 286
16. Montérégie	270 473 766	113 724 833	176 514 417
17. Centre-du-Québec	53 078 142	30 871 013	20 830 788
Ensemble des régions*	1 654 713 421	669 225 863	915 960 041
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.			

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-32

Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde éducatif pour une place subventionnée au 31 mars 2025.

Réponse

Le 1^{er} janvier 2025, la contribution parentale est passée de 9,10 \$ à 9,35 \$ par jour.

En 2024-2025, les contributions parentales ont représenté 484,5 M\$, soit 11,2 % du coût des places subventionnées.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-33

Coûts totaux des places à contribution réduites pour les exercices 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez nous fournir cette information au global, avec et sans la contribution parentale et par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le coût total des places à contribution réduite prévues pour l’année financière 2024-2025 est de 4 320,0 M\$:

2024-2025 ¹			
Type de service de garde	Gouvernement	Parents	Coût total
Centre de la petite enfance (CPE)	2 104,8 M\$	221,4 M\$	2 326,2 M\$
Garderie subventionnée (GS)	1 018,9 M\$	139,2 M\$	1 158,0 M\$
Bureau coordonnateur (BC) et responsable d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE)	711,8 M\$	124,0 M\$	835,8 M\$
Total ²	3 835,5 M\$	484,5 M\$	4 320,0 M\$
Proportion	88,8 %	11,2 %	100,0 %
<div>1 En 2024-2025, le coût gouvernemental est affecté à la baisse par des paiements anticipés pour le financement des services de garde versés en 2023-2024. Afin d’éviter l’altération des proportions des coûts assumés par le gouvernement et les parents, les contributions parentales tiennent également compte de la portion du financement assumée par les parents liés à des paiements anticipés.</div> <div>2 Les chiffres ayant été arrondis, les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués.</div>			

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-34

- Coût réel moyen des places à contribution réduite :
- a) Précisez la contribution de l’État et celle des parents (ventiler les contributions de base et additionnelles).
 - b) Précisez le pourcentage du coût représentant la contribution gouvernementale et la contribution des parents.
 - c) Ventiler par type de services : CPE, GS et milieu familial au 31 mars 2025.

Réponse

Coût moyen des places à contribution réduite en 2024-2025			
	État	Parents	Total
CPE	21 016 \$	2 264 \$	23 280 \$
GS	16 532 \$	2 302 \$	18 834 \$
Milieu familial	13 447 \$	2 347 \$	15 794 \$

2024-2025				
	CPE	GS	Milieu familial	Total pondéré
État	90,3 %	87,8 %	85,1 %	88,6 %
Parents	9,7 %	12,2 %	14,9 %	11,4 %

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-35

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux ou de services administratifs (nouveau mode de financement) pour l'année financière 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Réponse

En 2024-2025, les sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de services administratifs se chiffrent à 248,1 M\$.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-36

Concernant la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2024-2025, veuillez nous fournir l'information suivante, ventilée par région :

- a) Le nom de la garderie;
- b) La ville;
- c) La circonscription électorale;
- d) Le nombre de places;
- e) La date de conversion;
- f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées);
- g) Le coût des places subventionnées converties en 2024-2025.

Réponse

La liste des projets retenus dans le cadre de l'appel de projets de la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2024-2025 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets>

La liste des projets retenus dans le cadre du Projet pilote de conversion de garderies non subventionnées en centre de la petite enfance (CPE) est disponible à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/projets-retenus-conversion-GNS-CPE-2024.pdf>

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

L'information sur le financement pour la conversion de 1 000 places a été annoncée dans le Budget 2024-2025 – Plan budgétaire disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/Budget/2425/Budget2425_PlanBudgetaire.pdf

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-37

Le 7 juin 2024, la ministre annonçait un appel de projets visant la conversion de 1 000 places supplémentaires non subventionnées en places à contribution réduite au courant de la prochaine année. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire:

- a) Le nom de la garderie;
- b) La ville;
- c) La circonscription électorale;
- d) Le nombre de places;
- e) La date de conversion;
- f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées);
- g) Le coût de ces places subventionnées converties en 2024-2025.

Réponse

a) à d) L'information se trouve à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/conversion-2024-projets-retenus.pdf>.

e) L'information se trouve à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

f) Dans le cadre de l'appel de projets conversion 2024, l'ensemble des places ont été converties en garderie subventionnée.

g) L'information se trouve à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/Budget/2425/Budget2425_PlanBudgetaire.pdf

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-38

Indiquer le nombre de places et le budget accordé, par type de service (CPE - installations, milieu familial [places à l'agrément et places réellement offertes], garderie subventionnée, non subventionnée), pour chacune des régions au 31 mars 2025.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>.

Le budget accordé pour 2024-2025 est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2024-2025/3-Credits_depenses_portefeuilles.pdf

Les données par région administrative ne sont pas disponibles.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Veillez nous fournir le montant versé en subventions en 2024-2025 pour le financement des infrastructures des CPE, par région.

Réponse

La subvention pour le financement des infrastructures finance des projets de différentes natures (rénovations, agrandissements, construction, améliorations locatives, etc.). La subvention couvre le remboursement annuel du capital et le paiement des intérêts relativement au prêt accordé aux CPE par l’institution financière désignée. Le Ministère verse la subvention directement au créancier pour et au nom du CPE.

Le nombre de places n’est pas associé à la subvention pour le financement des infrastructures, puisque les travaux et les déboursés s’effectuent selon le rythme de réalisation du projet et s’échelonnent sur plus d’une année.

Subvention versée pour le financement des infrastructures des CPE 2024-2025 (donnée au 31 janvier 2025)	
Région administrative	Montant (\$)
1. Bas-Saint-Laurent	1 388 717
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 067 480
3. Capitale-Nationale	2 939 531
4. Mauricie	1 257 481
5. Estrie	2 652 044
6. Montréal	9 339 527
7. Outaouais	2 622 883
8. Abitibi-Témiscamingue	1 255 258
9. Côte-Nord	1 413 288
10. Nord-du-Québec	2 949 665
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	691 788
12. Chaudière-Appalaches	2 075 133
13. Laval	2 155 127
14. Lanaudière	2 919 095
15. Laurentides	3 445 133
16. Montérégie	7 167 050
17. Centre-du-Québec	1 279 664
Total	46 618 864

La liste suivante présente les projets de construction en CPE sous permis depuis en 2024-2025, en date du 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Région administrative	Nom du CPE	Nombre de places	Coûts totaux estimés du projet en \$*
Bas-Saint-Laurent	L'ENFANT DU FLEUVE INC.	78	3 916 705,19
Capitale-Nationale	CPE LA PELUCHE / INST BORÉALE	70	3 334 475,77
	CPE LE KANGOUROU- INSTALLATION ST-BASILE	39	2 157 765,00
	CPE "LA P'TITE CHUTE"	70	3 930 312,50
	CPE MA BELLE GRENOUILLE (Inst. CPE LE TREMLIN)	80	4 354 550,95
	CPE MA BELLE GRENOUILLE (inst. CPE L'ÉTOILE POLAIRE)	80	4 792 815,11
Centre-du-Québec	CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES	25	3 308 990,02
Chaudière-Appalaches	CPE "LA BECQUÉE" - INS DE SAINTE-HÉNÉDINE	62	2 885 022,38
	CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS	62	2 806 057,74
	CPE LA BECQUÉE /inst. DES PETITS POMMIERS - SCOTT 2	62	3 429 164,23
	LACET DE BOTTINE, L'éveil (temporaire)	98	4 957 825,86
Estrie	CPE SOUS LES ÉTOILES	28	1 944 314,87
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC.	71	3 962 225,54
Lanaudière	CPE STATION ENFANCE DES MOULINS (INST. TERREBONNE)	80	3 851 520,87
Laurentides	CPE TOURNESOL INC.	93	4 545 327,85
	CPE FANFAN SOLEIL INST. DUQUET	64	3 563 210,20
Mauricie	CPE LE CHEVAL SAUTOIR	80	4 352 878,67
Montréal	CPE PLUS GRAND QUE NATURE	60	3 661 043,06
	CPE SOLEIL SOURIAN (INST. SAINT-CONSTANT)	80	5 045 200,64
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CPE LES PETITS CAILLOUX « INSTALLATION DE ST-HONORÉ #2 »	68	3 115 411,33
Total	20	1 350	73 914 817,78
* Le coût présenté pour ces projets inclut le terrain et n'est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures.			

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-40

Pour chaque CPE ouvert en 2024-2025, veuillez nous indiquer le montant prévu lors de l’attribution des places pour la construction du CPE (infrastructure) et le montant final du projet (infrastructure).

Réponse

Le Ministère n’a pas de somme prévue lors de l’attribution des places. Il finance le projet selon les règles budgétaires en vigueur. À cet effet vous trouverez le montant avant mise de fonds et enveloppe exceptionnelle et le montant final.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-40

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	No d'installation	Date d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds (\$)	Coûts totaux du projet (\$)
CPE "LA P'TITE CHUTE" *	70	3006-1273	2024-05-06	3 088 627	670 660	171 026	3 930 313
CPE LA PELUCHE / Inst. BORÉALE *	70	3006-1210	2024-08-26	2 731 099	496 390	106 986	3 334 476
CPE TOURNESOL INC. *	93	3005-6905	2024-09-03	3 729 271	398 728	417 329	4 545 328
CPE LE CHEVAL SAUTOIR *	80	3006-1511	2024-09-03	4 352 879	-	-	4 352 879
L'ENFANT DU FLEUVE INC. *	78	3006-1246	2024-09-23	3 865 938	12 142	38 626	3 916 705
CPE FANFAN SOLEIL / Inst. DUQUET *	64	3005-6900	2024-09-30	1 856 784	1 378 782	163 822	3 399 388
CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC. *	71	3006-2187	2024-09-30	3 196 395	635 999	129 832	3 962 226
CPE LE KANGOUROU / Inst. ST-BASILE *	39	3006-1221	2024-10-15	2 130 475	-	27 290	2 157 765
CPE STATION ENFANCE DES MOULINS / Inst. TERREBONNE	80	3005-9675	2024-10-16	3 498 009	176 756	176 756	3 851 521
CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES *	25	3005-9027	2024-10-24	3 308 990	-	-	3 308 990
CPE SOLEIL SOURIAN / Inst. ST-CONSTANT *	80	3005-8742	2024-10-28	3 416 611	1 157 117	471 473	5 045 201
CPE MA BELLE GRENOUILLE / Inst. CPE L'ÉTOILE POLAIRE *	80	3006-1209	2024-11-25	4 443 318	-	349 497	4 792 815
CPE MA BELLE GRENOUILLE / Inst. CPE LE TREMPLIN *	80	3006-1207	2024-11-25	4 354 551	-	-	4 354 551
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS - SCOTT 2 *	62	3006-1803	2024-11-25	3 429 164	-	-	3 429 164
CPE PLUS GRAND QUE NATURE *	60	3006-2059	2024-11-26	3 408 830	252 213	-	3 661 043
CPE SOUS LES ÉTOILES *	28	3006-2163	2024-12-02	1 519 287	-	425 028	1 944 315
CPE LES PETITS CAILLOUX / Inst. DE ST-HONORÉ #2 *	68	3006-1893	2024-12-16	3 115 411	-	-	3 115 411
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS *	62	3006-2337	2024-12-16	2 474 153	-	331 905	2 806 058
CPE "LA BECQUÉE" / Inst. DE SAINTE-HÉNÉDINE *	62	3006-1802	2024-12-16	2 885 022	-	-	2 885 022
LACET DE BOTTINE, L'éveil (temporaire) *	98	3006-1800	2025-01-27	4 642 551	255 773	59 502	4 957 826
* Le coût présenté pour ces projets n'est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures Le montant peut différer en raison des arrondis.							

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-40

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-41

Indiquer le budget réellement investi pour le maintien des infrastructures des CPE en 2024-2025 et les prévisions pour les 5 prochaines années.

Réponse

La dépense probable pour le maintien des infrastructures des CPE pour 2024-2025 est de 12,6 M\$.

Les sommes prévues pour les 5 prochaines années sont disponibles à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2025-2026/6_Plan_quebécois_des_infrastructures.pdf

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-42

Veillez nous fournir la liste des projets d'infrastructures des CPE autorisés par le ministère depuis le 1^{er} janvier 2021 en indiquant :

- a) Le nom du CPE;
- b) Le nombre de places autorisées;
- c) La ville;
- d) La région;
- e) La circonscription électorale;
- f) La date d'attribution des places;
- g) La date prévue de l'ouverture de l'installation;
- h) L'estimation du coût de l'infrastructure;
- i) Le coût du projet autorisé;
- j) Le coût du projet en date d'aujourd'hui;
- k) S'il y a dépassement de coûts, veuillez nous indiquer le dépassement de coûts autorisé et les raisons de ce dépassement de coûts;
- l) Si le projet est terminé, veuillez nous indiquer :
 - i. La raison de la fin du projet (retour des places, récupération des places, ouverture de l'installation, etc.),
 - ii. Le coût final de l'infrastructure,
 - iii. La date d'ouverture de la nouvelle installation.

Réponse

La liste à la page suivante présente les projets de construction d'une nouvelle installation sous permis du 1^{er} janvier 2021 au 31 janvier 2025. Il est important de préciser que la colonne « enveloppe de financement exceptionnelle (\$) » correspond aux dépassements du coût des projets par rapport aux enveloppes de financement des infrastructures. Ces enveloppes sont indexées seulement une fois par année en fonction de l'indice des prix à la construction du domaine de la construction alors que l'inflation se fait sentir tout au cours de l'année.

De plus, un rehaussement de 76 % des enveloppes de financement du Programme de financement des infrastructures a été effectué en juin 2022, pour mettre à niveau le financement en fonction des conditions du marché et plusieurs de ces projets se comparent aux enveloppes de financement avant ce rehaussement. La grande majorité des enveloppes exceptionnelles ont été octroyées avec les enveloppes avant le rehaussement de 76 %.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE PETIT À PETIT	62	Contrecoeur	Montréal	Verchères	2012-11-12	2021-03-08	1 537 378	-	-	1 537 378	Ouverture de l'installation
CPE L'ATTRAIT MIGNON *	80	Longueuil	Montréal	Taillon	2012-11-12	2021-03-08	1 851 323	61 893	462 166	2 375 382	Ouverture de l'installation
CPE TOUT-PETIT, TOUTE-PETITE *	80	Sherbrooke	Estrie	Sherbrooke	2012-11-12	2021-03-26	2 037 294	186 635	188 017	2 411 946	Ouverture de l'installation
LES JEUNES POUSSÉS DES JARDINS DU QUÉBEC / Inst. AU GRÉ DU VENT	75	Saint-Cyprien-de-Napierville	Montréal	Huntingdon	2012-11-12	2021-03-29	1 795 569	236 744	-	2 032 313	Ouverture de l'installation
CPE SOULANGES *	80	Les Coteaux	Montréal	Soulanges	2012-11-12	2021-03-31	1 526 158	-	157 183	1 683 341	Ouverture de l'installation
CPE KALÉIDOSCOPE CHILD CARE CENTER	80	Saint-Chrysostome	Montréal	Huntingdon	2012-11-12	2021-04-26	1 262 474	213 878	276 448	1 752 801	Ouverture de l'installation
CPE RAYONS DE SOLEIL DE ROXTON POND INC.	39	Saint-Joachim-de-Shefford	Estrie	Johnson	2013-12-03	2021-06-08	931 602	456 987	141 329	1 529 918	Ouverture de l'installation
CPE ANDRÉ-LAURENDEAU *	44	LaSalle	Montréal	Marguerite-Bourgeoys	2013-12-03	2021-06-28	1 010 587	622 368	409 437	2 042 388	Ouverture de l'installation
CPE FLEUR ET MIEL	42	Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2012-11-12	2021-08-30	905 545	403 142	531 383	1 840 071	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS *	62	Scott	Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2013-12-03	2021-08-30	924 003	313 630	455 700	1 693 333	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS FRIPONS *	60	Gatineau	Outaouais	Papineau	2020-02-13	2021-08-30	758 087	-	1 010 849	1 768 937	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d’attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l’infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE LA PELUCHE / Inst. LA VOLIÈRE	78	Beaupré	Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2013-12-03	2021-09-01	2 934 589	1 799 159	379 153	5 112 902	Ouverture de l'installation
CPE MIKUPISHAKAN	50	Mingan	Côte-Nord	Duplessis	2008-10-31	2021-09-13	884 488	-	223 572	1 108 060	Ouverture de l'installation
CPE LES COPAINS D'ABORD	70	Saint-Mathieu-de-Beloeil	Montréal	Montarville	2013-12-03	2021-09-13	2 864 769	564 309	-	3 429 078	Ouverture de l'installation
CPE LES P'TITS FLOTS INC.	60	Amqui	Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2013-12-03	2021-09-27	1 463 449	689 902	20 321	2 173 672	Ouverture de l'installation
CPE DE MATANE / Inst. L'ESCOUADE DES BESTIOLES *	70	Matane	Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2020-02-13	2021-10-25	3 201 899	523 725	100 203	3 825 828	Ouverture de l'installation
CPE ENFANT-BONHEUR INC. *	40	Montmagny	Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	2013-11-19	2021-12-06	1 608 559	-	227 640	1 836 199	Ouverture de l'installation
CPE LE CHAT PERCHÉ	80	Repentigny	Lanaudière	Repentigny	2013-12-03	2022-01-10	1 448 438	-	793 113	2 241 552	Ouverture de l'installation
CPE DE NOTRE-DAME-DU-LAUS *	29	Notre-Dame-du-Laus	Laurentides	Labelle	2018-12-10	2022-01-26	638 351	343 728	273 611	1 255 691	Ouverture de l'installation
CPE CHEZ-NOUS CHEZ-VOUS	50	Montréal	Montréal	Laurier-Dorion	2013-12-03	2022-02-21	770 028	84 828	324 721	1 179 578	Ouverture de l'installation
CPE CITRONNELLE *	80	Salaberry-de-Valleyfield	Montréal	Beauharnois	2012-11-12	2022-03-21	1 370 419	-	518 014	1 888 433	Ouverture de l'installation
CPE L'ENCHANTÉ	80	Boischatel	Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2013-12-03	2022-03-21	1 933 888	359 414	343 812	2 637 114	Ouverture de l'installation
CPE DE MATANE / Inst. L'ÉQUIPAGE DES PETITS *	80	Matane	Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2020-02-13	2022-03-31	1 794 858	-	430 354	2 225 213	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d’attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l’infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE LES P'TITS MONTOIS	50	Mont-Joli	Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2012-11-12	2022-04-11	1 428 781	339 462	-	1 768 244	Ouverture de l'installation
CPE POP SOLEIL	39	Richmond	Estrie	Richmond	2013-12-03	2022-04-28	1 514 349	847 966	60 812	2 423 128	Ouverture de l'installation
CPE LA MARELLE INC. *	60	Sorel-Tracy	Montérégie	Richelieu	2013-12-03	2022-05-31	1 839 959	808 929	22 356	2 671 245	Ouverture de l'installation
CPE "AUX PETITS TRÉSORS" *	29	Desbiens	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	2022-01-26	2022-06-20	1 397 984	175 197	88 691	1 661 873	Ouverture de l'installation
CPE CHEZ-MOI CHEZ-TOI ET BCGMF	39	Bécancour	Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	2013-12-03	2022-07-25	1 107 053	641 986	167 322	1 916 361	Ouverture de l'installation
CPE CLAIR-SOLEIL DE MASCOUCHE *	60	Mascouche	Lanaudière	Masson	2013-12-03	2022-08-01	1 399 281	301 766	724 015	2 425 063	Ouverture de l'installation
CPE TAKINAGAN	49	Lac-Simon	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	2012-11-12	2022-08-16	1 131 373	348 873	100 000	1 580 247	Ouverture de l'installation
CPE L'AURORE BORÉALE *	21	Saint-Valérien	Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2021-12-20	2022-08-22	1 636 253	-	126 783	1 763 037	Ouverture de l'installation
CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND	44	Saint-Raymond	Capitale-Nationale	Portneuf	2013-12-03	2022-09-06	674 224	146 509	488 861	1 309 594	Ouverture de l'installation
CPE BOUTON DE ROSE *	80	Berthierville	Lanaudière	Berthier	2013-12-03	2022-09-06	1 386 680	-	586 840	1 973 520	Ouverture de l'installation
CPE MON MONDE À MOI	80	La Prairie	Montérégie	Marie-Victorin	2013-12-03	2022-09-19	1 820 777	528 624	674 001	3 023 403	Ouverture de l'installation
CPE PLANÈTE SOLEIL	65	Chibougamau	Nord-du-Québec	Ungava	2012-11-12	2022-09-28	1 393 111	613 127	539 014	2 545 252	Ouverture de l'installation
CPE TAM-TAM	80	Châteauguay	Montérégie	Châteauguay	2012-11-12	2022-10-03	1 405 922	461 254	314 086	2 181 263	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d’attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l’infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE LES FARFADETS DE LA POINTE	60	Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2013-12-03	2022-11-28	1 620 202	790 578	-	2 410 781	Ouverture de l'installation
CPE LA MÈRE SCHTROUMPH	80	Candiac	Montréal	Sanguinet	2012-11-12	2023-03-20	3 777 599	326 162	116 402	4 220 164	Ouverture de l'installation
CPE GRIPETTE *	39	Nicolet	Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	2013-12-03	2023-03-20	694 092	496 266	275 000	1 465 358	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS SOLEILS MAGIQUES	29	Saint-Anaclet-de-Lessard	Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2013-12-03	2023-05-15	773 507	798 354	71 458	1 643 320	Ouverture de l'installation
CPE LES JEUNES POUSSÉS DES JARDINS DU QUÉBEC / Inst. PETITES RÉCOLTES	77	Saint-Jacques-le-Mineur	Montréal	Huntingdon	2013-12-03	2023-06-26	3 664 771	288 974	50 961	4 004 706	Ouverture de l'installation
CPE AU CŒUR DES MÉSANGES	80	Sherbrooke	Estrie	Sherbrooke	2020-02-13	2023-06-27	2 763 077	1 516 635	-	4 279 712	Ouverture de l'installation
CPE DES JARDINS JOLIS	25	Saint-Modeste	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	2021-08-23	2023-09-05	1 267 998	370 123	300 935	1 939 057	Ouverture de l'installation
CPE LA VEILLEUSE *	21	Saint-Alban	Capitale-Nationale	Portneuf	2021-08-23	2023-11-14	833 261	144 573	361 223	1 339 058	Ouverture de l'installation
CPE LE CHÂTEAU DES FRIMOUSES	80	Farnham	Estrie	Brome-Missisquoi	2013-12-03	2023-11-20	1 410 589	925 309	603 057	2 938 956	Ouverture de l'installation
CPE "LA P'TITE CHUTE" *	70	Québec	Capitale-Nationale	Montmorency	2021-08-23	2024-05-06	3 088 626	670 659	171 025	3 930 312	Ouverture de l'installation
CPE LA PELUCHE / Inst. BORÉALE *	70	Saint-Ferréol-les-Neiges	Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2024-05-23	2024-08-26	2 731 099	496 390	106 986	3 334 475	Ouverture de l'installation

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d’attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l’infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE TOURNESOL INC.	93	Saint-Jérôme	Laurentides	Saint-Jérôme	2012-11-12	2024-09-03	3 729 270	398 727	417 329	4 545 327	Ouverture de l'installation
CPE LE CHEVAL SAUTOIR *	80	Trois-Rivières	Mauricie	Trois-Rivières	2021-08-23	2024-09-03	4 352 878	-	-	4 352 878	Ouverture de l'installation
L'ENFANT DU FLEUVE INC. *	78	Rimouski	Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2021-08-23	2024-09-23	3 865 937	12 141	38 625	3 916 705	Ouverture de l'installation
CPE FANFAN SOLEIL / Inst. DUQUET *	64	Sainte-Thérèse	Laurentides	Groulx	2012-11-12	2024-09-30	1 856 784	1 378 782	163 822	3 399 388	Ouverture de l'installation
CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC. *	71	Chandler	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	2022-03-07	2024-09-30	3 196 394	635 999	129 831	3 962 225	Ouverture de l'installation
CPE LE KANGOUROU / Inst. ST-BASILE *	39	Saint-Basile	Capitale-Nationale	Portneuf	2021-08-23	2024-10-15	2 130 475	-	27 289	2 157 765	Ouverture de l'installation
CPE STATION ENFANCE DES MOULINS / Inst. TERREBONNE *	80	Terrebonne	Lanaudière	Terrebonne	2014-02-21	2024-10-16	3 498 008	176 755	176 755	3 851 520	Ouverture de l'installation
CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES	25	Saint-Cyrille-de-Wendover	Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	2013-12-03	2024-10-24	3 308 990	-	-	3 308 990	Ouverture de l'installation
CPE SOLEIL SOURIANT / Inst. ST-CONSTANT	80	Saint-Constant	Montréal	Sanguinet	2013-12-03	2024-10-28	3 416 610	1 157 117	471 473	5 045 200	Ouverture de l'installation
CPE MA BELLE GRENOUILLE / Inst. CPE L'ÉTOILE POLAIRE *	80	Québec	Capitale-Nationale	Chauveau	2021-08-23	2024-11-25	4 443 317	-	349 497	4 792 815	Ouverture de l'installation

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d’attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l’infrastructure (\$)	Enveloppe de financement exceptionnelle (\$)	Mise de fonds	Coûts totaux du projet (\$)	Justification projets terminés
CPE MA BELLE GRENOUILLE / Inst. CPE LE TREMPLIN *	80	Québec	Capitale-Nationale	Chauveau	2021-08-23	2024-11-25	4 354 550	-	-	4 354 550	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS - SCOTT 2 *	62	Scott	Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2021-12-20	2024-11-25	3 429 164	-	-	3 429 164	Ouverture de l'installation
CPE PLUS GRAND QUE NATURE *	60	Sainte-Hélène-de-Bagot	Montérégie	Saint-Hyacinthe	2022-01-26	2024-11-26	3 408 830	252 212	-	3 661 043	Ouverture de l'installation
CPE SOUS LES ÉTOILES *	28	Saint-Sébastien	Estrie	Mégantic	2022-02-04	2024-12-02	1 519 286	-	425 028	1 944 314	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS CAILLOUX / Inst. de ST-HONORÉ #2 *	68	Saint-Honoré	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	2021-12-20	2024-12-16	3 115 411	-	-	3 115 411	Ouverture de l'installation
CPE "LA BECQUÉE" / Inst. DE SAINTE-HÉNÉDINE *	62	Sainte-Hénédine	Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2023-09-14	2024-12-16	2 885 022	-	-	2 885 022	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS *	62	Frampton	Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2022-08-24	2024-12-16	2 474 152	-	331 905	2 806 057	Ouverture de l'installation
LACET DE BOTTINE, L'éveil (temporaire) *	98	Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2021-12-20	2025-01-27	4 642 551	255 772	59 502	4 957 825	Ouverture de l'installation

* Le coût présenté pour ces projets n’est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-42

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-43

Pour 2024-2025, veuillez nous indiquer :

- a) La création brute de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial)
- b) La création nette de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires en soustrayant de ce nombre les places ayant été récupérées par le Ministère auprès des titulaires de permis ou retournées volontairement par ces derniers) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial).

Réponse

- a) et b) Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-44

Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait la récupération des places qui prennent trop de temps à se rendre disponibles (ex. : délai de construction problématique).

Pour chacune des places récupérées, veuillez nous indiquer :

- a) Le nom de l’installation;
- b) Le type d’installation (CPE, GS, etc.);
- c) La circonscription électorale;
- d) La région;
- e) La raison de la récupération;
- f) La date où les places avaient été attribuées;
- g) La date où les places ont été récupérées.

Réponse

Liste des places récupérées par le Ministère, par type de services de garde, en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) :

Région administrative	Nom de l’installation	Nombre de places subventionnées récupérées par le Ministère	Type de garde	Date d’octroi des places	Date de récupération des places
4	CPE L'ARBRE ENCHANTÉ	70	CPE	2013-12-03	2024-08-02
5	G. EDUCATIF PETIT STARS COWANSVILLE	1	GS	2021-12-20	2024-04-25
7	CENTRE ÉDUCATIF AU ROYAUME DES ENFANTS	34	GS	2013-12-10	2024-04-26
7	GARDERIE AMI CALIN GATINEAU INC.	100	GS	2022-08-24	2024-08-01
12	CPE LES PETITS SOULIERS	10	CPE	2022-03-07	2024-12-18
15	ROYAUME DES PRÉCIEUX	80	GS	2021-12-20	2024-12-05

Toutes ces places ont été récupérées en raison du non-avancement du projet.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-45

Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait une nouvelle initiative pour accélérer la disponibilité de places. À court terme, de nouveaux appels de projets pourraient permettre l'accès rapide à au moins 400 nouvelles places pour poupons et à 100 autres pour les enfants âgés de 18 mois et plus. À la suite de cette annonce, veuillez nous fournir :

- a) La date de l'appel de projets;
- b) La liste des projets déposés;
- c) L'évaluation de chacun des projets par le Ministère;
- d) La liste des projets choisis en indiquant;
- e) Le nom de l'installation;
- f) Le nombre de places attribuées;
- g) La circonscription électorale;
- h) La région;
- i) La date d'ouverture des nouvelles places ou la date prévue d'ouverture des nouvelles places.

Réponse

La liste des projets retenus dans le cadre de l'appel de projets ciblé 2023 – Places immédiates est disponible à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/ADP-immediat-projets-retenus-2023.pdf>

La liste des projets retenus dans le cadre de l'appel de projets ciblé 2023 – Places poupons est disponible à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/ADP-Poupons-projets-retenus-2023.pdf>

Les places destinées aux enfants âgés de 18 mois et plus (Places immédiates) devaient se réaliser dans les trois mois suivant la date d'autorisation des places (8 février 2024).

Les places destinées aux enfants âgés de moins de 18 mois (Places poupons) devaient se réaliser dans les six mois suivant la date d'autorisation des places (8 février 2024).

À noter que la liste des projets déposés ainsi que leur évaluation sont confidentielles.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-46

Le 15 février 2024, la ministre de la Famille annonçait le développement de 1 197 nouvelles places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance. De ce nombre, plus de 900 seront créées en quelques semaines.

Veillez nous fournir, depuis l'annonce :

- a) L'installation ayant obtenu des places en indiquant le type d'installation (CPE / GS);
- b) La ville;
- c) La circonscription électorale;
- d) Le nombre de places;
- e) La date prévue d'ouverture de l'installation;
- f) La date d'ouverture de l'installation;
- g) Le coût prévu de l'infrastructure (pour les CPE);
- h) Le coût final de l'infrastructure (pour les CPE).

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-47

Sur les 9 étapes du processus optimisé de développement des places annoncé en 2021, veuillez nous indiquer le délai de traitement moyen (en mois) pour chacune des étapes suivantes :

- 1) Octroi des places et démarrage du projet
- 2) Dépôt de l'étude d'opportunité et approbation;
- 3) Dépôt des plans et approbation du budget préliminaire;
- 4) Appel d'offres et choix de l'entrepreneur;
- 5) Approbation du budget final et autorisation à commencer les travaux;
- 6) Réalisation des travaux;
- 7) Dépôt des documents pour la délivrance du permis;
- 8) Approbation des locaux;
- 9) Délivrance des permis.

Réponse

Les tableaux suivants présentent les délais, en mois, par phase, pour la construction d'une nouvelle installation de centre de la petite enfance (CPE) et de garderie subventionnée (GS), pour les appels de projets contemporains (ADP-2020 et suivants).

Certaines étapes peuvent être réalisées de manière concomitante, les délais sont donc regroupés par phase. Ainsi, les étapes 1 et 2 se retrouvent à la phase 1, les étapes 3, 4 et 5 à la phase 2, l'étape 6 à la phase 3 et les étapes 7, 8 et 9 à la phase 4.

Le délai moyen pour rendre accessibles les places en installation (temporaire ou permanente) est de 20,06 mois.

Délai moyen afin de rendre accessibles les places en installation temporaire * :

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total**
N. A.	N. A.	N. A.	N. A.	12,50

* Notez que pour les projets en installation temporaire, ceux-ci ne suivent pas le processus des 4 phases (9 étapes).

** Chaque donnée par phase est une moyenne. L'addition de moyennes ne peut ainsi égaler à une moyenne totale.

Délai moyen afin de rendre accessibles les places en installation permanente :

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total**
9,71	4,38	9,11	1,59	24,63

** Chaque donnée par phase est une moyenne. L'addition de moyennes ne peut ainsi égaler à une moyenne totale.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-48

Concernant le bureau d'accélération des projets créé à l'hiver 2023, veuillez nous indiquer :

- a) La composition du bureau (organigramme);
- b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau;
- c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau;
- d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau;
- e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau;
- f) Le nombre de nouveau ETC engagés pour le bureau;
- g) Le rôle du bureau;
- h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes;
- i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.

Réponse

a), g) Ces informations sont disponibles au lien suivant :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/bureau-acceleration-projets>

b), c), d) et e) Aucun professionnel ni technicien n'a été affecté à temps plein ou à temps partiel au Bureau d'accélération de projets (BAP). Cependant, au 31 janvier 2025, une conseillère de la sous-ministre adjointe coordonnait les activités du BAP à temps partiel.

f) Aucun nouvel effectif n'a été engagé pour le BAP.

h) Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

- 20 rencontres préparatoires ont été tenues par les membres du comité opérationnel (directions régionales, Direction des infrastructures ou du financement du réseau) et/ou les membres du comité exécutif.
- 6 rencontres ont été tenues par le comité opérationnel.
- 5 rencontres ont été tenues par le comité exécutif.

i) Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 18 dossiers ont été reçus et traités par le BAP.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-49

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les centres de la petite enfance (CPE), ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2025.

Préciser le nombre de CPE et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

CPE - 2024-2025 (en milliers de dollars)	
Soutien financier pour le fonctionnement	1 748 193,8
Financement des infrastructures	232 827,4
Régime de retraite	81 960,6
Régime d'assurance collective	41 827,9
Total	2 104 809,7
Nombre de CPE au 31 janvier 2025	932
Nombre d’installations CPE au 31 janvier 2025	1 772
Nombre de places annualisées en 2024-2025	106 637

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-50

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies en milieu familial (RSG), ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2025.

Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

Le tableau ci-dessous présente les dépenses en 2024-2025 liées au financement de la garde éducative en milieu familial :

- la subvention pour le fonctionnement des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC);
- les subventions des personnes responsables de services de garde éducatifs en milieu familial (RSGE).

MILIEU FAMILIAL - 2024-2025 (en milliers de dollars)	
Subvention des BC et des RSGE	711 818,7
Nombre de BC au 31 janvier 2025	160
Nombre de places annualisées des RSGE en 2024-2025	65 156

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-51

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies privées subventionnées, ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2025.

Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

GARDERIES SUBVENTIONNÉES - 2024-2025 (en milliers de dollars) ¹	
Soutien financier pour le fonctionnement	954 180,1
Régime de retraite	50 672,1
Régime d'assurance collective	14 017,1
Total	1 018 869,3
Nombre de GS au 31 janvier 2025	961
Nombre de places annualisées en 2024-2025	65 928
¹ Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.	

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-52

Le nombre de places par type de service de garde (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial, garderie privée subventionnée, et garderie privée non subventionnée) disponibles hors des horaires typiques de garderie, soit entre 7 heures et 17 heures du lundi au vendredi au 31 mars 2025.

Ventiler l'information par circonscription électorale et par type de service de garde.

Réponse

Vous pouvez consulter les données dans le rapport de situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/cpe-garderies/gestion-finances/rapport-activites/Pages/index.aspx>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-53

Indiquer le taux d’occupation dans les services de garde par région pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez nous fournir l’information :

- a) Par région;
- b) Par type de service de garde éducatif;
- c) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles soient celles de 2023-2024.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d’âge.

Le ministère de la Famille ne fait pas de prévisions de taux d’occupation.

Taux d'occupation des places dans les services de garde éducatifs par région administrative en 2023-2024 ¹			
Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE) (%)	Responsable d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (%)	Garderie subventionnée (GS) (%)
1. Bas-Saint-Laurent	98,5	90,1	97,2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	98,4	90,4	97,9
3. Capitale-Nationale	99,1	90,0	99,5
4. Mauricie	98,0	88,8	99,5
5. Estrie	98,1	88,4	107,5
6. Montréal	96,3	81,6	96,1
7. Outaouais	98,4	91,7	99,2
8. Abitibi-Témiscamingue	97,2	88,0	99,8
9. Côte-Nord	95,6	85,5	-
10. Nord-du-Québec	91,4	70,6	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	94,8	91,0	90,7
12. Chaudière-Appalaches	97,5	89,5	97,2
13. Laval	98,3	86,2	99,3
14. Lanaudière	96,5	90,3	98,6
15. Laurentides	98,7	90,8	99,4
16. Montérégie	98,0	90,3	99,5
17. Centre-du-Québec	98,9	88,0	99,2
Ensemble du Québec	97,6	88,4	98,3
¹ Le taux peut dépasser 100 %, puisque certains services de garde éducatifs offrent de la garde à horaires non usuels (atypiques) le soir ou les fins de semaine, ce qui a pour conséquence d’augmenter le nombre total de jours d’occupation.			

Le taux d’occupation représente la proportion des places qui ont fait l’objet d’une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2023-2024 :

Somme des jours d’occupation par des enfants à des services de garde éducatifs

(Divisé par)

Nombre de places subventionnées annualisé x 260 jours

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-53

Pour les RSGE, le taux d’occupation calculé représente la proportion des places annualisées des RSGE, en tenant compte des jours ouvrables des RSGE, considérant les 26 journées d’absence de prestation de services subventionnée par exercice financier :

Somme des jours d’occupation des enfants dans des services de garde éducatifs

(Divisé par)

Nombre annualisé de places subventionnées attribuées aux RSGE x 234 jours

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-54

Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde par région pour 2024-2025. Veuillez fournir l’information :

- a) Par région;
- b) Par type de service de garde éducatif;
- c) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

Les tableaux suivants présentent les taux de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l’enfance, par région, par type de services de garde et par tranche d’âge, pour 2023-2024, soient les plus récentes données disponibles.

Les données de 2024-2025 seront disponibles à la fin de l’année 2025.

Région administrative	Centre de la petite enfance - répartition par classe d’âge 2023-2024				
	0 - 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
1. Bas-Saint-Laurent	78,03	79,79	78,65	78,36	78,85
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	73,31	77,39	75,88	77,93	76,42
3. Capitale-Nationale	76,48	79,05	77,88	78,35	78,16
4. Mauricie	74,04	77,16	75,94	75,84	75,95
5. Estrie	76,49	78,03	77,24	77,60	77,44
6. Montréal	76,94	80,16	79,38	80,39	79,54
7. Outaouais	77,36	79,10	78,12	78,38	78,29
8. Abitibi-Témiscamingue	76,23	76,65	75,68	75,93	76,09
9. Côte-Nord	71,31	71,91	71,03	72,26	71,67
10. Nord-du-Québec	76,64	75,46	72,75	76,75	75,12
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	73,57	76,41	74,00	75,06	75,02
12. Chaudière-Appalaches	76,36	79,24	78,10	77,74	78,08
13. Laval	76,26	78,42	77,85	78,39	77,87
14. Lanaudière	73,93	76,82	75,42	76,06	75,76
15. Laurentides	75,61	77,72	77,48	77,36	77,26
16. Montérégie	77,08	79,11	77,87	78,53	78,28
17. Centre-du-Québec	77,75	79,35	78,25	77,93	78,44
Ensemble du Québec *	76,29	78,81	77,79	78,33	78,01
* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.					
** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).					

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-54

Région administrative	Milieu familial - répartition par classe d'âge 2023-2024				
	0 – 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
1. Bas-Saint-Laurent	83,94	86,49	86,55	85,86	86,00
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	79,16	83,82	83,68	83,17	82,94
3. Capitale-Nationale	80,21	85,10	85,01	84,91	84,15
4. Mauricie	78,69	84,81	84,02	84,33	83,58
5. Estrie	82,49	86,09	85,90	85,57	85,40
6. Montréal	82,81	86,68	85,27	84,92	85,30
7. Outaouais	79,41	84,57	83,04	82,73	83,11
8. Abitibi-Témiscamingue	79,41	83,83	82,92	82,87	82,90
9. Côte-Nord	81,00	83,27	84,23	83,93	83,27
10. Nord-du-Québec	84,54	89,72	86,03	83,81	86,80
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	82,11	84,34	84,92	82,42	83,95
12. Chaudière-Appalaches	82,85	86,83	86,21	85,67	85,90
13. Laval	83,95	87,23	86,33	85,48	86,18
14. Lanaudière	80,57	84,65	84,01	83,49	83,64
15. Laurentides	81,88	85,65	84,29	84,29	84,52
16. Montérégie	80,46	85,29	84,86	84,12	84,21
17. Centre-du-Québec	82,26	86,31	85,28	85,62	85,29
Ensemble du Québec *	81,49	85,61	84,90	84,51	84,58
* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.					
** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).					

Région administrative	Garderie subventionnée - répartition par classe d'âge 2023-2024				
	0 – 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
1. Bas-Saint-Laurent	73,93	77,16	77,49	76,79	75,99
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	75,85	78,93	79,46	84,62	78,97
3. Capitale-Nationale	79,03	81,14	81,10	81,84	80,91
4. Mauricie	73,01	80,03	78,98	81,00	78,99
5. Estrie	75,44	78,47	79,25	79,23	78,18
6. Montréal	80,84	82,72	82,25	83,52	82,52
7. Outaouais	79,03	81,31	80,65	81,78	80,81
8. Abitibi-Témiscamingue	81,45	82,15	80,11	80,20	81,00
9. Côte-Nord	96,51	96,99	96,33	94,79	96,69
10. Nord-du-Québec	80,50	81,87	80,91	82,61	81,45

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-54

Région administrative	Garderie subventionnée - répartition par classe d'âge 2023-2024				
	0 – 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	83,23	83,32	83,25	84,87	83,57
12. Chaudière-Appalaches	78,49	80,38	80,23	81,27	80,19
13. Laval	78,21	81,38	80,15	80,19	80,25
14. Lanaudière	79,33	82,14	81,27	82,58	81,55
15. Laurentides	79,23	81,34	80,76	79,55	80,46
16. Montérégie	73,93	77,16	77,49	76,79	75,99
17. Centre-du-Québec	75,85	78,93	79,46	84,62	78,97
Ensemble du Québec *	79,57	81,97	81,49	82,58	81,60
* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.					
** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).					

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents dans les services de garde éducatifs par rapport au nombre de jours d’occupation, soit les jours prévus à l’entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :

Total des jours de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l’enfance et au paiement de la contribution réduite

(Divisé par)

Total des jours d’occupation des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l’enfance et au paiement de la contribution réduite

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-55

Le nombre des services de garde qui n’a pas atteint le minimum du taux d’occupation au 31 mars 2025 :

- a) nombre de CPE, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées;
- b) nombre de garderies privées subventionnées, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées.

Réponse

a) Le tableau suivant présente le nombre de centres de la petite enfance (CPE) n’ayant pas atteint le minimum du taux d’occupation de 90 % en 2023-2024, par région administrative. Les données pour 2024-2025 seront disponibles à la fin de l’année 2025.

Nombre de CPE n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation en 2023-2024		
Région administrative	Nombre	Montant de réduction (\$)
1. Bas-Saint-Laurent	2	63 206
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	6 096
3. Capitale-Nationale	-	-
4. Mauricie	1	1 606
5. Estrie	-	-
6. Montréal	17	447 481
7. Outaouais	-	-
8. Abitibi-Témiscamingue	3	46 748
9. Côte-Nord	-	-
10. Nord-du-Québec	1	2 983
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	27 004
12. Chaudière-Appalaches	-	-
13. Laval	-	-
14. Lanaudière	-	-
15. Laurentides	-	-
16. Montérégie	1	42 336
17. Centre-du-Québec	-	-
Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2023-2024.		
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-55

b) Le tableau suivant présente le nombre de garderies subventionnées (GS) n’ayant pas atteint le minimum du taux d’occupation 2023-2024, par région administrative

Nombre de GS n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation en 2023-2024		
Région administrative	Nombre	Montant de réduction (\$)
1. Bas-Saint-Laurent	-	-
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-	-
3. Capitale-Nationale	-	-
4. Mauricie	-	-
5. Estrie	-	-
6. Montréal	35	873 999
7. Outaouais	-	-
8. Abitibi-Témiscamingue	-	-
9. Côte-Nord	-	-
10. Nord-du-Québec	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	
12. Chaudière-Appalaches	-	-
13. Laval	-	-
14. Lanaudière	-	-
15. Laurentides	-	-
16. Montérégie	2	14 282
17. Centre-du-Québec	-	-
Source : RFA 2023-2024.		
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-56

Surplus dans les centres de la petite enfance au 31 mars 2025 :

- a) liste des CPE ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l’année 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026;
- b) liste des CPE qui ont des surplus, ventilé par région, en indiquant le surplus accumulé.

Réponse

- a) Les plus récentes données disponibles sur les surplus cumulés des centres de la petite (CPE) sont celles de 2023-2024, au cours de laquelle aucune limite n’a été fixée dans les règles budgétaires concernant le montant des surplus que pouvaient cumuler les CPE.
- b) Le tableau suivant présente le nombre de CPE ayant des actifs nets affectés et non affectés (surplus cumulés) en 2023-2024 par région.

Région administrative	Nombre de CPE	Surplus cumulé (\$)¹
1. Bas-Saint-Laurent	14	4 983 409
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	28	13 541 590
3. Capitale-Nationale	70	25 328 853
4. Mauricie	24	13 575 100
5. Estrie	50	21 419 061
6. Montréal	207	66 290 542
7. Outaouais	37	18 008 458
8. Abitibi-Témiscamingue	13	3 951 255
9. Côte-Nord	11	3 445 005
10. Nord-du-Québec*	N. D.	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	2 451 250
12. Chaudière-Appalaches	35	9 856 093
13. Laval	30	9 599 625
14. Lanaudière	32	11 683 770
15. Laurentides	43	19 075 326
16. Montérégie	101	44 145 554
17. Centre-du-Québec	22	10 357 293

Source : Données de janvier 2025, 884 rapports financiers annuels (RFA) des CPE traités.

N. D. Les surplus cumulés ne peuvent être divulgués en raison du petit nombre de CPE de la région.

¹ Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l’augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-57

Dresser un état de situation concernant les projets en immobilisations et le maintien des actifs prévus pour 2024-2025, ainsi que la liste de toutes les sommes allouées.

Réponse

Nombre de projets financés et niveau des prêts

En 2023-2024, 92 projets ont obtenu une enveloppe de financement via le programme de financement des infrastructures pour un montant de 191 M\$.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-58

Pour les CPE, indiquer :

- a) le coût de développement des places en 2024-2025 et le nombre de places;
- b) le coût d'annualisation des places développées en 2024-2025;
- c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).

Réponse

- a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places en centres de la petite enfance (CPE) en 2024-2025 est estimé à 35,7 M\$.
 - b) Pour l'année 2025-2026, le coût total en subvention de fonctionnement pour la création de places en 2024-2025 est estimé à 71,4 M\$.
 - c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les CPE, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-59

Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer :

- a) le coût du développement des places en 2024-2025 et le nombre de places;
- b) le coût d'annualisation des places développées en 2024-2025;
- c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d) l'indexation liée à l'augmentation de rémunération des RSG.

Réponse

- a) et b) En raison du cycle budgétaire des subventions, la dépense probable 2024-2025 est basée sur l'historique des dépenses pour les responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) provenant des rapports financiers annuels 2023-2024. Conséquemment, elles ne reflètent pas entièrement le développement de places réellement observé en milieu familial en 2024-2025 et l'impact financier est décalé d'une année.
- c) Pour ce qui est du financement des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) versé en 2024-2025, la partie salariale tient compte de l'Entente avec le personnel d'encadrement des centres de la petite enfance (CPE) et BC et des échelons en vigueur au 31 mars 2023 en fonction des ententes échues du personnel non-cadre. Pour la partie non salariale, le financement a été indexé selon l'indice des prix à la consommation. Aucune indexation n'est liée à l'augmentation des échelons en 2024-2025.
- d) Les subventions versées des RSGE en 2024-2025 tiennent compte des versions amendées en février 2022 d'ententes collectives intervenues entre le Ministère et les associations représentatives des RSGE.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-60

Pour les garderies privées subventionnées, indiquer :

- a) le coût de développement des places en 2024-2025 et le nombre de places;
- b) le coût d'annualisation des places développées en 2024-2025;
- c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).

Réponse

- a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places dans les garderies subventionnées en 2024-2025 est estimé à 16,9 M\$.
 - b) Pour l'année 2025-2026, le coût annualisé des places développées en 2024-2025 est estimé à 33,7 M\$.
 - c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les garderies, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-61

Indiquer les besoins à combler en matière de places, par région, par catégorie d’âge pour 2024-2025.

Fournir les prévisions pour 2025-2026.

Réponse

Au 31 janvier 2025, il y avait 120 territoires de bureaux coordonnateurs (TBC) pour lesquels le solde de places offertes par rapport à la demande de places en services de garde éducatifs à l’enfance reconnus (SGEE) était inférieur à 0, donc considérés en déficit de places, ce qui représente 75,5 % des TBC.

À la suite de la réalisation des projets de développement de places, il est estimé que le nombre de TBC en déficit diminue à 43 TBC en 2027, représentant 27,0 % des TBC. Parmi ces 43 TBC, 33 sont considérés en déficit très faible (taux de couverture de 95 % à 99 %). Ainsi, 10 TBC ont un taux de couverture projeté inférieur à 95 %, ce qui représente 6,3 % des TBC.

Le déficit de places en SGEE, par région administrative, se trouve ci-dessous. Ces données ne sont pas disponibles par catégorie d’âge.

Déficit de places en SGEE reconnus, par région administrative* au 31 janvier 2025		
Région administrative	Actuel	2027
1. Bas-Saint Laurent	474	59
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	526	33
3. Capitale-Nationale	1 998	859
4. Mauricie	591	2
5. Estrie	1 805	409
6. Montréal	549	302
7. Outaouais	1 173	0
8. Abitibi-Témiscamingue	789	7
9. Côte-Nord	505	173
10. Nord-du-Québec	95	44
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	160	9
12. Chaudière-Appalaches	1 137	197
13. Laval	5	0
14. Lanaudière	551	20
15. Laurentides	1 050	90
16. Montérégie	1 752	167
17. Centre-du-Québec	645	126
Ensemble pour les régions	13 806	2 495
<div>* Note : Pour une région administrative donnée, le nombre de places manquantes se rapporte à la somme des places manquantes de l'ensemble des TBC de cette région affichant un taux de couverture de la demande de places en SGEE déficitaire, c'est-à-dire inférieur à 100 %.</div> <div>* Note : Les totaux peuvent être différents de la somme des colonnes, car les valeurs décimales ont été arrondies.</div> <div>* Référence : Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de services de garde éducatifs à l'enfance au 31 janvier 2025.</div>		

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-61

Le déficit de places en SGEE par TBC se trouve dans le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-62

Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2024-2025 ventilées par type de service de garde éducatif et par région. Veuillez également nous dire si la demande a été acceptée ou refusée par le ministère.

Réponse

En 2024-2025 (en date du 31 janvier 2025), deux appels de projets pour de nouvelles places subventionnées ont donné lieu à des demandes de places :

- La relance du lot 11 de l’appel de projets en continu;
- Un appel de projets pour un projet de mise en place d’un centre de la petite enfance (CPE) dans la maison des aînés de Trois-Rivières.

Dans ce cadre, 219 demandes cumulant 5 185 places ont été soumises pour des places en CPE ou en garderie subventionnée (GS). 59 demandes ont été autorisées, pour un total de 905 places. Pour la relance de l’appel de projets en continu lot 11, les garderies non subventionnées autorisées au courant de l’automne 2024 à devenir des garderies subventionnées, ont également été invitées. Trois d’entre elles ont proposé un projet pour des places en GS.

Type de services de garde	Nombre de demandes reçues	Nombre de demandes admissibles	Nombre de demandes refusées	Nombre de demandes autorisées
CPE	62	54	17	37
GS	157	137	115	22
Total	219	191	132	59

Par ailleurs, 57 demandes, cumulant 2 788 places, ont été soumises pour des places en garderies non subventionnées. 12 demandes ont été autorisées, pour un total de 337 places.

Demandes de nouvelles places non subventionnées en 2024-2025

Type de services de garde	Nombre de demandes reçues	Nombre de demandes refusées	Nombre de demandes autorisées	Nombre de demandes en analyse
Garderie non subventionnée (GNS)	57	34	12	11

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-63

Indiquer la ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies non subventionnées ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde au 31 mars 2025.

Réponse

Nombre de demandes de permis reçues pour des places en garderies non subventionnées en 2024-2025 (au 31 janvier 2025), par région administrative		
Région administrative	Demandes reçues	Nombre de places faisant l’objet d’une demande
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0
3. Capitale-Nationale	6	211
4. Mauricie	0	0
5. Estrie	2	42
6. Montréal	17	803
7. Outaouais	3	61
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	1	30
13. Laval	2	135
14. Lanaudière	7	309
15. Laurentides	6	295
16. Montérégie	13	702
17. Centre-du-Québec	0	0

Le nombre de demandes reçues se rapporte aux demandes reçues par le Ministère par des demandeurs de permis pour ouvrir une garderie non subventionnée (GNS) ou pour ajouter de nouvelles places à une installation existante. Le Ministère délivre un permis à une GNS lorsque la phase de réalisation est finalisée et que la GNS est prête à démarrer ses activités et ainsi accueillir des enfants. Il est à noter que les projets qui se retrouvent dans la colonne « demandes reçues » ne sont pas nécessairement ceux qui se retrouvent dans les projets mis sous permis de l’année en cours, car ceux-ci peuvent être des projets qui ont été autorisés à se développer dans un exercice antérieur.

La liste des places en GNS mises sous permis est disponible à l’adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/Liste-projets-sous-permis.xlsx>.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Veillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis 2018-2019, chaque année, ventilée par région. Pour chacune des installations, veuillez nous dire :

- a) La raison du bris de service;
- b) La durée du bris de service.

Réponse

Le Ministère ne comptabilise pas l’ensemble des bris de service des centres de la petite enfance (CPE), garderies subventionnées (GS) et garderies non subventionnées, ni les motifs de fermeture. Il comptabilise les fermetures à titre de cas fortuit pour les CPE et les GS et les fermetures pour un ou des groupes d’enfants attribuables à un manque de personnel.

Cas fortuit : un jour de fermeture est comptabilisé à titre de cas fortuit s’il n’a pas été déterminé à l’avance et est indépendant de la volonté du prestataire de services de garde éducatifs. Citons en exemple une tempête de neige, une panne d’électricité majeure non planifiée ou un incendie.

Fermetures en raison de cas fortuit en CPE pour 2023-2024		
Région administrative	Nombre de jours	Nombre d’installations
1. Bas-Saint-Laurent	69	39
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3
3. Capitale-Nationale	38	33
4. Mauricie	23	3
5. Estrie	28	15
6. Montréal	151	111
7. Outaouais	52	50
8. Abitibi-Témiscamingue	2	2
9. Côte-Nord	26	15
10. Nord-du-Québec	11	3
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	27	18
12. Chaudière-Appalaches	12	11
13. Laval	38	30
14. Lanaudière	19	17
15. Laurentides	24	21
16. Montérégie	56	46
17. Centre-du-Québec	4	4
Ensemble des régions	583	421
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024. Lecture des données : 31 janvier 2025.		

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles concernant le nombre de cas de fermetures d’un ou de groupes d’enfants occasionnées par à un manque de personnel et ce, pour tous les types de service de garde. À noter que ces données ne sont pas auditées, elles sont basées sur une déclaration volontaire dans le cadre de la collecte de donnée pour la production du Portrait annuel de la main-d’œuvre :

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Fermetures en raison de manque de personnel pour 2023-2024	
Nombre de fermetures d’un ou des groupes	1 306
Proportion de fermetures de moins d'une semaine	75 %
Proportion de fermetures d'une semaine ou plus	25 %
Source : Collecte de données 2023-2024 pour le Portrait annuel de la main-d’œuvre (dernières données disponibles - données pondérées).	

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-65

La liste de tous les CPE ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilé par région. La liste doit inclure :

- a) Le nom du CPE;
- b) La région;
- c) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons;
- d) La raison;
- e) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2024-2025, au 31 janvier 2025, aucun centre de la petite enfance n'a été fermé et 17 ont été délocalisés ou ont déménagé.

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Liste des centres de la petite enfance ayant fermé, ayant été délocalisés ou ayant déménagé Année 2024-2025 (au 31 janvier 2025)				
Région administrative	Nom du CPE	Nombre total de places (nombre de places pouspons)	Raison	Adresse actuelle
1. Bas-Saint-Laurent	CPE L'AURORE BORÉALE (INST. CPE LA FORÊT BORÉALE)	21 (5)	Changement de localisation permanente de l'installation	7, avenue de Versant Saint-Valérien G0L 4E0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	CPE LE TOURNESOL DU FJORD (INSTALLATION ST-FÉLIX)	8 (0)	Changement de localisation permanente de l'installation	494, rue Principale Saint-Félix-d'Otis G0V 1M0
3. Capitale-Nationale	CPE PASSEPOIL INC. (INSTALLATION PASSE PLUME)	50 (0)	Changement de localisation permanente de l'installation	955, Grande-Allée Ouest, bureau 112 Québec G1S 4Y2
3. Capitale-Nationale	CPE LA PETITE COUR DE MISTIGRI	80 (20)	Changement de localisation permanente de l'établissement	964, avenue Roland-Beaudin Québec G1V 4H8
6. Montréal	CPE LE JARDIN DES RÊVES INC.	80 (0)	Changement de localisation permanente de l'établissement	12225, rue Grenet, bureau 3400 Montréal H4J 2N7
6. Montréal	CPE AU GALOP INC. (INSTALLATION ZIG ZAG)	78 (10)	Changement de localisation temporaire de l'installation	8833, boulevard Saint-Michel Montréal H1Z 3G3
6. Montréal	CPE BÉCASSINE	44 (0)	Changement de localisation temporaire de l'établissement	500, rue Joffre Montréal H1L 4S7
6. Montréal	CPE JARDIN DE FRUITS INC.	52 (10)	Changement de localisation permanente de l'établissement	5192, rue Paré Montréal H4P 1P3
6. Montréal	CPE LA VOUTE ENCHANTEE	63 (15)	Changement de localisation permanente de l'établissement	775, rue Notre-Dame Ouest, 6 ^e étage Montréal H3C 1J2
7. Outaouais	CPE BÉBÉJOU	31 (24)	Changement de localisation temporaire de l'installation	179, chemin de la Savane Gatineau J8T 1R2
8. Abitibi-Témiscamingue	CPE ABINODJIC-MIGUAM	80 (10)	Changement de localisation temporaire de l'installation	533, 3 ^e Avenue Val-d'Or J9P 1S3

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Liste des centres de la petite enfance ayant fermé, ayant été délocalisés ou ayant déménagé Année 2024-2025 (au 31 janvier 2025)				
Région administrative	Nom du CPE	Nombre total de places (nombre de places pouspons)	Raison	Adresse actuelle
12. Chaudière-Appalaches	CPE LA BECQUÉE (CPE DES PETITS POMMIERS - INST. SAINTE-HÉNÉDINE)	52 (0)	Changement de localisation permanente de l'installation	118, rue Chabot Sainte-Hénédine G0S 2R0
12. Chaudière-Appalaches	CPE LA BECQUÉE (CPE DES PETITS POMMIERS - INST. SCOTT 2)	52 (0)	Changement de localisation permanente de l'installation	91, 18 ^e Rue Scott G0S 3G0
15. Laurentides	CPE DES RIRES	66 (5)	Changement de localisation temporaire de l'installation	720, boulevard du Docteur-Gervais Mont-Tremblant J8E 2T3
16. Montérégie	CPE DE BLOC EN BLOC	26 (10)	Changement de localisation temporaire de l'installation	173, rue René-Philippe LeMoyne J4R 2J9
16. Montérégie	CPE LE PETIT MONDE DE CALIMÉRO INC.	29 (0)	Changement de localisation temporaire de l'installation	100, rue Richelieu, local 130 Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 6X3
16. Montérégie	CPE MAFAMIGARDE	26 (0)	Changement de localisation temporaire de l'installation	1009, 1 ^{re} Avenue Saint-Valérien-de-Milton J0H 2B0

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-66

La liste de toutes les garderies privées subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilée par région. La liste doit inclure :

- a) Le nom de l’installation;
- b) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons;
- c) La raison;
- d) L’adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2024-2025, au 31 janvier 2025, aucune garderie subventionnée n’a été fermée et six ont été délocalisées ou ont déménagé.

L’information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places pour l'installation de la GS	Adresse actuelle
6. Montréal	G. ÉDUC. LES TRÉSORS DE BEAUMONT	Changement de localisation permanente de l'établissement	66	444, avenue Beaumont, Montréal H3N 1T7
6. Montréal	G. ACADEMIE DES MERVEILLES	Changement de localisation permanente de l'établissement	80	2111C, rue Saint-Régis, Dollard-des-Ormeaux H9B 2M9
7. Outaouais	G. ÉDUC. ENFANTASTIQUE DU PLATEAU INC.	Changement de localisation temporaire de l'établissement	62	35, allée de Hambourg, suite 111, Gatineau J9J 4J6
13. Laval	GARDERIE GEC-2 INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	22	4440A, boul. Samson, Laval H7W 2G9
16. Montérégie	LES OISEAUX DE LONGUEUIL	Changement de localisation permanente de l'établissement	73	310, chemin du Coteau-Rouge, Longueuil J4J 1X3
16. Montérégie	CENTRE ÉDUCATIF À CIEL OUVERT-VAUDREUIL-DORION	Changement de localisation temporaire de l'installation	18	101, Bill Durnan, Vaudreuil-Dorion J7V 0J6

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-67

La liste de toutes les garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2024-2025 ventilée par région. La liste doit inclure :

- a) Le nom de l’installation;
- b) Le nombre de places. Sur ce nombre, veuillez indiquer le nombre de places poupons;
- c) La raison;
- d) L’adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2024-2025, au 31 janvier 2025, 15 garderies non subventionnées (GNS) ont fermé et 8 ont été délocalisées ou ont déménagé.

L’information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-67

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places pouspons)	Date effective	Adresse actuelle
1. Bas-Saint-Laurent	SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE	Changement de localisation permanente de l'établissement	39 (0)	2024-06-20	714, boulevard Saint-Germain O., Rimouski G5L 3S4
5. Estrie	LA CASA TROPICAL LA MAISON DES ENFANTS	Changement de localisation permanente de l'installation	80 (15)	2024-08-05	120, rue des Améthystes, Saint-Denis-de-Brompton J0B 2P0
6. Montréal	G. ÉDUC. DES TRÉSORS DU PARC	Changement de localisation temporaire de l'établissement	80 (15)	2024-08-26	820, rue de Liège Ouest, Montréal H3N 1B4
6. Montréal	MES PREMIERS AMIS INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	52 (5)	2024-09-11	4260, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H1V 1X6
6. Montréal	ACADÉMIE ÉDUCATIVE LES LUTINS JOYEUX INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	60 (15)	2024-08-02	10500, boulevard Perras, Montréal H1C 2H7
6. Montréal	G. LUNEY TOONS	Révocation du permis	41 (11)	2023-10-31	1325, rue Cartier, Saint-Laurent H4L 2N6
6. Montréal	ÉCOLE PRÉ-SCOLAIRE ACADÉMIE DES MERVEILLES	Cessation des activités	77 (15)	2024-05-26	80, boulevard Brunswick, Dollard-des-Ormeaux H9B 2C5
6. Montréal	G. LE CHÂTEAU DES PETITS ANGES ABC INC.	Cessation des activités	18 (5)	2024-06-24	655, boulevard Décarie, Saint-Laurent H4L 3L3
6. Montréal	G. MAMYA	Cessation des activités	28 (10)	2024-06-28	6198, boulevard Monk, Montréal H4E 3H7
6. Montréal	G. MAGIQUE INC.	Cessation des activités	59 (0)	2023-09-15	6110, boulevard Gouin Ouest, Montréal H4J 1E8
6. Montréal	G. LES POUSSINS DU MONDE INC.	Non-renouvellement de permis	43 (5)	2024-03-07	6871, rue Hochelaga Est, Montréal H1N 1Y5
6. Montréal	LA MAISONNÉE DE SALABERRY, CENTRE ÉDUCATIF INC.	Cessation des activités	41 (10)	2024-06-30	1905, rue de Salaberry, Montréal H3M 1K5

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-67

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places pouspons)	Date effective	Adresse actuelle
6. Montréal	PRÉ-MATERNELLE INTERNATIONALE INC.	Cessation des activités	15 (0)	2019-06-01	9360, 5e Rue, suite 1, Montréal H1E 1K1
6. Montréal	G. CARMEL	Cessation des activités	80 (15)	2023-09-01	2305, rue Saint-Marc, Montréal H3H 2G9
6. Montréal	G. LES AMIS DE MEDA	Cessation des activités	43 (15)	2023-10-30	740, boulevard Décarie, Saint-Laurent H4L 3L5
6. Montréal	G. ÉDUC. DES TRÉSORS DU PARC	Cessation des activités	66 (10)	2024-11-27	820, rue de Liège Ouest, Montréal H3N 1B4
6. Montréal	G. ÉDUCATIVE DIAMANT VERT INC.	Cessation des activités	24 (0)	2024-11-18	3957, rue Masson, Montréal H1X 1T3
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 4	Non-renouvellement de permis	49 (15)	2024-01-06	5815, boulevard Léger, Montréal-Nord H1G 1K7
14. Lanaudière	LES PETITS Z'AMOURS INC.	Changement de localisation temporaire de l'établissement	80 (10)	2024-06-26	581, rue Notre-Dame, Repentigny J6A 2V1
15. Laurentides	GARDERIE ÉDUCATIVE LA PRINCESSE	Non-renouvellement de permis	63 (10)	2024-07-02	64, rue Turgeon, Sainte-Thérèse J7E 3H4
16. Montérégie	LA PETITE ÉCOLE VISION VARENNES INC	Changement de localisation temporaire de l'établissement	66 (0)	2024-11-06	100, boul. de la Marine, suite 100, Varennes J3X 2B1
16. Montérégie	GARDERIE LES OISEAUX DE LONGUEUIL 2	Changement de localisation permanente de l'installation	83 (15)	2024-12-04	2888, rue de Lyon, Longueuil J4L 3R2
17. Centre-du-Québec	GARD. NICKEL	Cessation des activités	24 (0)	2024-03-29	71, Place 21 Mars, Nicolet J3T 1E9

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-68

La liste de tous les services de garde ayant fermé depuis le 18 octobre 2018, en indiquant :

- a) La région;
- b) Le nom du service de garde éducatif;
- c) Le type de service de garde;
- d) L'adresse;
- e) Le nombre de places;
- f) Le délai donné au Ministère avant la fermeture;
- g) La raison de la fermeture;
- h) L'année de la fermeture.

Réponse

En 2024-2025, au 31 janvier 2025, il y a eu 15 fermetures de services de garde éducatifs à l'enfance, uniquement des garderies non subventionnées (GNS).

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-68

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
6. Montréal	G. LUNEY TOONS	GNS	1325, rue Cartier Saint-Laurent H4L 2N6	41	S.O.	Révocation du permis
6. Montréal	ÉCOLE PRÉ-SCOLAIRE ACADÉMIE DES MERVEILLES	GNS	80, boulevard Brunswick Dollard-des-Ormeaux H9B 2C5	77	Non	Cessation des activités
6. Montréal	G. LE CHÂTEAU DES PETITS ANGES ABC INC.	GNS	655, boulevard Décarie Saint-Laurent H4L 3L3	18	Non	Cessation des activités
6. Montréal	G. MAMYA	GNS	6198, boulevard Monk Montréal H4E 3H7	28	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	G. MAGIQUE INC.	GNS	6110, boulevard Gouin Ouest Montréal H4J 1E8	59	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	G. LES POUSSINS DU MONDE INC.	GNS	6871, rue Hochelaga Est Montréal H1N 1Y5	43	S.O.	Non-renouvellement de permis
6. Montréal	LA MAISONNÉE DE SALABERRY, CENTRE ÉDUCATIF INC.	GNS	1905, rue de Salaberry Montréal H3M 1K5	41	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	PRÉ-MATERNELLE INTERNATIONALE INC.	GNS	9360, 5 ^e Rue, suite 1 Montréal H1E 1K1	15	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	G. CARMEL	GNS	2305, rue Saint-Marc Montréal H3H 2G9	80	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	G. LES AMIS DE MEDA	GNS	740, boulevard Décarie Saint-Laurent H4L 3L5	43	Oui	Cessation des activités

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-68

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
6. Montréal	G. ÉDUC. DES TRÉSORS DU PARC	GNS	820, rue de Liège Ouest Montréal H3N 1B4	66	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	G. ÉDUCATIVE DIAMANT VERT INC.	GNS	3957, rue Masson Montréal H1X 1T3	24	Non	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 4	GNS	5815, boulevard Léger Montréal-Nord H1G 1K7	49	S.O.	Non-renouvellement de permis
15. Laurentides	GARDERIE ÉDUCATIVE LA PRINCESSE	GNS	64, rue Turgeon Sainte-Thérèse J7E 3H4	63	S.O.	Non-renouvellement de permis
17. Centre-du-Québec	GARD. NICKEL	GNS	71, Place 21 Mars Nicolet J3T 1E9	24	Non	Cessation des activités

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-69

Concernant les services de garde éducatifs qui n’ont pas respecté l’article 17 du règlement sur les services de garde éducatifs à l’enfance demandant un délai de 90 jours de préavis, veuillez nous fournir :

- a) Le nom de l’installation;
- b) La région;
- c) Le suivi effectué par le ministère avec le DPCP;
- d) La décision du DPCP;
- e) La pénalité payée par l’installation;
- f) Les sommes récupérées par le ministère suite aux paiements des pénalités.

Réponse

Cette disposition a été abrogée le 12 avril 2022 et l’article 30 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance a été modifié au même moment par l’ajout de l’obligation du préavis de 90 jours. Ce changement n’a cependant pas d’impact sur l’obligation générale de donner un préavis de 90 jours avant la cessation des activités.

Le tableau ci-dessous présente la liste des quatre services de garde éducatifs à l’enfance dont la fermeture a été enregistrée par le Ministère en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) et qui n’ont pas respecté l’obligation de donner un préavis de 90 jours. Il s’agit de quatre garderies non subventionnées. Parmi celles-ci, une a cessé ses activités au cours de l’exercice financier précédent, mais la fermeture n’a été enregistrée qu’en 2024-2025.

Au 31 janvier 2025, ces quatre garderies non subventionnées n’ont pas reçu de sanction pénale pour le non-respect du préavis de 90 jours puisqu’ils sont en enquête par le Ministère.

Région administrative	Nom du service de garde éducatif à l’enfance (SGEE)	Type de SGEE	Pénalité	Montant de la pénalité
6. Montréal	ÉCOLE PRÉ-SCOLAIRE ACADÉMIE DES MERVEILLES	GNS	Aucune	S. O.
6. Montréal	G. LE CHÂTEAU DES PETITS ANGES ABC INC.	GNS	Aucune	S. O.
6. Montréal	G. ÉDUCATIVE DIAMANT VERT INC.	GNS	Aucune	S. O.
17. Centre-du-Québec	GARD. NICKEL	GNS	Aucune	S. O.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-70

La liste des CPE localisés dans un édifice qui est sous la propriété d’un centre de services scolaire ou d’une commission scolaire qui a reçu un avis d’éviction depuis le 1^{er} janvier 2019. Veuillez nous indiquer, pour chacun des CPE visés :

- a) La date d’éviction prévue;
- b) La municipalité;
- c) Le nombre de places;
- d) L’accompagnement offert par le MFA au CPE pour relocaliser;
- e) Si le CPE a cessé ses activités, veuillez indiquer la date de fin des activités.

Réponse

En 2024-2025 (au 31 janvier 2025), une installation de centre de la petite enfance (CPE), située de façon permanente dans les locaux appartenant à un centre de services scolaire, a reçu un avis d’éviction :

CPE	Centre de services scolaire	Municipalité	Place	Date d'éviction
CPE St-Édouard	Centre de services scolaire de Montréal	Montréal	83	Été 2027 (la date exacte n’est pas encore connue)

Le Ministère surveille de près la situation de certains CPE locataires de centres de services scolaires, qui connaissent une importante hausse de loyers, des avis d’éviction et qui font parfois face à un processus d’aliénation d’immeubles excédentaires. Le Ministère s’assure alors de minimiser les impacts pour les familles afin d’éviter un bris de services. Des solutions pour chaque CPE visé par une éviction sont à l’étude et font l’objet de discussions avec les acteurs concernés.

Le CPE n’a pas cessé ses activités.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-71

Le nombre d’ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026, pour chacun des postes suivants :

- a) personnel éducateur formé;
- b) personnel éducateur non formé;
- c) commis-comptable;
- d) secrétaire-comptable;
- e) secrétaire;
- f) cuisinier;
- g) préposé à l’entretien ménager;
- h) conseiller pédagogique;
- i) gestionnaire de niveau 1;
- j) gestionnaire de niveau 2;
- k) gestionnaire de niveau 3;
- l) aide-éducatrice.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l’annexe 1 – Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l’enfance (SGEE).

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-72

En 2024-2025, le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) :

- a) En congé de maladie, par corps d'emploi, en 2024-2025.
- b) En arrêt de travail, par type d'arrêt et la moyenne de la durée d'un arrêt de travail.

Réponse

Les données sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance 2023-2024 (dernière année disponible) qui se trouve à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/Portrait-main-oeuvre-23-24.pdf>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-73

L'estimation de la masse salariale consacrée :

- a) Au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026;
- b) Au personnel administratif pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026. Fournir une estimation du nombre d'employés administratifs pour les mêmes années.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 1 – Données sur personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE).

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-74

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 1 – Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE).

Depuis leur création en 2006, le mode de financement des bureaux coordonnateurs (BC) n'a pas connu de changement majeur. Il est basé sur des modèles de financement selon le nombre de places visées par l'agrément.

Pour 2023-2024, dernière année disponible, le Ministère a versé 72,1 M\$ en allocations pour le budget de fonctionnement des BC.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-75

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

La réponse est disponible dans les Règles budgétaires pour l'exercice 2024-2025 - Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial qui se trouve à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-76

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 pour un projet pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l’étude des crédits 2025-2026. Le projet pilote pour la garde à horaires atypiques a pris fin en 2022-2023.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-77

Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information :

- a) Par région;
- b) Par type de service;
- c) Le nombre de places disponibles;
- d) Le nombre de places réellement occupées

Réponse

Vous pouvez consulter les données dans le rapport de situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-78

Veillez nous fournir le nombre d'installations temporaires autorisées par le ministère en indiquant :

- a) le nom de l'installation;
- b) le type d'installation;
- c) le nombre de places;
- d) la ville et la région;
- e) le montant décaissé par le ministère pour l'installation temporaire;
- f) la date d'ouverture de l'installation;
- g) la date prévue de la fin de l'installation temporaire;
- h) la date de fermeture de l'installation temporaire.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-79

Concernant le projet de CPE préfabriqué annoncé, annulé puis redémarré, veuillez nous indiquer la liste des CPE visés par le projet de préfabriqués en indiquant :

- a) le nombre de places;
- b) la ville, la région;
- c) le coût prévu;
- d) une copie du contrat conclu avec le fabricant;
- e) le coût final du projet;
- f) l'échéance du projet;
- g) la date de l'ouverture de l'installation ou la date prévue de l'ouverture de l'installation l'échéance du projet.

Réponse

Il est important de rappeler que le projet pilote de création d'une vitrine de CPE préfabriqués est distinct de l'initiative de l'AQCPE concernant la construction de 43 CPE en préfabriqué.

Le Ministère a procédé, à un appel d'intérêt auprès des fabricants de préfabriqués et auprès de tous les CPE indépendamment du projet initial.

En date du 31 janvier 2025, 12 CPE se sont montrés intéressés à réaliser un projet de CPE préfabriqué dont les espaces permettraient un potentiel de 1 070 places. Le coût préliminaire pour l'ensemble de ces projets, selon les enveloppes du programme de financement des infrastructures, pourrait varier entre 46 M\$ et 52 M\$ en excluant l'acquisition et la préparation du terrain.

Les projets et les CPE sont confirmés lors de la signature du contrat de construction avec le fabricant soit après l'acquisition des terrains et la conception du projet.

Le 13 décembre 2024, le CPE PASSE LACET a signé un contrat de construction avec le fabricant RCM modulaire pour son projet de 52 places dont la livraison est prévue en juillet 2025.

Le Ministère n'étant pas partie prenante au contrat, celui-ci n'est pas en mesure de partager les contrats conclus entre des CPE et des fabricants.

Le coût final de la vitrine sera connu au terme du projet pilote.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Depuis l’adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant :

- a) Le nom du service de garde;
- b) Le type de service de garde;
- c) Le nombre de places ajoutées;
- d) Le nombre de places total;
- e) Pour les CPE, veuillez nous indiquer les investissements faits pour les travaux effectués (agrandissement, réaménagement, etc.);
- f) La date de l’ajout.

Réponse

Voici la liste des services de garde (centres de la petite enfance (CPE), garderie subventionnée (GS) et garderie non subventionnée (GNS)) qui ont augmenté le nombre de places au permis en 2024-2025 au 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
Les Services de Garde La Farandole	8	50	2025-01-06	121 894 \$	CPE
CPE "LES P'TITS FLOTS" INC.	10	70	2024-09-09	151 052 \$	CPE
CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	8	29	2024-04-15	157 998 \$	CPE
CPE PITATOU	5	60	2024-11-13	1 008 358 \$ (financement total pour l'ajout de 21 places)	CPE
GARDERIE SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE	39	78	2024-06-20	S. O.	GNS
CPE AU PAYS DES LUTINS	3	76	2024-08-26	58 639 \$	CPE
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE CROQUE-LUNE	5	65	2024-10-28	86 676 \$	CPE
G. LES MINIS AMOURS INC.	15	87	2024-07-26	S. O.	GS
CPE TROTTE-MENU INC.	4	67	2024-04-08	2 719 548 \$ (financement total pour la relocalisation de 63 places et l'ajout de 4)	CPE
G. LA MAISON DES ÉTOILES INC.	5	65	2024-07-24	S. O.	GS
G. LEURS PREMIERS PAS	3	33	2024-04-25	S. O.	GS
CPE L'ASCENSION DES TOUT-PETITS	5	36	2024-05-17	1 679 952 \$ (installation temporaire) Financement actuellement autorisé pour 31 places	CPE
CPE AUETISSATSH	8	96	2024-11-12	1 193 466 \$ (financement total pour l'ajout de 30 places incluant les 8 places additionnelles)	CPE

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE La Grange aux Lutins	13	55	2024-08-26	Installation temporaire	CPE
CPE La Grange aux Lutins	13	55	2024-10-15	Installation temporaire	CPE
CPE LES PETITS CAILLOUX INSTALLATION ST-AMBROISE	21	21	2024-11-18	195 364 \$	CPE
CPE LA RIBAMBELLE	19	96	2024-08-26	1 123 305 \$	CPE
CPE COURI-COURETTE	10	78	2024-09-30	875 071 \$ (financement pour les 18 places)	CPE
CPE COURI-COURETTE	8	78	2024-09-30		CPE
CPE LA BOUGEOTTE	27	91	2024-08-12	521 157 \$	CPE
CPE LES PTITS PAPILLONS	2	82	2024-05-13	Aucun financement	CPE
CPE PIGNONS SUR RUE	36	75	2024-09-30	2 399 840 \$	CPE
G. ÉDUCATIVE LES RAYONS DE SOLEIL	8	91	2024-09-09	S. O.	GS
CPE LA PELUCHE	2	70	2024-08-26	Aucun financement supplémentaire	CPE
G. UN JEU D'ENFANT (VAL-BÉLAIR)	20	100	2024-09-03	S. O.	GS
G. DE CHARLESBOURG 2	15	80	2024-07-08	S. O.	GS
G. AUX PETITES BRINDILLES	5	24	2024-09-30	S. O.	GS
GARDERIE LA MAISON BOÎTE À SURPRISES INC.	10	72	2024-08-26	S. O.	GS
G. LA MAISON DES ENFANTS INC.	20	100	2024-05-06	S. O.	GNS
PETITE ÉCOLE ABC INC.	36	89	2024-08-05	S. O.	GNS

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
G. LA MAISON DES ENFANTS INC.	20	100	2024-05-06	S. O.	GNS
CPE LE MANÈGE DES TOUT-PETITS	21	44	2024-08-26	958 051 \$	CPE
CPE CHEZ LES AMIS INC.	5	67	2024-09-23	332 256 \$	CPE
CPE SAUTE-CRAPAUD	8	70	2024-08-26	Aucun financement	CPE
LA CIGOGNE, CENTRE DE RESSOURCES FAMILIALES INC.	5	83	2024-07-02	S. O.	GS
CPE "CHEZ TANTE JULIETTE" INC.	8	44	2024-08-26	Aucun financement	CPE
CPE LA PETITE BOTTINE	10	10	2024-05-13	Installation temporaire	CPE
CPE WHITESIDE TAYLOR	15	80	2025-01-27	430 594 \$	CPE
CPE "LES COPAINS D'ABORD DE MONTRÉAL"	2	83	2024-07-08	3 679 574 \$ (financement total pour la relocalisation de 80 places et l'ajout de 3)	CPE
CPE "LES COPAINS D'ABORD DE MONTRÉAL"	1	83	2024-07-08		CPE
CPE JARDIN DE FRUITS INC.	48	100	2024-04-29	2 078 946 \$ (financement total pour la relocalisation de 52 places et l'ajout de 48)	CPE
G. MONTESSORI "LES JARDINS DE L'AVENIR"	5	60	2024-08-12	S. O.	GS
CPE LA VOUTE ENCHANTEE	2	58	2024-05-27	Aucun financement	CPE
CPE ST-ÉDOUARD	3	83	2024-04-29	Aucun financement	CPE

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
G. PAPILLON	15	90	2024-07-02	S. O.	GS
G. SÉSAME INC.	15	95	2024-07-08	S. O.	GS
CENTRE ÉDUCATIF MAINS DANS LA MAIN INC.	5	75	2024-08-12	S. O.	GS
AU PETIT ROYAUME DES ENFANTS	10	63	2024-08-19	S. O.	GS
G. LES PETITS JOYEUX APPRENTIS	5	65	2024-06-18	S. O.	GS
CPE LA VOUTE ENCHANTEE	1	58	2024-05-27	Aucun financement	CPE
G. ÉDUC. LES PTITS COEURS DE LORRAIN	8	88	2024-09-20	S. O.	GS
CPE ARLEQUIN ET COLOMBINE	15	75	2024-09-03	924 351 \$	CPE
CPE SACHIDUN	34	64	2024-06-06	5 650 193 \$ (indice régional de modulation de 4)	CPE
CPE SACHIDUN	1	64	2024-07-18		CPE
CPE AU BOISÉ	2	2	2024-08-26	Installation temporaire	CPE
CPE QULLIAPIK	1	30	2024-04-01	Aucun financement	CPE
CPE CALOU	29	65	2024-08-26	1 704 722 \$	CPE
CPE JOLIBOIS	16	68	2024-08-26	Aucun financement	CPE
CPE "LA BECQUÉE" - INS DE SAINTE-HÉNÉDINE	10	62	2024-12-16	2 474 153 \$ (financement total pour la construction d'une installation de 62 places)	CPE
LA PETITE ÉCOLE VISION BEAUCE	5	65	2024-10-07	S. O.	GNS

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE JEANNOT	1	81	2024-04-16	Aucun financement	CPE
CPE YOUPI	2	78	2024-04-23	Aucun financement	CPE
CPE CHAPEAUX RONDS ET BOTTILLONS	5	82	2024-09-03	102 009 \$ (financement total pour l'ajout de 7 places)	CPE
G. CIEL BLEU INC.	10	71	2024-09-09	S. O.	GS
CPE PIROUETTE PROJET INSTALLATION 4	3	26	2024-09-06	Installation temporaire	CPE
G. PALAIS DES P'TITS PRODIGES INC.	6	100	2024-08-05	S. O.	GS
G. LES POUSSINS DE LUNE DE TERREBONNE INC.	15	100	2024-05-13	S. O.	GS
G. LES POUSSINS DE LUNE DE TERREBONNE INC.	5	100	2024-05-13	S. O.	GS
CHÂTEAU DES PETITS TRÉSORS	15	100	2024-10-15	S. O.	GS
CHÂTEAU DES PETITS TRÉSORS	5	100	2024-10-15	S. O.	GS
CPE LES PETITS MANITOUS	3	83	2024-06-17	Aucun financement	CPE
CPE TOURNESOL INC.	13	93	2024-09-03	4 127 999 \$ (financement total pour la construction d'une installation de 93 places dont 13 en ajout)	CPE
G. ÉDUC. LA FÉE DES ÉTOILES INC.	37	74	2024-12-02	S. O.	GNS

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE L'AMIBULLE - INSTALLATION DES SEMAILLES	8	68	2024-10-10	93 725 \$	CPE
CPE LA RUCHE MAGIQUE INC.	15	95	2024-11-04	Aucun financement	CPE
C.P.E. DU JARDIN FLEURI	36	80	2024-08-26	1 147 131 \$	CPE
LES PETITS BOUBOU INC.	9	59	2024-07-05	S. O.	GS
CPE LES PETITS MOUSSES	10	70	2024-10-07	133 780 \$	CPE
COIN DES LUTINS, ST-ZOTIQUE II	10	80	2024-09-09	S. O.	GS
CPE MAFAMIGARDE	8	47	2024-08-26	100 886 \$	CPE
GARDERIE MAISON DES PETITES FLEURS	10	95	2024-12-02	S. O.	GS
G. LES PETITS GÉNIES AU BERCEAU 2016 INC.	10	90	2024-07-15	S. O.	GS
GARDERIE MARILIE	24	100	2024-08-20	S. O.	GS
LE P'TIT MONDE DE PEGGY 3	2	80	2024-06-21	S. O.	GS
L'ÉTINCELLE D'ÉNERGIE	10	90	2024-12-05	S. O.	GS
LES ENFANTS DE L'ILE	10	90	2024-11-11	S. O.	GS
LES MOUSSAILLONS S.B.L. INC.	12	92	2024-07-15	S. O.	GNS
LE P'TIT MONDE DE PEGGY 3	78	80	2024-05-13	S. O.	GS

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Nom service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE SUR UNE PATTE	8	88	2024-08-19	Aucun financement	CPE
CPE LA MARELLE DES BOIS-FRANCS	5	57	2025-01-06	Aucun financement	CPE
CPE HOPLAVIE	5	70	2024-11-25	938 396 \$ (financement total pour l'ajout de 21 places dont 16 sont déjà sous permis)	CPE
LES SERVICES DE GARDE LA PETITE ÉCOLE INC.	13	52	2024-08-26	187 008 \$	CPE
CPE LA MARELLE DES BOIS-FRANCS (installation différente que celle mentionnée précédemment)	5	55	2024-08-26	Aucun financement	CPE
CPE DE ENFANCE GRIPETTE.	10	10	2024-08-26	Installation temporaire	CPE
GARDERIE LES FRIMOUSSES	5	49	2024-10-03	S. O.	GS
LES PETITES MACHINES	5	85	2024-06-02	S. O.	GS
Le CPE Grand-Mère Douceur	18	98	2025-01-06	1 316 718 \$	CPE
GARDERIE LE MOUTON ROSE	16	40	2024-11-25	S. O.	GNS

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-81

Concernant le projet Accessibilité et équité (Projet A du Programme AESG : Accès équitable à un service de garde), fournir pour 2024-2025 :

- a) Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);
- b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
- c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;
- d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
- e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
- f) État d'avancement;
- g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Réponse

- a) et f) L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible dans le site Internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

- b) et c) L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers>

- e) L'information est disponible sur le site Internet dédié au portail d'inscription au service de garde à l'adresse suivante :

<https://consultation.quebec.ca/processes/cacommeceici>

- d) et g) Les questions ne sont pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-82

Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le Grand chantier pour les familles qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d’ici 2024-2025, dont 1,8 G\$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, pour chacune des 45 actions prévues dans le plan :

- a) l’état d’avancement de la mesure;
- b) les sommes prévues en 2024-2025;
- c) les sommes totales investies en 2024-2025 par mesure, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu’à 2025-2026.

Réponse

- a) L’ensemble des mesures prévues au Grand chantier pour les familles sont en cours de réalisation et certaines sont terminées.

Mesures (en millions de dollars)	Dépenses probables 2024-2025
OBJECTIF 1 : Créer suffisamment de places pour répondre aux besoins des familles	369,3
OBJECTIF 2 : Contribuer à une plus grande équité financière entre les familles	455,4
OBJECTIF 3 : Accroître l’efficacité du réseau pour mieux le développer	27,7
OBJECTIF 4 : Consolider le milieu familial	151,8
OBJECTIF 5 : Assurer la présence d’une main-d’œuvre qualifiée en nombre suffisant	587,8
OBJECTIF 6 : Remettre l’égalité des chances au cœur de notre action	12,4

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-83

Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 :

- a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région;
- b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région;
- c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région;
- d) Les cibles pour 2025-2026 et 2026-2027 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.

Réponse

- a), b) et c) Veuillez consulter les données disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance, éditions 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/publications#c293517>

- d) La cible d'embauche établie dans le cadre de l'Opération Main-d'œuvre (OPMO), jusqu'au 31 mars 2026, est de 18 000 éducatrices et éducateurs de la petite enfance et la qualification en emploi d'un total de 7 000 éducateurs ou éducatrices de la petite enfance.
-

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-84

Le Grand chantier pour les familles prévoit l'ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer :

- a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilée par région, en indiquant :
 - i. le nombre de places par projet;
 - ii. le type de service de garde (CPE, GS);
 - iii. la date prévue d'ouverture de l'installation.
- b) Les cibles visées par le Ministère concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilées par région.

Réponse

- a) La liste complète des projets autorisés par la ministre dans le cadre de l'appel de projets en continu (lots 1 à 10) est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/developpement-du-reseau/appels-de-projets/Pages/appel-de-projets-en-continu.aspx>

Pour ce qui est des dates d'ouverture des installations, celles-ci peuvent être consultées dans la liste des projets en réalisation publiée à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/Liste-projets-en-realisation.xlsx>

- b) Le Ministère n'a pas établi de cible concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-85

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, veuillez nous indiquer :

- a) La liste des CPE ouverts en indiquant :
 - i. Le nombre de places ;
 - ii. La ville;
 - iii. La région;
 - iv. La circonscription électorale;
 - v. Le délai de création de places à partir de l'attribution du projet jusqu'à l'ouverture de l'installation (en mois);
- b) La liste des garderies subventionnées ouvertes en indiquant :
 - i. Le nombre de places;
 - ii. La ville;
 - iii. La région;
 - iv. La circonscription électorale.
- c) La liste des garderies privées non subventionnées ouvertes en indiquant;
 - i. Le nombre de places;
 - ii. La ville;
 - iii. La région;
 - iv. La circonscription électorale.
- d) La liste des projets de garderies non subventionnées converties en places subventionnées en indiquant la proportion le nombre de places et le type de conversion (GS ou CPE);
- e) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Sur ce nombre, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places, par région;
- f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1^{er} avril 2024;
- g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2025.

Réponse

a), b), c), d), e) et g) Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

f) Au 31 janvier 2025, il y a un total de 72 209 places en milieu familial. Il s'agit d'une variation nette de place positive de 428 places, comparativement au 31 mars 2024. La variation nette tient compte de l'ensemble des modifications à l'offre de place en milieu familial, notamment les nouvelles reconnaissances, les fins de reconnaissance et les reconnaissances suspendues.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, il y a eu 6 657 nouvelles places brutes liées aux nouvelles demandes de reconnaissance. Sur ce nombre :

- 1 218 places sont liées aux nouvelles demandes de reconnaissance de la part d'une personne non reconnue (PNR). De ce nombre, 1 021 places étaient déjà offertes par les PNR avant leur reconnaissance.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-86

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, veuillez nous indiquer :

- a) Le nombre de places fermées en CPE;
- b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées;
- c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées;
- d) Le nombre de places fermées en milieu familial;

Réponse

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :

- a) 13 places fermées en centres de la petite enfance;
 - b) 5 places fermées en garderies subventionnées;
 - c) 725 places fermées en garderies non subventionnées;
 - d) 4 859 places liées aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial dont la reconnaissance a pris fin;
-

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-87

Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d'en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d'ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région.

Réponse

La mesure a pris fin le 31 mars 2023. 106 éducatrices retraitées ont pu se prévaloir de la mesure pour 2021-2022 et 2022-2023. Le Ministère ne dispose pas des données ventilées par région.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-88

Veillez indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial en 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

Réponse

Le nombre de places offertes en milieu familial est disponible à la page Statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance de Québec.ca :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-89

Veillez nous fournir, pour 2024-2025, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de nouvelles places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.

Réponse

Au 31 janvier 2025, il y a un total de 72 209 places en milieu familial. Il s'agit d'une variation nette de place positive de 428 places, comparativement au 31 mars 2024. La variation nette tient compte de l'ensemble des modifications à l'offre de place en milieu familial, notamment les nouvelles reconnaissances, les fins de reconnaissance et les reconnaissances suspendues.

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, il y a eu 6 657 nouvelles places brutes liées aux nouvelles demandes de reconnaissance. Sur ce nombre :

- 1 218 places sont liées aux nouvelles demandes de reconnaissance de la part d'une personne non reconnue (PNR). De ce nombre, 1 021 places étaient déjà offertes par les PNR avant leur reconnaissance.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-90

Veillez indiquer le nombre de services de garde en milieu familial reconnu qui ont fermé leur installation en 2024-2025, ventilé par région en indiquant le nombre de places.

Réponse

Nombre de personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (subventionnées et non subventionnées) dont la reconnaissance a pris fin et nombre de places liées aux fins de reconnaissance, par région administrative, entre le 1 ^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025		
Région administrative	Nombre de RSGE dont la reconnaissance a pris fin	Nombre de places liées aux RSGE dont la reconnaissance a pris fin
1. Bas-Saint-Laurent	37	224
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	51	301
3. Capitale-Nationale	70	413
4. Mauricie	32	198
5. Estrie	77	441
6. Montréal	50	342
7. Outaouais	45	291
8. Abitibi-Témiscamingue	23	136
9. Côte-Nord	12	68
10. Nord-du-Québec	7	24
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	22	136
12. Chaudière-Appalaches	74	423
13. Laval	24	162
14. Lanaudière	43	287
15. Laurentides	71	421
16. Montérégie	124	771
17. Centre-du-Québec	37	221
Ensemble des régions	799	4 859
* Référence : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2025.		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-91

Veillez nous fournir le nombre de personnes responsables d’un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2024-2025. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.

Réponse

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 150 personnes non reconnues ont obtenu une reconnaissance à titre de personne responsable d’un service de garde éducatif en milieu familial et ont demandé des places subventionnées. Le Ministère ne reçoit pas l’information concernant le nombre de demandes refusées.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-92

Veillez nous indiquer combien de personnes responsables d’un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2024-2025. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.

Réponse

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 40 personnes non reconnues ont obtenu une reconnaissance à titre de personne responsable d’un service de garde éducatif en milieu familial et n’ont pas demandé de place subventionnée. Le Ministère ne reçoit pas l’information concernant le nombre de demandes refusées.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-93

Veillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de RSGE ayant profité de l’aide au démarrage de 3 500 \$ annoncée au printemps 2021. Veillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Les dernières données disponibles portent sur l’année 2023-2024 dans le cadre de la collecte de données pour la production du Rapport d’activité 2023-2024. Selon la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance, les services de garde éducatifs à l’enfance ont jusqu’au 30 juin de chaque année pour transmettre un rapport de leurs activités de l’année précédente au Ministère.

Nombre de personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ayant bénéficié d’un incitatif financier visant le recrutement de personnes aptes à être reconnues comme RSGE (instruction n° 4), par région administrative, entre le 1 ^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024	
Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 500 \$
1. Bas-Saint-Laurent	60
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	69
3. Capitale-Nationale	111
4. Mauricie	72
5. Estrie	114
6. Montréal	78
7. Outaouais	67
8. Abitibi-Témiscamingue	34
9. Côte-Nord	14
10. Nord-du-Québec	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16
12. Chaudière-Appalaches	123
13. Laval	39
14. Lanaudière	122
15. Laurentides	143
16. Montérégie	226
17. Centre-du-Québec	91
* Référence : Collecte de données dans le cadre du Rapport d’activités 2023-2024.	

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Veuillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de RSG ayant obtenu 6 000 \$ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Les dernières données disponibles portent sur l’année 2023-2024 dans le cadre de la collecte de données pour la production du Rapport d’activité 2023-2024. Selon la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance, les services de garde éducatifs à l’enfance ont jusqu’au 30 juin de chaque année pour transmettre un rapport de leurs activités de l’année précédente au Ministère.

Nombre de personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ayant bénéficié d’un incitatif financier maximal de 6 000 \$ pour le maintien de sa reconnaissance à 9 places en continu pendant une période déterminée (instruction n° 3), par région administrative, entre le 1 ^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024		
Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 \$ au cours de la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre 2023	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 \$ au cours de la période du 1 ^{er} octobre 2023 au 31 mars 2024
1. Bas-Saint-Laurent	34	29
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	65	60
3. Capitale-Nationale	118	119
4. Mauricie	70	59
5. Estrie	96	99
6. Montréal	441	444
7. Outaouais	108	137
8. Abitibi-Témiscamingue	23	19
9. Côte-Nord	6	5
10. Nord-du-Québec	2	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10	11
12. Chaudière-Appalaches	81	79
13. Laval	142	128
14. Lanaudière	155	157
15. Laurentides	134	145
16. Montérégie	253	266
17. Centre-du-Québec	69	66
* Référence : Collecte de données dans le cadre du Rapport d’activités 2023-2024.		

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Veillez nous indiquer, pour 2024-2025, le nombre de places additionnelles disponibles suite à l’allègement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l’école s’ils ne sont présents que pour de courtes périodes.

Réponse

Le Ministère ne détient pas la donnée sur le nombre de places additionnelles disponibles à la suite de l’introduction de l’article 53.1 à la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous dire :

- a) La liste des projets pilotes mis en place depuis l’annonce et indiquer :
- b) La ville et la région;
- c) Le nombre de places;
- d) La date d’ouverture et la date de fin si le projet est terminé;
- e) Le partenariat avec la communauté.
- f) Combien de responsables de services de garde éducatifs travaillent dans un projet-pilote, ventilé par région;
- g) Combien de responsables de services de garde éducatifs ont transféré de leur milieu familial à un projet pilote;
- h) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.

Réponse

a) à e) En date du 31 janvier 2025, 204 projets sont en activité dans le cadre du projet pilote de responsables d’un service de garde éducatif en communauté et en entreprise (Projet pilote) et 20 projets ont cessé leurs activités. Les projets en activité offrent un total de 2 025 places.

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
1. Bas-Saint-Laurent	Squatec	12	2022-06-06	Municipalité
	Rivière-du-Loup	6	2022-06-27	Aucun
	Biencourt	6	2022-09-06	Municipalité
	Lac-des-Aigles	12	2022-09-06	Municipalité
	Matane	12	2023-01-03	Établissement santé services sociaux
	Notre-Dame-des-neiges	12	2023-01-16	Municipalité
	Saint-Narcisse-de-Rimouski	6	2023-02-06	Municipalité
	Saint-Clément	12	2023-02-20	Municipalité
	Saint-Honoré-de-Témiscouata	6	2023-05-01	Municipalité
	Saint-Joseph-de-Kamouraska	6	2023-05-01	Municipalité
	Saint-Juste-du-Lac	12	2023-05-29	Municipalité
	Sainte-Angèle-de-Mérici	12	2023-07-25	Municipalité
	Price	12	2023-08-07	Municipalité
	Saint-Pacôme	12	2023-08-21	Municipalité
	Rimouski	12	2023-09-05	Entreprise
	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	6	2023-09-05	Aucun
	Saint-Marc-du-Lac-Long	-	2023-11-20 au 2024-01-26	Municipalité
	Squatec	6	2023-11-20	Municipalité
	Rimouski	9	2024-03-11	Aucun
	Saint-Adelme	6	2024-04-02	Organisme communautaire
	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	12	2024-04-08	Municipalité
	Saint-Onésime-d'Ixworth	6	2024-05-01	Municipalité
	Dégelis	12	2024-05-06	Municipalité
	La Pocatière	12	2024-06-17	Entreprise

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Fulgence-1	12	2022-06-22	Municipalité
	Saguenay (Jonquière)	9	2022-07-11	Aucun
	Saguenay (Jonquière)	9	2022-08-01	Aucun
	Saguenay (Jonquière)	-	2022-08-29 au 2023-06-16	Aucun
	Larouche	12	2023-01-03	Municipalité
	Saguenay (Chicoutimi)	12	2023-02-06	Entreprise
	Saint-Thomas-Dydime	12	2023-02-13	Municipalité
	Saguenay (Chicoutimi)	12	2023-03-06	Entreprise
	Dolbeau-Mistassini	12	2023-03-27	Entreprise
	Saint-Ambroise	9	2023-07-03	Aucun
	Saguenay (Chicoutimi)	12	2023-09-05	Organisme communautai re
	Roberval	6	2023-09-05	Entreprise
	Saguenay (Chicoutimi)	12	2023-10-02	Entreprise
	Rivière Éternité	12	2023-10-02	Municipalité
	Saguenay (Chicoutimi)	12	2023-10-02	Entreprise
	Saint-Ambroise	12	2023-10-23	Entreprise
	Alma	-	2023-11-07 au 2024-08-01	Aucun
	Saguenay (La Baie)	9	2023-11-08	Entreprise
	Saguenay (Jonquière)	9	2023-11-13	Aucun
	Saint-Félicien	12	2023-12-04	Organisme communautai re
	Saguenay (Chicoutimi)	9	2024-01-08	Aucun
	Saint-Ambroise	12	2024-02-05	Entreprise
	Saint-Stanislas	9	2024-03-11	Aucun
	Lac Ministuk	9	2024-03-25	Aucun
	Alma	12	2024-04-08	Entreprise
	Hébertville	6	2024-05-14	Municipalité
	Dolbeau-Mistassini	12	2024-06-10	Entreprise
	Albanel	12	2024-06-25	Municipalité
	Saguenay (La Baie)	12	2024-08-06	Entreprise
	Saguenay (Jonquière)	9	2024-08-12	Aucun
	Saguenay (Jonquière)	9	2024-09-02	Aucun
	Dolbeau-Mistassini	6	2024-10-07	Entreprise
	Labrecque	9	2024-10-07	Aucun
	Hébertville	6	2024-11-05	Municipalité
	Alma	12	2024-11-18	Entreprise
3. Capitale-Nationale	Pont-Rouge	12	2022-08-15	Municipalité
	Pont-Rouge	9	2022-08-22	Municipalité
	Saint-Raymond	12	2022-08-22	Municipalité
	Sainte-Christine d'Auvergne	12	2022-11-28	Municipalité
	Petite-Rivière-St-François	-	2022-12-12 au 2023-11-09	Municipalité
	Portneuf	12	2023-01-09	Municipalité
	Québec	12	2023-01-22	Entreprise

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
	Saint-Léonard de Portneuf	12	2023-03-13	Organisme communautaire
	Saint-François-de-L’Île-d'Orléans	12	2023-06-12	Municipalité
	Portneuf	12	2023-06-19	Établissement santé services sociaux
	Pont-Rouge	12	2023-06-26	Municipalité
	Québec	-	2023-07-07 au 2023-09-29	Entreprise
	Saint-Hilarion	12	2023-08-11	Municipalité
	La Malbaie	12	2023-09-11	Établissement santé services sociaux
	Québec	6	2023-09-11	Aucun
	Saint-Casimir	12	2023-09-25	Municipalité
	Château-Richer	12	2023-11-27	Entreprise
	Saint-Tite-des-Caps	12	2024-01-02	Organisme communautaire
	Québec	-	2024-05-13 au 2024-10-16	Aucun
	Québec	6	2024-06-17	Aucun
	Québec	12	2024-06-25	Entreprise
	Québec	9	2024-07-15	Aucun
	Québec	6	2024-09-03	Entreprise
4. Mauricie	Shawinigan	12	2024-08-26	Organisme communautaire
5. Estrie	Lac-Brome	12	2022-10-24	Municipalité
	Sutton	12	2023-01-04	Municipalité
	Stratford	6	2023-04-03	Municipalité
	Freighsburg	12	2023-04-11	Municipalité
	Magog	6	2023-06-05	Municipalité
	Val-Racine	6	2023-09-05	Municipalité
	Stornoway	12	2023-11-06	Municipalité
	Ayer's Cliff	12	2024-01-08	Municipalité
	Cowansville	6	2024-04-02	Entreprise
	West Brome	6	2024-11-04	Aucun
	Sainte-Camille	9	2025-01-13	Aucun
6. Montréal	Montréal	-	2022-08-22 au 2023-09-30	Aucun
	Montréal	-	2022-11-06 au 2023-06-30	Aucun
	Montréal	6	2023-03-01	Aucun
	Montréal	6	2023-08-14	Établissement éducation
	Montréal	-	2023-08-28 au 2023-09-15	Aucun

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
7. Outaouais	Messines	12	2022-08-15	Municipalité
	Cantley	6	2023-08-28	Aucun
	Cayamant	12	2024-01-29	Municipalité
	Gatineau	9	2024-07-08	Aucun
	Saint-André-Avellin	-	2024-09-30 au 2024-11-11	Aucun
	Gatineau	9	2024-12-09	Aucun
8. Abitibi-Témiscamingue	Poularies	12	2022-08-29	Municipalité
	Ville-Marie	6	2022-09-12	Établissement éducation
	Palmarolle	12	2022-09-24	Municipalité
	La Sarre	6	2022-10-31	Établissement éducation
	La Sarre	12	2022-12-05	Organisme communautaire
	La Sarre	12	2023-01-04	Municipalité
	Val-d'Or	12	2023-04-17	Établissement éducation
	La Sarre	12	2023-06-19	Organisme communautaire
	Rouyn-Noranda	12	2023-09-05	Établissement santé services sociaux
	Taschereau	12	2023-09-05	Municipalité
	Béarn	12	2023-09-18	Municipalité
	Barraute	12	2024-08-23	Établissement éducation
	La Sarre	12	2024-11-01	Entreprise
	Trecesson	9	2024-11-25	Aucun
9. Côte-Nord	Baie-Comeau	6	2022-10-03	Établissement éducation
	Baie-Comeau	12	2023-08-28	Établissement éducation
	Aguanish	6	2023-11-13	Municipalité
	Gros Mécatina	6	2023-11-20	Municipalité
	Havre-Saint-Pierre	6	2024-09-23	Organisme communautaire
	Sept-Îles	12	2024-10-29	Établissement éducation
10. Nord-du-Québec	-	-	-	-
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Saint-François d'Assise	6	2022-12-12	Municipalité
	Paspébiac	12	2023-09-05	Municipalité
	Cap-aux-Meules	12	2023-11-13	Établissement santé services sociaux
	Matapédia	6	2024-03-11	Établissement éducation
	Nouvelle	12	2024-04-29	Municipalité
	Val-d'Espoir	12	2024-10-08	Municipalité

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
12. Chaudière-Appalaches	Irlande	12	2022-08-24	Organisme communautaire
	Saint-Bernard	12	2022-09-06	Entreprise
	Saint-Anselme-de-Bellechasse	12	2022-09-12	Municipalité
	Saint-Odilon de Cranbourne	12	2022-09-26	Municipalité
	Saint-Just-de-Bretenières	12	2022-10-03	Municipalité
	Sainte-Lucie de Beauregard	-	2022-10-03 au 2023-09-01	Municipalité
	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	12	2022-10-10	Municipalité
	Saint-Nérée de Bellechasse	-	2022-12-05 au 2023-09-15	Municipalité
	Scott	-	2023-01-03 au 2024-07-26	Entreprise
	Saint-Appolinaire	6	2023-01-09	Organisme communautaire
	Saint-Séverin	12	2023-02-27	Municipalité
	Saint-Philibert	12	2023-05-01	Municipalité
	Saint-Janvier-de-Joly	12	2023-05-15	Municipalité
	Saint-Bernard	12	2023-06-19	Municipalité
	Saint-Sylvestre	12	2023-06-21	Municipalité
	Saint-Agapit	6	2023-07-17	Aucun
	Sainte-Croix	6	2023-08-07	Aucun
	Lévis	6	2023-09-01	Établissement santé services sociaux
	Sainte-Clotilde	12	2023-09-05	Municipalité
	Saint-Philémon	12	2023-09-05	Municipalité
	Tring-Jonction	12	2023-09-11	Municipalité
	Sainte-Claire	12	2024-01-08	Municipalité
	Lévis	12	2024-02-01	Organisme communautaire
	Sainte-Justine	12	2024-04-02	Municipalité
	Notre-Dame-du-Rosaire	12	2024-04-08	Municipalité
	Lévis	6	2024-04-09	Entreprise
	Saint-Pierre-de-Broughton	6	2024-06-17	Municipalité
	Saints-Anges	6	2024-09-03	Municipalité
	Thetford Mines	12	2024-09-03	Municipalité
13. Laval	Laval	9	2024-11-01	Aucun
	Laval	9	2025-01-16	Aucun
14. Lanaudière	Joliette	12	2023-09-23	Organisme communautaire
	Notre-Dame-des-Prairies	9	2024-10-07	Aucun
15. Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	9	2022-09-01	Aucun
	Sainte-Adèle	12	2022-09-02	Établissement santé services sociaux

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	9	2022-09-06	Aucun
	Mirabel	-	2022-11-28 au 2023-08-22	Aucun
	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	12	2023-01-09	Municipalité
	Amherst	12	2023-04-03	Municipalité
	Val-des-Lacs	9	2023-04-03	Aucun
	Val-Morin	9	2023-04-03	Aucun
	Sainte-Adèle	12	2023-05-08	Entreprise
	Val-des-Lacs	9	2023-07-03	Municipalité
	Ferme-Neuve	6	2023-07-17	Municipalité
	Blainville	12	2023-07-31	Établissement santé services sociaux
	Mont-Laurier	6	2023-09-05	Aucun
	Mont-Laurier	12	2023-09-05	Municipalité
	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	12	2023-09-05	Municipalité
	Bois-des-Filion	6	2023-09-07	Aucun
	Mont-Laurier	9	2023-10-30	Aucun
	Piedmont	12	2023-11-06	Municipalité
	L'Ascension	12	2024-01-03	Municipalité
	Brébeuf	12	2024-02-05	Municipalité
	Mont-Blanc	6	2024-02-26	Municipalité
	Mirabel	6	2024-07-29	Aucun
	Sainte-Agathe-des-Monts	12	2024-08-12	Établissement éducation
	Saint-Hippolyte	9	2024-09-01	Aucun
	Sainte-Adèle	6	2024-11-04	Entreprise
16. Montérégie	Longueuil	9	2022-11-14	Aucun
	Longueuil	-	2023-02-23 au 2024-01-30	Aucun
	Sainte-Julie	9	2023-03-06	Aucun
	Saint-Hyacinthe	12	2023-05-01	Entreprise
	Saint-Amable	-	2023-06-12 au 2024-06-12	Aucun
	Saint-Antoine-sur-Richelieu	12	2023-07-10	Municipalité
	Boucherville	12	2023-08-07	Entreprise
	Coteau-du-Lac	-	2023-09-05 au 2024-01-05	Entreprise
	Sorel-Tracy	12	2024-07-22	Entreprise
	Sainte-Hélène-de-Bagot	12	2024-08-12	Municipalité
	Boucherville	9	2024-09-03	Aucun
	Sorel-Tracy	12	2024-09-30	Entreprise
	Les Coteaux	12	2024-10-28	Entreprise
	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	12	2025-01-27	Municipalité
	Saint-Charles-sur-Richelieu	12	2023-10-23	Municipalité
	Béthanie	12	2023-12-11	Municipalité

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2025				
Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date ouverture – fermeture	Partenaire
17. Centre-du-Québec	Plessisville	-	2022-07-11 au 2023-09-29	Aucun
	Notre-Dame-de-Lourdes	12	2022-08-01	Municipalité
	Laurierville	9	2022-08-29	Aucun
	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-12	Municipalité
	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-14	Municipalité
	Lyster	6	2022-10-18	Municipalité
	Sainte-Cécile de Lévrard	12	2022-10-24	Municipalité
	Princeville	-	2023-05-01 au 2023-07-05	Aucun
	Plessisville	-	2023-05-01 au 2024-01-08	Aucun
	Baie-du-Fèvre	6	2023-06-12	Municipalité
	Saint-Pierre-Baptiste	6	2023-07-08	Municipalité
	Daveluyville	12	2023-09-25	Entreprise
	Baie-du-Fèvre	6	2023-11-21	Municipalité
	Saint-Zéphirin-de-Courval	6	2024-02-12	Municipalité
	Saint-Zéphirin-de-Courval	6	2024-03-11	Municipalité
	Saint-Ferdinand	9	2024-04-22	Aucun
	Inverness	12	2024-06-04	Municipalité
	Lyster	12	2024-09-03	Municipalité
	Saint-Félix-de-Kingsey	6	2024-12-16	Municipalité
* Référence : Base de données du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté et en entreprise, ministère de la Famille.				

f)

Nombre de RSGE dans un projet en activité, par région administrative, au 31 janvier 2025	
Région administrative	Nombre de RSGE
1. Bas-Saint-Laurent	37
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	62
3. Capitale-Nationale	35
4. Mauricie	3
5. Estrie	17
6. Montréal	2
7. Outaouais	8
8. Abitibi-Témiscamingue	26
9. Côte-Nord	8
10. Nord-du-Québec	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10
12. Chaudière-Appalaches	45
13. Laval	3
14. Lanaudière	4
15. Laurentides	41
16. Montérégie	26
17. Centre-du-Québec	23
Ensemble des régions	350
Référence : Base de données du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté et en entreprise, ministère de la Famille.	

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-96

g) Au 31 mars 2024 (dernière donnée disponible), 49 RSGE avaient transféré leur service de garde en milieu familial dans un projet, ce qui représente 19 % de l'ensemble des RSGE des projets en activité.

h) Au 31 mars 2024, les principaux constats du bilan 2023-2024 (deuxième année du Projet pilote) :

Projets soumis :

- 11 projets étaient soumis en moyenne par mois par les BC dans le cadre du Projet pilote;
- 275 projets avaient été soumis par 85 BC (52 % de l'ensemble des BC).

Projets en activité :

- 99 % des places offertes dans le cadre du Projet pilote étaient subventionnées;
 - 81 % (213) de l'ensemble des RSGE impliquées dans les projets étaient de nouvelles RSGE;
 - 74 % (111) des projets en activité comprenaient 2 RSGE;
 - 80 % (134) des projets avaient débuté leurs activités en moins de 6 mois après l'approbation du Ministère;
 - 65 % (81) des projets en activité avec un partenaire étaient mis de l'avant par une municipalité.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Indiquer le nombre et le type de plaintes reçues pour 2024-2025 :

- a) par région;
- b) par type de service de garde;
- c) type de plainte.

Réponse

Définition des termes utilisés :

Plainte : chaque contact d’un plaignant avec le bureau des plaintes de la Direction des plaintes et des inspections pour énoncer un ou plusieurs sujets d’insatisfaction. Une plainte peut comporter plusieurs objets de plainte.

Objet de plainte : Chacun des sujets d’insatisfaction énoncés par un plaignant lors de la création de son dossier de plainte.

En 2024-2025 (du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025), 3 073 plaintes ont été reçues à l’égard des services de garde éducatifs à l’enfance, totalisant 4 546 objets de plainte. Cela comprend les plaintes retenues et traitées par le Ministère, les plaintes référées vers d’autres ministères et organismes et les plaintes refusées.

Les statistiques incluent également le nombre de signalements signifiés au Ministère. À noter que la décision de retenir ou non un signalement relève de la Direction de la protection de la jeunesse, après analyse du dossier.

Les plaintes à l’égard des personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial sont traitées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Les statistiques demandées en a), b) et c) sont inscrites ci-dessous.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Nonobstant les données qui ne sont pas fournies, les totaux fournis tiennent compte des données réelles.

Abréviations utilisées

CPE	Centre de la petite enfance
BC/MF	Bureau coordonnateur de la garde en milieu familial/Milieu familial
GS	Garderie subventionnée
GNS	Garderie non subventionnée
SPMF	Sans permis en milieu familial
SPI	Sans permis en installation
Plaintes refusées	Plaintes impossibles à traiter ou non recevables
Plaintes référées	Plaintes référées à d’autres ministères et organismes, puisqu’elles ne constituent pas un manquement potentiel à la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance ou à ses règlements

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Nombre d’objets de plaintes reçus par région, par catégorie et par type de service de garde en 2024-2025 au 31 janvier 2025

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
1. Bas-Saint-Laurent	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	0	1	2	0	0	0	2
	Fonctionnement administratif	2	0	0	2	2	4	0	0	0	4
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	34	0	34	34
	Personne en relation avec un service de garde	5	0	0	1	1	6	0	0	0	6
	Santé et sécurité des enfants	1	0	0	1	1	2	0	0	0	2
	Plainte refusée	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Plainte référée	1	4	0	0	0	5	0	0	0	5
	Total des plaintes	11	4	1	4	5	20	34	0	34	54
	Total des signalements	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	0	0	0	N. D.
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	34	0	34	N. D.
Région administrative	Catégories d’objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GS	GS					
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Accessibilité et continuité des services	1	0	0	1	1	2	0	0	0	2
	Fonctionnement administratif	1	0	6	1	7	8	0	0	0	8
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	39	2	41	41
	Personne en relation avec un service de garde	9	0	6	10	16	25	0	0	0	25
	Santé et sécurité des enfants	1	0	1	2	3	4	0	0	0	4
	Plainte refusée	4	0	0	3	3	7	0	0	0	7
	Plainte référée	0	7	0	0	0	7	0	0	0	7
	Total des plaintes	16	7	13	17	30	53	39	2	41	94
	Total des signalements	N. D.	N. D.	0	N. D.	N. D.	7	0	0	0	7
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	13	N. D.	N. D.	60	39	2	41	101

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
3. Capitale-Nationale	Accessibilité et continuité des services	7	0	3	3	6	13	0	0	0	13
	Fonctionnement administratif	16	1	24	16	40	57	0	0	0	57
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	155	4	159	159
	Personne en relation avec un service de garde	20	0	56	39	95	115	0	0	0	115
	Santé et sécurité des enfants	18	0	32	43	75	93	0	0	0	93
	Plainte refusée	7	1	8	7	15	23	0	0	0	23
	Plainte référée	0	22	2	1	3	25	0	0	0	25
	Total des plaintes	68	24	125	109	234	326	155	4	159	485
	Total des signalements	5	14	5	7	12	31	0	0	0	31
	Total pour les plaintes et les signalements	73	38	130	116	246	357	155	4	159	516

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
4. Mauricie	Accessibilité et continuité des services	3	0	1	1	2	5	0	0	0	5
	Fonctionnement administratif	8	0	3	0	3	11	0	0	0	11
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	126	2	128	128
	Personne en relation avec un service de garde	8	0	0	2	2	10	0	0	0	10
	Santé et sécurité des enfants	1	0	1	0	1	2	0	0	0	2
	Plainte refusée	2	1	0	1	1	4	0	0	0	4
	Plainte référée	1	6	0	0	0	7	0	0	0	7
	Total des plaintes	23	7	5	4	9	39	126	2	128	167
	Total des signalements	5	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	7	0	0	0	7
	Total pour les plaintes et les signalements	28	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	46	126	2	128	174

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
5. Estrie	Accessibilité et continuité des services	0	0	1	0	1	1	0	0	0	1
	Fonctionnement administratif	9	0	10	1	11	20	0	0	0	20
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	134	4	138	138
	Personne en relation avec un service de garde	9	0	14	7	21	30	0	0	0	30
	Santé et sécurité des enfants	4	0	15	6	21	25	0	0	0	25
	Plainte refusée	2	0	1	1	2	4	0	0	0	4
	Plainte référée	2	8	1	0	1	11	0	0	0	11
	Total des plaintes	26	8	42	15	57	91	134	4	138	229
	Total des signalements	8	9	N. D.	N. D.	1	18	0	0	0	18
	Total pour les plaintes et les signalements	34	17	N. D.	N. D.	58	109	134	4	138	247

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
6. Montréal	Accessibilité et continuité des services	9	0	14	2	16	25	0	0	0	25
	Fonctionnement administratif	76	0	49	45	94	170	0	0	0	170
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	47	4	51	51
	Personne en relation avec un service de garde	114	0	92	67	159	273	0	0	0	273
	Santé et sécurité des enfants	56	0	88	65	153	209	0	0	0	209
	Plainte refusée	33	0	27	17	44	77	0	0	0	77
	Plainte référée	9	19	1	4	5	33	0	0	0	33
	Total des plaintes	297	19	271	200	471	787	47	4	51	838
	Total des signalements	16	6	24	8	32	54	0	0	0	54
	Total pour les plaintes et les signalements	313	25	295	208	503	841	47	4	51	892

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
7. Outaouais	Accessibilité et continuité des services	4	0	3	0	3	7	0	0	0	7
	Fonctionnement administratif	4	2	36	2	38	44	0	0	0	44
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	71	2	73	73
	Personne en relation avec un service de garde	8	0	40	12	52	60	0	0	0	60
	Santé et sécurité des enfants	6	0	47	9	56	62	0	0	0	62
	Plainte refusée	3	0	5	3	8	11	0	0	0	11
	Plainte référée	3	9	0	1	1	13	0	0	0	13
	Total des plaintes	28	11	131	27	158	197	71	2	73	270
	Total des signalements	0	9	N. D.	N. D.	N. D.	14	0	0	0	14
	Total pour les plaintes et les signalements	28	20	N. D.	N. D.	N. D.	211	71	2	73	284

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
8. Abitibi-Témiscamingue	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Fonctionnement administratif	2	1	1	0	1	4	0	0	0	4
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	51	0	51	51
	Personne en relation avec un service de garde	12	0	1	0	1	13	0	0	0	13
	Santé et sécurité des enfants	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Plainte refusée	6	0	0	0	0	6	0	0	0	6
	Plainte référée	4	4	0	0	0	8	0	0	0	8
	Total des plaintes	28	5	2	0	2	35	51	0	51	86
	Total des signalements	N. D.	N. D.	0	0	0	8	0	0	0	8
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	2	0	2	43	51	0	51	94

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
9. Côte-Nord	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Fonctionnement administratif	9	0	0	0	0	9	0	0	0	9
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	13	2	15	15
	Personne en relation avec un service de garde	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Santé et sécurité des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Plainte refusée	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Plainte référée	1	1	0	0	0	2	0	0	0	2
	Total des plaintes	15	1	0	0	0	16	13	2	15	31
	Total des signalements	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	0	0	0	1
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	N. D.	13	2	15	32

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
10. Nord-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement administratif	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
	Personne en relation avec un service de garde	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Santé et sécurité des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Plainte refusée	2	0	0	0	0	2	0	0	0	2
	Plainte référée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total des plaintes	5	0	0	0	0	5	2	0	2	7
	Total des signalements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total pour les plaintes et les signalements	5	0	0	0	0	5	2	0	2	7

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Accessibilité et continuité des services	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Fonctionnement administratif	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	12	0	12	12
	Personne en relation avec un service de garde	4	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	Santé et sécurité des enfants	3	0	0	0	0	3	0	0	0	3
	Plainte refusée	4	0	0	0	0	4	0	0	0	4
	Plainte référée	0	3	0	0	0	3	0	0	0	3
	Total des plaintes	13	3	0	0	0	16	12	0	12	28
	Total des signalements	N. D.	N. D.	0	0	0	6	0	0	0	6
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	0	0	0	22	12	0	12	34

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
12. Chaudière-Appalaches	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	1	2	3	0	0	0	3
	Fonctionnement administratif	4	1	8	5	13	18	0	0	0	18
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	116	0	116	116
	Personne en relation avec un service de garde	3	0	10	15	25	28	0	0	0	28
	Santé et sécurité des enfants	4	0	14	20	34	38	0	0	0	38
	Plainte refusée	7	0	3	5	8	15	0	0	0	15
	Plainte référée	0	5	1	0	1	6	0	0	0	6
	Total des plaintes	19	6	37	46	83	108	116	0	116	224
	Total des signalements	N. D.	N. D.	0	0	0	9	0	0	0	9
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	37	46	83	117	116	0	116	233

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
13. Laval	Accessibilité et continuité des services	1	0	3	1	4	5	0	0	0	5
	Fonctionnement administratif	7	0	18	17	35	42	0	0	0	42
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6
	Personne en relation avec un service de garde	5	0	22	32	54	59	0	0	0	59
	Santé et sécurité des enfants	5	0	14	27	41	46	0	0	0	46
	Plainte refusée	4	0	3	4	7	11	0	0	0	11
	Plainte référée	1	2	1	1	2	5	0	0	0	5
	Total des plaintes	23	2	61	82	143	168	6	0	6	174
	Total des signalements	N. D.	N. D.	N. D.	8	N. D.	18	0	0	0	18
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	N. D.	90	N. D.	186	6	0	6	192

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
14. Lanaudière	Accessibilité et continuité des services	2	0	15	3	18	20	0	0	0	20
	Fonctionnement administratif	7	2	49	21	70	79	0	0	0	79
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	72	10	82	82
	Personne en relation avec un service de garde	14	0	36	31	67	81	0	0	0	81
	Santé et sécurité des enfants	0	0	56	36	92	92	0	0	0	92
	Plainte refusée	3	0	17	5	22	25	0	0	0	25
	Plainte référée	4	21	4	3	7	32	0	0	0	32
	Total des plaintes	30	23	177	99	276	329	72	10	82	411
	Total des signalements	N. D.	7	N. D.	N. D.	N. D.	14	0	0	0	14
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	30	N. D.	N. D.	N. D.	343	72	10	82	425

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
15. Laurentides	Accessibilité et continuité des services	1	0	2	1	3	4	0	0	0	4
	Fonctionnement administratif	17	2	12	9	21	40	0	0	0	40
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	87	2	89	89
	Personne en relation avec un service de garde	25	0	24	15	39	64	0	0	0	64
	Santé et sécurité des enfants	16	0	47	13	60	76	0	0	0	76
	Plainte refusée	8	0	10	3	13	21	0	0	0	21
	Plainte référée	2	10	3	0	3	15	0	0	0	15
	Total des plaintes	69	12	98	41	139	220	87	2	89	309
	Total des signalements	6	6	N. D.	N. D.	3	15	0	0	0	15
	Total pour les plaintes et les signalements	75	18	N. D.	N. D.	142	235	87	2	89	324

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
16. Montérégie	Accessibilité et continuité des services	5	0	7	2	9	14	0	0	0	14
	Fonctionnement administratif	18	0	44	46	90	108	0	0	0	108
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	177	4	181	181
	Personne en relation avec un service de garde	21	0	114	51	165	186	0	0	0	186
	Santé et sécurité des enfants	16	0	94	54	148	164	0	0	0	164
	Plainte refusée	9	1	24	22	46	56	0	0	0	56
	Plainte référée	6	20	8	12	20	46	0	0	0	46
	Total des plaintes	75	21	291	187	478	574	177	4	181	755
	Total des signalements	6	12	13	N. D.	N. D.	N.D.	0	0	0	N. D.
	Total pour les plaintes et les signalements	81	33	304	N. D.	N. D.	N.D.	177	4	181	N. D.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Région administrative	Catégories d’objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
17. Centre-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Fonctionnement administratif	7	2	4	2	6	15	0	0	0	15
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	73	0	73	73
	Personne en relation avec un service de garde	12	0	8	5	13	25	0	0	0	25
	Santé et sécurité des enfants	11	0	1	5	6	17	0	0	0	17
	Plainte refusée	3	0	1	1	2	5	0	0	0	5
	Plainte référée	0	4	0	0	0	4	0	0	0	4
	Total des plaintes	34	6	14	13	27	67	73	0	73	140
	Total des signalements	N. D.	N. D.	N. D.	0	N. D.	5	0	0	0	5
	Total pour les plaintes et les signalements	N. D.	N. D.	N. D.	13	N. D.	72	73	0	73	145

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-98

Indiquer le nombre et le type d’infractions pour 2024-2025 :

- a) par région;
- b) par type de service de garde;
- c) type d’infractions.

Réponse

Les tableaux (3) en annexes présentent le nombre et le type de manquement (infractions) par région et par type de service de garde (centres de la petite enfance (CPE) et garderies), pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Le Ministère comptabilise le type de manquement constaté lors des inspections des CPE et des garderies.

Pour la compréhension du tableau en annexe, les manquements commençant par :

- L : se rapportent à des articles de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance;
- R : se rapportent à des articles du Règlement sur les services de garde éducatifs à l’enfance;
- RCR : se rapportent à des articles du Règlement sur la contribution réduite.

À noter que l’offre de services de garde éducatifs dans la région de la Côte-Nord (09) n’est assurée que par des CPE. Aucune garderie ne se trouve dans cette région.

Le Ministère ne possède pas de données sur le nombre et le type d’infractions par territoire de bureaux coordonnateurs (BC). Elles sont présentées par région.

RPPLQ-98 - Annexe 1 -Nombre de manquements (infractions) en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) des CPE, par région

	CPE																	Total CPE
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
2024-25	45	71	113	53	97	267	59	41	10	26	42	95	35	74	91	134	14	1267
L22						2										1		3
L5.2	2		2		1	16	2	3				1		8	2	8		45
L86		1			1	4	1					1	1			1		10
L86.1																1		1
R100	1	1	4	1	2	24	1	4			1		2	5	1	2		49
R101	1	6	3	4	4		1		2			6		1		8		36
R102		1			1		1											3
R103.1		1	2		2	3	3				2	1	1	3	4	2		24
R109						1												1
R111						4	1								4			9
R112		4	1			2	1	1	1		1	1			2	2		16
R114.1	2		3	1		3		1			1					1		12
R115							1										1	2
R116		1	1	1	5	4	1			1		1		3	3	2		23
R117								1										1
R118	3	4	16	7	8	13	8	1		1	3	10	4	7	6	10	1	102
R120	1	2	1		1	1		1				1	1	5	1	1		16
R121	2	2		3		1	1											9
R121.1	3	1			1	3	1			1		1						11
R121.2		3	3	1	5	3						2		1	2	3		23
R121.3		1	7		3	6	1				2	2	2	1	1	3		29
R121.4	4	4	9	3	5	7	2	2	1	2	2	8	1	5	8	4	1	68
R121.6	1	7	3		3			1		1	2	2	2		3	1	1	27
R121.7					3					1								4
R121.9	7	7	12	7	9	14	7	3	1	4	8	17	4	10	7	11	2	130
R122	1	4	2	1	7	5	1	4		1		3		1	2	1	1	34
R123	1	2	1	3	1	3	1	2				1		1	2	2		20
R123.0.1				1		10		1										12
R123.0.3					3	7		1			1					2		14
R123.0.4						4		1			1					2		8

	CPE																	Total CPE
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
R20	2	2	6	5	3	13	3	1	2	1	1	2	1	5	4	9	3	63
R20.1														1		1		2
R23								1										1
R23.1											1	1			1			3
R25		1	2	2	3	5		2			1			1	6	5	1	29
R30				1														1
R31						2												2
R32						1												1
R33				1										1		1		3
R34	2	6	5	1	3	8	4	3	1		1	4	2	1	2	4		47
R35	3			1		1										1		6
R37						1										1		2
R38	1	1	9	1	5	32	4	1		4	5	5	4	5	9	9	1	96
R38.1	5	4	14		12	28	8	1		6	6	16	7	3	10	11		131
R39		1	2		3	3		1	1			2						13
R39.1		1		3	2	2					1	2			1	3		15
R4	1	3	3	1		10	1	1		1	1	4	1	2	1	10	1	41
R4.2						3							1	1	3	1		9
R6						4	1						1	2	3	4		15
R98	1																	1
RCR10						1					1				1	1		4
RCR21	1		1	2	1	1	2	2		2					1	1		14
RCR22						3	1	1							1			6
RCR6			1	2		1			1					1		3	1	10
RCR8						1												1
L59.2						4										1		5
L90.1						2												2
L81.2.10						1						1						2
Total général	45	71	113	53	97	267	59	41	10	26	42	95	35	74	91	134	14	1267

RPPLQ-98 - Annexe 2 - Nombre de manquements (infractions) en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) des garderies subventionnées, par région

	GARDERIES SUBVENTIONNÉES (GS)															Total GS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
2024-25	19	11	299	34	116	546	119	18	16	16	160	263	220	710	57	2604
L13		1				1						1				3
L22			1			3	1					1	2	2		10
L31			1			3	1				1	1	2	2		11
L33	2		1			4	1		1		1	1	2	4	1	18
L34	1		1			2										4
L37												2				2
L38			1													1
L5.2			13		3	19	7			1	8	12	11	24	2	100
L86						4	1					1	1	2		9
R100			12	1	6	16	6			2	7	7	8	20		85
R101			9	9	2	5			1			4		26	1	57
R102			1			2						1		1		5
R103.1			5		1	12	1				7	5	7	9		47
R104						1									1	2
R106			1											1		2
R111			2		2	2							2	1		9
R112	1		9		1	10					2	3	5	16		47
R114			1			1	1					1		2		6
R114.1			5		1	2	2		1	1	1	1	1	5		20
R115											1			2		3
R116	2		6	1	6	9	1	2			3	4	6	15		55
R117							1							3		4
R118	1	1	21	1	20	37	8	3			16	21	21	77	8	235
R120			4		4	6		1			6	1	3	12		37
R121			3		1	11			1					6	1	23
R121.1	1		2			5	1				1	1		3		14

	GARDERIES SUBVENTIONNÉES (GS)															Total GS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
R121.2			6		4	10		2	1		1	5	2	9	1	41
R121.3	2		5	1	3	7	1		1		1	5	1	13		40
R121.4	1		14	2	7	28	4	2			5	12	10	31	5	121
R121.6			5		4	2	1					1	3	11	2	29
R121.7					1									3	1	5
R121.9	1	1	23	4	6	50	8	2	1		16	22	22	71	7	234
R122			6		4	16	3		1		5	9	6	14	2	66
R123			3		1	9	2			1	5	2	1	9	1	34
R123.0.1						8	2		1		2	5	4	9	2	33
R123.0.3			2			4	1					1	3	9		20
R123.0.4			2			4			1			1		9		17
R20	1	1	21	1	4	20	8		1	3	3	12	9	40	2	126
R21			1			2						1		4		8
R23						1										1
R23.1	1		7		2	6	6	2				4	3	13		44
R25			5	4		12	8			1	6	10	7	13	2	68
R30			2		1	1						4	2	1		11
R31						2						1				3
R32			1			2	1							1		5
R33						3	1				1	2	1	1		9
R34			10	2	1	17	4		1		3	7	5	13	1	64
R35			3			11	2	1			2			6		25
R36			1			1										2
R37					1	2	1							4		8
R38	1	1	26	1	7	52	10	2		2	18	25	32	44	4	225
R38.1	1	3	27	4	14	48	9		1	1	19	31	22	47	8	235
R39			2		2	8				1		4	1	9		27
R39.1			8		1	8				1	5	3	3	27	2	58

	GARDERIES SUBVENTIONNÉES (GS)															Total GS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
R4	1		11			22	4		1	1	5	15	8	26		94
R4.2												1				1
R6	1	1	1		1	6	3		1		3	4		8		29
R98			1													1
RCR10						2								1		3
RCR20												1				1
RCR21	1		4	1	1	4	2	1			2	4	4	14	1	39
RCR22			1			6	2				1	1		3		14
RCR6		1	2	2	2	12	2					2		12	2	37
RCR8		1				1	1									3
R110							1									1
R121.8														1		1
R123.0.6											1					1
L59.2						4			1		2			1		8
R123.0.9					2											2
L81.2.10										1						1
Total général	19	11	299	34	116	546	119	18	16	16	160	263	220	710	57	2604

RPPLQ-98 - Annexe 3 - Nombre de manquements (infractions) en 2024-2025 (au 31 janvier 2025) des garderies non-subventionnées, par région

GARDERIES NON-SUBVENTIONNÉES (GNS)														Total GNS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
2024-25	6	58	472	67	119	1251	218	103	444	304	281	652	30	4005
L13			3		1	7	3		2	1	2	4		23
L22			1			3			2	1	1	2		10
L31				1		14	3		2	4	3	6		33
L33			1			5	6		2	5	2	6		27
L34	1		1			1	3		3			6		15
L37			2				1		3	10	2	4		22
L38						1	1		2	1	1	2		8
L5.2		1	10	2	3	31	1	2	12	6	3	12		83
L78												1		1
L86						2								2
R100			19	1		23	7	6	9	7	3	6	2	83
R101			8	5	8	41	1	7	5	2	1	22	4	104
R102			1			5	4		4		2	2		18
R103						3			1	1		1		6
R103.1			7	1		29	3	1	10	6	11	8		76
R104			1		1	3								5
R106										1				1
R109			1			3	1	1			1			7
R111			1											1
R112		3	9			22	1	4	8	7	1	5		60
R113						1			1		1			3

GARDERIES NON-SUBVENTIONNÉES (GNS)														Total GNS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
R114			2			5						1		8
R114.1			4			1		2	3	1	1	1		13
R115											2			2
R116		2	5	2	5	28	4		10	6	11	15		88
R117			2			1								3
R118	1	5	31	5	18	89	16	7	35	22	23	63	3	318
R120		1	8	2	1	18	2	1	8	3	4	11		59
R121			5	1	1	36	2	1	3	5		5		59
R121.1			4		1	16	3	1	5	1	1	7	2	41
R121.2			4	2	2	19	3	1	2	4	2	13		52
R121.3		2	13	2	1	21	1	1	4	8	3	10	1	67
R121.4		5	19	3	5	61	10	8	19	14	11	27	3	185
R121.6			4	1	3	2	5	2		1	7	8		33
R121.7								1				4		5
R121.9		8	34	5	14	109	14	6	34	21	25	63	4	337
R122	1	1	7	1	4	34	6		14	7	9	15	1	100
R123		1	9	1	1	34	8	1	12	5	7	18		97
R123.0.1		1	6	1	4	32	7		12	5	8	10		86
R123.0.3			3	1	4	11	4	1	8	4	3	16		55
R123.0.4			1		5	5	2	2	4	2	1	15		37
R20		6	25	5	8	32	7	8	13	12	5	28	2	151
R21			4			18	1	1	2	3	2	5		36
R23			2			9	1			1				13
R23.1		2	21	4	5	36	8	4	6	6	8	30		130

GARDERIES NON-SUBVENTIONNÉES (GNS)														Total GNS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
R25		1	4	1	1	15	5	2	8	2	7	19	1	66
R30			2			2								4
R31			2			3			1	2		1		9
R32					1	1				4		2		8
R33						9			3	3		3	1	19
R34	1		13	1	2	50	3	2	10	10	6	18	1	117
R35			5	1		14	1		1	5	2	5		34
R36						1								1
R37				1		7	1					3		12
R38		5	58	8	2	115	24	11	63	36	32	31	1	386
R38.1	2	10	69	8	6	118	32	9	54	36	43	48	2	437
R39			8		2	8	3	1	2	4	3	5		36
R39.1		1	5		3	18	2	2	11	8	5	13	2	70
R4		2	26	1	4	38	2	5	17	6	8	25		134
R4.1										1				1
R4.2												2		2
R6		1	1		2	15	2	1	8		4	10		44
R98						1				1				2
RCR21					1	1	2				1	2		7
RCR22						1					1			2
RCR6						3						2		5
R110						1			1					2
R121.8								1						1
R123.0.6							1		1	1		1		4

GARDERIES NON-SUBVENTIONNÉES (GNS)														Total GNS
Exercice Financier	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	
L59.2			1			16	1		4	2	2	8		34
L2.2						1								1
R107						1								1
R26						1								1
L58												1		1
L81.2.10												1		1
Total général	6	58	472	67	119	1251	218	103	444	304	281	652	30	4005

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Concernant les inspections en 2024-2025, veuillez nous fournir, par type de service de garde et par région :

- a) Le nombre d'inspections complètes effectuées :
 - i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;
 - ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis;
- b) Le nombre d'inspections partielles :
 - i. À la suite de traitement d'une plainte;
 - ii. Lors d'une vérification;
- c) Le nombre d'inspections complètes n'ayant pas été effectuées :
 - i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;
 - ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis.

Réponse

Le Service des inspections effectue des inspections planifiées et ponctuelles dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées et non subventionnées), en conformité avec la Politique d'inspection à l'intention des prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance et des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial. Il prête une attention particulière au respect des exigences légales et réglementaires, afin d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants. L'information est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/conformite/politique-inspection-SGEE-BC.pdf

Le nombre d'inspections complètes effectuées dans le cadre de la délivrance et du renouvellement de permis et le nombre d'inspections partielles dans le cadre du traitement d'une plainte et lors d'une vérification effectuée entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025 se trouvent dans le tableau suivant.

L'ensemble des inspections ont été effectuées dans les 6 mois à la suite de la délivrance de permis et avant la date d'échéance dans le cadre du renouvellement.

Certaines données ne sont pas fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels. Nonobstant les données qui ne sont pas divulguées, les totaux fournis tiennent compte des données réelles.

<p>Étude des crédits 2025-2026</p> <p>Ministère de la Famille</p> <p>Demande de renseignements particuliers</p> <p>Opposition officielle</p> <p>Question : RPPLQ-99</p>
--

<p>Étude des crédits 2025-2026</p> <p>Ministère de la Famille</p> <p>Demande de renseignements particuliers</p> <p>Opposition officielle</p> <p>Question : RPPLQ-99</p>
--

<p>Étude des crédits 2025-2026</p> <p>Ministère de la Famille</p> <p>Demande de renseignements particuliers</p> <p>Opposition officielle</p> <p>Question : RPPLQ-99</p>
--

[illegible]

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-100

Indiquer le nombre d’inspecteurs au Ministère en 2024-2025, par région. Veuillez également nous fournir le nombre de postes vacants, par région.

Réponse

Pour assurer la conformité des services offerts sur l’ensemble du territoire du Québec, le Ministère embauche des inspecteurs en conformité législative, des inspecteurs-enquêteurs, des inspecteurs financiers, des enquêteurs et des coordonnateurs dédiés à la planification de ces activités.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de personnel dédié à l’inspection et aux enquêtes, au 31 janvier 2025, incluant les postes en dotation.

Régions	Total inspecteurs et inspecteurs-enquêteurs (tech)	Total pro (coordo inspection, inspecteurs financiers, enquêteurs)	Grand total
3. Québec	7	4	11
6. Montréal	14	36 ¹	50
13. Laval	8	1	9
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	1	1
16. Montérégie (Longueuil)	8	1	9
¹ Le total comprend un poste d’enquêteur de niveau professionnel en cours de dotation.			

Les régions correspondent au port d’attache du personnel. Dans le cadre de leur fonction, le personnel couvre l’ensemble du territoire du Québec.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-101

Nombre d’inspections réalisées à la suite d’une plainte, ventilé par type de garderies (les CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial (RSG et non régies)) pour 2024-2025.

Réponse

Le Service des inspections du Ministère effectue des inspections planifiées et ponctuelles (notamment dans le cadre du traitement d’une plainte) dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées (GS) et non subventionnées (GNS), en conformité avec la Politique d’inspection des prestataires de services de garde régis et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (Politique) :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/conformite/politique-inspection-SGEE-BC.pdf

Il prête une attention particulière au respect des exigences légales et réglementaires, afin d’assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants.

Le Ministère a mandaté les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) pour effectuer le traitement des plaintes concernant les personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE). Ainsi, le Ministère ne détient pas de données à ce sujet. En ce qui concerne les plaintes relatives aux personnes non reconnues (PNR) ou à la garde potentiellement illégale, le traitement est effectué par la Direction des enquêtes.

Année financière	PNR / Garde potentiellement illégale
1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier2025	605

Année financière	CPE	GS	GNS	Total
1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025	292	563	544	1 399

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Le nombre de garderies illégales découvertes en indiquant si elle a été découverte à la suite d’une plainte ou d’une inspection du ministère de la Famille, ventilé par région.

Réponse

Nombre de services de garde ayant contrevenu à l’article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance en 2024-2025, par région, au 31 janvier 2025	
Région administrative	2024-2025
1. Bas-Saint-Laurent	7
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	5
3. Capitale-Nationale	25
4. Mauricie	24
5. Estrie	17
6. Montréal	8
7. Outaouais	15
8. Abitibi-Témiscamingue	10
9. Côte-Nord	N. D.
10. Nord-du-Québec	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	17
13. Laval	N. D.
14. Lanaudière	13
15. Laurentides	16
16. Montérégie	25
17. Centre-du-Québec	16

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Le taux de services de garde illégaux qui se sont conformés à la Loi en 2024-2025.

Réponse

Il y a détection d’un service de garde illégal si, à la suite d’une inspection ou d’une enquête, il y a constatation de manquement au regard de l’article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance.

En 2024-2025 (au 31 janvier 2025), 91 % des dossiers ayant fait l’objet d’avis pour garde illégale s’étaient conformés. Il s’agit d’un résultat partiel, puisqu’une mise à jour est effectuée le 30 septembre de chaque année pour tenir compte des dossiers qui étaient en traitement le 31 mars de l’année financière précédente et présenter ainsi un résultat plus juste des interventions.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-104

Indiquer le nombre d’enfants nés inscrits sur la liste d’attente : La Place 0-5 au 31 décembre 2022, au 31 décembre 2023, au 31 décembre 2024 et au 31 mars 2025, ventilé par âge et par région.

Veuillez nous fournir l’information :

- a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
- b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l’été 2022.

Réponse

Le Ministère ne détient pas le nombre total d’enfants nés inscrits sur la liste d’attente de La Place 0-5 au 31 décembre 2024 et au 31 mars 2025, ventilé par âge et par région, selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits.

Les dernières données disponibles sur les enfants en attente se trouvent dans le Tableau de bord disponible à l’adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>

Répartition des enfants en attente au Guichet unique par région et selon l'âge des enfants au Québec, 30 septembre 2024													
Région administrative	Âge des enfants (en mois)												Total*
	0-11		12-23		24-35		36-47		48-59		60 et plus		
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	
1. Bas-Saint-Laurent	139	2,4	200	2,0	157	2,4	114	2,3	61	2,5	.	.	671
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	224	3,8	321	3,2	214	3,3	174	3,6	69	2,8	.	.	1 002
3. Capitale-Nationale	747	12,7	1 250	12,6	835	12,8	599	12,2	331	13,4	3	50,0	3 765
4. Mauricie	207	3,5	341	3,5	226	3,5	210	4,3	79	3,2	.	.	1 063
5. Estrie	426	7,2	736	7,4	526	8,1	333	6,8	133	5,4	.	.	2 154
6. Montréal	1 031	17,5	1 547	15,7	773	11,8	600	12,2	440	17,8	2	33,3	4 393
7. Outaouais	317	5,4	690	7,0	448	6,9	388	7,9	177	7,2	.	.	2 020
8. Abitibi-Témiscamingue	140	2,4	291	2,9	228	3,5	163	3,3	60	2,4	.	.	882
9. Côte-Nord	75	1,3	177	1,8	165	2,5	104	2,1	32	1,3	.	.	553
10. Nord-du-Québec	12	0,2	41	0,4	32	0,5	29	0,6	12	0,5	.	.	126
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75	1,3	116	1,2	77	1,2	60	1,2	20	0,8	.	.	348
12. Chaudière-Appalaches	409	6,9	702	7,1	493	7,6	365	7,5	173	7,0	.	.	2 142
13. Laval	190	3,2	309	3,1	145	2,2	123	2,5	75	3,0	.	.	842
14. Lanaudière	341	5,8	516	5,2	342	5,2	290	5,9	156	6,3	.	.	1 645
15. Laurentides	414	7,0	675	6,8	481	7,4	396	8,1	190	7,7	.	.	2 156
16. Montérégie	977	16,6	1 680	17,0	1 127	17,3	772	15,8	358	14,5	1	16,7	4 915
17. Centre-du-Québec	176	3,0	292	3,0	259	4,0	179	3,7	100	4,1	.	.	1 006
Total	5 900	100,0	9 884	100,0	6 528	100,0	4 899	100,0	2 466	100,0	6	100,0	29 683
* Les totaux peuvent être différents de la somme des colonnes ou des lignes, car des valeurs avec décimales y sont arrondies.													

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-105

Indiquer le nombre d’enfants, par âge, qui sont sur la liste d’attente du guichet unique et qui n’ont aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2025.

Veuillez nous fournir l’information :

- a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
- b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l’été 2022.

Réponse

Le Ministère ne détient pas le nombre d’enfants, par âge, qui sont sur la liste d’attente du Guichet unique et qui n’ont aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2025, selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits.

Au 30 septembre 2024, soit la dernière donnée disponible, 29 683 enfants étaient inscrits au Guichet unique et en attente d’une place pour une occupation désirée au plus tard le 30 septembre 2024. Ces enfants n’occupaient pas déjà une place dans un service de garde éducatif à l’enfance reconnu.

Répartition des enfants en attente au Guichet unique selon l’âge des enfants Québec, au 30 septembre 2024	
Âge des enfants en mois	Nombre
0-11	5 900
12-23	9 884
24-35	6 528
36-47	4 899
48-59	2 466
60 et plus	6
Total	29 683

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-106

Indiquer le nombre d'enfants qui, au 31 mars 2025, sont sur la liste d'attente du Guichet unique, mais qui occupent déjà une place en service de garde éducatif, subventionné ou non, régi ou non.

Veuillez nous fournir l'information :

- a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
- b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.

Réponse

Au 30 septembre 2024 :

- 29 683 enfants en attente dont l'accès à une place en service de garde éducatif à l'enfance (SGEE) était souhaité au plus tard le 30 septembre 2024. Ces enfants n'occupaient pas déjà une place dans un SGEE reconnu.
 - 29 992 enfants inscrits dont la date de fréquentation souhaitée est ultérieure au 30 septembre 2024.
 - 28 178 femmes enceintes préinscrites au 30 septembre 2024.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-107

Le nombre d’enfants qui sont inscrits sur la liste d’attente du Guichet unique en date du 31 mars 2025, mais qui ne sont pas encore nés.

Réponse

Au 30 septembre 2024, soit la dernière donnée disponible, 28 178 femmes enceintes étaient préinscrites au Guichet unique, en attente d’une place pour une occupation ultérieure.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Indiquer le nombre d’enfants identifiés comme ayant besoin d’un soutien particulier inscrit au guichet unique :

- a) Par région;
- b) Par type de service de garde éducatif;
- c) Par tranche d’âge;
- d) Au total.

Réponse

Le Ministère ne détient pas le nombre d’enfants identifiés comme ayant besoin d’un soutien particulier inscrit au Guichet unique.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-109

Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme admissibles à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique :

- a) Par région;
- b) Par type de service de garde éducatif;
- c) Par tranche d'âge;
- d) Au total.

Réponse

Le nombre d'enfants identifiés comme admissibles à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit à La Place 0-5 n'est pas disponible.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-110

Le taux d’adhésion, en date du 31 mars 2025, au guichet unique La Place 0-5 par type de garderies (CPE, garderies privées subventionnées, garderies privées non subventionnées, garderies en milieu familial [RSG]).

Réponse

Au 31 janvier 2025, le taux d’adhésion global pour l’ensemble des services de garde reconnus était de 99 %.

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

Concernant le nouveau guichet d'attente pour une place en services de garde, veuillez nous indiquer :

- a) La date prévue de mise en service du nouveau guichet;
- b) Le coût prévu de fonctionnement du guichet;
- c) Le coût prévu d'implantation du guichet;
- d) Le budget additionnel nécessaire pour la mise en application du guichet;
- e) Le nombre d'employés engagés pour le fonctionnement du guichet;
- f) Le ministère responsable de la gestion du nouveau guichet;
- g) Le ministère responsable de la création du nouveau guichet;
- h) Les mandats confiés au ministère de la cybersécurité et du numérique concernant l'implantation du guichet;
- i) Le budget révisé du coût du guichet;
- j) Les dépassements de coûts en date du 31 mars 2025;
- k) Les raisons expliquant les délais et le report dans l'implantation du guichet.

Réponse

- a) La solution d'affaires sera disponible à l'automne 2025.
- b) et d) Le coût de fonctionnement du nouveau Guichet unique n'est pas encore connu.
- c), i), j) et k) L'information sur le projet informatique est disponible dans le site Internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.
- e) Avec le transfert du Guichet actuel (La Place 0-5), une nouvelle équipe a été constituée au Ministère afin d'assurer la continuité des services, notamment en matière de services à la clientèle. Ainsi, le Ministère a accueilli 27 nouvelles ressources en novembre 2022. Ces personnes continuent d'assurer les services en lien avec le nouveau Guichet unique.
- f) et g) Le Ministère est responsable de la création et de la gestion du nouveau Guichet unique d'accès aux places en services de garde éducatifs.
- h) Les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique concernant l'implantation du guichet sont :
 - L'intégration et l'arrimage avec le Service d'authentification gouvernementale (SAG);
 - Un partenariat pour assurer la sécurité du Guichet.

Le portail n'est pas seulement un nouveau système informatique, mais un changement majeur des façons de faire pour l'attribution des places en services de garde éducatifs à l'enfance, afin d'assurer l'équité et la transparence. Au printemps 2024, le Ministère a pris la décision d'adapter l'échéancier et de reporter la mise en service à l'automne 2025 afin de permettre une transition harmonieuse pour le réseau et d'assurer le développement du Portail en cohérence avec les dispositions du Règlement sur l'accès aux services de garde éducatif à l'enfance, édicté en mai 2024. Ce règlement est venu introduire plusieurs dispositions relatives à l'attribution des places et au fonctionnement du Portail et, ainsi, préciser les besoins informatiques et l'échéancier nécessaire.

- En plus d'assurer l'ouverture du Portail lors d'une période propice, avec une solution informatique sécuritaire et robuste, cet échéancier ajusté permet au Ministère de mieux accompagner le personnel et les clientèles dans ce changement.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-111

- Le report de l'échéancier a aussi permis au Ministère de saisir une opportunité stratégique en fusionnant les deux projets prévus au Programme d'accès équitable au service de garde (Projet A (Accessibilité et équité) et Projet B (Planification et suivi)) prévus pour le Portail, permettant ainsi une économie dans les dépenses de fonctionnement par le délestage d'un système intégré dans le portail. Le Projet B sera donc annulé.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-112

Indiquer le nombre d’enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2024-2025 :

- a) par région;
- b) par type de service de garde éducatif;
- c) par tranche d’âge;
- d) au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2023-2024. Les données par tranche d’âge ne sont pas disponibles.

Nombre d’enfants bénéficiant de l’allocation pour l’intégration en service de garde en 2023-2024			
Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)
1. Bas-Saint-Laurent	211	0	40
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	265	52	37
3. Capitale-Nationale	932	434	151
4. Mauricie	269	N. D.	44
5. Estrie	649	172	157
6. Montréal	2 075	1 727	459
7. Outaouais	435	209	67
8. Abitibi-Témiscamingue	48	0	12
9. Côte-Nord	40	0	8
10. Nord-du-Québec	8	0	N. D.*
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	37	0	9
12. Chaudière-Appalaches	511	60	90
13. Laval	496	425	171
14. Lanaudière	557	368	224
15. Laurentides	640	454	187
16. Montérégie	1 684	657	406
17. Centre-du-Québec	342	82	31
Total	9 199	N. D.	N. D.*
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.			
*Le nombre d’enfants ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).			

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-113

Concernant l’Allocation pour l’intégration en service de garde éducatif (AISG) (anciennement nommée l’Allocation pour l’intégration d’un enfant handicapé en service de garde éducatif (AIEH)) en 2024-2025, fournir :

- a) Le nombre d’enfants bénéficiant de l’AISG intégrés dans les services de garde éducatifs en ventilant l’information :

i. Par groupe d’âge;

ii. Par type de service de garde éducatif;

iii. Par région;

iv. Au total.
- b) Le nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d’âge ;
- c) Le montant supplémentaire octroyé par enfant ;
- d) Le montant total octroyé au Québec, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d’âge.

Réponse

Les données les plus récentes disponibles sont celles de 2023-2024.

a) Nombre d’enfants admissibles à l’AISG par type de service de garde éducatif et par région

Nombre d’enfants admissibles à l’AISG en 2023-2024				
Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	211	0	40	251
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	265	52	37	354
3. Capitale-Nationale	932	434	151	1 517
4. Mauricie	269	N. D.	44	N. D.
5. Estrie	649	172	157	978
6. Montréal	2 075	1 727	459	4 261
7. Outaouais	435	209	67	711
8. Abitibi-Témiscamingue	48	0	12	60
9. Côte-Nord	40	0	8	48
10. Nord-du-Québec	8	0	N. D.	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	37	0	9	46
12. Chaudière-Appalaches	511	60	90	661
13. Laval	496	425	171	1 092
14. Lanaudière	557	368	224	1 149
15. Laurentides	640	454	187	1 281
16. Montérégie	1 684	657	406	2 747
17. Centre-du-Québec	342	82	31	455
Total	9 199	N. D.	N. D.	N. D.
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.				
N. D. : Ces données ne peuvent être fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.				

Les données provenant des rapports financiers annuels (RFA) ne permettent pas de connaître la distribution des enfants handicapés par groupe d’âge.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-113

b) Nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilées par région

Le titulaire de permis n’est pas tenu de faire une demande pour avoir droit à l’AISG. Il doit obtenir l’avis d’un professionnel reconnu qui atteste de l’incapacité de l’enfant de l’enfant sauf si ce dernier est admissible au supplément pour enfant handicapé (SEH) de Retraite Québec. Le dossier parental doit également contenir un plan d’intégration ainsi qu’un bilan de la mise en œuvre de ce plan.

Aux fins de l’AISG, on définit l’enfant admissible à l’AISG comme un enfant ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujet à rencontrer des obstacles dans sa démarche d’intégration chez un prestataire de services de garde éducatifs.

En 2023-2024, l’AISG est accordée pour l’ensemble des enfants répondant à ces conditions, jusqu’à concurrence de l’équivalent de 20 % des places subventionnées de l’installation de CPE ou de la GS. En MF, l’AISG est limitée à l’équivalent d’une place subventionnée par personne responsable d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), exception faite des situations où son octroi est nécessaire pour des raisons d’unification familiale chez une même RSGE.

Les CPE, les GS et les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC) indiquent dans leur RFA le nombre d’enfants admissibles à l’AISG.

c) Montant octroyé par enfant

L’information est disponible dans le site Internet de Québec.ca à l’adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte>

d) Montant total octroyé au Québec et ventilé par région, par type de service de garde éducatif

Les données ne sont pas disponibles par tranche d’âge

Montant d’AISG en 2023-2024 (en M\$)				
Région administrative	CPE	GS	MF	Total*
1. Bas-Saint-Laurent	3,13	0,01	0,59	3,72
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,31	0,46	0,41	4,18
3. Capitale-Nationale	12,78	4,97	1,81	19,56
4. Mauricie	3,71	0,05	0,50	4,26
5. Estrie	8,87	1,96	1,80	12,64
6. Montréal	29,93	20,84	5,27	56,04
7. Outaouais	5,91	2,55	0,77	9,23
8. Abitibi-Témiscamingue	0,64	0,00	0,11	0,75
9. Côte-Nord	0,60	0,00	0,07	0,67
10. Nord-du-Québec	0,19	0,00	0,01	0,20
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,63	0,00	0,12	0,76
12. Chaudière-Appalaches	6,79	0,97	1,02	8,79
13. Laval	6,64	5,51	1,98	14,14
14. Lanaudière	8,12	4,50	2,62	15,23
15. Laurentides	8,97	5,60	2,38	16,94
16. Montérégie	23,58	8,45	4,65	36,68
17. Centre-du-Québec	4,65	0,70	0,35	5,71
Ensemble du Québec*	128,47	56,58	24,45	209,50
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.				
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-113

e) Description de l'utilisation possible de la subvention

Les dépenses admissibles sont inscrites dans le site Internet de Québec.ca à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/services-de-garde-personne-handicapee/allocation-integration-enfant-handicape-59-mois-ou-moins-service-garde>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

Concernant l’Allocation d’intégration en service de garde éducatif, veuillez nous indiquer les jours d’occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs en 2023-2024 et 2024-2025. Veuillez nous fournir l’information :

- a) Par région;
- b) Par type de service de garde éducatif;
- c) Par tranche d’âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
- d) Au total.

Réponse

Les dernières données disponibles sont celles de 2023-2024.

Jours d’occupation des enfants admissibles à l’allocation pour l’intégration en service de garde en 2023-2024*				
Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	49 097	0	8 526	57 623
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	61 603	11 998	7 992	81 593
3. Capitale-Nationale	224 357	99 360	32 525	356 242
4. Mauricie	63 904	916	9 091	73 911
5. Estrie	156 330	38 419	33 364	228 113
6. Montréal	532 518	439 088	107 599	1 079 205
7. Outaouais	106 147	49 955	14 512	170 614
8. Abitibi-Témiscamingue	11 517	0	2 170	13 687
9. Côte-Nord	9 643	0	1 481	11 124
10. Nord-du-Québec	2 057	0	135	2 192
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	9 934	0	1 881	11 815
12. Chaudière-Appalaches	121 481	13 229	19 135	153 845
13. Laval	122 870	114 432	37 188	274 490
14. Lanaudière	145 619	91 632	50 959	288 209
15. Laurentides	159 778	108 719	44 824	313 321
16. Montérégie	412 776	175 176	87 645	675 596
17. Centre-du-Québec	81 108	17 507	6 360	104 975
Ensemble des régions	2 270 737	1 160 430	465 384	3 896 551
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.				
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-115

Dresser un état de situation sur l’intégration dans les services de garde des enfants handicapés en y incluant le mode de financement, les sommes dévolues en 2024-2025 et celles prévues pour 2025-2026, au total et par région, ainsi que les besoins évalués et le nombre de demandes de soutien reçues, au total et par région; identifier celles ayant obtenu une réponse positive et fournir les prévisions.

Réponse

Deux mesures soutiennent l’intégration des enfants handicapés en services de garde éducatifs subventionnés :

- a) L’Allocation pour l’intégration en service de garde (AISG);
- b) La Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration en service de garde (MES).

AISG

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2023-2024.

AISG en 2023-2024					
Région administrative	Nombre d’enfants				Allocation (M\$)
	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Milieu familial	Total	
1. Bas-Saint-Laurent	211	0	40	251	3,72
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	265	52	37	354	4,18
3. Capitale-Nationale	932	434	151	1 517	19,56
4. Mauricie	269	N. D.	44	N. D.	4,26
5. Estrie	649	172	157	978	12,64
6. Montréal	2 075	1 727	459	4 261	56,04
7. Outaouais	435	209	67	711	9,23
8. Abitibi-Témiscamingue	48	0	12	60	0,75
9. Côte-Nord	40	0	8	48	0,67
10. Nord-du-Québec	8	0	N. D.	N. D.	0,20
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	37	0	9	46	0,76
12. Chaudière-Appalaches	511	60	90	661	8,79
13. Laval	496	425	171	1 092	14,14
14. Lanaudière	557	368	224	1 149	15,23
15. Laurentides	640	454	187	1 281	16,94
16. Montérégie	1 684	657	406	2 747	36,68
17. Centre-du-Québec	342	82	31	455	5,71
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.					
N. D. : Ces données ne peuvent être fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.					

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-115

MES

Le budget de la MES n’est pas réparti par région.

MES			
Montants versés, nombre de demandes reçues et nombre de demandes acceptées en 2024-2025 (données au 31 janvier 2025)			
Région administrative	Budget prévu (M\$)	Demandes reçues	Demandes acceptées
1. Bas-St-Laurent	N. D.	57	56
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.	32	27
3. Capitale-Nationale	N. D.	168	143
4. Mauricie	N. D.	35	35
5. Estrie	N. D.	156	142
6. Montréal	N. D.	467	430
7. Outaouais	N. D.	78	73
8. Abitibi-Témiscamingue*	N. D.	23	20
9. Côte-Nord*			
10. Nord-du-Québec*			
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*			
12. Chaudière-Appalaches	N. D.	72	65
13. Laval	N. D.	106	102
14. Lanaudière	N. D.	92	79
15. Laurentides	N. D.	75	64
16. Montérégie	N. D.	246	232
17. Centre-du-Québec	N. D.	52	50
Total	35,7	1 659	1 518
* Les données de ces régions sont cumulées, car la donnée par région est trop petite et pourrait permettre d’identifier les enfants concernés (Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).			

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-116

Concernant les comités consultatifs qui traitent des demandes de Mesure exceptionnelle de soutien (MES), veuillez nous fournir, pour 2024-2025;

- a) Le nombre de rencontres tenues, par comité;
- b) Le nombre de dossiers analysés, par comité;
- c) Le nombre de dossiers acceptés, par comité;
- d) Le délai de traitement moyen, par comité;
- e) Le nombre d'heures recommandées, par comité;
- f) Le nombre d'heures autorisées, par comité.

Réponse

- a) Au 31 janvier 2025, un total de 61 rencontres ont été tenues depuis le début de l'année d'activité de la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), qui s'échelonne du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.
- b) Un total de 1 019 dossiers ont été analysés par les comités consultatifs régionaux (CCR) pendant la même période.
- c) Un total de 878 dossiers ont été acceptés par les CCR pendant la même période.
- d) Les délais de traitement dépendent de la date de dépôt d'une demande conforme.

Sous toutes réserves, les demandes conformes de renouvellement sans changement, de renouvellement avec changement ou les nouvelles demandes transmises avant la fin de l'appel de demandes (15 octobre 2024) ont reçu :

- une réponse avant le 31 décembre 2024;
- leur versement avant le 31 janvier 2025.

Les demandes conformes transmises après le 15 octobre sont soumises aux CCR à compter de janvier, et les délais sont tributaires des dates de tenue des comités.

- e) Au total, 603 647 heures ont été recommandées par les comités, au 31 janvier 2025.
 - f) Le Ministère autorise l'intégralité des heures recommandées par les comités. Ce sont donc 603 647 heures qui ont été autorisées, au 31 janvier 2025.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-117

Indiquer le nombre d’enfants handicapés admissibles à la Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d’importants besoins, en 2024-2025 :

- a) Par groupe d’âge et par type de services de garde, ventilé par région;
- b) Nombre de demandes reçues, ventilé par région;
- c) Nombre de demandes acceptées, ventilé par région;
- d) Nombre de demandes refusées, ventilé par région;
- e) Le nombre d’heures demandées, ventilé par région;
- f) Le nombre d’heures accordées, ventilé par région;
- g) Le nombre de jours d’occupation, ventilé par région;
- h) Le montant supplémentaire octroyé par enfant;
- i) Le montant total octroyé au Québec et ventilé par région;
- j) La description de l’utilisation possible de la subvention.

Réponse

Les données ventilées des points a), b), c), d) et i) se retrouvent dans l’annexe 5 « Données – Mesure exceptionnelle de soutien (MES) ».

- a) Le Ministère ne collige pas les données par groupe d’âge.
- d) Par souci d’équité et afin d’avoir la meilleure évaluation possible, le Ministère fait appel à des comités consultatifs régionaux, soit des comités indépendants d’experts, pour évaluer les demandes. Le résultat relève d’un consensus d’au moins trois personnes provenant notamment des milieux de la santé et des services de garde.
- e) f) et g)

Nombre d’heures demandées, d’heures accordées et de jours octroyés pour la Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration en service de garde (MES), selon la région administrative, en 2024-2025 (au 31 janvier 2025)			
Région administrative	Heures demandées	Heures accordées	Jours octroyés
1. Bas-Saint-Laurent	59 447	44 879	13 887
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	37 734	20 166	6 366
3. Capitale-Nationale	187 619	101 810	35 926
4. Mauricie	46 411	27 868	8 914
5. Estrie	220 864	109 084	35 967
6. Montréal	595 405	345 069	109 078
7. Outaouais	98 147	64 500	18 709
8. Abitibi-Témiscamingue	5 765	3 053	753
9. Côte-Nord	10 704	8 949	1 687
10. Nord-du-Québec	1 340	1 340	465
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	9 880	7 280	1 820
12. Chaudière-Appalaches	80 937	44 167	16 091
13. Laval	153 925	109 160	26 352
14. Lanaudière	123 862	60 802	19 255
15. Laurentides	95 563	52 438	15 797
16. Montérégie	312 115	197 561	58 071
17. Centre-du-Québec	62 178	37 026	11 231
Total	2 101 896	1 235 149*	380 369
* Les heures accordées par région ont été arrondies; leur somme ne correspond donc pas au total indiqué.			

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-117

- h) La subvention est basée sur une rémunération horaire globale de 26,01 \$, pour un maximum de 8 heures d'accompagnement par jour d'occupation.
- i) Au 31 janvier 2025, près de 33,8 M\$ ont été versés. À cette somme s'ajouteront les montants qui seront alloués d'ici la fin de l'année financière.
- j) La subvention doit servir exclusivement, sur une base quotidienne, à offrir des services d'accompagnement à l'enfant pour le nombre d'heures accordé. Seules les dépenses relatives à la rémunération de la personne accompagnatrice sont admissibles.

Veillez noter que, pour la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), les données sur la clientèle couvrent la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 janvier 2025 (année MES débutant en septembre) alors que les données financières couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-118

Veillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2024-2025 à la suite de l’expulsion d’un enfant d’un service de garde éducatif, ventilées par type de service de garde et par région.

Réponse

Les petits nombres ne peuvent être divulgués dans certaines régions, en vertu de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le Ministère n’enregistre pas les plaintes pour expulsion chez les personnes responsables d’un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE). Ces plaintes sont traitées par les bureaux coordonnateurs (BC) de la garde éducative en milieu familial.

Plaintes reçues au sujet d’une expulsion d’un enfant en 2024-2025 (du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025)			
Régions administratives	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.	0	N. D.
3. Capitale-Nationale	5	N. D.	N. D.
4. Mauricie	N. D.	N. D.	N. D.
5. Estrie	0	0	0
6. Montréal	6	10	N. D.
7. Outaouais	N. D.	N. D.	0
8. Abitibi-Témiscamingue	N. D.	0	0
9. Côte-Nord	N. D.	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
12. Chaudière-Appalaches	0	N. D.	N. D.
13. Laval	N. D.	N. D.	N. D.
14. Lanaudière	N. D.	13	N. D.
15. Laurentides	N. D.	N. D.	N. D.
16. Montérégie	N.D.	N. D.	N. D.
17. Centre-du-Québec	0	0	0

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-119

Veillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2024-2025 à la suite d'une expulsion d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde éducatif, ventilé par type de service de garde et par région.

Réponse

Le Ministère n'a reçu aucune plainte au sujet d'une expulsion d'un enfant handicapé entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

Les systèmes d'information ne permettent pas de compiler le nombre de plaintes reçues au sujet d'enfants nécessitant des soins particuliers.

Il est à noter que le Ministère n'enregistre pas les plaintes pour expulsion ou refus d'accès des enfants handicapés chez les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Ces plaintes sont gérées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-120

Concernant les places visant à l’intégration des enfants vulnérables adressés par les CISSS-CIUSS (places protocoles), veuillez nous indiquer, pour 2024-2025,

- a) Le nombre de places réservées, par région et par type de service;
- b) Le nombre de places utilisées, par région et par type de service;
- c) Le taux d’occupation des places, par région et par type de service;
- d) La variation des places disponibles entre 2023-2024 et 2024-2025.

Réponse

a) Les dernières données disponibles sont celles de l’année 2023-2024. Les données pour 2024-2025 seront disponibles à la fin de l’année 2025.

Places protocoles réservées en 2023-2024				
Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Milieu familial (MF)	Garderie subventionnée (GS)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	72	N. D.	-	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	88	5	15	108
3. Capitale-Nationale	90	-	12	102
4. Mauricie	30	-	-	30
5. Estrie	177	-	16	193
6. Montréal	320	-	32	352
7. Outaouais	68	-	9	77
8. Abitibi-Témiscamingue	51	-	-	51
9. Côte-Nord	35	-	-	35
10. Nord-du-Québec	N. D.	-	-	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25	-	-	25
12. Chaudière-Appalaches	159	-	5	164
13. Laval	98	-	5	103
14. Lanaudière	120	-	25	145
15. Laurentides	102	N. D.	N. D.	N. D.
16. Montérégie	332	-	13	346
17. Centre-du-Québec	57	-	5	62
N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).				
Source : Rapport financier annuel (RFA) 2023-2024, lecture au 20 février 2025.				

b) Les dernières données disponibles sont celles de l’année 2023-2024. Les données pour 2024-2025 seront disponibles à la fin de l’année 2025.

Places protocoles utilisées en 2023-2024				
Région administrative	CPE	MF	GS	Total
1. Bas-Saint-Laurent	59	N. D.	-	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	64	N. D.	7	N. D.
3. Capitale-Nationale	73	-	5	78
4. Mauricie	19	-	-	19
5. Estrie	129	-	8	137
6. Montréal	192	-	13	205

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-120

Places protocoles utilisées en 2023-2024				
Région administrative	CPE	MF	GS	Total
7. Outaouais	48	-	N. D.	N. D.
8. Abitibi-Témiscamingue	41	-	-	41
9. Côte-Nord	26	-	-	26
10. Nord-du-Québec	N. D.	-	-	N.D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	-	-	16
12. Chaudière-Appalaches	118	-	5	123
13. Laval	90	-	N. D.	N. D.
14. Lanaudière	70	-	5	75
15. Laurentides	95	N. D.	N. D.	N. D.
16. Montérégie	266	-	10	276
17. Centre-du-Québec	42	-	5	47
N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).				
Source : RFA 2023-2024, lecture au 20 février 2025.				

c) Taux d’occupation des places réservées protocoles en 2023-2024 ventilé par région :

Taux d’occupation des places protocoles en 2023-2024			
Région administrative	CPE (%)	MF (%)	GS (%)
1. Bas-Saint-Laurent	81,35	58,27	-
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	72,39	82,31	45,40
3. Capitale-Nationale	81,01	-	41,35
4. Mauricie	65,19	-	-
5. Estrie	72,62	-	51,48
6. Montréal	59,94	-	40,07
7. Outaouais	70,10	-	8,67
8. Abitibi-Témiscamingue	80,86	-	-
9. Côte-Nord	75,65	-	-
10. Nord-du-Québec	38,08	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	63,25	-	-
12. Chaudière-Appalaches	74,07	-	95,64
13. Laval	92,14	-	74,88
14. Lanaudière	57,70	-	19,35
15. Laurentides	93,41	48,0	63,16
16. Montérégie	80,13	-	74,15
17. Centre-du-Québec	74,67	-	64,17
Source : RFA 2023-2024, lecture au 20 février 2025.			

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-120

d) Variation des places protocoles en 2023-2024 ventilée par région :

Écart entre le nombre de places protocoles au 31 mars 2023 et au 31 mars 2024				
Région administrative	CPE	MF	GS	Total
1. Bas-Saint-Laurent	-5	-	-	-5
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-18	-	-	-18
3. Capitale-Nationale	-11	-	7	-4
4. Mauricie	1	-	-	1
5. Estrie	8	-	1	9
6. Montréal	187	-	24	211
7. Outaouais	45	-	4	49
8. Abitibi-Témiscamingue	21	-	-	21
9. Côte-Nord	-	-	-	-
10. Nord-du-Québec	1	-	-	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	-	-
12. Chaudière-Appalaches	-12	-	-1	-13
13. Laval	37	-	4	41
14. Lanaudière	42	-	17	59
15. Laurentides	9	-	7	16
16. Montérégie	-1	-	3	2
17. Centre-du-Québec	-4	-	4	0

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-121

Le nombre d’enfants ayant des besoins particuliers ont eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2024-2025?

Réponse

Les données les plus récentes disponibles concernant l’Allocation pour l’intégration en service de garde (AISG) sont celles de 2023-2024. Pour cet exercice, il y a eu 15 938 enfants admissibles à l’AISG.

Par ailleurs, au 31 janvier 2025, 1 518 enfants ont eu accès à la Mesure exceptionnelle de soutien à l’intégration en service de garde (MES). Il s’agit d’une donnée partielle, car l’année d’activité de la MES couvre la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-122

Le nombre d’enfants qui se sont vu refuser l’accès à la subvention, car le ratio d’accès du service éducatif était atteint en 2024-2025?

Réponse

En 2024-2025, au 31 janvier 2025, aucune demande d’un titulaire de permis n’a été refusée pour l’accès à l’allocation pour l’intégration en service de garde par le Ministère.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-123

Le nombre d’enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs en 2024-2025 :

- a) Par région;
- b) Par type de service;
- c) Par tranche d’âge;
- d) Au total;
- e) Investissement total pour la mesure en 2024-2025.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de l’exercice financier 2023-2024.

L’investissement total pour la mesure en 2023-2024 a été de 11,8 M\$.

Nombre d'enfants ECP* en 2023-2024			
Région administrative	Bureau coordonnateur (BC)	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)
1. Bas-Saint-Laurent	11	50	N. D. ¹
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	19	113	13
3. Capitale-Nationale	46	230	32
4. Mauricie	43	230	N. D. ¹
5. Estrie	61	302	49
6. Montréal	318	769	707
7. Outaouais	56	215	113
8. Abitibi-Témiscamingue	11	33	N. D. ¹
9. Côte-Nord	6	46	N. D. ¹
10. Nord-du-Québec	N. D. ¹	N. D. ¹	N. D. ¹
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D. ¹	18	N. D. ¹
12. Chaudière-Appalaches	38	130	12
13. Laval	84	94	75
14. Lanaudière	77	169	58
15. Laurentides	75	108	56
16. Montérégie	149	462	119
17. Centre-du-Québec	46	97	19
Source : Rapports financiers annuels 2023-2024.			
* Enfants dont les parents sont exemptés de la contribution réduite (ECP).			
¹ En raison des petits nombres, ces données ne sont pas fournies, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels.			

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-124

Veillez nous fournir l'état d'avancement des travaux entourant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d'un audit de performance.

Réponse

Dans le cadre du Grand chantier pour les familles, le Ministère s'est engagé à réviser l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH), dorénavant nommée Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG), afin d'en améliorer l'efficacité et d'en optimiser les processus.

Conformément à l'engagement pris auprès du Vérificateur général du Québec, un audit de performance de l'AISG a été réalisé en 2021-2022 par l'audit interne du Ministère (aucun contrat n'a été accordé).

La réalisation du plan d'action découlant des recommandations de l'audit suit son cours, la majorité des actions ayant été menées dans les années subséquentes. Ainsi, en 2024-2025, le Ministère a plutôt poursuivi l'analyse de données concernant les enfants bénéficiant de l'AISG ainsi que la documentation des actions et interventions des SGEE pour favoriser leur intégration.

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-125

Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme que « Le Ministère a poursuivi, en 2022-2023, ses actions en vue d'optimiser l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde (AIEH) et la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins (MES), afin qu'elles répondent de mieux en mieux aux besoins des enfants et à la réalité des SGEE. Les travaux en ce sens se poursuivront pour soutenir les enfants ayant des besoins de soutien particulier, mais n'étant pas handicapés. » (p. 14).

Veuillez nous brosser le portrait des travaux effectués et à venir.

Réponse

Afin d'améliorer l'efficacité et d'optimiser les processus de l'AIEH, maintenant nommée Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG), le Ministère a réalisé les travaux suivants :

- un audit de performance en 2021-2022, par audit interne, et la prise en compte des constats dans la réalisation des travaux qui ont suivi;
- les termes « enfant handicapé » ont été remplacés par « enfant admissible à l'AISG »;
- le nombre maximal de places subventionnées annualisées considéré aux fins du calcul est passé de 15 % à 20 % (exception faite des droits acquis);
- des modifications à la Directive depuis le 1^{er} avril 2023, notamment par l'intégration de la notion d'enfant présentant des besoins de soutien particulier et par la prescription des formulaires depuis le 1^{er} janvier 2024;
- une refonte des formulaires (rapport professionnel, plan d'intégration et bilan);
- des ajustements à la reddition de comptes financière qui a été remplacée par un bilan des actions réalisées.

Dans le cadre de la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), les travaux réalisés ont également permis :

- pour les demandes de renouvellement sans changement que les subventions accordées l'année précédente soient reconduites automatiquement;
- de faire passer le nombre maximal d'heures d'accompagnement à 8 h par jour par enfant;
- que la reddition de comptes prévue au rapport financier annuel soit remplacée par un bilan des heures offertes déposé au dossier parental et que son format soit prescrit;
- la révision, en 2022-2023, du calendrier opérationnel de traitement des demandes, engendrant des gains importants dans les délais et des versements plus rapides aux services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE).

Les travaux d'optimisation de l'AISG et de la MES ainsi que l'analyse des causes de l'augmentation des besoins des dernières années se poursuivent. Aussi, le Ministère continue les travaux visant la création de nouveaux indicateurs de gestion ainsi que la documentation des actions et interventions réalisées en SGEE pour favoriser l'intégration des enfants bénéficiant de l'AISG.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-126

Suite au rapport déposé par le Vérificateur général du Québec sur la qualité des services de garde en mai 2024 (chapitre 4 – Qualité des services de garde éducatifs à l’enfance), le ministère a présenté un plan d’action pour l’application des recommandations. Pour chacune des mesures présentées dans le plan d’action, le suivi apporté à la mesure. Veuillez également nous informer si un indicateur a été modifié et si tel est le cas, la raison et le nouvel indicateur.

Réponse

Suivi du tableau synthèse du plan d’action pour l’application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2025		
Recommandation	Action	Suivi
1) Améliorer la mesure d’évaluation et d’amélioration de la qualité éducative des services de garde éducatifs, notamment en ce qui a trait au suivi des échecs à l’évaluation.	1) Créer un portrait de la qualité éducative des SGEE en installation au Québec pour tirer des constats quant aux forces et aux faiblesses.	En cours
	2) Outiller davantage les SGEE en lien avec les dimensions évaluées pour favoriser l’amélioration de leur qualité éducative et la diminution du taux d’échec à l’évaluation. A. Production d’un aide-mémoire en lien avec la qualité éducative destiné aux SGEE; B. Pérennisation de l’offre de formation aux SGEE visant l’appropriation du programme éducatif Accueillir la petite enfance; C. Production de cadres de référence actualisés sur différents domaines de développement de l’enfant.	En cours
	3) Réviser le Programme de soutien financier visant l’amélioration de la qualité éducative des SGEE pour l’axer davantage sur l’accompagnement et le soutien financier des SGEE, particulièrement pour les garderies subventionnées et non subventionnées.	En cours
	4) Assurer un suivi du taux de réussite des centres de la petite enfance, des garderies subventionnées et des garderies non subventionnées à l’évaluation de la qualité éducative et recommander annuellement des mesures supplémentaires à mettre en place si nécessaire selon les résultats.	En continu
	5) Évaluer la Mesure d’évaluation et d’amélioration de la qualité éducative pour dégager les pistes d’amélioration.	À venir
	6) Renforcer le suivi des évaluations et mettre en place un registre centralisé des plans d’action reçus.	En cours
	7) Adapter les communications transmises aux SGEE en lien avec leur plan d’action selon l’appréciation qui en est faite par le Ministère pour prévoir une communication spécifique lorsqu’un plan d’action ne répond pas aux critères d’appréciation.	En cours
	8) Augmenter la qualité des plans d’action reçus et en faciliter l’appréciation.	En cours
	9) Mettre à jour les lignes directrices du renouvellement moindre de permis pour assurer un suivi particulier auprès des SGEE lorsque nécessaire : A. Rédaction de lignes directrices pour la délivrance et le renouvellement de permis pour une durée moindre de cinq ans; B. Mise à jour de la procédure et du processus de renouvellement de permis; C. Élaboration d’outils pour soutenir les directions régionales.	Réalisé

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-126

Suivi du tableau synthèse du plan d’action pour l’application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2025		
Recommandation	Action	Suivi
	10) Analyser les possibilités pour devancer la publication des résultats individuels de chaque service de garde évalué.	En cours
	11) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des services de garde éducatifs en milieu familial reconnus.	En cours
	12) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des SGEE des Premières Nations et des Inuit, notamment par la mise en place d’un groupe de travail avec les partenaires concernés pour cibler les enjeux particuliers et tenir compte de la réalité de leurs SGEE.	En cours
2) Renforcer ses mesures visant à améliorer le ratio de personnel éducateur qualifié ainsi que le suivi de chaque service de garde qui n’atteint pas le ratio visé et de l’ensemble du réseau.	13) Favoriser la qualification du personnel éducateur non qualifié en offrant de nouvelles formations d’appoint en collaboration avec le réseau de l’enseignement supérieur.	Réalisé
	14) Favoriser la qualification du personnel éducateur non qualifié en faisant la promotion du Service québécois de certification du personnel éducateur de la petite enfance.	En cours
	15) Attirer davantage de personnel éducateur qualifié ou en voie de l’être de l’international.	En cours
	16) Assurer un suivi de la capacité des SGEE à respecter le ratio de personnel de garde qualifié de 2 sur 3 en vue d’un retour à ce ratio réglementaire en 2027-2028.	En continu
	17) Mettre à jour les lignes directrices du renouvellement moindre de permis pour exiger que les SGEE qui ne respectent pas le ratio de qualification du personnel éducateur en vigueur produisent et mettent en œuvre un plan d’action pour se conformer au ratio en vigueur, mais également pour atteindre celui qui sera applicable au moment du prochain renouvellement de permis.	Réalisé
	18) Augmenter la fiabilité des données liées à la main-d’œuvre dans les SGEE.	Réalisé
	19) Renforcer le suivi de l’efficacité des actions liées à la main-d’œuvre.	En cours
3) Réviser ses façons de faire afin que les plaintes soient traitées de manière adéquate et en temps opportun.	20) Renforcer la capacité du Ministère d’agir en temps opportun selon les situations.	En cours
	21) Réviser la répartition des objets de plaintes et définir des critères pour déterminer la direction traitante.	En cours
4) Améliorer ses mesures de prévention et de contrôle à l’égard des manquements fréquents et du plomb dans l’eau.	22) Renforcer la prévention faite par le Ministère pour diminuer la fréquence de certains types de manquements.	En cours
	23) Encadrer les analyses de la concentration du plomb dans l’eau réalisées par les SGEE, la transmission des résultats au Ministère et la mise en place de mesures correctrices lorsque nécessaire.	En cours
5) Poursuivre les démarches entreprises afin de s’assurer que la qualité des services de garde éducatifs en	11) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des services de garde éducatifs en milieu familial reconnus.	En cours
	24) Encadrer par une directive les pratiques des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en ce qui concerne les différentes visites (reconnaissance, conformité et plaintes) pour favoriser l’uniformité des pratiques.	En cours

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-126

Suivi du tableau synthèse du plan d’action pour l’application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2025		
Recommandation	Action	Suivi
milieu familial reconnu est suffisante, tant en matière éducative qu’en matière de santé et de sécurité des enfants.	25) Améliorer et mettre à jour les différents outils disponibles pour les BC pour en favoriser l’utilisation.	En cours
	26) Augmenter la qualité et l’uniformité des réponses fournies aux BC en lien avec l’interprétation de la Loi et de ses règlements pour le milieu familial : A. Développement d’une offre de formation spécifique à l’interne pour améliorer la qualité et l’uniformité des réponses transmises par le Ministère en lien avec le milieu familial; B. Rédaction d’un manuel d’application des manquements des RSGE adapté et spécifique pour la garde éducative en milieu familial afin de favoriser l’uniformité de la compréhension et des pratiques des BC.	En cours
	27) Instaurer un sondage annuel pour analyser les pratiques des BC et mesurer leur satisfaction envers l’accompagnement du Ministère en ce qui concerne l’interprétation de la Loi et de ses règlements.	En cours
	28) Vérifier plus d’éléments relatifs au respect de la réglementation par les BC à partir du prochain cycle de renouvellement des agréments des BC.	À venir
6) Améliorer le plan d’intégration des personnes non reconnues dans le réseau des services de garde éducatifs afin de s’assurer que l’abolition de ce type de service de garde d’enfants puisse être mise en œuvre comme prévu par la loi.	29) Renforcer l’action du Ministère pour faire la promotion du milieu familial et des avantages à être reconnu par un BC, notamment en bonifiant le plan d’intégration des personnes non reconnues.	En cours

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-127

Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme qu'une collecte de données annuelle a été instaurée afin de constituer le Portrait de la main-d'œuvre des SGEE (p. 14).

Veillez nous fournir la collecte de données produite par le Ministère.

Réponse

Il s'agit du Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance, dont les résultats ont été publiés en 2021-2022, en 2022-2023 et 2023-2024 :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/publications#c293517>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-128

Tableau présentant la proportion du nombre d’éducatrices qualifiées et non qualifiées à l’emploi au 31 mars 2025, par région administrative et par type de service de garde.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l’annexe 2 – Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-129

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées imposées par le ministère en 2024-2025 :

- a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
- b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
- c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 2 – Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-130

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d’éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ont reçu des avis de non-conformité en vigueur en 2024-2025 :

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;

b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;

c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1^{er} mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l’enfance (RSGEE) prévoit, à l’article 23.1, que les titulaires d’un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu’au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
- a) Jusqu’à ce qu’il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
- b) Jusqu’à ce qu’il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d’enfants qu’il peut recevoir dans son installation;
- c) Jusqu’à ce qu’il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d’une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d’un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
- d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d’ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Précisions relatives au tableau 1 :

- Si la région ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu’aucun manquement n’a été soulevé, donc aucun avis de non-conformité (ANC) n’a été signifié.
- La ventilation par nombre de places n’est pas disponible.
- Le tableau reflète le nombre de manquements ayant fait l’objet d’un ANC signifiés par région administrative et non le nombre d’installations ayant fait l’objet de manquements. Une installation peut avoir fait l’objet de plusieurs manquements.
- Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Tableau 1

Nombre de manquements ayant fait l’objet d’un ANC par région administrative pour le non-respect du ratio de personnel de garde qualifié de ½ du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025			
Région administrative	CPE	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée
3. Capitale-Nationale	0	5	15
4. Mauricie	0	0	N. D.
5. Estrie	0	N. D.	N. D.
6. Montréal	0	6	30
7. Outaouais	0	N. D.	6
12. Chaudière-Appalaches	0	0	N. D.
13. Laval	0	0	6
14. Lanaudière	0	N. D.	5
15. Laurentides	0	N. D.	7
16. Montérégie	0	8	26

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-131

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2024-2025:

- a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
- b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
- c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1^{er} mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23.1, que les titulaires d'un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu'au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
 - a) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
 - b) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation;
 - c) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d'une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d'un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
 - d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Le système de mission du Ministère ne permet pas l'extraction selon le nombre de services de garde, mais seulement selon le nombre de manquements soulevés.

Un manquement peut être soulevé dans un même service de garde à plusieurs reprises, jusqu'à ce que la conformité soit constatée.

Si le type de service de garde ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé.

De plus, la ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-131

Nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC et nombre de manquements corrigés à la suite de l'ANC pour non-respect du ratio de qualification de 1 sur 2, par région administrative, du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025			
Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC liés au ratio de qualification 1/2	Nombre de mises en conformité suite de l'ANC
3. Capitale-Nationale	GNS	15	N. D.
	GS	5	N. D.
4. Mauricie	GS	N. D.	0
5. Estrie	GNS	N. D.	N. D.
	GS	N. D.	0
6. Montréal	GNS	30	12
	GS	6	5
7. Outaouais	GNS	6	N. D.
	GS	N. D.	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	GNS	N. D.	N. D.
13. Laval	GNS	6	N. D.
14. Lanaudière	GNS	5	N. D.
	GS	N. D.	N. D.
15. Laurentides	GNS	7	N. D.
	GS	N. D.	N. D.
16. Montérégie	GNS	26	9
	GS	8	N. D.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-132

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2024-2025 :

- a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
- b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
- c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1^{er} mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23.1, que les titulaires d'un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu'au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
 - a) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
 - b) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation;
 - c) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d'une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d'un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
 - d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Le système de mission du Ministère ne permet pas l'extraction selon le nombre de services de garde, mais seulement selon le nombre de manquements soulevés.

Un manquement peut être soulevé dans un même service de garde à plusieurs reprises, jusqu'à ce que la conformité soit constatée.

Si le type de service de garde ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé.

De plus, la ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-132

Tableau 1 -Nombre de manquements soulevés ayant fait l’objet d’un ANC et nombre de manquements corrigés à la suite de l’avis de non-conformité (ANC) en vertu de l’article 23.1 du RSGEE (ratio 1 sur 2), par région administrative, du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025				
Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements ayant fait l’objet d’un ANC liés au ratio de qualification 1/2	Nombre de mises en conformité suite de l’ANC	Nombre des manquements non conformes
3. Capitale-Nationale	GNS	15	N. D.	11
	GS	5	N. D.	N. D.
4. Mauricie	GS	N. D.	N. D.	N. D.
5. Estrie	GNS	N. D.	N. D.	N. D.
	GS	N. D.	N. D.	N. D.
6. Montréal	GNS	30	12	18
	GS	6	5	N. D.
7. Outaouais	GNS	6	N. D.	5
	GS	N. D.	N. D.	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	GNS	N. D.	N. D.	N. D.
13. Laval	GNS	6	N. D.	N. D.
14. Lanaudière	GNS	5	N. D.	N. D.
	GS	N. D.	N. D.	0
15. Laurentides	GNS	7	N. D.	N. D.
	GS	N. D.	N. D.	N. D.
16. Montérégie	GNS	26	9	17
	GS	8	N. D.	6

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-133

Veillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et pour 2024-2025, le nombre d’éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l’annexe 2 – Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-134

Veillez nous fournir, pour, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et pour 2024-2025, le nombre d’éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l’annexe 2 – Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-135

Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.

Réponse

Selon le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance 2023-2024 (dernières données disponibles), 262 éducatrices et éducateurs qualifiés ont quitté le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance pour le réseau de l'éducation en 2023-2024. L'information est disponible à l'adresse suivante :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/Portrait-main-oeuvre-23-24.pdf>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-136

Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.

Réponse

Selon le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance 2023-2024 (dernières données disponibles), 157 éducatrices et éducateurs non qualifiés ont quitté le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance pour le réseau de l'éducation en 2023-2024.

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/Portrait-main-oeuvre-23-24.pdf>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-137

Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2024-2025, ventilé par région et par type de services de garde.

Réponse

Les données sur les embauches d'éducatrices et d'éducateurs qualifiés effectuées dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont présentées dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance 2023-2024 (dernières données disponibles).

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/Portrait-main-oeuvre-23-24.pdf>

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-138

Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2024-2025, ventilé par région et par type de service de garde.

Réponse

Les données sur les embauches d'éducatrice et d'éducateur non qualifiés effectuées dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont présentées dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance 2023-2024 (dernières données disponibles) :

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/strategie/Portrait-main-oeuvre-23-24.pdf>

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-139

La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1^{er} avril 2022 afin de favoriser le métier d'éducatrice à la petite enfance et les sommes investies, par mesure.

Réponse

Dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre (OPMO), un investissement de 295,3 M\$ sur 5 ans a été fait, dont 212,6 M\$ en nouveaux crédits, pour soutenir les mesures dédiées au secteur des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications/operation-maindoeuvre>

L'ensemble de l'OPMO est chapeauté par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les mesures suivantes de l'OPMO sont sous la responsabilité du ministère de la Famille :

1. Amélioration des conditions de travail et actions de valorisation de l'emploi d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et de promotion des mesures :
 - a. Amélioration des conditions de travail : Depuis le 1^{er} avril 2022, les éducatrices et les éducateurs qualifiés bénéficient d'une augmentation salariale de 18 % après un an au dernier échelon. Pour le personnel éducateur non qualifié, il s'agit d'une hausse de 10 %. Ces ententes prévoyaient également une prime d'encouragement à la qualification de 450 \$ et un montant forfaitaire correspondant à 2 % pour chaque heure rémunérée au cours des 12 mois précédant la date de délivrance de l'attestation d'études collégiales (AEC) ou du diplôme d'études collégiales (DEC). Les ententes collectives ont pris fin le 31 mars 2023, les négociations sont en cours.
 - b. Actions de valorisation et de promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de promotion des formations à grande échelle :

Sommes annoncées : total de 12,5 M\$ (2021-2022 à 2025-2026).

Sommes investies (incluant les campagnes nationales de communication) : 3 245 042\$ (2022-2023 à 2024-2025 (au 31 janvier 2025)).
2. Prime salariale pour revenu de retraite - Incitatif financier pour le retour au travail des employés du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (mesure terminée au 31 mars 2023) :

Sommes annoncées : total de 1,2 M\$ (2021-2022 à 2022-2023).

Sommes investies : les résultats finaux pour les deux exercices financiers pour 2021-2022 et 2022-2023 sont de 119 706 \$ au 31 mars 2023.
3. Implantation d'un service de certification de la qualification en vue d'élargir les diplômes admissibles et de réduire les obstacles à la qualification.

Sommes annoncées : total de 2,7 M\$ (2021-2022 à 2025-2026).

Sommes investies : total de 841 304 \$ (2021-2022 à 2024-2025 (au 31 janvier 2025)).

Autres mesures sous la responsabilité d'autres ministères :

4. Bourses Perspective Québec pour les étudiantes et les étudiants au DEC en techniques d'éducation à l'enfance (TEE) :

Sommes investies : le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) est porteur de ces programmes de bourses.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-139

5. Soutien financier aux employeurs pour la démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) et financement de la RAC pour les candidates et candidats :

Sommes investies : le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et le Comité sectoriel de main-d'œuvre – Économie sociale Action communautaire (CSMO-ESAC) sont porteurs de cette mesure.

6. Formation de 90 heures rémunérée et non créditée (« Premiers pas vers la petite enfance » pour intégrer plus facilement les personnes qui souhaitent œuvrer à titre d'éducatrice ou d'éducateur non qualifié :

Sommes investies : le MESS et le MES sont porteurs de cette mesure.

7. Parcours travail-études en petite enfance :

Sommes investies : le MESS, le CPMT et le CSMO-ESAC sont porteurs de cette mesure.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-140

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l’Emploi annonçaient 64 M\$ pour répondre aux besoins de main-d’œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l’enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2025, la ventilation du 5 M\$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d’éducatrice et d’éducateur.

Réponse

Voici les sommes dédiées à cette mesure, incluant les bonifications annoncées à la mise à jour économique de novembre 2021 :

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
Valorisation et la promotion du métier	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	12,5
Note : Données en millions de dollars.						

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-141

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l’Emploi annonçaient 64 M\$ pour répondre aux besoins de main-d’œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l’enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2025, la ventilation du 1,5 M\$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l’implantation d’un service de certification, ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.

Réponse

Lors du budget déposé le 25 mars 2021, un montant de 1,5 M\$ a été accordé pour l’implantation du Service de certification, pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023, comme prévu dans le cadre du Grand chantier pour les familles. Une bonification de 1,2 M\$ a été annoncée lors de la mise à jour économique de novembre 2021.

Service de certification de la qualification des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance	
	Montant prévu (en millions de dollars)
2021-2022	0,7
2022-2023	0,8
2023-2024	0,4
2024-2025	0,4
2025-2026	0,4
Total	2,7

Le montant du décaissement pour 2024-2025 était de 198 957 \$ au 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-142

Le 1^{er} juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 7 M\$ sur cinq ans pour mieux soutenir les SGEE dans leurs démarches de recrutement de personnel éducateur à l’international. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler, pour chacun des 3 axes (participation aux missions de recrutement international, soutien à des initiatives visant le recrutement international, soutien à des initiatives particulières) :

a) Les sommes prévues par année pour les 5 années;

b) Les sommes réellement investies en 2024-2025;

c) Le nombre d’éducatrices recrutées en indiquant le pays de recrutement.

Réponse

- a) 2023-2024 : 1 M\$
- 2024-2025 : 1,5 M\$
- 2025-2026 : 1,5 M\$
- 2026-2027 : 1,5 M\$
- 2027-2028 : 1,5 M\$

b) En date du 31 janvier 2025, les sommes dépensées pour l’année 2024-2025 sont :

Types de soutien		Dépenses 2024-2025
Participation à des activités de recrutement international	Virtuel	1 724,64 \$
	Présentiel	24 408,53 \$
Remboursements de coûts administratifs pour le recrutement international		19 227,00 \$
Promotion du domaine de la petite enfance au Québec auprès des personnes immigrantes récemment arrivées		28 648,35 \$

c) Au 31 janvier 2025, un total de 32 éducatrices a été recruté lors des Journées Québec, pour l’année 2024-2025, sur les territoires suivants : Maroc, Brésil et Europe. Ces données sont préliminaires. Cela s’ajoute aux embauches de 106 éducatrices en 2023-2024, 102 en 2022-2023 et de 41 en 2021-2022, également dans le cadre des Journées Québec.

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-143

Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.

Réponse

Dans un premier temps, le Ministère a initié des exercices pour inciter les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à procéder aux échantillonnages requis pour la réalisation des tests visant à analyser la concentration de plomb dans l'eau potable.

Par la suite, le Ministère a élaboré un règlement afin de contraindre les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable à le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers. Le règlement permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Le Règlement sur le contrôle du plomb dans l'eau chez les prestataires de services de garde éducatifs a ainsi été édicté le 22 janvier 2025 et publié à la Gazette officielle du Québec le 5 février dernier.

Plus précisément, le Règlement prévoit une obligation pour tous les prestataires de SGEE de s'assurer que l'eau, utilisée pour boire ou pour préparer les aliments ou boissons qu'ils mettent à la disposition d'une personne dans le cadre de la prestation des services de garde éducatifs à l'enfance, respecte la norme de qualité de l'eau potable relative au plomb.

Plus particulièrement, les dispositions du Règlement prévoient une obligation pour les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable de le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers pour l'ensemble des prestataires de SGEE. Il permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Les concentrations de plomb dans l'eau potable sont généralement plus élevées l'été que l'hiver. C'est pourquoi la période visée pour l'échantillonnage réglementaire du plomb s'étend du **1^{er} juillet au 1^{er} octobre** de chaque année.

- Les premiers tests requis, pour les prestataires n'ayant pas réalisé l'exercice initial, sont prévus à l'été 2025. Pour les tests de suivi, ceux-ci débiteront à partir de l'été 2026, selon la date de réalisation de l'exercice initial par le prestataire.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-144

Concernant les tests de plomb dans l’eau, veuillez identifier :

- a) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui ont effectué les tests de plomb;
- b) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui n’ont pas effectué les tests de plomb;
- c) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre;
- d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.);
- e) Les mesures d’accompagnement mises en place par le MFA afin d’accompagner les services de garde qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.

Réponse

a)

Nombre de services de garde ayant effectué les tests de plomb par région*				
Région administrative	RSGE	CPE	GS	GNS
1. Bas-Saint-Laurent	335	48	2	2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	455	57	14	17
3. Capitale-Nationale	719	146	67	88
4. Mauricie	292	61	6	10
5. Estrie	672	108	20	20
6. Montréal	1 490	341	290	306
7. Outaouais	448	82	36	31
8. Abitibi-Témiscamingue	234	38	2	0
9. Côte-Nord	109	31	0	0
10. Nord-du-Québec	6	5	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	124	21	0	0
12. Chaudière-Appalaches	717	102	24	26
13. Laval	410	58	58	74
14. Lanaudière	743	81	53	38
15. Laurentides	763	94	51	63
16. Montérégie	1 552	251	148	127
17. Centre-du-Québec	356	62	20	6
Total des régions	9 425	1 585	791	808
* En opération au 31 janvier 2025.				

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-144

b)

Nombre de services de garde n’ayant pas effectué de tests de plomb par région*				
Région administrative	RSGE	CPE	GS	GNS
1. Bas-Saint-Laurent	95	7	1	1
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	81	12	2	4
3. Capitale-Nationale	210	14	21	19
4. Mauricie	149	8	2	1
5. Estrie	184	6	7	6
6. Montréal	155	40	56	114
7. Outaouais	151	3	10	11
8. Abitibi-Témiscamingue	33	6	1	0
9. Côte-Nord	25	5	0	0
10. Nord-du-Québec	2	37	1	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	38	8	1	0
12. Chaudière-Appalaches	169	8	2	5
13. Laval	187	4	8	15
14. Lanaudière	230	6	11	7
15. Laurentides	253	6	11	12
16. Montérégie	554	15	30	53
17. Centre-du-Québec	198	1	6	4
Total des régions	2 714	186	170	253
* En opération au 31 janvier 2025.				

c)

Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre*				
Région administrative	RSG	CPE	GS	GNS
1. Bas-Saint-Laurent	2	14	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	17	20	3	2
3. Capitale-Nationale	5	42	5	11
4. Mauricie	10	4	0	1
5. Estrie	4	33	4	1
6. Montréal	208	119	85	22
7. Outaouais	7	24	6	0
8. Abitibi-Témiscamingue	5	11	0	0
9. Côte-Nord	5	12	0	0
10. Nord-du-Québec	0	1	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	3	0	0
12. Chaudière-Appalaches	8	23	1	2
13. Laval	2	18	8	3
14. Lanaudière	11	17	7	2
15. Laurentides	12	8	6	3
16. Montérégie	8	27	12	1
17. Centre-du-Québec	0	14	1	1
Total des régions	307	390	138	49
* En opération au 31 janvier 2025 et ayant au moins un robinet dépassant la norme lors des prélèvements à 0 ou 30 secondes après plus de 30 minutes de stagnation.				

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-144

d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.)

Selon le règlement, en cas de dépassement de la norme de plomb dans l'eau, le prestataire doit :

- Appliquer des mesures correctrices. Le Règlement n'oblige pas une mesure précise, c'est au choix du prestataire. Ces mesures peuvent être :
 - Installer des filtres certifiés NSF/ANSI 53 (recommandés par Santé Canada) sur les fontaines ou les robinets utilisés pour l'eau à boire ou pour la préparation des aliments ou des boissons. S'il n'est pas possible d'installer des filtres sur ces fontaines ou ces robinets, les remplacer par des modèles sur lesquels il est possible d'en installer.
 - Utiliser des pichets certifiés NSF/ANSI 53 qui réduisent efficacement la teneur de plomb dans l'eau.
 - Utiliser de l'eau embouteillée (mais cette option devrait être remplacée assez rapidement).
 - Condamner le point d'eau et, s'il n'est pas nécessaire, le retirer.
- Transmettre les résultats et la confirmation des mesures correctrices apportées à la ministre ou au BC, pour une RSGE.
- Effectuer une nouvelle prise d'échantillon pour valider l'efficacité de la mesure correctrice.
- S'assurer que l'eau des robinets concernés ne soit pas consommée d'ici l'application de mesures correctrices et l'obtention des résultats du test de suivi.

e) Mesures d'accompagnement mises en place

Dans un premier temps, le Ministère a initié des exercices pour inciter les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à procéder aux échantillonnages requis pour la réalisation des tests visant à analyser la concentration de plomb dans l'eau potable.

Par la suite, le Ministère a élaboré un règlement afin de contraindre les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable à le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers. Le règlement permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Le Règlement sur le contrôle du plomb dans l'eau chez les prestataires de services de garde éducatifs a ainsi été édicté le 22 janvier 2025 et publié à la Gazette officielle du Québec le 5 février dernier.

Plus précisément, le Règlement prévoit une obligation pour tous les prestataires de SGEE de s'assurer que l'eau, utilisée pour boire ou pour préparer les aliments ou boissons qu'ils mettent à la disposition d'une personne dans le cadre de la prestation des services de garde éducatifs à l'enfance, respecte la norme de qualité de l'eau potable relative au plomb.

Plus particulièrement, les dispositions du Règlement prévoient une obligation pour les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable de le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers pour l'ensemble des prestataires de SGEE. Il permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Les premiers tests requis, pour les prestataires n'ayant pas réalisé l'exercice initial, sont prévus à l'été 2025. Pour les tests de suivi, ceux-ci débiteront à partir de l'été 2026, selon la date de réalisation de l'exercice initial par le prestataire.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-145

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants (Programme) n'est plus en vigueur depuis le 31 mars 2021.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-146

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail, ventilé de la façon suivante :

- a) Volet 1 - Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région;
- b) Volet 2 - Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région;
- c) Volet 3 - Soutien aux initiatives particulières : Appuyer toute autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2025-2026. Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail a pris fin le 31 mars 2023. Aucun appel de projets n'a eu lieu en 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-147

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale, ventilée avec le montant et la région.

Réponse

Aucun appel de projets n’a eu lieu en 2024-2025 dans le cadre du Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale. Ce programme a pris fin le 31 mars 2024 et n’a pas été reconduit.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-148

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2024-2025 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2025-2026. Le programme a pris fin le 31 mars 2023, aucun appel de projets n'a été lancé en 2024-2025.

C'est en 2022-2023 que les dernières sommes de ce programme ont été versées, soit les deuxièmes versements relatifs aux projets retenus dans le cadre de l'appel de projets 2021-2022.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-149

Dresser un état de situation incluant une ventilation des sommes octroyées en 2024-2025, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.

Réponse

Un nouveau Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme) d'une durée de trois ans a été adopté en 2023-2024. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- convaincre les petites municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC), particulièrement les moins vitalisées, de se prévaloir du Programme pour élaborer une première politique familiale municipale (PFM) et son plan d'action (volet 1);
- offrir un soutien financier à la mise en œuvre de mesures ou projets issus du plan d'action de la PFM d'une municipalité (nouveau - volet 2).

En 2024-2025, trois municipalités ont reçu un soutien financier dans le cadre du volet 1 du Programme. Chacune de ces municipalités bénéficie également de 15 heures de soutien technique offert par l'organisme Espace MUNI. Dans le cadre du volet 2, ce sont 24 municipalités qui ont reçu un soutien financier.

La liste des municipalités soutenues financièrement en 2024-2025 est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/PFM-projets-retenus_2024.pdf

Nombre de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2025.

Réponse

Depuis 2002, le Ministère accompagne les municipalités de moins de 100 000 habitants et les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'élaboration de leur politique familiale municipale, en leur proposant un soutien financier dans le cadre du Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme).

Au 31 janvier 2025, un total de 912 municipalités et MRC ont été soutenues dans le cadre du Programme, soit 872 municipalités et 40 MRC. Cela représente 77 % des municipalités et des MRC du Québec puisque, selon le répertoire des municipalités (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation), il y a 1 102 municipalités et 87 MRC au Québec.

Certaines municipalités ayant adopté une politique familiale sans le soutien du Programme, le Ministère ne peut indiquer le nombre de municipalités sans politique familiale.

Le Ministère ne tient pas le compte des municipalités de plus de 100 000 habitants ayant adopté une politique familiale, puisque le Programme s'adresse aux municipalités de moins de 100 000 habitants.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille Demande de renseignements particuliers Opposition officielle

Question : RPPLQ-151

Liste des organismes qui offrent des services de halte-garderies, avec le financement octroyé pour 2024-2025 et le financement prévu pour 2025-2026.

Réponse

La liste des organismes offrant des activités de halte-garderie communautaires dans les deux volets du Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires (Programme HGC) est disponible aux adresses suivantes :

- Organismes soutenus financièrement dans le cadre du volet 1 du Programme HGC* :
<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/ liste-projets-retenus-hgc-2425-volet1.pdf>
* 273 organismes se sont vu octroyer une subvention en 2024-2025, dont la Maison de la Famille de Trois-Rivières (51 450 \$) en Mauricie, qui ne figure pas à la liste, mais qui a été soutenue financièrement jusqu'à la cessation de ses activités de HGC, le 2 mai 2024.
- Organismes soutenus financièrement dans le cadre du volet 2 du Programme HGC, soit le Soutien ponctuel aux activités de HGC à horaires atypiques :
<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/ liste-projets-retenus-hgc-2425-volet2.pdf>
- Organismes soutenus financièrement dans le cadre du Projet pilote pour favoriser la participation d'enfants ayant des besoins spécifiques aux activités de haltes-garderies communautaires (volet 2 du Programme HGC) :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/liste_candidatures-retenues_PP_HGC_2023-2024.pdf

La liste des organismes soutenus financièrement dans le cadre du Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie pour faciliter l'accès aux services de francisation est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/projets-soutenus_PSF-HG-francisation_2023.pdf

La liste des organismes soutenus financièrement dans le cadre du Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie en milieux d'enseignement est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/PSF-activites-halte-garderie-milieux-enseignement_Organismes-soutenu.pdf

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-152

La liste des OCF reconnus et financés par le Ministère en 2024-2025, ventilée par région, en indiquant leur financement.

Réponse

La liste des organismes communautaires Famille (OCF) financés par le Ministère en 2024-2025, ventilée par région, incluant leur financement, se trouve à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/Liste-projets-retenus_2024-2025.pdf.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-153

Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Réponse

Une somme de 14 M\$ est octroyée à la Fondation D^r Julien pour le déploiement du réseau des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) en 2024-2025.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

En date du 31 mars 2025, la liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilée ainsi :

- a) nom du centre de pédiatrie sociale et adresse;
- b) financement octroyé par centre;
- c) date de début du financement;
- d) nombre d’enfants rejoints.

Réponse

Liste des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) reconnus dans le cadre du partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation D^r Julien (Fondation). Au 31 janvier 2025, 47 CPSC reconnus étaient en activité.

Région administrative	Nom du CPSC	Année d’ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 octobre 2024	Enfants suivis du 1 ^{er} avril 2024 au 30 septembre 2024
Début du financement en 2024-2025				
6. Montréal	CPSC Montréal-Nord	2009*	-	-
6. Montréal	CPSC PEYO	Déc. 2024	-	-
14. Lanaudière	CPSC Lanaudière - Montcalm	Janv. 2025	-	-
Début du financement en 2023-2024				
6. Montréal	CPSC Saralikitaaq	Automne 2023	100 000,00 \$	44
Début du financement en 2022-2023				
7. Outaouais	CPSC Papineau	Juil. 2022	299 861,78 \$	109
12. Chaudière-Appalaches	CPSC Les Passerelles - Saint-Martin	Automne 2022	313 021,78 \$	149
Début du financement en 2021-2022				
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC Accroche-Cœur Gaspésie-Sud	Juil. 2021	364 281,78 \$	194
15. Laurentides	CPSC Au coin de ma rue Rivière-du-Nord Saint-Jérôme	Juil. 2021	414 855,59 \$	187
Début du financement en 2020-2021				
4. Mauricie	CPSC Saint-Léonard-d’Aston Le Cercle	Oct. 2020	107 676,00 \$	134
Début du financement en 2019-2020				
6. Montréal	CPSC Lachine	Juin 2019	596 628,96 \$	178
5. Estrie	Standstead (activités cessées en septembre 2021). Enfants suivis par l’équipe du CPSC Le Tandem de Magog	Janv. 2020	50 000,00 \$	-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 octobre 2024	Enfants suivis du 1 ^{er} avril 2024 au 30 septembre 2024
15. Laurentides	Argenteuil anglophone (activités cessées en janvier 2021) Enfants suivis par le CPSC Argenteuil	Janv. 2020	75 000,00 \$	-
Début du financement en 2018-2019				
15. Laurentides	CPSC Sainte-Agathe-des-Monts Cœur des Laurentides	Avril 2018	1 236 956,03 \$	187
16. Montérégie	CPSC de la Haute-Yamaska – Granby	Nov. 2018	713 447,37 \$	192
15. Laurentides	CPSC Antoine-Labelle (Mont-Laurier)	Sept. 2018	1 075 446,83 \$	254
16. Montérégie	CPSC de Longueuil – quartier Sacré-Cœur	Sept. 2018	536 903,95 \$	76
1. Bas-Saint-Laurent	CPSC Rimouski-Neigette	Févr. 2019	670 665,65 \$	157
7. Outaouais	CPSC Vallée-de-la-Gatineau - Maniwaki	Déc. 2018	971 351,71 \$	193
15. Laurentides	CPSC de Saint-Jérôme (activités cessées le 8 juillet 2021) Enfants suivis par le CPSC Rivière-du-Nord	Janv. 2019	75 000,00 \$	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC L'Équipage Côte-de-Gaspé Rivière-au-Renard	Janv. 2019	541 748,26 \$	108
14. Lanaudière	Centre Mihawoso – Manawan	Mars 2019	100 000,00 \$	288
Début du financement en 2017-2018				
6. Montréal	CPSC de Pierrefonds-Est La Maison Caracol	Nov. 2017	857 081,91 \$	355
5. Estrie	CPSC Tandem – Magog	Oct. 2017	1 189 201,29 \$	290
13. Laval	CPSC de Laval – quartier Pont Viau	Déc. 2017	909 112,44 \$	S.O. (voir CPSC Laval – Place Saint-Martin)
4. Mauricie	CPSC Shawinigan Coude à coude Centre Roland-Bertrand	Févr. 2018	951 814,27 \$	130
16. Montérégie	CPSC de LeMoyne (Longueuil) L'Envol	Févr. 2018	659 276,85 \$	178
12. Chaudière-Appalaches	CPSC Nouvelle-Beauce (départ du réseau des CPSC le 22 juin 2023)	Oct. 2017	75 000,00 \$	-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 octobre 2024	Enfants suivis du 1 ^{er} avril 2024 au 30 septembre 2024
Début du financement en 2016-2017				
6. Montréal	CPSC Saint-Laurent – Chameran	2016	1 114 685,56 \$	S.O. (voir CPSC Saint-Laurent Au cœur de l'enfance)
12. Chaudière-Appalaches	CPSC des Appalaches – Thetford Mines	2016	1 107 485,25 \$	225
13. Laval	CPSC Laval – Saint-Paul – Chomedey	2016	1 028 430,50 \$	S.O. (voir CPSC Laval – Place Saint-Martin)
14. Lanaudière	CPSC de Lanaudière – Joliette	2016	1 255 551,20 \$	S.O. (voir CPSC Lanaudière – Chertsey)
15. Laurentides	CPSC d'Argenteuil – Lachute	2017	1 143 560,23 \$	214
Début du financement en 2015-2016				
6. Montréal	CPSC La Ruelle – Fondation	1997	14 060 000 \$ **	1 290
6. Montréal	CPSC Atlas – Fondation	2003		
6. Montréal	CPSC Garage à musique – Fondation	2009		
7. Outaouais	CPSC du Vieux-Gatineau	2009	2 060 034,16 \$	889 (inclut CPSC du Vieux-Hull)
4. Mauricie	CPSC de Trois-Rivières	2009	1 596 140,62 \$	308
7. Outaouais	CPSC du Vieux-Hull	2015	1 600 747,57 \$	S.O. (voir CPSC du Vieux-Gatineau)
16. Montérégie	CPSC du Haut-Richelieu L'Étoile	2010	1 915 459,22 \$	420
12. Chaudière-Appalaches	CPSC de Lévis	2011	2 177 097,61 \$	525
13. Laval	CPSC Laval – Place Saint-Martin	2011	1 177 173,10 \$	411 (inclut CPSC Chomedey et CPSC Pont-Viau)
6. Montréal	CPSC Saint-Laurent Au cœur de l'enfance	2011	1 729 589,13 \$	640 (inclut CPSC Chameran)

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 octobre 2024	Enfants suivis du 1 ^{er} avril 2024 au 30 septembre 2024
3. Capitale-Nationale	CPSC de Québec	2012	1 762 521,54 \$	321
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC Haute-Gaspésie – Cap-Chat	2012	1 560 515,50 \$	162
6. Montréal	CPSC de Verdun Les Petits Renards	2012	1 101 453,23 \$	191
14. Lanaudière	CPSC Lanaudière – Chertsey	2013	1 254 139,81 \$	413 (inclut CPSC Joliette)
6. Montréal	CPSC Centre-Sud	2014	1 303 958,77 \$	93
5. Estrie	CPSC Main dans la main – Cowansville	2014	1 974 365,31 \$	330
4. Mauricie	CPSC de Drummondville – Les petits bonheurs	2015	1 620 064,56 \$	423
16. Montérégie	CPSC Grand Galop – Saint-Hyacinthe	2015	1 121 972,44 \$	107
17. Centre-du-Québec	CPSC Whapmagoostui Minnie’s Hope	2015	1 033 049,24 \$	162
Ensemble des régions			57 582 327 \$	10 527
<p>* Ce CPSC, ouvert depuis 2009, a été reconnu en 2024-2025 dans le cadre du partenariat avec la Fondation.</p> <p>** En 2015-2016, la Fondation a reçu 1 M\$ du ministère de la Santé et des Services sociaux et 80 000 \$ du Ministère.</p> <p>En 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, la Fondation a reçu 1 M\$ par année du Ministère pour les trois CPSC qu’elle administre.</p> <p>En 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, elle a reçu 1,5 M\$.</p> <p>En 2023-2024, elle a reçu 1,88 M\$.</p>				

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-155

Le 5 juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 57,5 M\$ afin de renforcer le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) au Québec.

En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler la répartition des sommes.

Réponse

Un nouvel investissement de 57,5 M\$ sur quatre ans a été annoncé dans le Budget 2023-2024, afin de consolider et de renforcer le déploiement du réseau québécois des CPSC au Québec, soit :

- 12,5 M\$ en 2023-2024;
 - 14 M\$ en 2024-2025;
 - 15 M\$ en 2025-2026;
 - 16 M\$ en 2026-2027.
-

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Concernant l’Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région :

- a) le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans;
- b) le nombre d’enfants moyen par famille;
- c) le nombre d’enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans... 18 ans);
- d) Nombre d’enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus);
- e) le nombre total d’enfants par région;
- f) le total des sommes octroyées en 2024-2025;
- g) la somme moyenne octroyée par famille;
- h) le revenu familial moyen.

Réponse

Éléments a), b), e), f) et g) :

Tableau 1 : Répartition des familles bénéficiaires et des enfants bénéficiaires de l’AF et sommes versées par région administrative, données provisoires de décembre 2024					
Région administrative	Nombre de familles	Enfant de 0 à 17 ans		Sommes versées (\$)	Sommes moyennes par famille (\$)
		Nombre d’enfants	Moyenne d’enfants par famille		
Bas-Saint-Laurent	19 033	32 129	1,7	71 904 522	3 778
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 909	47 913	1,7	101 499 394	3 511
Capitale-Nationale	83 353	137 694	1,7	281 923 868	3 382
Mauricie	27 321	45 889	1,7	106 789 353	3 909
Estrie	52 967	90 350	1,7	207 063 457	3 909
Montréal	188 321	318 867	1,7	755 958 574	4 014
Outaouais	45 952	77 867	1,7	171 894 698	3 741
Abitibi-Témiscamingue	16 041	27 836	1,7	59 654 048	3 719
Côte-Nord	9 572	15 847	1,7	35 987 304	3 760
Nord-du-Québec	6 581	13 237	2,0	36 284 765	5 514
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 158	13 066	1,6	30 528 716	3 742
Chaudière-Appalaches	49 401	85 691	1,7	182 508 780	3 694
Laval	49 386	85 050	1,7	187 884 687	3 804
Lanaudière	66 533	113 150	1,7	248 660 414	3 737
Laurentides	75 064	124 957	1,7	272 648 486	3 632
Montréal	172 706	289 165	1,7	611 781 292	3 542
Centre-du-Québec	28 416	49 448	1,7	114 562 367	4 032
Hors du Québec	496	861	1,7	1 650 638	3 328
Ensemble du Québec ⁽¹⁾	928 210	1 569 012	1,7	3 479 185 361	3 748

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties, car un même enfant peut être dénombré dans deux régions s’il est en garde partagée.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Élément c) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l’AF selon l’âge et la région administrative, données provisoires de décembre 2024	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie
Moins de 1 an	1 349	2 096	6 501	1 972	4 024
1 an	1 394	2 137	6 760	2 251	4 199
2 ans	1 596	2 431	7 527	2 358	4 597
3 ans	1 653	2 729	7 615	2 588	4 921
4 ans	1 631	2 457	7 210	2 457	4 696
5 ans	1 709	2 568	7 471	2 541	4 958
6 ans	1 696	2 604	7 593	2 552	4 929
7 ans	1 795	2 678	7 725	2 544	4 937
8 ans	1 803	2 712	7 921	2 658	5 159
9 ans	1 890	2 835	8 091	2 685	5 208
10 ans	1 823	2 736	8 061	2 672	5 378
11 ans	1 881	2 820	8 050	2 686	5 274
12 ans	1 998	2 843	8 043	2 679	5 391
13 ans	2 007	2 874	8 059	2 735	5 301
14 ans	1 969	2 794	8 127	2 636	5 487
15 ans	2 010	2 989	7 940	2 693	5 407
16 ans	2 011	2 860	7 713	2 640	5 309
17 ans	1 918	2 754	7 290	2 548	5 180
Total ⁽¹⁾	32 129	47 913	137 694	45 889	90 350

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l’arrondissement des nombres.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l’AF selon l’âge et la région administrative, donnée provisoires de décembre 2024 (suite)	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Moins de 1 an	15 110	3 164	1 161	630	517	571
1 an	15 800	3 599	1 301	683	610	645
2 ans	16 053	3 845	1 396	852	762	656
3 ans	16 595	4 267	1 587	854	823	732
4 ans	16 995	3 991	1 601	802	740	712
5 ans	17 180	4 305	1 571	896	768	724
6 ans	17 505	4 206	1 502	863	728	696
7 ans	17 836	4 329	1 508	897	790	736
8 ans	18 470	4 633	1 638	883	749	690
9 ans	18 851	4 581	1 580	873	697	736
10 ans	18 821	4 703	1 629	935	702	750
11 ans	18 646	4 724	1 593	930	760	757
12 ans	18 862	4 702	1 642	892	758	751
13 ans	18 619	4 618	1 651	994	761	781
14 ans	18 591	4 648	1 639	960	747	768
15 ans	18 426	4 726	1 639	967	817	780
16 ans	18 469	4 547	1 638	969	789	841
17 ans	18 040	4 284	1 564	969	723	744
Tota ⁽¹⁾	318 867	77 867	27 836	15 847	13 237	13 066

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l’arrondissement des nombres.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l’AF selon l’âge et la région administrative, données provisoires de décembre 2024 (suite)

	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montréal
Moins de 1 an	3 832	3 466	4 591	5 386	12 419
1 an	4 024	3 656	5 164	5 886	13 350
2 ans	4 297	3 841	5 548	6 277	14 479
3 ans	4 673	4 172	6 026	6 976	15 579
4 ans	4 558	4 128	5 945	6 693	15 262
5 ans	4 672	4 292	6 218	6 738	15 554
6 ans	4 639	4 352	6 203	6 860	15 816
7 ans	4 665	4 562	6 241	6 879	16 020
8 ans	4 926	4 798	6 580	7 280	16 699
9 ans	5 018	4 828	6 572	7 136	16 809
10 ans	5 050	5 036	6 594	7 372	17 109
11 ans	5 090	5 096	6 840	7 355	17 299
12 ans	5 004	5 226	6 744	7 520	17 357
13 ans	5 144	5 324	6 840	7 296	17 312
14 ans	5 144	5 541	6 766	7 490	17 229
15 ans	5 068	5 580	7 039	7 582	17 287
16 ans	5 063	5 661	6 766	7 299	17 233
17 ans	4 829	5 495	6 477	6 935	16 358
Total ⁽¹⁾	85 691	85 050	113 150	124 957	289 165

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l’arrondissement des nombres.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l’AF selon l’âge et la région administrative, données préliminaires de décembre 2024 (suite)

	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec ⁽¹⁾
Moins de 1 an	2 106	54	68 945
1 an	2 344	49	73 849
2 ans	2 571	63	79 143
3 ans	2 809	48	84 641
4 ans	2 665	63	82 603
5 ans	2 735	55	84 950
6 ans	2 746	62	85 548
7 ans	2 714	55	86 907
8 ans	2 756	52	90 402
9 ans	2 713	36	91 135
10 ans	2 964	53	92 385
11 ans	2 947	47	92 792
12 ans	2 956	50	93 413
13 ans	2 910	37	93 258
14 ans	2 860	44	93 436
15 ans	2 992	34	93 975
16 ans	2 917	29	92 749
17 ans	2 748	34	88 886
Total ⁽¹⁾	49 448	861	1 569 012

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l’arrondissement des nombres.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Élément d) :

Tableau 3 : Enfants bénéficiaires de l’AF selon leur rang dans la famille et la région administrative, données provisoires de décembre 2024								
Région administrative	Rang dans la famille							Total ⁽¹⁾
	1	2	3	4	5	6	7 ou plus	
Bas-Saint-Laurent	17 473	10 412	3 180	809	171	55	31	32 129
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26 275	15 784	4 596	991	186	60	23	47 913
Capitale-Nationale	76 290	45 219	12 343	2 889	672	188	94	137 694
Mauricie	25 043	14 603	4 485	1 256	310	118	76	45 889
Estrie	48 109	29 348	9 342	2 548	656	215	133	90 350
Montréal	182 175	98 050	28 229	7 052	1 985	757	620	318 867
Outaouais	42 719	24 828	7 540	2 020	507	153	101	77 867
Abitibi-Témiscamingue	14 756	9 090	2 911	803	192	53	33	27 836
Côte-Nord	8 897	4 850	1 506	417	114	42	21	15 847
Nord-du-Québec	6 478	3 810	1 793	750	272	94	42	13 237
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 559	4 113	1 081	236	51	20	8	13 066
Chaudière-Appalaches	45 215	28 593	8 923	2 247	474	153	87	85 691
Laval	47 712	27 615	7 790	1 564	283	71	17	85 050
Lanaudière	61 594	36 541	11 165	2 784	694	223	150	113 150
Laurentides	69 248	40 391	11 269	2 797	734	279	241	124 957
Montréal	160 824	94 389	26 020	6 079	1 324	353	177	289 165
Centre-du-Québec	25 867	16 166	5 328	1 540	367	119	62	49 448
Hors du Québec	485	256	87	23	6	2	3	861
Ensemble du Québec ⁽¹⁾	866 714	504 054	147 584	36 799	8 993	2 952	1 917	1 569 012

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l’arrondissement des nombres.

Élément h) :

Tableau 4 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires de l’AF par région administrative, données provisoires de décembre 2024		
Région administrative	Nombre de familles	Revenu annuel moyen
Bas-Saint-Laurent	19 033	103 282
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 909	112 892
Capitale-Nationale	83 353	122 934
Mauricie	27 321	97 059
Estrie	52 967	103 611
Montréal	188 321	122 999
Outaouais	45 952	112 829
Abitibi-Témiscamingue	16 041	119 583
Côte-Nord	9 572	112 241
Nord-du-Québec	6 581	77 540
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 158	96 631
Chaudière-Appalaches	49 401	113 003
Laval	49 386	116 865
Lanaudière	66 533	106 932
Laurentides	75 064	113 583
Montréal	172 706	123 607
Centre-du-Québec	28 416	97 166
Hors du Québec	496	103 561
Ensemble du Québec	928 210	115 717

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Concernant le supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région :

- a) le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé;
- b) le nombre d’enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans... 18 ans);
- c) le nombre total d’enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé par région;
- d) le total des sommes octroyées via le supplément pour enfant handicapé en 2024-2025, par région et au Québec;
- e) le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le supplément pour enfant handicapé, par région;
- f) le nombre de demandes de SEH reçues en 2024-2025 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2025.

Réponse

Éléments a) c) et d) :

Tableau 1 : Répartition des familles et des enfants bénéficiaires du SEH et sommes versées par région administrative, données provisoires de décembre 2024					
Région administrative	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Moyenne d'enfants par famille	Sommes versées (\$) ⁽²⁾	Sommes moyennes par famille (\$) ⁽²⁾
Bas-Saint-Laurent	758	753	0,99	3 732 386	4924
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1190	1177	0,99	5 180 402	4353
Capitale-Nationale	3335	3305	0,99	15 210 815	4561
Mauricie	1300	1307	1,01	5 730 794	4408
Estrie	2751	2793	1,02	11 906 800	4328
Montréal	8638	9097	1,05	48 722 640	5641
Outaouais	2059	2087	1,01	10 603 253	5150
Abitibi-Témiscamingue	597	584	0,98	2 831 529	4743
Côte-Nord	484	491	1,01	2 374 741	4906
Nord-du-Québec	233	240	1,03	1 029 494	4418
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	424	427	1,01	1 769 683	4174
Chaudière-Appalaches	1977	1954	0,99	9 041 533	4573
Laval	2449	2580	1,05	13 083 701	5342
Lanaudière	3767	3830	1,02	17 130 348	4547
Laurentides	3536	3595	1,02	16 234 091	4591
Montérégie	8015	8136	1,02	37 338 549	4659
Centre-du-Québec	1240	1228	0,99	5 430 168	4379
Hors du Québec	19	20	1,05	55 329	2912
Ensemble du Québec ⁽¹⁾	42 772	43 602	1,02	207 406 257	4849

(1) Pour le nombre d’enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties car un même enfant peut être dénombré dans deux régions s’il est en garde partagée.

(2) Ces montants comprennent les sommes versées pour le SEH et SEHNSE. En 2024, les sommes versées au SEHNSE sont estimées à 73,5 M\$ et touchaient 5 537 enfants.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Élément b) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, données provisoires de décembre 2024						
Âge	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	
Moins de 1 an	4	3	17	4	16	
1 an	6	11	35	21	28	
2 ans	18	26	67	20	46	
3 ans	26	35	83	37	66	
4 ans	31	44	124	51	105	
5 ans	43	56	175	70	143	
6 ans	42	67	200	83	191	
7 ans	47	69	208	100	194	
8 ans	40	77	235	85	208	
9 ans	64	83	235	80	172	
10 ans	51	83	220	97	191	
11 ans	57	82	218	85	196	
12 ans	39	83	235	117	212	
13 ans	62	103	247	98	209	
14 ans	53	94	261	79	218	
15 ans	59	88	230	108	212	
16 ans	59	88	242	79	183	
17 ans	53	87	278	96	207	
Total ⁽¹⁾	753	1177	3305	1307	2793	

Âge	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	
Moins de 1 an	34	5	1	0	2	
1 an	97	21	13	8	6	
2 ans	167	18	13	6	8	
3 ans	249	36	16	7	13	
4 ans	402	80	24	21	18	
5 ans	558	135	24	31	8	
6 ans	614	148	22	28	5	
7 ans	619	154	31	34	11	
8 ans	602	171	51	24	14	
9 ans	686	185	31	37	18	
10 ans	700	161	45	36	16	
11 ans	651	147	48	34	14	
12 ans	600	130	40	34	14	
13 ans	616	108	40	42	20	
14 ans	572	155	51	38	14	
15 ans	610	162	52	42	21	
16 ans	666	142	43	34	25	
17 ans	659	132	40	36	13	
Total ⁽¹⁾	9097	2087	584	491	240	

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, données provisoires de décembre 2024 (suite)

Âge	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides
Moins de 1 an	3	5	6	13	14
1 an	4	30	30	38	41
2 ans	7	40	43	50	48
3 ans	7	60	47	85	94
4 ans	17	82	99	146	143
5 ans	18	84	135	221	174
6 ans	24	121	176	247	235
7 ans	33	135	160	273	217
8 ans	26	153	170	306	261
9 ans	27	132	172	286	250
10 ans	26	130	189	280	237
11 ans	38	117	209	273	273
12 ans	24	146	215	265	284
13 ans	35	140	195	271	234
14 ans	25	132	171	252	261
15 ans	37	150	200	278	284
16 ans	38	144	198	273	287
17 ans	38	156	168	277	260
Total ⁽¹⁾	427	1954	2580	3830	3595

	Montérégie	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec
Moins de 1 an	48	8	0	183
1 an	89	13	0	491
2 ans	149	29	1	755
3 ans	191	30	2	1083
4 ans	284	45	1	1716
5 ans	428	61	1	2363
6 ans	477	73	3	2753
7 ans	517	81	1	2882
8 ans	525	96	4	3045
9 ans	563	92	0	3110
10 ans	545	88	2	3092
11 ans	564	69	2	3075
12 ans	638	76	0	3149
13 ans	612	86	1	3116
14 ans	603	90	1	3067
15 ans	644	98	0	3272
16 ans	649	106	0	3251
17 ans	615	92	1	3204
Total ⁽¹⁾	8136	1228	20	43 602

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Élément e) :

Tableau 3 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires du SEH par région, données provisoires de décembre 2024		
Région administrative	Nombre de familles	Revenu annuel Moyen (\$)
Bas-Saint-Laurent	758	79 582
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1190	93 082
Capitale-Nationale	3335	104 369
Mauricie	1300	73 201
Estrie	2751	87 231
Montréal	8638	88 520
Outaouais	2059	96 969
Abitibi-Témiscamingue	597	93 097
Côte-Nord	484	89 689
Nord-du-Québec	233	73 873
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	424	70 380
Chaudière-Appalaches	1977	90 957
Laval	2449	91 091
Lanaudière	3767	90 538
Laurentides	3536	94 075
Montréal	8015	103 879
Centre-du-Québec	1240	81 863
Hors du Québec	19	143 567
Ensemble du Québec	42 772	93 007

Élément f) :

Tableau 4 : Nombre de demandes de SEH reçues en 2024 et nombre de ces demandes acceptées refusées et encore à l'étude, données provisoires au 31 décembre 2024.			
Reçues	Acceptées	Refusées	À l'étude
8040	4055	1696	2289

(1) Les données provisoires de décembre 2024 sont des estimés.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2 » (SEHNSE), incluant les éléments suivants :

- a) nombre de demandes déposées en 2024-2025 pour le palier 1, ventilé par région;
- b) nombre d'enfants admis en 2024-2025, ventilé par région;
- c) nombre d'enfants refusés en 2024-2025, ventilé par région;
- d) nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région;
- e) délais moyens de traitement des demandes en 2024-2025;
- f) total des sommes versées en 2024-2025, ventilé par région.

Réponse

a), b), c) et d) :

Nombre de demandes SEHNSE reçues, acceptées et refusées en 2024 et nombre de demandes reçues en 2024 encore à l'étude au 19 février 2025, données provisoires de décembre 2024.

Région administrative	Reçues ⁽¹⁾	Acceptées ⁽²⁾ Palier 1	Acceptées ⁽²⁾ Palier 2	Refusées ⁽³⁾	À l'étude ⁽⁴⁾
Bas-Saint-Laurent	39	14	7	20	6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	26	9	5	22	6
Capitale-Nationale	119	36	30	51	27
Mauricie	45	15	11	14	6
Estrie	96	27	20	38	24
Montréal	414	164	135	124	80
Outaouais	85	41	33	27	14
Abitibi-Témiscamingue	19	8	4	6	5
Côte-Nord	7	4	1	4	2
Nord-du-Québec	12	5	4	0	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	4	2	8	2
Chaudière-Appalaches	66	32	25	25	7
Laval	104	36	43	30	28
Lanaudière	125	46	38	59	23
Laurentides	161	37	42	66	27
Montérégie	305	100	85	135	66
Centre-du-Québec	34	12	7	18	8
Hors du Québec	0	0	2	2	0
Ensemble des régions	1 673	590	494	649	336

- (1) Nombre total de demandes SEHNSE reçues en 2024, car les demandes ne se font pas par palier. C'est l'analyse de la demande qui détermine si l'enfant répond aux exigences du palier 1 ou à celles du palier 2.
- (2) Nombre de demandes qui ont été acceptées en 2024, cela pourrait inclure les demandes reçues avant 2024 qui étaient encore à l'étude en 2024.
- (3) Nombre de demandes refusées en 2024, c'est-à-dire que l'enfant ne répond pas aux exigences du palier 1 ni à celles du palier 2. Cela pourrait inclure les demandes reçues avant 2024 qui étaient encore à l'étude en 2024.
- (4) Nombre de demandes encore à l'étude en date du 19 février 2025.
- e) Aucune information concernant les délais moyens de traitement des demandes n'est disponible.
- f) En 2024, les sommes versées sont estimées à 73,5 M\$. Aucune ventilation par région n'est possible pour les sommes versées.

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-159

Le 5 décembre 2023, la ministre annonçait la mise sur pied du Comité de sages sur l'identité de genre. Depuis la mise en place du comité, veuillez nous fournir :

- a) La liste des rencontres en indiquant la liste des personnes présentes;
- b) L'ordre du jour des rencontres;
- c) Les procès-verbaux des rencontres;
- d) Les frais détaillés remboursés pour les rencontres;
- e) Le nombre d'employés du ministère de la Famille affectés au comité;
- f) Les montants octroyés en 2024-2025 aux membres du comité pour l'accomplissement de leurs fonctions (salaire, indemnité, autre);
- g) Une copie des mandats des membres du comité;
- h) La liste des recommandations du comité;
- i) La date prévue de la remise de rapports d'étape et du rapport final.

Réponse

Le mandat du Comité de sages sur l'identité de genre (Comité) consiste à produire une analyse des impacts potentiels sur l'ensemble de la société québécoise et identifier les enjeux sur lesquels le gouvernement devrait approfondir ses réflexions. Ainsi, à terme, les travaux du Comité permettront au gouvernement du Québec de prendre ses futures décisions de manière plus éclairée.

Plus précisément, le Comité doit :

- brosser un portrait de la réalité québécoise;
- recenser les politiques publiques, les pratiques et les directives québécoises dans plusieurs secteurs (éducation, sports et loisirs, santé et services sociaux, sécurité publique, etc.);
- analyser leurs effets potentiels sur l'ensemble de la société québécoise;
- recenser, comparer et analyser les politiques, les directives et les pratiques mises en place au sein des États comparables au Québec;
- identifier les principaux enjeux à approfondir pour la suite.

Le Comité collabore avec le Conseil québécois LGBT et les ministères et organismes gouvernementaux concernés, lesquels l'ont notamment soutenu dans l'identification des experts et des groupes de la société civile à consulter dans le cadre de ses travaux. Le Ministère offre, en outre, un soutien logistique au Comité. Depuis la création du Comité, entre 1 et 3 ETC ont travaillé à la réalisation des différents mandats en soutien à ses travaux.

Le Comité a rencontré un total de 24 experts, équipes dédiées et ordres professionnels de différents horizons. En outre, plus d'une centaine de groupes et de personnes de la société civile ont été entendus en consultations privées. L'objectif de ces rencontres consistait à prendre connaissance des enjeux liés à l'identité de genre.

Plusieurs de ces personnes ont demandé que leur participation demeure confidentielle. Dans ce contexte, et pour le respect de la confidentialité qui a été assurée à chaque personne rencontrée, la liste détaillée n'est pas disponible.

Le 4 mars 2024, devant le consensus dégagé et partagé par le Comité, le gouvernement du Québec a consenti à ce que le marqueur X puisse être apposé sur les cartes d'assurance maladie et les permis de conduire, comme c'est déjà le cas pour les certificats de naissance et les autres documents délivrés par le Directeur de l'état civil.

Le rapport final du Comité est attendu au printemps 2025.

En date du 31 janvier 2025, les dépenses encourues pour les travaux du comité s'élèvent à 331 652,14 \$ et demeurent à l'intérieur de l'enveloppe prévue.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-160

Le 13 novembre 2023, la ministre de la Famille annonçait 6,4 M\$ afin de mieux soutenir les services communautaires destinés aux familles autochtones et de permettre le déploiement de travailleuses et de travailleurs de proximité en milieu urbain. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir la liste des organismes ayant obtenu des sommes en indiquant :

- a) Le nom de l’organisme;
- b) La ville, région;
- c) Le montant octroyé.

Réponse

Programme de soutien financier aux organismes Famille en milieu autochtone

Liste des organismes subventionnés 2024-2025.

Nom de l’organisme	Région administrative	Montant accordé
Centre Mamik Lac-Saint-Jean-Est (Alma)	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	176 179 \$
Centre Mamik Lac-Saint-Jean (Roberval)	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	176 179 \$
Centre Mamik Saguenay	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	176 179 \$
Centre Mamuk	Capitale-Nationale (03)	120 000\$
Centre d’amitié autochtone de La Tuque	Mauricie (04)	176 179 \$
Centre d’amitié autochtone de Trois-Rivières	Mauricie (04)	176 179 \$
Southern Quebec Inuit Association	Montréal (06)	176 179 \$
Centre d’amitié autochtone de Montréal	Montréal (06)	120 000 \$
Montréal autochtone	Montréal (06)	120 000 \$
Centre d’amitié autochtone de Maniwaki	Outaouais (07)	176 179 \$
Centre d’amitié autochtone de Val-d’Or	Abitibi-Témiscamingue (08)	176 179 \$
Centre d’entraide et d’amitié autochtone de Senneterre	Abitibi-Témiscamingue (08)	176 179 \$
Nation Naskapie de Kawawachikamach	Côte-Nord (09)	176 179 \$
Maison familiale de Mianirsivik	Nord-du-Québec (10)	176 179 \$
Maison familiale de Pituat	Nord-du-Québec (10)	176 179 \$
Salluit Family House	Nord-du-Québec (10)	176 179 \$
Centre d’amitié autochtone de Lanaudière	Lanaudière (14)	176 179 \$
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	Centre-du-Québec (17)	176 179 \$
Conseil en éducation des Premières Nations pour l’Institution Kiuna	Centre-du-Québec (17)	176 179 \$

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-160

Programme de soutien financier du travail de proximité culturellement adapté aux familles autochtones en milieu urbain

Liste des organismes subventionnés 2024-2025

Nom de l'organisme	Région administrative	Montant accordé
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 \$
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 \$
Centre Mamik Saguenay	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 \$
Centre multiservices pour autochtones en milieu urbain à Kebek (MAMUK)	Capitale-Nationale (03)	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Mauricie (04)	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Mauricie (04)	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Montréal (06)	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Outaouais (07)	75 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Abitibi-Témiscamingue (08)	75 000 \$
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Nord-du-Québec (10)	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Lanaudière (14)	75 000 \$

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-161

- Concernant les mesures d’assistance, veuillez nous dire :
- a) Le nombre de formulaires de demande de reconnaissance d’un assistant au majeur soumis au curateur, ventilé par région;
 - b) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région;
 - c) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région;
 - d) Le nombre de demandes de révision d’une décision, ventilé par région;
 - e) Le délai moyen de traitement d’une demande;
 - f) Le nombre de personnes reconnues inscrites dans le Registre public des assistants, ventilé par région;
 - g) Le nombre de consultations du registre en 2024-2025;
 - h) Le nombre de dossiers ayant fait l’objet d’une opposition à une demande de reconnaissance d’un assistant, ventilé par région.

Réponse

a) En date du 31 mars 2025, depuis l’entrée en vigueur de la loi, 2641 demandes de reconnaissances ont été reçues. Les demandes proviennent des régions suivantes:

Montréal	474
Capitale-Nationale	379
Montréal	369
Laurentides	181
Estrie	195
Chaudière-Appalaches	161
Lanaudière	165
Outaouais	101
Laval	113
Saguenay-Lac Saint-Jean	119
Bas-Saint-Laurent	78
Mauricie	93
Abitibi-Témiscamingue	49
Centre-du-Québec	96
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	24
Côte-Nord	21
Nord-du-Québec	6
Information non renseignée	17

b) En date du 31 mars 2025, depuis l’entrée en vigueur de la loi, 1978 ont été acceptées. Les demandes proviennent des régions suivantes:

Montréal	359
Capitale-Nationale	296
Montréal	267
Laurentides	138
Estrie	137
Chaudière-Appalaches	124
Lanaudière	118
Outaouais	79
Laval	86
Saguenay-Lac Saint-Jean	81
Bas-Saint-Laurent	60
Mauricie	72
Abitibi-Témiscamingue	43
Centre-du-Québec	77

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-161

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15
Côte-Nord	15
Nord-du-Québec	4
Information non renseignée	7

c) En date du 31 mars 2025, depuis l’entrée en vigueur de la loi 34 demandes ont été refusées. Les demandes proviennent des régions suivantes:

Montréal	8
Capitale-Nationale	3
Montréal	7
Laurentides	2
Erie	3
Chaudière-Appalaches	2
Lanaudière	5
Outaouais	1
Laval	1
Saguenay-Lac Saint-Jean	1
Mauricie	1

d) Aucune

e) Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, le délai moyen de traitement d’une demande est de 46 jours. Le calcul débute à partir du moment où la demande est complète.

f) Depuis l’entrée en vigueur de la loi au 31 mars 2025, 2776 assistants sont inscrits dans le Registre public des assistants.

g) Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, la page d’accueil du Registre public des assistants a été consultée à 20 283 reprises et 533 vérifications au Registre ont été effectuées.

h) Depuis l’entrée en vigueur de la loi au 31 mars 2025, 9 dossiers ont fait l’objet d’une opposition à une demande de reconnaissance d’un assistant. La distribution par région des demandes d’opposition est la suivante:

Demandes d’opposition	Région
Montréal	2
Capitale-Nationale	3
Montréal	2
Chaudière-Appalaches	1
Outaouais	1

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-162

Le nombre de représentations temporaires.

Réponse

Au 31 janvier 2025, il y avait une personne représentée temporairement au public et trois personnes représentées temporairement au privé pour un total de quatre personnes.

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-163

Le nombre de plaintes déposées en 2024-2025, par catégorie;

Réponse

Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 325 plaintes ont été traitées. Une plainte peut comporter jusqu’à deux catégories de motifs.

Catégories de plaintes	Du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025
Gestion des biens dossiers publics (183) et dossiers privés (10)	193
Qualité des communications / non-retours d’appels dans les 2 jours ouvrables/ réponse tardive à une demande	99
Qualité des services	96
Protection de la personne	30
Mesures d’assistance	1
Autres	13

Un total de 16,9% des motifs de plaintes se sont avérés fondés.

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-164

La liste des projets pilotes permettant aux organismes d’être reconnus officiellement comme assistants autorisés en indiquant:

- a) Le nom du projet;
- b) L’organisme responsable du projet pilote;
- c) La région;
- d) Une courte description;
- e) Le financement octroyé;
- f) La date de début et de fin du projet pilote;
- g) Si le projet est terminé, veuillez nous fournir le bilan du projet.

Réponse

- a) Le nom du projet : Projet pilote pour permettre à des organismes d’être reconnus comme assistants auprès d’une personne isolée qui vit une difficulté
- b) L’organisme responsable du projet pilote et c) La région
Le Curateur public du Québec gère ce projet pilote. Au 31 janvier, sept organismes étaient sélectionnés et vingt-et-une personnes, employées ou bénévoles, étaient en processus d’homologation pour être reconnues officiellement comme délégués. Les organismes sont situés dans six régions différentes du Québec.
- d) Le projet pilote permet à des organismes sans but lucratif (OSBL) d’être reconnus comme assistants auprès de personnes isolées qui vivent une difficulté, quelles qu’elles soient (perte d’autonomie attribuable au vieillissement, déficience intellectuelle légère, limitation visuelle, auditive ou motrice, barrière linguistique, etc.). Cette initiative vise à élargir la portée de la mesure d’assistance pour en faire bénéficier les personnes isolées qui ne peuvent compter sur des proches.
- e) Chaque organisme a signé un contrat avec le Curateur public du Québec pour un maximum de 24 500\$ sur trois ans, pour un total de 171 500\$ pour les sept OSBL.
- f) Le projet pilote a débuté le 1^{er} octobre 2024 et se terminera le 1^{er} octobre 2027.
- g) Aucun bilan n’est disponible pour l’instant.

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-165

Depuis le 4 mars 2025, une vérification des antécédents judiciaires doit être faite lors de l'ouverture d'une tutelle, du remplacement d'un tuteur ou d'une demande de représentation temporaire. En lien avec cette nouvelle obligation, veuillez nous fournir :

- a) Les ententes avec les corps de police pour cette nouvelle obligation;
- b) Le coût moyen d'une vérification;
- c) Le délai moyen d'une vérification d'antécédents;
- d) Le nombre de dossiers traités depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle obligation.

Réponse

- a) L'entente avec la Sûreté du Québec est en cours de signature. Il n'y a pas d'autres ententes avec d'autres corps policiers municipaux. Cette entente vise les demandes faites par le Curateur public lorsqu'il recommande un proche ou lorsque qu'il se fait remplacer par un proche à titre de tuteur.
- b) et c) Les coûts et les délais ne sont pas uniformes puisque le traitement est fait par différents corps policiers.
- d) Au 31 janvier 2025, les amendements législatifs adoptés par l'Assemblée nationale du Québec n'étaient pas en vigueur.

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-166

Concernant les personnes itinérantes sous la responsabilité du Curateur, veuillez nous dire :

- a) Le nombre de personnes sous la responsabilité du Curateur, ventilé par région;
- b) Le nombre de ressources attirées à cette clientèle, par région;
- c) Les programmes et les mesures mis en place pour cette clientèle;
- d) Les investissements liés à cette clientèle;
- e) La liste des ententes avec des organismes pour intervenir auprès de cette clientèle en indiquant le nom de l’organisme et le financement octroyé.

Réponse

a) Données du 15 février 2025

Régions	Itinérance chronique	Itinérance cyclique	Itinérance situationnelle	Total	Personnes à surveiller	Grand Total
Direction territoriale de Montréal	19	3	6	28	90	118
Direction territoriale de l’Est	13	1	12	26	49	75
Direction territoriale Sud	5	0	2	7	49	56
Direction territoriale Nord	7	0	5	12	32	44
Total	44	4	25	73	220	293

- b) La situation de l'itinérance est gérée par les ressources des directions territoriales à travers leurs attributions régulières. Elles bénéficient du soutien d’une agente de soutien spécialisée en itinérance et en santé mentale au besoin.
- c) Programmes et les mesures :
- Plan d’action organisationnel visant à :
 - Porter une attention particulière aux enjeux liés à l'itinérance;
 - Améliorer la connaissance des différents intervenants du Curateur public qui soutiennent les employés concernés par la gestion des situations d’itinérance ou à risque de le devenir;
 - Faciliter l'accès et la continuité aux différents services offerts par les organismes d'aide en itinérance;
 - S’adapter aux nouveaux enjeux liés à l’itinérance et proposer des solutions aux problématiques qui en découlent.
 - État de situation aux 4 mois :
 - évolution de la situation dans chacune des directions territoriales
 - actions et suivis réalisés ou à mettre en place
 - Collaborations avec le MSSS, le RSSS et les organismes concernés.
- d) Embauche d’une agente de liaison spécialisée en itinérance et en santé mentale en mai 2022.
- e) Aucune entente. Des partenariats avec la Maison du père ainsi qu’avec la Mission Bon accueil sont toutefois en place afin d’aider ces deux ressources à mieux identifier les personnes représentées en situation d’itinérance.

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-167

Le rapport annuel de gestion du Curateur 2023-2024 affirme que « Le Curateur public poursuit son virage numérique avec le démarrage d’un grand projet visant notamment à bonifier le soutien et l’accompagnement offerts aux proches impliqués dans la représentation légale d’un des leurs vivant avec une inaptitude.” En lien avec cet extrait du rapport, veuillez nous fournir:

- a) Une description du virage numérique;
- b) Les échéanciers;
- c) Le coût estimé du virage numérique;
- d) Les investissements prévus par année, pour les 5 prochaines années.

Réponse

a) Le Curateur public a procédé à la révision de son dispositif de protection. Dans ce contexte, il effectue un virage numérique qui a pour objectif d’offrir des services publics plus adéquats, plus performants, plus rapides et plus intuitifs, tout en concrétisant la stratégie de transformation numérique gouvernementale. Le virage numérique regroupe deux projets, celui de la Gestion de la représentation – volet privé qui est en cours de réalisation, ainsi que le projet terminé d’opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité (Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes).

b) L’opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité s’est terminée le 31 mars 2023. Le projet Gestion de la représentation – volet privé est prévu se terminer le 15 août 2026. L’information sur les projets informatiques qualifiés de plus de 500 000 \$ est également disponible au Tableau de bord en ressources informationnelles à l’adresse suivante: <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

c) Le coût estimé du virage numérique :

Projet	Coût total	État
Opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité	25 291,1 k\$	Terminé
Gestion de la représentation – volet privé	33 902,8 k \$	En cours
Total	59 193,9 k\$	

La sous-questions d) ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-168

Concernant le nouveau siège social du Curateur public, veuillez nous fournir;

- a) L’adresse du siège social;
- b) La superficie des locaux;
- c) Les coûts de loyer mensuel et annuel;
- d) Les sommes investies pour l’aménagement du siège social;
- e) Les sommes détaillées investies pour l’achat de mobiliers et d’équipement.

Réponse

- a) L’adresse du siège social : 500, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
- b) La superficie des locaux : 9 794,96 m²
- c) Les coûts de loyer mensuel et annuel :

Coût loyer mensuel	327 251,95 \$
Coût loyer annuel	3 927 023,40 \$ ¹

- d) Les sommes investies pour l’aménagement : 986 388,53 \$ ²
- e) Les sommes investies pour l’achat de mobiliers et d’équipement : Aucun montant n’a été investi dans le cadre du déménagement en 2023. Le Curateur public a réutilisé intégralement le mobilier fournit par Loto-Québec.

¹ Dépense brute annuelle des loyers pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025, incluant les frais d’exploitation et le financement des travaux d’aménagement.

Le coût du loyer au m² est passé de 409,46\$ à 357,41\$ à la suite du déménagement du siège social. Cela se concrétise par une baisse de loyer mensuelle de 56 243,67 \$ par mois, soit 674 924,04 \$ par an, grâce à la réduction du coût unitaire et de la superficie occupée (de 10 305,38 m² à 9 794,96 m²). Les frais d’exploitation ont aussi diminué de 1 440,79 \$ par mois.

² Comprend les coûts des travaux minimaux d’aménagement, de déménagement et de signalisation. Le tout a été géré par la Société québécoise des infrastructures et amorti sur 180 mois pour le Curateur public.

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-169

Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1^{er} novembre en 2024. Le Curateur étant ciblé par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le Curateur pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :

- a) Gel de recrutement
 - i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement;
 - ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.
- b) Limitation du temps supplémentaire;
- c) Limitation des dépenses de déplacement.

Réponse

La réponse à cette question a été fournie en réponse à la question 6 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-170

Le 12 mars 2024, le Curateur lançait un sondage sur la mesure d’assistance. Veuillez nous fournir:

a.

Les résultats du sondage;

b.

Le coût du sondage.

Réponse

a. Les résultats du sondage :	
La population ciblée pour le sondage web :	<div>La population cible est l’ensemble des internautes adultes du Québec intéressés par la mesure d’assistance à titre personnel ou impliqués auprès de personnes pouvant être intéressées par celle-ci. Le sondage web a été publicisé via des canaux de diffusion permettant de joindre cette population cible.</div> <div>747 personnes ont répondu au sondage.</div>
L’objectif général du sondage :	Connaître et suivre l’évolution de l’opinion des citoyens sur l’intérêt pour la mesure d’assistance, les besoins et les attentes relatives à la mesure, ainsi que les limites ou les obstacles perçus.
La connaissance de la mesure d’assistance :	La moitié des répondants (50 %) disent connaître la mesure d’assistance avant de répondre au sondage.
La nécessité de la mesure d’assistance	<div>Environ 5 % des répondants affirment rencontrer des difficultés (ex. : limitation physique, problème de santé, déficience intellectuelle légère, perte d’autonomie) nécessitant de l'assistance.</div> <div>Une proportion similaire (5 %) des répondants déclare recevoir de l’aide d’au moins une personne proche aidante.</div> <div>Ce sont 6 % des répondants qui utiliseraient la mesure d’assistance à titre de personne assistée. Le moment le plus fréquemment identifié pour faire la demande d’une mesure d’assistance serait lorsque le besoin se ferait sentir.</div>
Les utilisateurs de la mesure d’assistance :	<div>Parmi les personnes souhaitant de l’assistance (6 % des répondants), environ une sur dix indique déjà bénéficier d’une mesure d’assistance.</div> <div>Il y a 32% des répondants qui s’identifient comme assistant. Parmi ces derniers, environ une personne sur quatre indique être déjà reconnue comme assistant ou être en cours de démarche pour se faire reconnaître à ce titre.</div>
Les besoins auxquels répondent la mesure d’assistance	Les assistés, les assistants potentiels ou en processus de le devenir mentionnent dans plus de 80 % des cas que les besoins auxquels répondraient la mesure d’assistance sont: la communication avec le gouvernement provincial ou fédéral, les contacts avec les institutions

Étude des crédits 2025-2026

Curateur public

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-170

	<p>financières et l'accès aux ressources ou services de santé.</p> <p>Plus de la moitié des assistés et des assistants actuels mentionnent qu'ils utilisent effectivement la mesure pour ces besoins.</p>
Les attentes sur la mesure d'assistance :	Plus de 60 % des répondants identifient comme principales attentes de la mesure d'assistance le fait de permettre une communication plus facile avec les tiers (ex : banques, firmes de télécommunications, assureurs, etc.), faciliter la prise de décision et contribuer à un meilleur respect des volontés et préférences de la personne.
Le principal obstacle à se prévaloir de la mesure d'assistance :	L'obstacle le plus important, qui ferait hésiter les répondants à se prévaloir de la mesure d'assistance, est la crainte d'une démarche trop complexe.
Le mode de soumission de la demande d'une mesure d'assistance :	<p>Pour les assistés potentiels ayant offert une réponse, le tiers des répondants préfèrent utiliser une demande en ligne et 12 % préfèrent soumettre leur demande par la poste.</p> <p>Les répondants qui préfèrent la soumission en ligne mentionnent l'accessibilité en lien avec l'autonomie d'utilisation, la facilité et l'adaptation visuelle possible.</p> <p>Ceux qui préfèrent le mode papier (par la poste) notent qu'il est plus accessible, que son utilisation permet une meilleure compréhension et un temps de réflexion avant l'envoi.</p>
L'utilisation dans le cadre du travail :	37 % des répondants qui utiliseraient la mesure d'assistance dans le cadre de leur travail indiquent qu'ils sauraient quoi faire s'ils devaient interagir avec un assistant ou une assistante.

b. Le coût du sondage :

Le sondage n'a engendré aucun coût, puisqu'il fut réalisé en ligne par les ressources du Curateur public.

Étude des crédits 2025-2026

**Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-171

Concernant le projet de Gestion de la représentation (volet privé), fournir pour 2024-2025 :

- a. Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);
- b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
- c. Les entreprises d'infonuagique impliquées;
- d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
- e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
- f. État d'avancement;
- g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Réponse

Pour les sous-questions a), d), e), f), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000\$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante: <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Les sous-questions b) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

c) Microsoft

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

- a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé par année;
- b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement;
- c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025 indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026;
- d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque mesure;
- e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a) et c) Le tableau de l’annexe A présente les montants alloués et les montants autofinancés en 2024-2025 pour chacune des mesures du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 (Plan d’action).

b) et d) Les activités suivantes ont été réalisées en 2024-2025 par le Ministère :

Mesure	Crédits prévus 2024-2025	Sommes versées 2024-2025 (en date du 31 janvier 2025)	État d’avancement 2024-2025
1. Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l’information sur l’intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d’intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l’orientation vers des ressources d’aide	242 969 \$	80 000 \$*	<p>Le groupe d’échange de pratiques sur l’intimidation a été lancé le 12 novembre 2024.</p> <p>Le nouveau site Web visant à héberger la Trousse Anti-Troll est en ligne depuis le 11 novembre 2024.</p> <p>Le Ministère a tenu, depuis le lancement du Plan d’action, six rencontres du Comité d’experts sur l’intimidation et la cyberintimidation.</p> <p>Les travaux pour le transfert du contenu Intimidation sur Québec.ca sont terminés.</p> <p>Un total de 19 outils a été mis en ligne sur Québec.ca.</p> <p>*La somme versée de 80 000 \$ correspond au transfert au ministère de la Sécurité publique pour la réalisation de la campagne #StopLesCyberviolences.</p>
2. Réaliser un portrait statistique global de l’intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	421 800 \$	421 800 \$	<p>Une infographie de l’Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté 2022, réalisée par l’Institut de la statistique du Québec, a été diffusée en mai 2024.</p>

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Mesure	Crédits prévus 2024-2025	Sommes versées 2024-2025 (en date du 31 janvier 2025)	État d’avancement 2024-2025
17. Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l’intimidation et de la cyberintimidation	600 000 \$	463 023 \$*	Le volet jeune de la campagne de sensibilisation sur la cyberintimidation intitulée <i>La cyberintimidation ça passe pas</i> a été diffusé du 8 novembre au 1 ^{er} décembre 2024. *Ce montant comprend le transfert de 328 000 \$ à la mesure 13.
18. Réviser les modalités du programme de soutien financier <i>Ensemble contre l’intimidation</i> pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 \$	306 244 \$	Versements pour les projets en cours de réalisation (éditions 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024).
20. Reconnaître la contribution exemplaire d’individus, d’organismes scolaires et d’organisations dans la création d’environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix <i>Ensemble contre l’intimidation</i>	59 500 \$	16 352 \$	La cérémonie du Prix <i>Ensemble contre l’intimidation</i> s’est tenue le 10 octobre 2024.
25 Actualiser la trousse média sur l’intimidation en fonction des données les plus à jour	18 000 \$	- \$	Actualisation de contenus de la trousse (populations autochtones, personnes de la diversité sexuelle et de genre, intimidation vécue par les jeunes, intimidation vécue chez les adultes, intimidation vécue en milieu sportif, prévention de l’intimidation).

Les montants dépensés et le niveau d’élaboration pour les mesures des autres ministères et organismes en 2024-2025 seront connus lors de la reddition de comptes annuelle prévue en mai 2025. Aucun pourcentage d’implantation n’est calculé.

- e)
- Chaque ministère et organisme est responsable des mesures qu’il porte. Un cadre de suivi et d’évaluation préliminaire a été déposé au Secrétariat du Conseil du trésor en avril 2021, dans lequel des indicateurs et des cibles ont été identifiés pour chacune des mesures.

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Éléments qui concernent les mesures du Ministère		
Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
1. Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l’information sur l’intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d’intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	<ul style="list-style-type: none">Offrir un outil de référencement à l’ensemble de la population et aux intervenants en matière d’intimidation et de cyberintimidation.	<ol style="list-style-type: none">Mise en place du comité d’experts : décembre 2021 (réalisé);Transfert des informations sur Québec.ca : septembre 2022 (réalisé en mars 2023);Mise en place du forum de discussion pour les intervenants spécialisés : mars 2022 (subvention octroyée en mars 2022 et plateforme lancée le 12 novembre 2024);Nombre d’intervenants inscrits au forum de discussion : 300 en mars 2025;Nombre d’outils promus sur le site de Québec.ca : 45 en mars 2025;Création de matériel ou de capsules : 3 en mars 2025.
2. Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	<ul style="list-style-type: none">Connaître la répartition du nombre de victimes d’actes d’intimidation et de cyberintimidation et les clientèles plus touchées (LGBTQ+, personnes handicapées, personnes en contexte de vulnérabilité);Connaître les principaux contextes dans lesquels les comportements, paroles, actes ou gestes peuvent se manifester (contextes de travail, scolaire, sportif, récréatif et familial);Connaître les moyens utilisés par les personnes victimes pour éviter une situation d'intimidation ou y mettre fin;Identifier les formes de soutien auxquelles les personnes victimes d'actes d'intimidation (milieu, entourage, services publics) ont eu accès, ainsi que les obstacles rencontrés.	<ol style="list-style-type: none">Questionnaire prétest : novembre 2021 (réalisé);Bilan de collecte : décembre 2022 (réalisé);Rapports statistique et méthodologique : décembre 2023 (réalisé);Transmission du fichier de données : mars 2024 (réalisé);Diffusion de deux infographies : juin 2024 (réalisé).

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Éléments qui concernent les mesures du Ministère		
Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
17. Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l’intimidation et de la cyberintimidation	Inciter la population à adopter des comportements bienveillants empreints de respect et d’ouverture à la diversité.	1. Élaboration d’une approche communicationnelle : un par année (réalisé pour 2024-2025); 2. Taux de clientèles visées : 50 % des clientèles visées par l’approche communicationnelle élaborée chaque année; 3. Taux de moyens de communication proposés pour joindre les clientèles visées : Réalisation de 50 % des moyens de communication proposés pour joindre les clientèles.
18. Réviser les modalités du programme de soutien financier <i>Ensemble contre l’intimidation</i> pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	Maintenir, dans les différents milieux, la réalisation de projets ayant des impacts positifs en matière de prévention et de lutte contre l’intimidation.	Poursuite des projets en cours de réalisation (éditions 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024).
20. Reconnaître la contribution exemplaire d’individus, d’organismes scolaires et d’organisations dans la création d’environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix <i>Ensemble contre l’intimidation</i>	Encourager les personnes et les organisations à poser des gestes pour promouvoir une société bienveillante et inclusive.	Édition 2024-2025 1. Nombre de candidatures déposées : 50 (nombre reçu : 12); 2. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Individu : Au moins 10 (nombre reçu : 3); 3. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Organisation : Au moins 10 (nombre reçu : 6); 4. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Milieu scolaire : Au moins 10 (nombre reçu : 3); 5. Nombre de moyens utilisés pour faire la promotion du prix : Au moins 5 (réalisé – février 2024).
25. Actualiser la trousse média sur l’intimidation en fonction des données les plus à jour	Assurer l’actualisation annuelle de la trousse média sur l’intimidation.	La trousse média est mise à jour annuellement : 31 mars de chaque année à partir de 2022. Les besoins des utilisateurs de la trousse média sont documentés : 31 mars 2022 (réalisé).

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Annexe A					
Montants alloués et autofinancés pour l’année 2024-2025– Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	N° mesure	Mesure	Crédits révisés	Autofinancement	Total 2024-2025
Mesures centrales	1	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l’information sur l’intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d’intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	242 969 \$	- \$	242 969 \$
	2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	421 800 \$	- \$	421 800 \$
Orientation 1 Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation	3	Soutenir la mise en place d’un modèle d’intervention concertée entre les milieux policier, judiciaire et scolaire en cas de cyberintimidation découlant d’incidents de partage non consensuel de photos intimes (SEXTO)	286 731 \$	10 630 \$	297 361 \$
	4	Informar la population sur les conséquences de l’hostilité en ligne visant les femmes, notamment celles qui prennent la parole dans l'espace public, et sur les recours légaux possibles pour les victimes	50 000 \$	- \$	50 000 \$
	5	Prévenir les situations de demandes répétées et de partage non consensuel d’images à caractère sexuel ou intime chez les jeunes de 11 à 24 ans et intervenir de façon éthique dans ces situations	37 500 \$	- \$	37 500 \$
			37 500 \$	- \$	37 500 \$
	6	Étudier les facteurs de risque, de protection et de prévention pour mieux prévenir la cyberintimidation auprès des personnes aînées	50 000 \$	- \$	50 000 \$

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Annexe A					
Montants alloués et autofinancés pour l’année 2024-2025– Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	N° mesure	Mesure	Crédits révisés	Autofinancement	Total 2024-2025
Orientation 2 Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif	7	Accompagner les établissements scolaires dans l’élaboration de lignes directrices pour baliser les interventions et les responsabilités relatives à l’utilisation éthique du numérique	- \$	- \$	- \$
	8	Soutenir les apprentissages sur l’utilisation responsable des médias sociaux et des technologies chez les jeunes pour les amener à devenir des citoyens et citoyennes responsables à l’ère du numérique	- \$	- \$	- \$
	9	Soutenir le développement des compétences et de l'expertise du personnel scolaire en matière de relations saines et positives	- \$	- \$	- \$
	10	Accompagner le milieu scolaire dans une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle ou de genre et de la diversité des familles	30 000 \$	- \$	30 000 \$
	11	Collaborer aux travaux visant le développement de compétences du futur personnel scolaire en matière de prévention et de réduction de la violence et de l’intimidation	- \$	- \$	- \$
	12	Poursuivre le déploiement d’agentes et d'agents de soutien régionaux climat, violence et intimidation (ASR) ayant pour mission d’accompagner le réseau scolaire dans le maintien d’un climat sain, sécuritaire et positif	- \$	1 300 000 \$	1 300 000 \$
	13	Comprendre et prévenir la polarisation des discours pouvant mener à des conflits, à des violences ou à de l’intimidation	92 000 \$	- \$	92 000 \$
	14	Accompagner les organismes dans la mise en place de mesures en matière de protection de l’intégrité en contexte de sport et de loisir	167 800 \$	432 200 \$	600 000 \$

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Annexe A					
Montants alloués et autofinancés pour l’année 2024-2025– Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	N° mesure	Mesure	Crédits révisés	Autofinancement	Total 2024-2025
	15	Diffuser auprès des jeunes, des parents ainsi que des intervenants et intervenantes du milieu sportif des outils révisés plus inclusifs pour promouvoir une pratique sportive saine et sécuritaire	10 000 \$	10 000 \$	20 000 \$
	16	Poursuivre et renforcer la promotion de valeurs positives dans la pratique des loisirs et des sports	155 000 \$	95 000 \$	250 000 \$
Orientation 3 Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	17	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l’intimidation et de la cyberintimidation	600 000 \$	- \$	600 000 \$
	18	Réviser les modalités du programme de soutien financier <i>Ensemble contre l’intimidation</i> pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 \$	- \$	1 200 000 \$
	19	Sensibiliser la population, même au plus jeune âge, à l’importance d’entretenir de saines relations familiales à l’égard du patrimoine financier	- \$	- \$	- \$
	20	Reconnaître la contribution exemplaire d’individus, d’organismes scolaires et d’organisations dans la création d’environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix <i>Ensemble contre l’intimidation</i>	59 500 \$	- \$	59 500 \$
	21	Mettre sur pied des activités de sensibilisation sur l’importance d’entretenir des relations exemptes d’intimidation et de favoriser un environnement bienveillant dans les habitations collectives pour personnes âgées	- \$	- \$	- \$

Étude des crédits 2024-2025

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Annexe A					
Montants alloués et autofinancés pour l’année 2024-2025– Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	Nº mesure	Mesure	Crédits révisés	Autofinancement	Total 2024-2025
	22	Produire et rendre disponibles des outils visant à sensibiliser la population à l’intimidation dont peuvent être victimes les personnes handicapées	40 000 \$	- \$	40 000 \$
	23	Soutenir l'acquisition de connaissances sur le phénomène de l’intimidation homophobe et transphobe en région	- \$	- \$	- \$
	24	Élaborer une trousse d'outils pour soutenir les divers milieux engagés dans la lutte contre l'intimidation à caractère homophobe et transphobe	25 000 \$	- \$	25 000 \$
	25	Actualiser la trousse média sur l’intimidation en fonction des données les plus à jour	18 000 \$	- \$	18 000 \$
Mesure destinée aux milieux autochtones	26	Élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones	286 200 \$	- \$	286 200 \$
			190 000 \$	- \$	190 000 \$
Total			4 000 000 \$	1 847 830 \$	5 847 830 \$

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT_2

Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

- a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé par année;
- b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement;
- c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025 indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026;
- d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque orientation;
- e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a)

Orientation	Montant alloué 2024-2025	Montant autofinancé
Mesures centrales	664 769 \$	- \$
<u>Orientation 1</u> Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation	461 731 \$	10 630 \$
<u>Orientation 2</u> Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif	454 800 \$	1 837 200 \$
<u>Orientation 3</u> Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	1 942 500 \$	- \$
Mesure destinée aux milieux autochtones	476 200 \$	- \$

b), c) et e) La réponse à cette question est donnée dans la fiche RPPLQ-INT 1.

d) Le niveau d’élaboration se fait pour chaque mesure et non par orientation. Celui-ci s’effectue lors de la reddition de comptes annuelle. Aucun pourcentage d’implantation n’est calculé par orientation.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT_3

Pour chacune des actions prévues dans le Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

- a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé par année;
- b) Les montants investis en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l’investissement;
- c) Pour les années 2023-2024, 2024-2025, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026;
- d) Indiquer le niveau d’élaboration et le pourcentage d’implantation pour chaque action;
- e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

La réponse à cette question est donnée dans la fiche RPPLQ-INT 1.

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille

Demande de renseignements particuliers

Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT_4

Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquez :

- a) liste exhaustive des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2025;
- b) liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2025;
- c) liste des consultations effectuées sur le Web au 31 mars 2025;
- d) sommes investies pour les consultations en 2023-2024, 2024-2025 et les projections pour 2025-2026.

Réponse

Il n’y a eu aucune consultation en 2024-2025 dans le cadre du Plan d’action concerté pour prévenir et contrer l’intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-INT_5

Mesure destinée aux milieux autochtones, bilan des mesures visant à soutenir les projets et les initiatives afin de prévenir et contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.

Réponse

La mesure 26 du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 consiste à élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.

Étude des crédits 2025-2026

**Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle**

Question : RPPLQ-INT_6

Indiquer toute somme supplémentaire déboursée en 2024-2025 pour permettre l'atteinte des objectifs du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et indiquer les raisons pour justifier ces déboursés.

Réponse

Aucune somme supplémentaire n'a été déboursée en 2024-2025 pour permettre l'atteinte des objectifs du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Réponse

Le Ministère est responsable de coordonner l'action gouvernementale en matière de lutte contre l'intimidation. Dans ce contexte, une équipe est dédiée à la coordination du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 (Plan d'action) et à la mise en œuvre des six mesures sous la responsabilité du Ministère.

Pour le Ministère, l'équivalent de 2,8 ETC œuvrent au Plan d'action :

- deux professionnelles à temps complet : 2 ETC;
- une professionnelle à temps partiel : 0,25 ETC;
- une directrice : 0,2 ETC;
- une technicienne en administration : 0,2 ETC;
- une conseillère en communication : 0,15 ETC.

Le Ministère ne détient pas l'information sur les ETC des autres ministères et organismes responsables des mesures du Plan d'action.

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE)

Légende: ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion

Masse salariale : correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionnée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 11 décembre 2024 et du ratio d’enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d’occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1			Source: <u>Rapport financier 2023-2024 - Données en ETC</u>															
			Nombre d'ETC						Masse salariale pour 2023-2024					Rémunération moyenne en 2023-2024				
Catégories d'emploi			CPE	BC	Total CPE & BC	GS	Total CPE - BC - GS	GNS*	Total CPE+BC+GS+GNS**	CPE	BC	CPE & BC	GS	CPE & BC & GS	CPE	BC	GS	Total
1	Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	16 711		16 711	5 759	22 470	5 855	36 585	781 752 592 \$		781 752 592 \$	256 238 451 \$	1 037 991 043 \$	46 781 \$		44 492 \$	46 194 \$
2		Éducatrice non qualifiée	4 733		4 733	3 527	8 260			161 528 334 \$		161 528 334 \$	117 889 449 \$	279 417 783 \$	34 130 \$		33 426 \$	33 829 \$
3		Total personnel éducateur	21 444	-	21 444	9 286	30 730			943 280 926 \$	- \$	943 280 926 \$	374 127 900 \$	1 317 408 826 \$	43 989 \$		40 289 \$	42 871 \$
4	Autres	Éducatrice spécialisée	636		636	113	750			27 682 982 \$		27 682 982 \$	4 800 320 \$	32 483 302 \$	43 511 \$		42 347 \$	43 335 \$
5		Aide-éducatrice	241	-	241	290	531			8 283 351 \$		8 283 351 \$	9 984 153 \$	18 267 504 \$	34 391 \$		34 465 \$	34 431 \$
6		Agente de conformité	-	195	195		195			9 716 532 \$	9 716 532 \$		9 716 532 \$		49 833 \$		49 833 \$	
7		Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 219		1 219	436	1 655			50 907 516 \$		50 907 516 \$	16 875 604 \$	67 783 120 \$	41 765 \$		38 697 \$	40 956 \$
8		Préposée	449		449	148	597			14 466 169 \$		14 466 169 \$	5 519 213 \$	19 985 382 \$	32 226 \$		37 298 \$	33 483 \$
9		Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	309	222	531	32	562			16 591 472 \$	11 965 413 \$	28 556 885 \$	1 666 830 \$	30 223 715 \$	53 730 \$	53 867 \$	52 832 \$	53 734 \$
10		Total autres	2 854	417	3 271	1 019	4 289			117 931 490 \$	21 681 945 \$	139 613 435 \$	38 846 120 \$	178 459 555 \$	41 326 \$	51 981 \$	38 134 \$	41 604 \$
11	Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	262	71	333	90	423			12 784 539 \$	3 454 174 \$	16 238 713 \$	4 336 999 \$	20 575 712 \$	48 837 \$	48 509 \$	48 430 \$	48 695 \$
12		Commis comptable ou secrétaire comptable	79	61	140	24	164			3 209 623 \$	2 475 145 \$	5 684 768 \$	1 106 504 \$	6 791 272 \$	40 551 \$	40 427 \$	46 204 \$	41 329 \$
13		Secrétaire-réceptionniste	46	12	58	10	68			1 741 736 \$	448 638 \$	2 190 374 \$	364 748 \$	2 555 122 \$	38 176 \$	36 301 \$	37 681 \$	37 763 \$
14	Total personnel de soutien administratif	387	145	531	123	655			17 735 898 \$	6 377 957 \$	24 113 855 \$	5 808 251 \$	29 922 106 \$	45 882 \$	44 049 \$	47 153 \$	45 716 \$	
15	Personnel de gestion	Directrice générale	768	89	857	587	1 444			75 849 398 \$	8 635 054 \$	84 484 452 \$	39 130 257 \$	123 614 709 \$	98 766 \$	96 868 \$	66 685 \$	85 611 \$
16		Directrice adjointe - volet administration	155	32	187	233	420			10 966 727 \$	1 807 556 \$	12 774 283 \$	12 324 814 \$	25 099 097 \$	70 781 \$	56 780 \$	52 951 \$	59 827 \$
17		Directrice adjointe dans un BC	-	83	83	-	83				6 015 935 \$	6 015 935 \$		6 015 935 \$		72 616 \$		72 616 \$
18		Directrice adjointe en installation	905		905	142	1 047			64 123 541 \$		64 123 541 \$	7 397 412 \$	71 520 953 \$	70 884 \$		51 979 \$	68 314 \$
19		Total personnel de gestion	1 828	204	2 031	962	2 993			150 939 666 \$	16 458 545 \$	167 398 211 \$	58 852 483 \$	226 250 694 \$	82 592 \$	80 749 \$	61 186 \$	75 588 \$
20		Grand total	26 511	766	27 277	11 390	38 667		44 522	1 229 887 980 \$	44 518 447 \$	1 274 406 427 \$	477 634 754 \$	1 752 041 181 \$	46 391 \$	58 139 \$	41 935 \$	45 311 \$

Tableau 2		Source : <u>Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2023-2024 - Données en individus</u>														
		CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
		Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés
1	Bas-Saint-Laurent	46	693	134	NA	N/A	NA	2	17	2	2	16	-	50	726	136
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	72	979	150	NA	N/A	NA	28	221	36	23	183	22	123	1 383	208
3	Capitale-Nationale	208	2 265	493	6	N/A	19	116	1 020	144	153	1 066	121	483	4 351	777
4	Mauricie	79	938	139	NA	N/A	NA	18	102	12	15	92	12	112	1 132	163
5	Estrie	162	1 608	274	NA	N/A	NA	40	386	51	35	216	27	237	2 210	352
6	Montréal	504	5 206	760	6	N/A	20	486	3 615	501	493	2 376	261	1 489	11 197	1 542
7	Outaouais	122	1 242	191	NA	N/A	NA	58	443	92	51	322	45	231	2 007	328
8	Abitibi-Témiscamingue	52	654	108	NA	N/A	NA	4	40	4	NA	-	NA	56	694	112
9	Côte-Nord	41	376	96	NA	N/A	NA	96	NA	NA	NA	NA	NA	41	376	96
10	Nord-du-Québec	39	428	121	1	N/A	1	NA	-	NA	-	1	-	40	429	122
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28	338	65	NA	N/A	NA	1	3	1	NA	-	NA	29	341	66
12	Chaudière-Appalaches	112	1 464	273	5	N/A	14	34	286	33	47	324	29	198	2 074	349
13	Laval	90	936	147	NA	N/A	NA	98	748	122	113	705	82	301	2 389	351
14	Lanaudière	106	1 422	253	NA	N/A	NA	91	801	99	75	485	47	272	2 708	399
15	Laurentides	146	1 562	250	NA	N/A	NA	83	828	88	101	650	62	330	3 040	400
16	Montréal	377	3 797	650	NA	N/A	NA	260	2 159	209	264	1 633	123	901	7 589	982
17	Centre-du-Québec	70	927	166	NA	N/A	NA	39	264	39	16	100	24	125	1 291	229
Sous-total		2 254	24 835	4 270	18	N/A	54	1 358	10 933	1 433	1 388	8 169	855	5 018	43 937	6 612
Grand Total		31 359			72			13 724			10 412			55 567		

Source: Collecte de données des rapports d'activités 2023-2024.

Note: Ces données ne sont pas publiées par le Ministère dans le rapport *Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, 2023-2024* . Des données similaires seront publiées dans le Portrait de la main d'œuvre.

Annexe 2 - Données sur la proportion de personnel éducateur qualifié

Légende: ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1 664 heures par année pour les éducatrices ; 1 820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1	Source: Rapport financier annuel 2023-2024 - Données en équivalent temps complet (ETC)											
	Article 23 du RSCEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application en 2023-2024 est de 1 sur 2 jusqu'au 31 mars 2027. Quatre exceptions à cette règle sont possibles dans les cas suivants (mais un ratio minimal de 1 sur 3 doit être strictement respecté) : le permis initial est délivré depuis moins de 5 ans OU le permis a été modifié depuis moins de 5 ans pour augmenter, de 8 ou plus, le nombre maximum d'enfants pouvant être reçu OU il s'agit d'un permis de garderie et une première entente de subvention a été conclue avec le Ministère après le 31 octobre 2023, mais depuis moins de 5 ans OU lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévues à la plage horaire de la garderie.											
	CPE				GS				Total CPE + GS			
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ
1 Bas-Saint-Laurent	398	78%	114	22%	4	56%	1	44%	402	78%	115	22%
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	591	77%	176	23%	101	59%	45	41%	692	76%	221	24%
3 Capitale-Nationale	1 476	77%	445	23%	456	54%	260	46%	1 933	73%	706	27%
4 Mauricie	552	76%	169	24%	32	75%	22	25%	583	75%	192	25%
5 Estrie	1 104	77%	327	23%	182	57%	97	43%	1 285	75%	425	25%
6 Montréal	3 842	79%	1 022	21%	2098	65%	1 047	35%	5 940	74%	2 069	26%
7 Outaouais	718	62%	443	38%	219	53%	119	47%	937	62%	562	38%
8 Abitibi-Témiscamingue	299	64%	171	36%	9	35%	9	65%	308	63%	180	37%
9 Côte-Nord	192	67%	97	33%	-	-	-	-	192	67%	97	33%
10 Nord-du-Québec	31	60%	21	40%	-	-	-	-	31	60%	21	40%
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	134	70%	59	30%	1	38%	-	62%	136	70%	59	30%
12 Chaudière-Appalaches	1 087	79%	282	21%	142	59%	78	41%	1 229	77%	359	23%
13 Laval	749	85%	128	15%	483	68%	206	32%	1 233	79%	334	21%
14 Lanaudière	956	83%	194	17%	426	66%	174	34%	1 382	79%	368	21%
15 Laurentides	1 077	83%	222	17%	439	60%	216	40%	1 515	78%	439	22%
16 Montérégie	2 936	80%	717	20%	1057	60%	567	40%	3 993	76%	1 284	24%
17 Centre-du-Québec	570	80%	146	20%	110	64%	55	36%	680	77%	201	23%
Total	16 711	78%	4 733	22%	5 759	67%	2 898	0,33	22 470	75%	7 631	25%

Tableau 2	Source : Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2023-2024 - Données en individus																							
	Article 23 du RSCEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application en 2023-2024 est de 1 sur 2 jusqu'au 31 mars 2027. Quatre exceptions à cette règle sont possibles dans les cas suivants (mais un ratio minimal de 1 sur 3 doit être strictement respecté) : le permis initial est délivré depuis moins de 5 ans OU le permis a été modifié depuis moins de 5 ans pour augmenter, de 8 ou plus, le nombre maximum d'enfants pouvant être reçu OU il s'agit d'un permis de garderie et une première entente de subvention a été conclue avec le Ministère après le 31 octobre 2023, mais depuis moins de 5 ans OU lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévues à la plage horaire de la garderie.																							
	CPE						GS						GNS						Total CPE + GS + GNS					
Région administrative	Nombre EQ*	Proportion EQ**	Nombre ENQ***	Proportion ENQ****	Nombre qui répond aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre EQ*	Proportion EQ**	Nombre ENQ***	Proportion ENQ****	Nombre qui répond aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre EQ*	Proportion EQ**	Nombre ENQ***	Proportion ENQ****	Nombre qui répond aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre EQ*	Proportion EQ**	Nombre ENQ***	Proportion ENQ****	Nombre total de CPE, GS et GNS qui répondent aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹	Nombre total de CPE, GS et GNS qui ne répondent pas aux exigences du ratio (soit 1 sur 2 ou 1 sur 3) ¹
1 Bas-Saint-Laurent	456	66%	237	34%	51	3	6	35%	11	65%	1	1	9	56%	7	44%	3	0	471	65%	255	35%	55	4
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	670	68%	309	32%	65	2	125	57%	96	43%	15	0	96	52%	87	48%	17	3	891	64%	492	36%	97	5
3 Capitale-Nationale	1 661	73%	604	27%	149	2	514	50%	506	50%	71	9	387	36%	679	64%	77	34	2 562	59%	1 789	41%	297	45
4 Mauricie	653	70%	285	30%	65	0	59	58%	43	42%	8	0	43	47%	49	53%	11	0	755	67%	377	33%	84	-
5 Estrie	1 145	71%	463	29%	111	0	205	53%	181	47%	19	3	116	54%	100	46%	22	5	1 466	66%	744	34%	152	8
6 Montréal	3 954	76%	1 252	24%	369	3	2 248	62%	1 367	38%	328	12	1 123	47%	1 253	53%	347	40	7 325	65%	3 872	35%	1 044	55
7 Outaouais	734	59%	508	41%	78	7	223	50%	220	50%	32	7	132	41%	190	59%	37	8	1 089	54%	918	46%	147	22
8 Abitibi-Témiscamingue	375	57%	279	43%	42	2	13	33%	27	68%	3	0	-	0%	-	0%	0	0	388	56%	306	44%	45	2
9 Côte-Nord	225	60%	151	40%	29	4	-	0%	-	0%	0	0	-	0%	-	0%	0	0	225	60%	151	40%	29	4
10 Nord-du-Québec	177	41%	251	59%	28	4	-	0%	-	0%	0	0	-	0%	1	0%	0	1	177	41%	252	59%	28	5
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	205	61%	133	39%	25	1	2	67%	1	33%	1	0	-	0%	-	0%	0	0	207	61%	134	39%	26	1
12 Chaudière-Appalaches	1 111	76%	353	24%	105	2	159	56%	127	44%	23	1	139	43%	185	57%	27	5	1 409	68%	665	32%	155	8
13 Laval	784	84%	152	16%	62	0	491	66%	257	34%	59	3	333	47%	372	53%	76	10	1 608	67%	781	33%	197	13
14 Lanaudière	1 099	77%	323	23%	84	0	491	61%	310	39%	54	3	232	48%	253	52%	42	7	1 822	67%	886	33%	180	10
15 Laurentides	1 232	79%	330	21%	95	1	479	58%	349	42%	50	5	315	48%	335	52%	63	8	2 026	67%	1 014	33%	208	14
16 Montérégie	2 893	76%	904	24%	262	1	1 216	56%	943	44%	156	10	729	45%	904	55%	145	30	4 838	64%	2 751	36%	563	41
17 Centre-du-Québec	659	71%	268	29%	60	1	155	59%	109	41%	19	2	46	46%	54	54%	10	1	860	67%	431	33%	89	4
18 Total	18 033	73%	6 802	27%	1 680	33	6 386	58%	4 547	42%	839	56	3 700	45%	4 469	55%	877	152	28 119	64%	15 818	36%	3 396	241

Source: Collecte de données des rapports d'activités 2023-2024
Note: Ces données ne sont pas publiées par le Ministère dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, 2023-2024. Des données similaires seront publiées dans le Portrait de la main d'œuvre.

ANNEXE 3 - PORTRAIT DU RÉSEAU 2024-2025 (en date du 31 janvier 2025)

TABLEAU 1 : PORTRAIT DU RÉSEAU EN INSTALLATION (PLACES AU NET)

RÉGION	CPE			GS			GNS			TOTAL INST.		TOTAL
	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	
1 Bas-Saint-Laurent	455	2 176	2 631	25	118	143	30	128	158	510	2 422	2 932
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	618	2 986	3 604	295	788	1 083	200	991	1 191	1 113	4 765	5 878
3 Capitale-Nationale	1 298	8 550	9 848	941	4 811	5 752	1 134	5 175	6 309	3 373	18 536	21 909
4 Mauricie	655	3 148	3 803	75	445	520	85	564	649	815	4 157	4 972
5 Estrie	965	5 681	6 646	314	1 718	2 032	110	1 121	1 231	1 389	8 520	9 909
6 Montréal	3 266	22 378	25 644	2 891	20 076	22 967	3 634	18 082	21 716	9 791	60 536	70 327
7 Outaouais	803	4 380	5 183	547	2 603	3 150	334	1 827	2 161	1 684	8 810	10 494
8 Abitibi-Témiscamingue	405	2 081	2 486	30	142	172	0	0	0	435	2 223	2 658
9 Côte-Nord	255	1 475	1 730	0	0	0	0	0	0	255	1 475	1 730
10 Nord-du-Québec	402	2 161	2 563	5	8	13	5	10	15	412	2 179	2 591
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	250	1 097	1 347	5	16	21	0	0	0	255	1 113	1 368
12 Chaudière-Appalaches	1 049	5 200	6 249	309	1 283	1 592	276	1 570	1 846	1 634	8 053	9 687
13 Laval	562	3 539	4 101	554	4 053	4 607	877	4 314	5 191	1 993	11 906	13 899
14 Lanaudière	921	5 024	5 945	813	3 878	4 691	509	2 344	2 853	2 243	11 246	13 489
15 Laurentides	934	5 874	6 808	796	4 045	4 841	660	3 635	4 295	2 390	13 554	15 944
16 Montérégie	2 574	14 885	17 459	2 073	11 179	13 252	1 811	9 384	11 195	6 458	35 448	41 906
17 Centre-du-Québec	509	2 861	3 370	295	1 363	1 658	80	542	622	884	4 766	5 650
TOTAL	15 921	93 496	109 417	9 968	56 526	66 494	9 745	49 687	59 432	35 634	199 709	235 343

TABLEAU 2 : PORTRAIT DES MISES SOUS PERMIS (PLACES AU BRUT)

RÉGION	CPE			GS			GNS			TOTAL INST.		TOTAL
	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	
1 Bas-Saint-Laurent	35	74	109	0	0	0	20	19	39	55	93	148
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	50	92	142	20	3	23	0	0	0	70	95	165
3 Capitale-Nationale	110	351	461	40	146	186	16	120	136	166	617	783
4 Mauricie	70	66	136	0	0	0	0	0	0	70	66	136
5 Estrie	15	84	99	35	112	147	0	0	0	50	196	246
6 Montréal	66	186	252	50	41	91	0	0	0	116	227	343
7 Outaouais	0	0	0	0	8	8	0	0	0	0	8	8
8 Abitibi-Témiscamingue	5	10	15	0	0	0	0	0	0	5	10	15
9 Côte-Nord	12	25	37	0	0	0	0	0	0	12	25	37
10 Nord-du-Québec	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	20	56	76	0	0	0	0	0	0	20	56	76
12 Chaudière-Appalaches	65	196	261	0	0	0	5	0	5	70	196	266
13 Laval	6	11	17	10	0	10	10	66	76	26	77	103
14 Lanaudière	50	180	230	61	145	206	0	0	0	111	325	436
15 Laurentides	35	125	160	35	125	160	45	199	244	115	449	564
16 Montérégie	65	152	217	120	318	438	25	127	152	210	597	807
17 Centre-du-Québec	40	49	89	30	110	140	15	81	96	85	240	325
TOTAL	644	1 658	2 302	401	1 008	1 409	136	612	748	1 181	3 278	4 459

Annexe 4 – Répartition fréquentation ou non en service de garde éducatif à l'enfance (SGEE)

Répartition en nombre des enfants âgés* de 0 à 5 ans qui fréquentaient ou non un service éducatif au 31 mai 2024														
Type de services éducatifs	Moins de 1 an		1 an		2 ans		3 ans		4 ans		Sous-total		5 ans et +	Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre
En SGEE reconnus ou au préscolaire	31 834	41,3	58 282	73,4	65 822	76,6	67 601	78,2	75 735	85,4	299 274	71,7	317	299 591
En SGEE	31 834	41,3	58 282	73,4	65 822	76,6	67 601	78,2	55 553	62,6	279 092	66,8	317	279 409
Milieu familial reconnu	12 289	15,9	16 607	20,9	16 100	18,7	14 200	16,4	8 066	9,1	67 262	16,1	1	67 263
Centre de la petite enfance	7 406	9,6	18 246	23,0	23 431	27,3	26 527	30,7	26 104	29,4	101 713	24,4	15	101 728
Garderie subventionnée	5 742	7,4	12 486	15,7	15 023	17,5	16 191	18,7	13 192	14,9	62 633	15,0	30	62 663
Garderie non subventionnée	6 397	8,3	10 944	13,8	11 268	13,1	10 684	12,4	8 191	9,2	47 484	11,4	271	47 755
Au préscolaire 4 ans									20 182	22,8	20 182	4,8		
Maternelle 4 ans à demi-temps									419	0,5	419	0,1		
Maternelle 4 ans à temps plein									19 763	22,3	19 763	4,7		
Hors SGEE reconnus et hors préscolaire 4 ans	45 310	58,7	21 133	26,6	20 115	23,4	18 823	21,8	12 961	14,6	118 342	28,3		
Ensemble des enfants (0-4 ans) en 2024	77 144	100,0	79 415	100,0	85 937	100,0	86 425	100,0	88 696	100,0	417 616	100,0		
* Âge des enfants au 30 septembre 2023.														
Sources :														
• Ministère de la Famille, Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance.														
• Ministère de l'Éducation du Québec, données sur le préscolaire 4 ans en 2023-2024, bilan 2.														
• Institut de la statistique du Québec, projections démographiques au 1 ^{er} juillet 2024.														
Note : Excluant les SGEE autochtones sous entente de délégation de pouvoir.														
Note : Les totaux peuvent être différents de la somme des colonnes ou des lignes, car des valeurs avec décimales y sont arrondies. Dans de faibles cas (4 %), l'information n'étant pas disponible, une imputation de l'occupation selon la moyenne régionale est effectuée, ce qui introduit les décimales.														
Note : Le nombre le plus élevé d'enfants hors SGEE reconnus est de 45 310 chez les moins de 1 an. Bien que nous ne disposions de données à cette fin, nous pouvons présumer qu'il s'agit d'un effet du Régime québécois d'assurance parentale et que les enfants demeurent à la maison avec un de leur parent.														

Annexe 5 – Données sur la Mesure exceptionnelle de soutien (MES) à l'intégration en service de garde

Nombre de demandes MES, nombre d'enfants ayant reçu la MES et sommes versées, en 2024-2025, selon la région administrative (au 31 janvier 2025)								
Région administrative		Demandes reçues	Demandes acceptées / Enfants ayant reçu la MES*				Demandes refusées	Sommes versées (\$)
			CPE	RSGE	GS	Total		
1.	Bas-Saint-Laurent	57	50	6	0	56	1	1 402 381
2.	Saguenay–Lac-Saint-Jean	32	21	1	5	27	5	537 848
3.	Capitale-Nationale	168	106	0	37	143	25	2 608 413
4.	Mauricie	35	35	0	0	35	0	782 030
5.	Estrie	156	112	2	28	142	14	2 894 544
6.	Montréal	467	246	31	153	430	37	9 574 775
7.	Outaouais	78	54	2	17	73	5	1 782 686
8.	Abitibi-Témiscamingue**	23	19	0	1	20	3	608 184
9.	Côte-Nord**							
10.	Nord-du-Québec**							
11.	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**							
12.	Chaudière-Appalaches	72	59	0	6	65	7	1 281 475
13.	Laval	106	59	0	43	102	4	2 929 262
14.	Lanaudière	92	47	3	29	79	13	1 501 661
15.	Laurentides	75	36	1	27	64	11	1 409 716
16.	Montréal	246	185	9	38	232	14	5 445 024
17.	Centre-du-Québec	52	38	0	12	50	2	1 032 280
Total		1 659	1 067	55	396	1 518	141	33 790 280***
Note : Les données sur la clientèle couvrent la période du 1 ^{er} septembre 2024 au 31 janvier 2025 (année MES débutant en septembre) et les données financières couvrent la période du 1 ^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.								
* Comme chaque demande ne concerne qu'un seul enfant, le nombre de demandes acceptées correspond au nombre d'enfants ayant reçu la MES.								
** Les données de ces régions sont cumulées, car la donnée par région est trop petite et pourrait permettre d'identifier les enfants concernés (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).								
*** Les montants par région ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas au total indiqué.								

